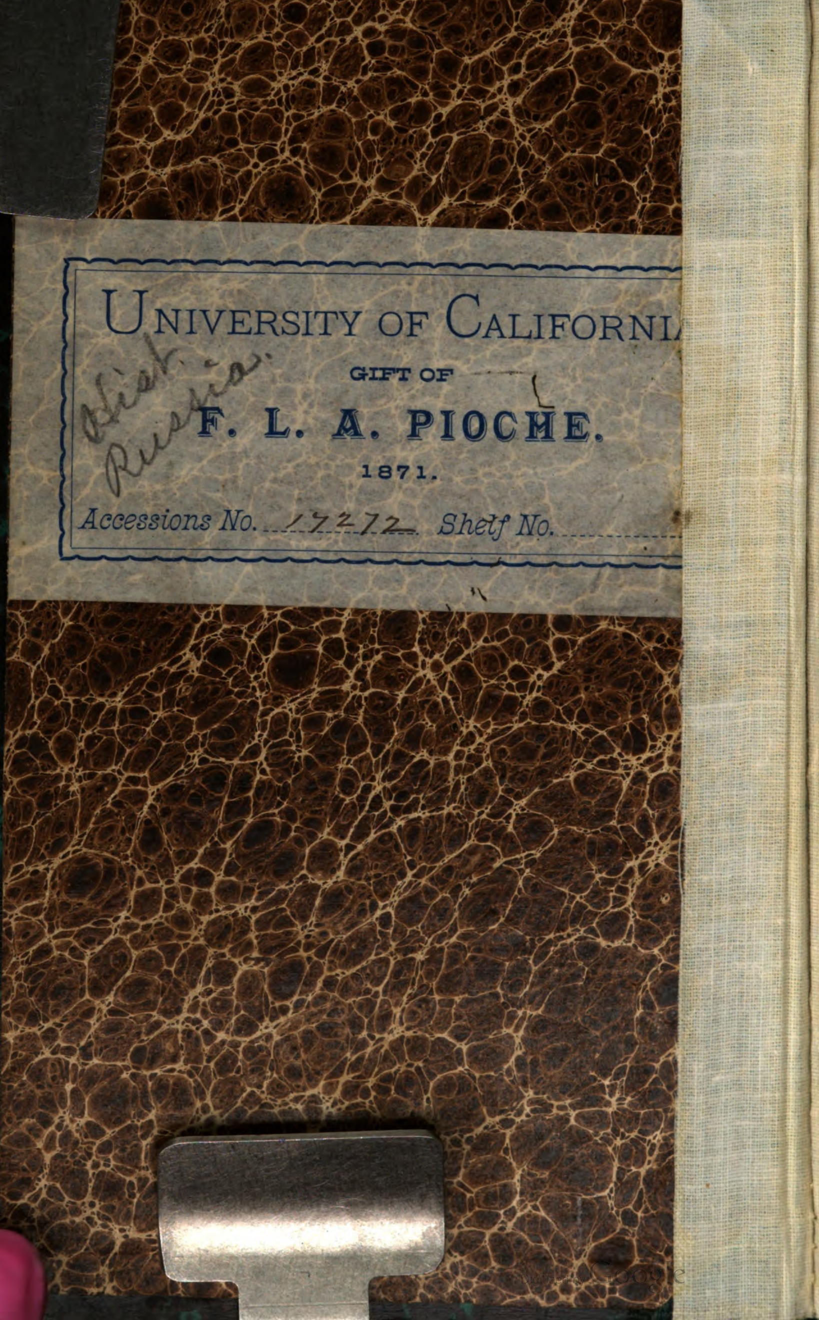

UC-NRLF
$B 319 370


UNIVERSITY OF CALIFORNIA
GIFT OF
F. L. A. PIOCHE.
1871.
Accessions No. 17272 Shelf No.
Asiat. Russia.
Digitized by Google



cour, sa vie de père de famille au milieu de ses enfants, sa mort, si édifiante et si radieuse, qui a été à la fois celle d'un empereur, d'un philosophe, d'un chrétien.

Dans ce livre que je consacre à tous les actes d'un règne rempli de grandes choses, j'aurai une occasion toute naturelle d'étudier à fond l'organisation domaniale, financière, religieuse, militaire, administrative de la Russie, organisation créée ou perfectionnée par le génie de l'Empereur Nicolas Ier; mais tout en apportant une attention minutieuse à ce côté sérieux et instructif de mon ouvrage, je ne perdrai jamais de vue que mon but principal, en écrivant cet ouvrage, est de lui donner le plus possible de lecteurs et de faire beaucoup de partisans, en France ainsi qu'en Europe, à cette grande nation russe que je regarde comme la sœur et l'émule de la France dans l'avenir de la politique et de la civilisation.

PAUL LACROIX
(BIBLIOPHILE JACOB.)

Paris, 1er juillet 1864.

HISTOIRE

DE LA VIE ET DU RÈGNE

DE

NICOLAS I[ER]

EMPEREUR DE RUSSIE

I

Nicolas Pavlovitch, qui devait un jour être Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, naquit, au château de Gatchina, le 6 juillet (25 juin, calendrier russe (1)) 1796, qui fut la dernière année du grand règne de l'impératrice Catherine II.

C'était le troisième fils et le neuvième enfant du grand-prince héritier Paul Pétrovitch et de sa seconde femme Marie Féodorovna, princesse de Wurtemberg. Ses deux frères aînés Alexandre et Constantin avaient alors, l'un dix-huit ans et demi, l'autre dix-sept ans de plus que lui, Alexandre étant né le 17 décembre 1777, Constantin le

(1) Dans le siècle dernier, le 25 juin du calendrier grec (vieux style) correspondait au 6 juillet du calendrier latin (nouveau style); mais, dans le siècle actuel, il correspond au 7 juillet. Voilà pourquoi on a toujours célébré en Russie la naissance de l'empereur Nicolas le 25 juin (7 juillet, nouveau style).

29 mai 1779. Cinq de ses sœurs étaient encore vivantes : Alexandra, née en 1783; Hélène, née en 1784; Marie, née en 1786; Catherine, née en 1788, et Anne, née en 1795. Une seule, Olga, née en 1792, avait été enlevée par la mort à l'âge de trois ans.

Si nombreuse et si florissante que fût la famille impériale, le père et la mère regardèrent comme un bienfait du ciel la naissance de ce neuvième enfant, de ce troisième fils, qu'ils avaient longtemps désiré, car leurs deux aînés ne leur appartenaient pas, pour ainsi dire : l'impératrice Catherine s'en était emparée dès le berceau, pour les faire élever sous ses yeux et d'après ses idées : elle se montrait jalouse de l'autorité exclusive qu'elle s'était attribuée à leur égard, et elle se concentrait dans l'affection maternelle, aveugle et passionnée, qu'elle avait, en quelque sorte, détournée de son propre fils pour la reporter sur eux.

Paul Pétrovitch et sa femme Marie Féodorovna n'avaient donc pas encore joui réellement du bonheur d'avoir un fils, et ils n'espéraient plus, après seize ans d'attente, que ce bonheur leur fût réservé.

Plus d'une fois, Catherine II avait dit à sa bru : « Vous m'avez donné deux princes; c'en est assez

pour moi. Je vous abandonne tous ceux qui pourront venir désormais. »

Lorsque Marie Féodorovna devint enceinte pour la neuvième fois, Catherine ne lui épargna pas des mots piquants et amers sur sa fécondité qui ne lui donnait plus que des filles; on a recueilli, entre autres, cette parole peu bienveillante dans la bouche d'une aïeule :

« La meilleure terre, qui a produit deux belles moissons, se repose en laissant pousser les mauvaises herbes. »

Ces épigrammes affligeaient Marie Féodorovna et lui faisaient sentir plus cruellement le chagrin qu'elle éprouvait de se voir privée, à proprement parler, de ses fils Alexandre et Constantin.

Quand l'impératrice apprit que Marie Féodorovna avait mis au monde un fils, elle n'exprima son sentiment que par un geste de dépit; elle resta pensive quelques instants, puis elle annonça immédiatement son départ pour Gatchina.

Pendant la route, rien ne fit trêve à ses préoccupations.

En arrivant au château que Paul Pétrovitch avait transformé en une véritable forteresse flanquée de tourelles et entourée de fossés, Catherine II ne chercha pas à réprimer le dédaigneux

sourire qui errait sur ses lèvres. Elle avait cru remarquer que le pont-levis ne se baissait point assez vite devant elle, et sa colère n'était pas calmée lorsque le grand-prince Paul vint à sa rencontre avec tous les témoignages d'un profond respect. Elle lui adressa un bonjour banal et passa outre pour se rendre directement dans l'appartement de l'accouchée : elle alla droit au berceau, prit dans ses bras l'enfant, qui était d'une taille et d'une force extraordinaires, l'approcha d'une fenêtre et l'examina en silence.

Un éclair de satisfaction brilla sur les traits de l'impératrice, qui sourit au nouveau-né et le baisa au front.

L'enfant, qu'elle remit dans son berceau, la regardait fixement avec de grands yeux étonnés.

Catherine repartit presque sur-le-champ et revint à Saint-Pétersbourg, encore impressionnée par ses propres pressentiments; le soir même, elle écrivait à un de ses amis : « Je suis devenue grand'-mère d'un troisième fils, qui, par la force extraordinaire dont il est doué, me semble destiné à régner, quoiqu'il ait deux frères aînés. »

Suivant sa promesse, l'impératrice ne s'arrogea aucun droit sur ce troisième fils qui fut laissé absolument à la discrétion de sa mère.

Heureuse de n'avoir à partager avec personne les privilèges de la maternité, Marie Féodorovna s'empressa de chercher la gouvernante à qui elle confierait cet enfant. Son choix tomba naturellement sur la comtesse Charlotte Karlovna de Lieven, dame d'honneur, qui avait été chargée déjà de la première éducation des grandes-duchesses et qui s'acquittait de ces fonctions délicates avec tant de sollicitude et de dévouement, qu'elle semblait faire partie de la famille impériale.

La comtesse de Lieven, veuve d'un général-major, avait passé vingt ans à la cour sans se faire un seul ennemi : tout le monde l'affectionnait et la respectait. Catherine II l'avait bien caractérisée en l'appelant un *océan de douceur et d'indulgence.*

Ce fut l'impératrice qui la désigna d'abord pour remplir la charge de gouvernante des grandes-duchesses, et Marie Féodorovna, malgré la défiance que pouvait lui inspirer l'auguste main qui lui faisait ce présent, se trouva bientôt sous le charme que la comtesse de Lieven exerçait d'une manière presque irrésistible. Elle eut dès lors une amie sûre et fidèle; ses filles eurent une seconde mère.

Catherine II, c'est un fait que l'histoire a recueilli sans l'avoir jamais expliqué, n'aimait pas son fils Paul.

Avant la mort de Pierre III, elle ne lui témoignait que de l'indifférence; depuis cette mort tragique (14 juillet 1762) qui avait été précédée de l'abdication du faible et malheureux empereur, elle ne dissimula plus l'antipathie qu'elle ressentait pour le jeune orphelin, et cette antipathie ne fit que s'accroître à mesure qu'il avançait en âge.

Elle le regardait, dit-on, comme le vengeur inévitable de son père, et dans cette pensée qui la tourmentait sans cesse, elle le tint toujours à distance du gouvernement.

Elle savait que ce prince, par cela seul qu'il semblait destiné à hériter du trône tôt ou tard, se recommandait à l'intérêt du peuple russe et gagnait tous les jours le cœur de ses futurs sujets : elle évitait donc autant que possible de le laisser se produire à son avantage; elle n'avait même jamais souffert qu'il prît un commandement dans les armées impériales.

La situation étrange et pénible qu'elle lui avait faite, se révèle et se peint dans une seule phrase, qui a toute l'importance d'un acte politique. Lorsque Catherine déclara la guerre à la Turquie en 1788, Paul écrivit à sa mère : « Toute l'Europe connaît le désir que j'ai de combattre les Ottomans : que dira-t-elle en apprenant que je ne puis le faire?

— L'Europe dira, lui répondit l'impératrice, que le grand-duc est un fils respectueux. »

On a supposé, sans la moindre preuve, que le césarévitch (c'était le titre que l'impératrice lui avait donné) justifiait jusqu'à un certain point les défiances dont il fut l'objet pendant le règne de sa mère; on a même raconté qu'il avait proféré des menaces vagues et sinistres contre les meurtriers de son père, à la mémoire duquel il rendait en effet un culte de piété filiale.

Mais la principale cause de l'espèce d'éloignement que l'impératrice avait constamment montré à son égard, c'était plutôt l'opposition sourde et malveillante qu'il semblait faire aux idées et aux actes politiques de sa mère; c'était aussi son caractère faible et violent à la fois, mobile et capricieux, inquiet et bizarre.

Catherine, en un mot, ne le jugeait pas digne de porter la couronne après elle, et reportant sur le fils l'aversion dédaigneuse qu'elle avait éprouvée pour le père, elle l'éloignait du pouvoir et le cachait autant que possible aux yeux de la cour.

Elle se promettait d'ailleurs de régner assez longtemps pour accomplir ses vastes desseins et pour achever l'œuvre de Pierre le Grand.

Il est à peu près certain que le césarévitch Paul

ne serait pas monté sur le trône, si Catherine eût vécu quelques années de plus. Elle avait déjà fait entendre en différentes occasions qu'elle destinait sa succession impériale à son petit-fils le grand-duc Alexandre Pavlovitch, car l'ancienne loi fondamentale de l'empire, qui avait réglé jadis l'hérédité des tzars dans l'ordre de primogéniture des enfants mâles, était tombée en désuétude, sans avoir été abolie.

Ce fut donc pour se préparer un héritier de son choix, que Catherine maria, presque au sortir de l'enfance, son fils unique Paul à une princesse de Hesse-Darmstadt (10 octobre 1773). Cette princesse intéressante, Nathalie Alexéiovna, étant morte en couches deux ans et demi après son mariage, l'impératrice trouva pour la remplacer immédiatement une princesse de Wurtemberg, qui prit le nom de Marie Féodorovna.

L'épouse du césarévitch remplit avec une sorte d'obéissance ponctuelle les intentions de son auguste belle-mère : elle lui donna, en moins de trois années, deux petits-fils, Alexandre et Constantin, que l'illustre impératrice garda près d'elle et dont elle se réserva exclusivement la direction absolue, en s'attribuant sur eux tous les droits du père et de la mère. Ces enfants étaient dans sa pensée les

véritables représentants du nom des Romanoff et les continuateurs de son glorieux règne.

Le césarévitch avait compris que sa situation à la cour était fausse et difficile; il n'attendit pas qu'elle devînt intolérable. Il se retira dans le château de Gatchina, à 57 verstes de Saint-Pétersbourg.

Ce château magnifique, construit par le comte Grégoire Orloff, l'impératrice l'avait acheté pour en faire don à son fils. Elle lui assignait ainsi une retraite honorable, où il vécut plus de dix années, au milieu de sa nombreuse famille qui ne le consolait pas toujours de l'inaction à laquelle il se voyait condamné.

Encore si dans sa solitude il avait pu échapper à la surveillance continuelle dont il était entouré et qu'il ne supportait pas sans se sentir profondément humilié!

Il était naturellement bon, affable et généreux, mais son caractère avait fini par s'aigrir et s'envenimer, en subissant une contrainte qui l'irritait. Il avait pour sa noble femme une affection qui allait jusqu'au respect; il était plein de tendresse pour ses enfants et il voyait avec joie grandir sous ses yeux les cinq filles qui lui restaient et qui déjà s'appropriaient la beauté et les grâces de leur

mère. Mais il conservait malgré lui une sorte de ressentiment et de mauvais vouloir contre ses deux fils aînés, comme s'ils eussent été coupables de lui avoir enlevé la sympathie et la confiance de Catherine II.

Plus il sentait la main de fer qui l'écartait du trône, plus il s'y rattachait par un effort d'imagination, et il se persuadait que d'un moment à l'autre sa destinée allait changer : il était déjà empereur en idée et il donnait carrière aux projets de réforme qu'il avait conçus de longue date.

De là une espèce de fièvre morale qui le consumait incessamment et dont les accès ressemblaient quelquefois à des symptômes de folie. Le comte de Ségur, qui eut occasion de l'approcher en ce temps-là, nous laisse soupçonner combien ce malheureux prince avait souffert pour en être arrivé à cette triste métamorphose : « Sans qu'il fût nécessaire d'une longue observation, on apercevait dans toute sa personne, et principalement lorsqu'il parlait de sa position présente et future, une inquiétude, une mobilité, une méfiance, une susceptibilité extrême, enfin ces bizarreries qui dans la suite furent les causes de ses fautes, de ses injustices et de ses malheurs. »

Catherine II, qui ne comptait plus dès long-

temps sur son fils Paul pour porter après elle la couronne impériale, avait voulu du moins que ses deux petits-fils Alexandre et Constantin fussent capables de lui succéder. Elle présidait personnellement à leur éducation, mais elle n'avait pas tardé à reconnaître qu'Alexandre, mieux doué par la nature, il est vrai, que Constantin, semblait seul destiné à remplir ses vues secrètes et à lui assurer un héritier digne d'elle.

Cependant elle chérissait trop le grand-duc Constantin, pour ne pas lui conserver, malgré ses défauts, malgré son infériorité physique et morale, une prédilection que chaque jour rendait plus dominante et plus aveugle.

Constantin avait sans doute de bonnes qualités et surtout de bons mouvements, mais l'éducation n'eut jamais de prise sur lui et ne parvint pas plus à polir son caractère abrupt qu'à régler ses instincts indomptables.

Alexandre, au contraire, s'était montré de bonne heure un prince accompli : il avait une rare intelligence, une mémoire étonnante, un esprit facile, pénétrant, plein de finesse; il aimait l'étude et le travail; mais ce qui le distinguait surtout de son frère, c'était une parfaite égalité d'humeur, c'était une douce et inaltérable bienveillance qui se reflé-

tait sur ses traits comme dans toutes ses actions.

Les deux frères, si dissemblables qu'ils fussent à tous égards, étaient liés l'un à l'autre par une tendresse mutuelle qui ne se démentit jamais, et Constantin joignait à cette affection fraternelle une espèce d'enthousiasme que lui inspirait la supériorité de son aîné, supériorité éclatante dont il avait conscience sans en être jaloux.

La différence entre eux était aussi grande sous le rapport physique qu'au point de vue moral et intellectuel.

Alexandre avait la beauté de sa mère. La régularité de ses traits, la noblesse de sa physionomie, la douceur de son regard, le charme de son sourire, exerçaient une véritable séduction sur tout ce qui l'entourait; l'élégance de son maintien, la grâce de sa démarche, la distinction de ses manières, répondaient d'ailleurs à tous les avantages qu'il tenait de la nature.

Constantin ressemblait à son père : quoique grand et bien pris dans sa taille, il avait une physionomie dure et sauvage, qui manquait de distinction, sinon de caractère; ses yeux vifs et perçants, cachés sous d'épais sourcils, prenaient parfois une expression de bonté presque suave. Il ne se piquait pas, d'ailleurs, de suppléer à l'absence des bril-

lantes qualités qu'on admirait chez son frère. Il était bizarre, capricieux, emporté, vindicatif. Il n'en avait pas moins gagné les bonnes grâces et les préférences de son aïeule en l'amusant par des espiègleries et des malices. Il ne voulut jamais rien apprendre, si ce n'est l'exercice et les manœuvres des troupes. Aussi manifesta-t-il bientôt une passion exclusive pour le métier de soldat.

Alexandre avait une répugnance instinctive pour la guerre, et cependant il s'était appliqué aux sciences militaires et il n'avait pas manqué d'y prendre goût, en les rattachant à l'histoire des grands capitaines. Il finit par s'intéresser, peut-être sous l'influence de l'exemple de son frère, à ce qu'il appelait son service dans l'armée; il se plut à revêtir un uniforme, à apprendre le maniement des armes et à diriger les évolutions de l'infanterie et de la cavalerie.

Catherine II éprouvait un vif sentiment de joie et d'orgueil, lorsqu'elle assistait avec la cour à des exercices où ses deux petits-fils se perfectionnaient sous ses yeux à l'école du soldat et de l'officier. Ce n'était pas néanmoins pour faire de son Alexandre un homme de guerre, qu'elle lui avait choisi comme instituteur le colonel Laharpe, sous la di-

rection du comte Nicolas Soltikoff, gouverneur des deux jeunes princes.

Le colonel Laharpe, originaire du pays de Vaud, était moins un militaire qu'un savant et un philosophe. C'était, du reste, un homme de bien, imbu des principes de Voltaire et de J.-J. Rousseau, mais animé des plus nobles et des plus loyales intentions. Ses leçons et ses conseils jetèrent dans le cœur de son élève les germes d'une sage philosophie et le préparèrent à gouverner des peuples qui n'avaient pas encore joui de tous les bienfaits de la civilisation moderne.

Le grand-duc Alexandre, dont l'âme tendre et sensible devait sympathiser avec les idées philosophiques de son précepteur, lui avait voué une estime et un attachement qu'il lui conserva toujours.

— Je vous remercie des soins que vous donnez à mon petit-fils, disait Catherine au colonel Laharpe; vous en faites plus qu'un empereur, vous en faites un homme.

L'impératrice n'oubliait pas qu'elle avait été elle-même, pour ainsi dire, à l'école de Voltaire; mais, quel que fût son culte pour la philosophie et pour les philosophes, elle n'était pas moins décidée à éloigner de ses États les doctrines perverses

et les hommes dangereux qui menaçaient la constitution politique et sociale de l'Europe.

Le bon sens et la modération de l'élève du colonel Laharpe ne pouvaient aussi accepter les violences et les folies de la Révolution française, bien que le jeune grand-duc admît en principe une partie des vérités nouvelles que cette Révolution avait proclamées au nom de la raison et de l'humanité. Mais il ne cherchait pas à se défendre d'une horreur innée contre les révolutionnaires, c'est-à-dire contre les perturbateurs de l'ordre établi.

Il partageait les sentiments de son illustre aïeule, qui se réjouissait de retrouver la plupart de ses idées et de ses opinions dans l'esprit de son petit-fils.. Catherine n'avait pas essayé toutefois de l'initier aux habitudes galantes de la cour de l'Ermitage, où les mœurs étaient aussi relâchées que dans les autres cours de l'Europe au dix-huitième siècle.

Loin de là, dès que le grand-duc Alexandre eut atteint l'âge adulte, elle s'occupa de lui chercher une épouse et de la lui choisir entre trois sœurs, princesses de Bade, avec une sollicitude toute maternelle. Elle le maria, le 9 octobre 1793, à la seconde de ces trois sœurs, Louise-Marie-Auguste, qui se nomma dès lors Élisabeth Alexéiovna. Les

deux autres devaient aussi porter la couronne : l'une fut reine de Suède, l'autre reine de Bavière.

Le mariage du grand-duc Alexandre avec la princesse Élisabeth promettait d'être heureux : ils semblaient faits pour se plaire, pour s'entendre et pour s'aimer mutuellement.

La grande-duchesse n'était pas seulement remarquable par sa beauté : elle avait de l'esprit, des talents, de l'instruction et, par-dessus tout, un caractère charmant, doux et facile, généreux et dévoué. Ses yeux bleus où se peignait son âme, ses beaux cheveux cendrés, sa taille souple et élégante, sa démarche noble et gracieuse, avaient séduit et enchanté son jeune époux, qui fut pour elle, pendant les premiers temps de leur union, attentif et passionné.

Mais Alexandre se détacha insensiblement de cette affection tendre et fidèle que sa femme ne cessa jamais de lui porter ; il se refroidit pour elle tous les jours davantage, sans qu'on ait pu deviner la cause de ce changement, et il en vint bientôt à une séparation presque complète, qui n'alla pourtant pas jusqu'au divorce.

La grande-duchesse ne lui avait donné que deux filles qui moururent en bas âge et qui ne lui avaient pas laissé l'espérance d'avoir d'autre enfant.

On a prétendu que l'impératrice Catherine n'était pas étrangère à la ruine de leur bonheur domestique; on a dit même qu'elle avait usé de son autorité et de son adresse pour brouiller les époux et qu'elle s'était ainsi vengée de la grande-duchesse Élisabeth qui avait eu l'imprudence de l'offenser en blâmant quelques actes de sa vie privée.

D'autres historiens ont attribué, au contraire, à la propre mère d'Alexandre, la mystérieuse influence qui avait amené la froideur et l'éloignement de son fils pour une épouse qu'elle ne lui avait pas choisie.

Quoi qu'il en soit, le grand-duc, dans l'effervescence de l'âge et des passions, ne se mit pas en garde contre les entraînements et les séductions que lui offrait une cour livrée aux plaisirs : il donna bientôt, dit-on, à sa femme des rivales qui ne l'égalaient pas en beauté et qui étaient indignes de lui être comparées sous le rapport des qualités du cœur.

La grande-duchesse Élisabeth eut le tort de suivre les conseils de sa fierté blessée et d'éviter avec soin les occasions qui auraient pu faire naître un rapprochement entre elle et son mari; elle se tint à l'écart, elle se renferma tristement dans son intérieur et laissa la place libre à des liaisons passagères qui l'empêchèrent de reconquérir l'affection

d'un époux bien-aimé. Elle vécut avec lui, comme s'ils avaient toujours été étrangers l'un à l'autre, en conservant aux yeux du monde une apparence de relations polies et même amicales.

Mais Élisabeth, qui n'avait pas cessé d'adorer le seul homme qu'elle pût aimer en restant fidèle à ses devoirs d'épouse, se consumait dans les regrets et dans les larmes. Elle cachait son incurable douleur et passait des heures entières à contempler le portrait de l'époux qui l'avait délaissée.

L'impératrice Catherine n'avait pas mieux réussi, en choisissant une femme pour le grand-duc Constantin, qui n'avait pas encore accompli sa seizième année.

Constantin ne se sentait aucun goût pour le mariage : il résista quelque temps, sur ce point, à la volonté de son inflexible aïeule; mais il se vit forcé, sous peine de tomber lui-même en disgrâce auprès d'elle, d'épouser, le 26 février 1796, la princesse Julie-Henriette-Ulrique de Saxe-Cobourg, qui prit le nom d'Anne Féodorovna, en contractant cette alliance qu'elle subissait également à contre-cœur.

Ils étaient et ils restèrent complétement indifférents l'un à l'autre; leur union n'eut pas même le résultat que Catherine en avait attendu, car elle fut stérile, et au bout de quatre années de mésin-

telligence réciproque, les époux se séparèrent volontairement, pour ne plus se revoir. La princesse retourna en Allemagne et le grand-duc Constantin arrangea sa vie comme s'il n'eût pas été marié et comme s'il ne devait jamais l'être.

En faisant ces mariages hâtifs et imprudents, Catherine n'avait pas eu d'autre pensée que de créer autour d'elle une nombreuse famille impériale et de transporter l'hérédité du trône sur la tête de ses petits-enfants, à l'exclusion de son fils Paul qu'elle aurait déclaré sans doute inhabile à lui succéder.

Elle ne pensait pas d'ailleurs approcher du terme de son règne; elle formait encore de gigantesques projets, et si par hasard elle venait à craindre de n'avoir pas le temps de les exécuter, si un pressentiment la troublait tout à coup de l'idée de sa mort prochaine, elle reportait ses regards avec assurance sur les deux jeunes princes qu'elle avait élevés à ses côtés comme une mère tendre et jalouse, comme une tutrice prévoyante et sage.

Mais, étrange caprice de la destinée, ces deux princes qui étaient si près du pouvoir et qui avaient appris dès l'enfance à regarder la couronne comme un bien qu'ils pouvaient posséder tôt ou tard, ne sentaient pas poindre en eux la plus légère ambi-

tion; ils n'éprouvaient l'un et l'autre que de la répugnance pour le fardeau de la grandeur, et ils eussent consenti volontiers à échanger leur pompeux avenir contre une heureuse et douce médiocrité; ils n'avaient aucune sympathie pour le faste des cours, et ils ne se soumettaient aux servitudes de l'étiquette et du cérémonial, qu'en faisant violence à leurs goûts et à leurs sentiments. C'était là sans doute la conséquence naturelle de l'éducation philosophique qu'on leur avait donnée.

— Moi, souverain! répondit un jour Constantin à son aïeule qui l'invitait à se conduire comme s'il était destiné à régner un jour. Je serais bien malheureux sur le trône et je craindrais fort que mes sujets fussent encore plus malheureux que moi. Si Votre Majesté me permettait de choisir le sort qui me convient, mon choix serait bientôt fait.

— Eh bien! lui dit l'impératrice, choisissez donc et nous verrons si je suis assez puissante pour réaliser vos désirs.

— Mes désirs ne sont pas trop ambitieux, reprit gaiement le grand-duc; je demande à rester à perpétuité inspecteur aux revues, et même je me contenterais d'être caporal instructeur dans un régiment de la garde.

Le grand-duc Alexandre ne s'exprimait pas avec

autant de franchise et d'abandon vis-à-vis de l'impératrice, mais il pensait au fond comme son frère, et il ne voyait pas sans tristesse et sans inquiétude la couronne suspendue, pour ainsi dire, au-dessus de sa tête. Catherine ne dissimulait plus ses intentions secrètes : elle avait laissé entendre plus d'une fois que son petit-fils Alexandre était appelé à régner après elle.

Un jour qu'elle appuyait, devant lui, sur la nécessité où il se trouvait de se rendre de plus en plus digne de sa haute destinée, le prince osa lui représenter respectueusement qu'elle avait un fils encore jeune, le césarévitch, qui serait son successeur légitime, mais qui n'aspirait, ajouta-t-il, qu'à la voir continuer le plus longtemps possible son glorieux règne.

— Je suis maîtresse de désigner l'héritier qui me plaira, dit-elle sévèrement, et je désignerai le plus capable de servir les intérêts de la Russie. Quant à vous, mon fils, tenez-vous prêt! Je n'ai pas terminé ma tâche, je me sens la force, Dieu merci, de poursuivre l'accomplissement de mes desseins; mais la vie humaine est fragile et nous ne savons pas ce qui doit arriver demain!

Le prince baissait la tête et s'affligeait de ce qui aurait fait la joie d'un autre.

Il espérait que son auguste aïeule vivrait encore de longues années, et il éloignait ainsi dans ses prévisions un moment qui devait le forcer d'opter entre deux partis à prendre qu'il jugeait également difficiles : le refus ou l'acceptation d'une couronne qu'il ne voulait pas disputer à son père. Il avait dès lors la ferme résolution de n'être jamais empereur.

Une lettre confidentielle, qu'il écrivait, le 10 mai 1796, au prince Victor Kotchoubey, alors ambassadeur à Constantinople, son ami d'enfance, nous révèle, d'une manière bien curieuse, les nobles préoccupations de cette âme d'élite.

« Oui, mon cher ami, je le répète, je ne suis nullement satisfait de ma position : elle est trop brillante pour mon caractère qui n'aime que la tranquillité et la paix. La cour n'est pas une habitation faite pour moi; je souffre chaque fois que je dois être en représentation, et je me fais du mauvais sang en voyant ces bassesses qu'on fait à chaque instant pour acquérir une distinction pour laquelle je n'aurais pas donné trois sous. Je me sens malheureux d'être obligé d'être en société avec des gens que je ne voudrais pas avoir pour domestiques, et qui jouissent ici des premières places.....

« Enfin, mon cher ami, je ne me sens pas du tout fait pour la place que j'occupe dans ce moment, et

encore moins pour celle qui m'est destinée un jour, et à laquelle je me suis juré de renoncer, soit d'une manière, soit de l'autre.

« Voilà, mon cher ami, le grand secret qu'il me tardait depuis si longtemps de vous communiquer, et dont je n'ai pas besoin de vous recommander le silence, car vous sentez que c'est une chose qui peut me casser la tête. J'ai prié M. Garrick, en cas qu'il ne puisse vous remettre cette lettre, qu'il la brûle, et qu'il n'en charge personne pour vous.

« J'ai beaucoup pesé et combattu cette matière, car il faut que je vous dise que ce projet m'est entré en idée avant même que je vous aie connu, et je n'ai pas tardé à me décider au parti que j'ai pris.

« Nos affaires sont dans un désordre incroyable; on pille de tous côtés; tous les départements sont mal administrés; l'ordre semble être banni de partout, et l'Empire ne fait qu'accroître ses domaines; ainsi comment se peut-il qu'un seul homme puisse suffire à le gouverner et, encore plus, à y corriger les abus; c'est absolument impossible non-seulement à un homme de capacité ordinaire comme moi, mais même à un génie, et j'ai eu toujours pour principe qu'il valait mieux ne pas se charger d'une besogne que de la remplir mal; c'est d'après

ce principe que j'ai pris la résolution dont je vous ai parlé ci-dessus. Mon plan est, qu'ayant une fois renoncé à cette place si scabreuse (je ne peux pas fixer l'époque d'une telle renonciation), j'irai m'établir avec ma femme aux bords du Rhin, où je vivrai tranquille, en simple particulier, faisant consister mon bonheur dans la société de mes amis et l'étude de la nature.

« Vous vous moquerez de moi; vous direz que c'est un projet chimérique? Vous en êtes le maître; mais attendez l'événement, et après cela je vous permets de juger. Je sais que vous me blâmerez; mais je ne peux pas faire autrement, car le repos de ma conscience est ma première règle, et elle ne pourrait jamais rester en repos, si j'entreprenais une chose au-dessus de mes forces. Voilà, mon cher ami, ce qu'il me tardait tant de vous dire; à présent que cela est fait, il ne me reste qu'à vous assurer qu'où je serai, heureux ou malheureux, dans le faste ou dans la misère, une de mes plus grandes consolations sera votre amitié pour moi, et croyez que la mienne ne finira qu'avec ma vie.

« Adieu, mon cher et vrai ami. Ce qui pourrait m'arriver, en attendant, de plus heureux, cela serait de vous voir.

« Ma femme vous dit mille choses : elle a des idées toutes conformes aux miennes. »

Alexandre et Constantin accueillirent avec une satisfaction toute particulière la naissance de leur frère cadet, Nicolas ; car ils se dirent l'un à l'autre, dans leurs confidences intimes, qu'ils ne seraient plus obligés, dans le cas de vacance du trône, de se sacrifier à un pénible devoir, en acceptant l'empire, puisque la succession impériale ne tomberait pas en déshérence ; mais ils remarquèrent bientôt à regret que l'impératrice, depuis la naissance de cet enfant, redoublait d'injustice à l'égard de leur père.

Dans une visite qu'ils rendirent au césarévitch Paul, peu de jours avant la mort de Catherine II, ce prince, irrité par les rapports malveillants qu'on allait lui faire en cachette, et surtout aigri par les dernières contrariétés que sa mère lui avait fait subir, eut l'air de reprocher à ses fils d'être cause de l'espèce d'exil dans lequel on l'oubliait ; il leur adressa des paroles amères, et comme les jeunes grands-ducs gardaient un silence respectueux, il s'exalta par degrés et il en vint à les menacer avec des gestes et des regards furibonds.

— Mon père, lui dit Alexandre ému et chagrin de cette scène qu'il n'avait pas provoquée, nous

vous prouverons bien un jour que nous sommes loin d'avoir les vues ambitieuses qu'il vous plaît de nous supposer, car nous vous supplierons à mains jointes, Monseigneur, de ne tenir aucun compte des droits que nous pourrions avoir, et de transmettre votre couronne à notre frère Nicolas.

II

Dans la journée du 9 novembre 1796, pendant que le césarévitch et sa femme, tous deux vivement impressionnés par des rêves sinistres qui semblaient les poursuivre chaque nuit, faisaient une promenade aux environs du château de Gatchina, le comte Dmitri Zouboff arriva en courrier pour leur apporter une terrible nouvelle : l'impératrice Catherine avait été frappée d'apoplexie le matin même et paraissait être daus un état désespéré.

Le prince Paul, en recevant ce message, ne put retenir un mouvement de vive émotion : un éclair de joie jaillit de ses yeux hagards, mais des larmes en débordèrent aussitôt : le fils de Pierre III se souvenait enfin que Catherine II était sa mère.

Il n'hésita pas à partir sur-le-champ pour Saint-Pétersbourg avec la grande-duchesse Marie

Féodorovna. Il était tombé dans une rêverie sombre et muette. Il prit à peine garde aux adieux de ses filles qui pleuraient leur illustre grand'mère; mais, au moment de monter en voiture, il donna d'un air étrange, des instructions aux officiers de sa maison et insista pour que l'entrée du château fût absolument interdite, jusqu'à son retour, aux personnes étrangères qui se présenteraient sans un ordre signé de sa main. Il recommanda aussi, d'une voix altérée, à la comtesse de Lieven, de veiller plus attentivement que jamais sur le dernier de ses enfants, qui n'avait pas encore cinq mois.

Dès cette heure-là, il faut le dire, le césarévitch ne jouissait plus de la plénitude de sa raison; il ne répondait pas aux touchantes consolations que lui adressait la grande-duchesse Marie, inquiète de le voir ainsi morne et absorbé.

La voiture du césarévitch était à moitié chemin, quand tout à coup, vers six heures du soir, il parut s'éveiller en sursaut, au bruit d'un traîneau qui venait à sa rencontre; il avait reconnu la voix du comte Rostoptchine, qu'il honorait d'une confiance et d'une amitié sans bornes. Il fit arrêter sa voiture et courut au-devant de Rostoptchine : ils eurent ensemble une conférence mystérieuse qui ne dura que quelques minutes.

C'était le grand-duc Alexandre qui avait prié Rostoptchine d'aller lui-même annoncer au césarévitch le fatal événement. Paul se rembrunit et marqua de l'impatience en entendant le nom de son fils.

Rostoptchine s'était oublié jusqu'à lui prendre la main, en disant : « Monseigneur, quel moment pour vous! »

— Attendez, mon cher, répondit le prince d'un ton lugubre et concentré, attendez ! J'ai vécu quarante-deux ans; Dieu m'a soutenu pendant cette longue épreuve. Peut-être me donnera-t-il les forces nécessaires pour supporter l'état auquel il me destine. J'espère tout de sa bonté.

Il arriva dans la soirée au palais d'Hiver, qui était rempli d'une foule anxieuse et agitée. Ses fils Alexandre et Constantin, pâles et défaits, profondément affectés de la grande perte qu'ils allaient faire, vinrent le recevoir au bas du perron d'honneur; il leur lança un coup d'œil irrité et passa outre, sans leur parler, sans leur répondre.

Catherine II n'avait pas repris connaissance et les médecins n'essayaient pas de cacher qu'il restait bien peu d'espoir.

Pendant vingt-quatre heures que dura cette agonie, le césarévitch Paul, enfermé avec ses fa-

voris et ses créatures, était déjà empereur : il s'occupa d'assurer son avénement au trône, il mit la main sur les papiers les plus secrets de l'impératrice, il fit appeler les hommes d'État qu'il jugeait les plus propres à inaugurer un nouveau règne, mais il refusa opiniâtrément de voir ses deux fils.

La grande-duchesse Marie, dont la tendresse maternelle ne s'était pas refroidie en ayant moins d'occasions de se montrer, les dédommagea de l'indifférence de leur père et les retint auprès d'elle, s'associant à leurs regrets et pleurant avec eux.

Paul avait consenti à faire venir de Gatchina les princesses Alexandra et Hélène avec leur gouvernante la comtesse de Lieven, mais il ne voulut pas permettre qu'on amenât le petit prince dont la présence eût été une douce consolation pour sa mère.

Il était onze heures du soir, quand les médecins annoncèrent que la fin de l'impératrice approchait.

Aussitôt le césarévitch, accompagné de la grande-duchesse Marie, se rendit dans la chambre mortuaire; les grands de la cour qui devaient assister à cette scène solennelle avaient été prévenus et s'empressaient de se ranger autour du lit où gisait l'auguste mourante, les traits contractés et la face injectée de sang.

Les grands-ducs Alexandre et Constantin étaient accourus les premiers avec leurs sœurs Alexandra et Hélène, conduites par leur gouvernante la comtesse de Lieven. Les deux princes fondaient en larmes et donnaient les signes de la douleur la plus vraie et la plus touchante.

Leur père, la figure empreinte d'une dureté menaçante, tenait ses regards fixés sur le visage décomposé de sa mère.

La chambre était pleine de sanglots étouffés : il y eut un intervalle de silence et d'attente. Catherine II exhala son dernier soupir. Le césarévitch la salua respectueusement par une inclination de tête et sortit les yeux baignés de pleurs.

Alors le comte Samoïloff fit entendre à haute voix cette proclamation : « L'impératrice Catherine est morte et le seigneur empereur Paul Pétrovitch a daigné monter sur le trône. » Les grands dignitaires et les grands officiers de la cour entourèrent le nouvel empereur et lui présentèrent leurs plus humbles hommages.

— Rostoptchine, dit l'empereur bas à l'oreille de son favori, je te charge d'annoncer la mort de l'impératrice au comte Alexis Orloff. Il n'a plus paru au palais depuis que j'y suis arrivé; il se fait passer pour malade... Je ne veux pas, moi, qu'il

oublie la journée du 29 juin, dans laquelle j'ai perdu mon père!

Minuit sonnait, quand le comte Alexis Orloff, qui avait quitté son lit de malade pour obéir aux ordres du nouvel empereur, se dirigea d'un pas chancelant vers la chambre de l'impératrice Catherine et traversa fièrement la foule qui s'écartait de lui comme d'un pestiféré : il vint s'agenouiller devant le lit de l'auguste défunte.

On pouvait croire que la tête du comte Alexis Orloff était condamnée d'avance, mais l'empereur Paul le laissa vivre et l'oublia, après lui avoir fait porter toutefois, à la cérémonie des funérailles expiatoires de Pierre III, un des coins du poêle qui recouvrait le cercueil de l'infortuné tzar.

Le grand règne de Catherine II, qui avait élevé la Russie à un si haut degré de puissance et de grandeur, était fatalement interrompu : le règne de Paul Ier n'en fut pas la continuation.

Cet empereur semblait avoir pris à tâche de marcher en aveugle dans des voies opposées à celles que suivait son auguste mère. Il donna le triste exemple d'une réaction injuste et implacable contre cette illustre souveraine, qui avait rempli le monde de sa gloire et de sa renommée; en toute occasion, il s'efforçait non-seulement de protester

et de réagir contre les actes du règne précédent, mais encore il se montrait peu bienveillant pour le caractère et le génie d'une impératrice qui avait mérité d'être surnommée la *Sémiramis du Nord*.

Le grand-duc Alexandre eut le courage, un jour, de rendre ouvertement hommage à la mémoire de son aïeule, en présence de son père qui avait eu l'imprudence de parler d'elle avec une sorte de dédain affecté.

— C'était, dit le noble jeune homme, une grande impératrice; c'était, si je rends bien ma pensée, une grande femme, pleine de prudence et d'esprit; mais qu'importe son sexe? N'a-t-elle pas régné comme un grand empereur? Son souvenir doit être éternellement cher à notre sainte Russie.

Paul Ier avait trop longtemps médité dans la solitude sur ce qu'il aurait à faire en devenant empereur, pour ne pas apporter au moins de bonnes intentions dans les œuvres de son gouvernement. Les commencements de son règne furent marqués par des mesures utiles et sages.

Il s'occupa surtout de la réforme des abus en tous genres, qui l'avaient frappé lorsqu'il vivait éloigné du pouvoir; il opéra ainsi des changements importants, dont quelques-uns étaient sans doute nécessaires, dans toutes les parties de l'ad-

ministration publique; il dressa lui-même de nouveaux règlements d'une extrême minutie, et il veilla d'abord avec une sévérité exemplaire à leur stricte exécution. Il voulait tout voir par ses propres yeux, il voulait être instruit de tout, même des détails les plus insignifiants de l'action gouvernementale; il se trouva bientôt entraîné, par la force des choses, dans un chaos inextricable d'affaires, de projets, de contre-projets, qu'une intelligence plus forte que la sienne n'eût pas réussi à débrouiller.

Sa première pensée avait été d'écarter autant que possible du trône de Russie l'hérédité des femmes. Par son acte de succession du 16 (5) avril 1797, il avait rétabli dans la famille impériale le principe de l'hérédité par ordre de primogéniture, en déclarant que les fils se succéderaient ainsi l'un à l'autre jusqu'au dernier rejeton de la branche masculine et que les femmes ne seraient appelées au trône, que dans le cas où la génération mâle viendrait à s'éteindre.

L'empereur n'avait pas lieu d'appréhender que les héritiers du trône manquassent après lui, car, outre ses deux fils Alexandre et Constantin, qu'il n'était pas trop porté à regarder d'un œil favorable, comme s'il les eût faits responsables de ses

griefs contre sa mère, il avait encore, pour assurer la succession légitime de la couronne dans la ligne masculine des Romanoff, deux autres fils, Nicolas et Michel, qu'il entourait d'une prédilection significative et qu'il laissait avec confiance sous l'autorité absolue de leur mère.

Le second de ces princes était né dix-neuf mois après son frère Nicolas, le 9 février (29 janvier, calendrier russe) 1798, et sa naissance avait été célébrée dans tout l'empire par des réjouissances qui semblaient vouloir dire que la Russie ne serait plus gouvernée par une femme. Telle était évidemment l'idée de l'empereur.

Ce fut encore la comtesse de Lieven qui eut à diriger la première éducation du grand-duc Michel, et qui, dans cette nouvelle charge dont elle accepta la responsabilité comme une mère adoptive, ne fit qu'aider l'impératrice Marie à donner les plus tendres soins à ses deux derniers enfants.

On comprend l'affection sympathique et profonde qui se développa de bonne heure entre ces princes, à peu près du même âge, élevés ensemble et qui depuis leur enfance ne s'étaient pas quittés un seul jour. Ils furent amis, pour ainsi dire, avant de savoir qu'ils étaient frères.

Paul Ier, malgré le mauvais vouloir qu'il avait toujours manifesté à l'égard de ses fils aînés, parut revenir de ses préventions, à l'époque de son avénement, et sans doute sous l'inspiration de l'impératrice Marie, eut l'air d'accorder au grand-duc Alexandre quelque participation au gouvernement; il l'avait admis dans le Conseil de l'Empire, et il daignait lui demander son avis en certaines questions d'État.

Bientôt il prit de l'ombrage en voyant que son fils n'approuvait pas toutes ses idées et même osait parfois y opposer une respectueuse résistance. Il supposa, bien à tort, que le grand-duc héritier était influencé et poussé par des ennemis cachés du nouvel ordre de choses; il ne tarda pas à soupçonner des tendances ambitieuses chez ce prince, qui éprouvait plus que jamais de l'aversion pour le rang suprême et qui ne demandait qu'une existence modeste et tranquille.

Le caractère de l'empereur devenait de jour en jour plus irascible, plus bizarre, plus sombre et plus défiant. De là, une politique flottante, capricieuse, remplie de contradictions flagrantes et d'incroyables anomalies; de là, un régime intérieur tyrannique, tracassier, désordonné, menaçant pour chacun et insupportable à tous.

Tout ce que Paul Ier avait fait de bon au début de son règne, dans les finances, dans l'armée, dans la marine, se trouvait annulé déjà par des abus beaucoup plus criants que ceux qui existaient du temps de Catherine. Le grand-duc Alexandre pensa qu'il était de son devoir d'adresser des représentations à son père, qui n'en tint aucun compte et qui les taxa de révolte.

Il y eut dans le Conseil plus d'une scène violente et douloureuse entre le père et le fils. L'intervention conciliante et réparatrice de l'impératrice Marie arrêta plus d'une fois le ressentiment de l'empereur, mais n'obtint pas le pardon du généreux prince qui avait résisté, avec son cœur et sa raison, à des actes de démence et d'inhumanité.

Cependant la Russie conservait sa prépondérance dans les conseils de l'Europe, et ses armées, conduites par le grand général Souvaroff, s'étaient mesurées avec avantage en Italie, à la Trebia et à Novi (avril et août 1799), contre les héroïques armées de la France républicaine. Paul Ier, par un brusque revirement de sa politique fantasque et hasardeuse, s'était tout à coup rapproché de cette république française qu'il avait juré de détruire, et tendait la main au premier consul Bonaparte, en se séparant de la coalition des rois : « Il im-

porte peu, disait-il, que Louis XVIII, Bonaparte ou un autre soit roi de France; l'essentiel, c'est qu'il y en ait un. »

Il paraissait donc disposé à voir une couronne sur la tête du général Bonaparte, et il se préoccupait peu d'être brouillé avec l'Angleterre et l'Autriche.

On peut affirmer que cette politique, si différente des premiers actes de son gouvernement, lui avait été suggérée par le grand-duc Alexandre, qui ne fit que s'y conformer en montant sur le trône et qui y resta fidèle au commencement de son règne. On reconnaissait l'élève d'un républicain aussi convaincu que l'était le colonel Laharpe.

Mais, si le grand-duc avait encore dans le Conseil quelque crédit par la force de ses raisonnements sur les questions de politique extérieure, il ne pouvait que se compromettre davantage en cherchant à faire prévaloir son opinion dans des affaires d'administration intérieure, où il était suspect avant d'avoir parlé.

L'exaltation et l'inquiétude de Paul I[er] allaient toujours croissant : il ne voyait plus autour de lui que des complots et des conspirateurs; il croyait avoir à se défendre sans cesse contre des dangers

qui n'existaient que dans ses folles appréhensions. Il eut recours à l'espionnage pour découvrir les ennemis secrets qui en voulaient à sa vie et à sa couronne, et il ne fut que trop bien servi par la redoutable police, à laquelle il avait livré la liberté et la fortune de ses sujets : on lui dénonça les personnages les plus considérables de son Conseil ; on lui dénonça son propre fils !

Selon les délateurs, le grand-duc Alexandre, obéissant aux suggestions de l'impératrice Marie, travaillait à détrôner son père, et le grand-duc Constantin était le confident et devait être le principal ouvrier de cette trame criminelle !

La colère du pauvre empereur ne connut plus de bornes. C'est alors qu'il résolut d'exiler ses deux fils en Sibérie.

La conspiration imaginaire, que Paul Ier avait poursuivie par des décrets d'exil, de confiscation et d'emprisonnement, finit par prendre un corps et par s'armer dans l'ombre contre le souverain, qui n'avait égard à aucun rang, à aucune position, à aucuns services, lorsqu'on lui désignait un prétendu coupable à punir.

Les plus hauts dignitaires, les plus illustres familles, devaient trembler, quand on eut entendu l'empereur dire au feld-maréchal suédois, comte

de Stedingk : « Nul n'est grand seigneur ici que lorsque je lui parle et aussi longtemps que je lui parle. »

Les favoris eux-mêmes de Paul I[er] pouvaient, d'une heure à l'autre, être victimes de ses soupçons et de ses caprices : le comte de Pahlen, gouverneur de Saint-Pétersbourg, un des hommes qui avaient le plus d'influence sur l'esprit de l'empereur, s'était écrié d'un air sinistre, en apprenant la disgrâce inexplicable du comte de Choiseul, son ami :

« On ne peut plus y tenir; cet ordre de choses ne saurait durer davantage. Il est temps que cela finisse! »

Les grands-ducs Alexandre et Constantin s'étaient bien aperçus que l'empereur leur témoignait encore plus de répulsion et de ressentiment qu'à l'ordinaire, mais ils n'en devinaient pas la cause, et ils se gardèrent de la lui demander; ils s'ouvrirent pourtant à leur vertueuse mère, qui n'était pas, elle-même, à l'abri des suspicions de son mari, et qui avait plus d'une fois encouru les plus amers reproches, les plus étranges menaces; car il l'accusait, en se fiant peut-être à d'odieux rapports de ses espions, de s'être liguée contre lui avec ses deux fils aînés.

L'impératrice Marie ne savait pas de quel grief nouveau l'empereur pouvait avoir à se plaindre; elle conseilla donc à ses fils d'éviter de paraître en présence de leur père, jusqu'à ce qu'elle eût découvert l'origine et le motif de sa sourde irritation. Elle les supplia aussi de se montrer plus que jamais soumis et respectueux vis-à-vis de lui.

Au reste, la malveillance invétérée de Paul Ier envers ses deux fils aînés n'avait échappé à personne, et chacun pouvait d'ailleurs remarquer les regards de fureur qu'il leur lançait dans les revues militaires, lorsque les grands-ducs passaient à la tête de leurs régiments.

Cette injuste défiance, les grands-ducs n'avaient rien fait pour la justifier, et l'on est forcé d'en accuser certains courtisans qui s'étaient probablement servis de la calomnie pour éloigner de l'empereur ces deux princes dont ils craignaient l'ascendant honnête et généreux.

Ce n'était pas néanmoins le comte de Pahlen, car il avait à cœur de se ménager, au contraire, les bonnes grâces du grand-duc héritier; ce n'était pas davantage le comte d'Araktchéïeff, car il aspirait dès lors à devenir le complaisant de ce prince, et il s'exposait par là aux rancunes de Paul Ier.

On pouvait plutôt croire que c'était Koutaïssoff,

ancien valet de chambre de l'empereur, qui l'avait fait comte et grand écuyer. Ce Koutaïssoff abusait monstrueusement des priviléges de son rôle de favori, et ne souffrait pas de rival entre l'empereur et lui ; il avait manœuvré avec une insigne perfidie pour empêcher le grand-duc héritier d'occuper dans l'État la place que son père avait semblé d'abord disposé à lui donner, sur les instances de l'impératrice.

Peu de jours avant le 23 mars 1801, le comte de Pahlen vient trouver secrètement le grand-duc Alexandre et lui apprend que l'ordre de le faire arrêter avec son frère Constantin a été signé le matin même.

— Quoi ! s'écrie le prince, plus affligé que surpris : Sa Majesté veut me priver de la liberté ! Quel crime ai-je donc commis pour m'être attiré un tel châtiment ?

— Votre Altesse impériale n'ignore pas, répond Pahlen, que, sous le règne actuel, on encourt souvent le châtiment sans avoir commis l'offense.

Alexandre ne répond pas et demande à voir l'ordre d'arrestation. Pahlen le lui présente en silence.

Le grand-duc, pâle et atterré, peut à peine déchiffrer cet ordre, à travers les larmes dont ses yeux sont remplis.

— Et mon frère doit être conduit avec moi à la forteresse? dit-il douloureusement.

— Et l'impératrice!... ajoute l'insidieux Pahlen.

— Ah! c'en est trop! murmure le grand-duc, dont le premier mouvement serait de défendre sa mère.

— Monseigneur, je vous conjure de sauver votre tête! lui dit Pahlen, qui se jette à ses pieds! Vous le voyez : l'empereur n'a plus sa raison... Souvenez-vous, Monseigneur, d'Alexis Pétrovitch...

— Pahlen! vous outragez mon père! interrompt le prince, en lui ordonnant de se retirer. L'empereur est maître de ma destinée, et je me soumets d'avance à ses ordres.

— Soumettez-vous plutôt, Monseigneur, réplique vivement Pahlen, aux ordres de la Providence, aux vœux du sénat, de l'armée, de la nation entière. L'empereur doit abdiquer, et vous devez régner à sa place!

— Sortez! s'écrie Alexandre avec indignation : vous abusez de la douleur que me cause l'injustice dont ma mère pourrait être victime!

— Monseigneur! répond Pahlen, qui s'incline et se retire : préparez-vous à être empereur! Le sort de Votre Altesse, celui de l'impératrice, celui de la Russie, tout sera décidé dans trois jours!

Le comte de Pahlen laisse le grand-duc en proie à ses réflexions et à ses angoisses : le prince se voit prisonnier dans ses appartements dont toutes les portes sont gardées au nom de l'empereur. Il n'obtient pas même la permission de communiquer par correspondance avec le grand-duc Constantin, qui est également gardé à vue dans le palais. Il ne reçoit pas de nouvelles de sa mère, et il en est réduit à des conjectures qui ne font qu'aggraver ses inquiétudes.

Toutefois, comme il n'a rien à se reprocher, comme il peut invoquer hautement son innocence, il écrit à l'empereur, et il demande à se défendre en face de ses accusateurs. Cette lettre fut interceptée, et n'arriva pas sous les yeux de Paul Ier.

Le prince attend avec confiance que son sort se décide, mais il est obsédé par les plus tristes pressentiments. La grande-duchesse, sa femme, qui peut seule parvenir jusqu'à lui, vient lui annoncer confidentiellement, de la part de la princesse Gagarine, l'amie, la confidente de l'empereur, qu'on a entendu ces paroles effrayantes sortir de la bouche du tzar : « On verra bientôt tomber des têtes qui m'ont été bien chères ! »

Paul Ier paraît méditer quelque horrible projet; il n'a pas la conscience de ce qu'il est capable de

faire; il a des accès de démence furieuse; on invite donc, on supplie le grand-duc Alexandre de se dérober aux violences de l'empereur; on lui offre un asile sûr; c'est la princesse Gagarine qui veut le sauver.

Le prince refuse; il ne fuira pas comme un coupable, il ne se cachera pas comme un lâche : il attendra que l'empereur lui permette de se justifier, et lui rende l'affection d'un père.

Dans la nuit du 23 au 24 mars, Paul Ier cessa de vivre; le complot, qui n'avait été formé que pour lui faire signer son abdication devenue nécessaire, indispensable, amena sa mort tragique.

Le palais Mikhaïloff, nouvelle résidence de l'empereur, fut cerné par les régiments des gardes, et les conjurés, que le comte Pahlen y avait introduits, dit-on, pénétrèrent dans la chambre du malheureux souverain sans défense.

Paul Ier, voyant son appartement envahi, essaya d'abord de s'enfuir par une issue secrète qui se trouva fermée; il revint alors sur ses pas, chercha une arme, et demanda fièrement aux conspirateurs ce qu'ils voulaient.

On lui répondit en lui présentant un acte d'abdication qu'il devait signer.

L'empereur parcourt des yeux, à la clarté d'une

lampe de nuit, cet injurieux écrit qui contient l'énumération des fautes qu'on lui reproche. L'indignation et la colère lui dictent sa réponse :

— Non ! s'écrie-t-il, en proie à une exaltation furieuse. La mort plutôt que le déshonneur !

Il veut faire usage de l'arme qu'il tient à la main, et que les conjurés cherchent à lui arracher; il se débat au milieu d'eux, en appelant du secours, en poussant des cris et des gémissements qui parviennent jusqu'aux oreilles de l'impératrice Marie; tout à coup, il se tait, il s'affaisse et tombe frappé d'apoplexie dans les bras des témoins de cette horrible scène.

L'impératrice, à demi vêtue, accourait, toute tremblante, aux cris de son époux, quand le général Benningsen l'arrête sur le seuil en lui disant avec douleur : « Madame, tout est fini ! l'empereur est mort. » On la rapporte sans connaissance dans ses appartements.

Le grand-duc Alexandre s'éveille en sursaut, vers le matin. Autour de son palais, une multitude de gens du peuple s'assemble en tumulte à la lueur des torches. Il se lève à la hâte, et s'informe de la cause de cette agitation populaire. On lui apprend que pendant la nuit l'empereur a succombé à une attaque d'apoplexie foudroyante.

A cette affreuse nouvelle, il crut mourir de désespoir, et resta longtemps anéanti.

Cependant la foule grossissait aux abords du palais, en acclamant le nouvel empereur. Les conspirateurs, ceux qui avaient sommé Paul Ier d'abdiquer en faveur de son fils, le prince Platon Zouboff et ses frères, les généraux Benningsen et Ouvaroff, les colonels Tatarinoff et Talysine, d'autres encore se présentent devant le grand-duc Alexandre, et lui annoncent la vacance du trône.

Le prince leur répond, en versant des larmes abondantes, qu'il refuse la couronne, et il se retire au fond de ses appartements pour échapper à des sollicitations qui l'indignent.

Le bruit se répand aussitôt dans Saint-Pétersbourg que le grand-duc ne veut pas être empereur. Le grand-duc était aimé généralement; depuis l'avénement de Paul Ier, sa popularité s'augmentait de jour en jour, et l'on attendait son règne comme une ère de délivrance et de bonheur.

Ce fut une consternation universelle lorsque l'on vint dire à la populace rassemblée devant le palais qu'il n'acceptait pas la succession du tzar. Il y eut alors une effervescence qui n'aurait pas tardé à dégénérer en révolte : les hourras en l'honneur d'Alexandre prenaient un caractère d'injonction

et de menace; les soldats s'étaient joints au peuple, et se pressaient aux portes avec une sorte d'obstination fanatique, en criant : — Nous le ferons empereur malgré lui !

C'est alors que le grand-duc vit son auguste mère, son frère Constantin et la grande-duchesse son épouse unir leurs prières pour vaincre ses refus et obtenir son consentement. Les plus grands personnages de la cour le conjuraient de se dévouer, non-seulement dans l'intérêt de la patrie, mais encore pour le salut de la famille impériale; car l'irritation du peuple allait jusqu'au délire.

— Monseigneur, dit le comte Pahlen au grand-duc, montez sur le trône pour éviter un plus grand malheur.

— Alexandre ! reprit l'impératrice, faisant violence à son chagrin; obéissez à votre mère qui vous ordonne de régner !

Le prince obéit enfin, et son avénement fut salué par les acclamations unanimes de ses sujets.

Il aurait voulu pouvoir venger avec éclat la mort de son père, mais sa pieuse et respectable mère fut la première à lui conseiller de ne pas se créer ainsi, au début de son règne, des haines implacables. Tous ceux néanmoins qui avaient trempé dans le complot formé pour obtenir de gré ou de

force l'abdication de Paul Ier, furent exilés immédiatement, et restèrent longtemps éloignés de la cour; quelques-uns n'y reparurent jamais, et perdirent toutes leurs charges et toutes leurs dignités.

Les grands-ducs Nicolas et Michel étaient encore trop jeunes pour se trouver mêlés à ces graves événements.

Ils ne surent même que longtemps plus tard la lugubre catastrophe qui les avait privés de leur père. Ils l'avaient à peine connu; ils ne pouvaient le juger, que par sa tendresse expansive et turbulente qui leur causait une sorte d'effroi, lorsque l'empereur fixait sur eux un œil hagard, et les pressait dans ses bras avec tant de force qu'ils craignaient d'être étouffés.

C'était donc plutôt du respect que de l'affection qu'ils ressentaient pour lui, et souvent ils avaient été témoins de ses emportements et de ses colères. Le son de sa voix les faisait alors trembler, et ils cherchaient à éviter sa présence, quand, d'après certains indices qui ne les trompèrent jamais, ils se disaient l'un à l'autre que l'empereur était dans un de ses mauvais jours.

Leur digne mère, d'ailleurs, par un sentiment d'exquise prévoyance, ne manquait pas d'excuser vis-à-vis d'eux les bizarreries et les violences de

son époux, en leur faisant entendre que l'empereur avait éprouvé bien des chagrins dans sa vie, et qu'il lui en était resté une tristesse dominante. Elle leur apprenait aussi que le *métier* d'un souverain ne laissait pas que d'être pénible et difficile à exercer. Elle les avait accoutumés à prier Dieu, pour qu'il accordât à leur auguste père la grâce de remplir son devoir d'empereur le moins mal possible.

Ces idées, ces impressions, ces souvenirs de leur première enfance se gravèrent profondément dans leur esprit. On s'explique ainsi comment les deux princes n'eurent de bonne heure que de la répugnance et de l'aversion pour le rang suprême.

Ce fut l'impératrice qui en pleurant leur annonça la mort de leur père. Ils mêlèrent leurs larmes aux siennes, et ils répondirent avec effusion à ses étreintes maternelles.

Elle les consola en leur disant que le grand-duc Alexandre, qui devenait leur empereur, serait pour eux un second père. Ils avaient déjà pour leur *grand frère*, comme ils l'appelaient, un attachement qui tenait de l'admiration et de l'enthousiasme; ils le trouvaient si beau, si noble, si bon, qu'ils ne se lassaient pas de le regarder et de lui sourire.

Alexandre, il est vrai, avait gagné le cœur de ces enfants par mille prévenances, par mille témoignages d'amitié et d'intérêt; il assistait quelquefois à leurs exercices militaires, il avait été aussi témoin de leurs jeux; il écoutait leurs questions, il leur donnait des conseils, et il les comblait de caresses.

L'attachement que les petits princes lui portaient de longue date s'entoura d'un nouveau prestige, et se changea en vénération, dès que le grand-duc fut empereur. Ils cessèrent de le considérer comme un frère, ils ne virent en lui qu'un chef de famille, un véritable père, et ils lui vouèrent dès lors une espèce de culte de reconnaissance tendre et respectueuse; ils l'avaient d'eux-mêmes surnommé leur *bienfaiteur*, et ils ne lui donnèrent plus d'autre titre.

Cependant Alexandre Ier avait déclaré à l'impératrice Marie qu'il la laissait élever à sa guise ses deux derniers fils. C'était, de la part de l'empereur, un acte de déférence envers son auguste mère, qui n'avait pas eu la liberté d'intervenir dans l'éducation qu'il avait reçue lui-même sous les yeux de son aïeule. Il ne prétendait donc pas imposer à ses jeunes frères les idées philosophiques qu'il tenait de son professeur le colonel Laharpe, et il

voulait que l'impératrice-mère, dont il reconnaissait la supériorité morale, fût absolument maîtresse de la direction pédagogique de ses enfants.

Il n'était pas sans doute indifférent à cette direction qui devait former des princes dignes de lui succéder; car, dès cette époque, il pressentait que son mariage serait stérile pour le trône de Russie, mais il s'abstint en toute circonstance, avec une réserve et une discrétion pleine de délicatesse, d'empiéter sur les droits illimités de la mère de famille.

Les deux grands-ducs Nicolas et Michel restèrent donc en quelque sorte à l'écart pendant une partie du règne d'Alexandre Ier, qui avait l'œil sur eux, mais qui ne leur attribuait aucun rôle dans le service de l'État.

Suivant l'usage de la cour de Russie, le grand-duc Nicolas avait été nommé à son baptême chevalier des ordres de Saint-André, de Saint-Alexandre Newsky et de Sainte-Anne, 1re classe; l'empereur Paul, à l'occasion de son avénement (18 novembre 1796), l'avait fait chef du régiment des gardes à cheval, avec le grade de lieutenant-général; il l'avait transféré ensuite au régiment de la garde d'Ismaïlowsky le 9 juin 1800.

III

L'éducation des grands-ducs Nicolas et Michel ne porta pas d'abord les fruits qu'on avait lieu d'en attendre ; ils étaient l'un et l'autre d'un caractère trop ardent, ils n'avaient pas l'esprit assez rassis, pour s'appliquer, avant l'âge de raison, à l'étude des langues et des littératures. Le général Mathieu Lamsdorff, que l'impératrice Marie leur avait donné pour gouverneur, réussit assez bien à ne pas se faire haïr de ses élèves, mais il était incapable de leur imposer aucune règle, aucun frein. Quant aux savants précepteurs qu'on leur avait choisis, Storch et Adelung, professeurs distingués des universités d'Allemagne, le premier leur enseigna l'économie politique, mais le second ne parvint pas à leur mettre dans la tête beaucoup de latin et de grec.

Leur professeur de langue française et d'histoire, Dupuget, de Lausanne, fut plus heureux et ne

perdit pas tout à fait ses peines; car les deux princes, qui ne s'intéressaient guère à tout ce qu'il fallait apprendre dans des livres, prirent goût à l'histoire et s'y attachèrent davantage, lorsque le professeur eut laissé de côté Rome et la Grèce, pour les entretenir de la Révolution française, qu'il leur représentait sous les couleurs les plus hideuses. Ils firent, en même temps, des progrès rapides dans la langue que parlait leur maître et qui devint bientôt leur langue usuelle. Cependant leur instruction littéraire et scientifique, malgré tout le zèle de leurs professeurs allemands, resta très-imparfaite.

— Eh! comment était-il possible qu'il en fût autrement? disait, bien des années après, le grand-duc Nicolas, devenu empereur, dans ses entretiens intimes avec un de ses plus loyaux serviteurs, M. le comte de Kisseleff, ministre du domaine, plus tard ambassadeur en France. Le principal menin qu'on avait mis près de nous n'était pas en état de diriger nos études ni de nous inspirer le goût des lettres et des sciences. En revanche, il était toujours grognon et parfois violent : pour la moindre vétille, il entrait dans des colères incroyables; il nous prodiguait mille injures qui souvent se terminaient par des bourrades et des pincements dont j'a-

vais la meilleure part. Michel, ayant le caractère plus facile et l'humeur plus enjouée, plaisait davantage à ce diable d'homme, qui est bien responsable, devant Dieu, de la pauvre éducation que nous avons reçue.

Cependant le grand-duc Nicolas, malgré sa fougue naturelle et son apparente légèreté, était trop bien doué sous le rapport de la mémoire, pour qu'il ne retînt pas quelque chose de tout ce qui avait fait l'objet des leçons de ses professeurs. Ce ne furent, il est vrai, que les lambeaux un peu décousus d'une instruction très-variée et très-complexe.

Ainsi, à dix ans, non-seulement il savait par cœur l'histoire militaire de la Russie, mais encore il l'expliquait, il la commentait avec une netteté d'appréciation bien supérieure à son âge. L'histoire de France avait excité aussi son intérêt et sa curiosité; il ne se lassait pas surtout d'entendre raconter, avec bien des exagérations et des faussetés, il est vrai, les principaux événements de la Révolution, qui avait ébranlé l'Europe; il éprouvait une horreur invincible pour les hommes de sang de la Convention, pour les auteurs de tant de crimes politiques; la haine instinctive qu'il portait dès lors aux révolutionnaires, à leurs doctrines et à leurs actes, ne fit que croître avec l'âge et s'en-

raciner dans son esprit par la réflexion. Mais, en revanche, il n'avait que des sympathies pour le général Bonaparte, pour ce grand capitaine, qui s'était élevé au pouvoir, comme le sauveur de sa patrie, et dont la plus belle victoire avait été celle de l'ordre sur l'anarchie.

— Le roi Louis XVI n'a pas fait son devoir, dit-il un jour à son précepteur Dupuget; il en a été puni. Ce n'est pas être clément que d'être faible. Un souverain n'a pas le droit de pardonner aux ennemis de l'État. Louis XVI était en présence d'une véritable conspiration, déguisée sous le faux nom de liberté; il eût épargné bien des misères à son peuple, en n'épargnant pas les conspirateurs.

Le grand-duc Michel écoutait avec déférence les opinions émises par son frère et les approuvait toujours.

Le grand-duc Nicolas avait la parole prompte et facile; il s'exprimait avec la même aisance en russe, en français et en allemand.

Les deux frères s'étaient adonnés de bonne heure à tous les exercices de corps, qui convenaient le mieux à leur constitution robuste et à leur élégante désinvolture : l'équitation, l'escrime, la danse, leur avaient fourni un sujet continuel d'émulation;

l'avantage était toutefois du côté de l'aîné, qui n'avait pas plus de vigueur que son jeune frère, mais qui se distinguait par la vivacité et la souplesse de ses mouvements, comme par la grâce de son maintien.

Le grand-duc Nicolas n'eut jamais le sentiment des beaux-arts, quoiqu'il maniât le crayon avec adresse et qu'il ait souvent fait des croquis et des aquarelles que n'aurait pas désavoués un artiste habile. Son talent était pour la caricature, et il saisissait de la manière la plus heureuse les ridicules des personnages qu'il voulait faire entrer dans un dessin satirique; il excellait aussi à esquisser des scènes guerrières, des types de l'armée, des uniformes et des chevaux. Sa prédilection pour tout ce qui tenait au métier de soldat s'était montrée jusque dans son goût inné pour la musique; il composa, avant d'être capable de les noter, des marches militaires qui ne manquaient pas d'originalité, et il eut le plaisir de les entendre exécuter par la musique de son régiment d'Ismaïlowsky.

Dès son enfance, il avait manifesté, d'ailleurs, ses goûts dominants : on l'avait vu porter un fusil, brandir une épée, battre du tambour, dès qu'il avait pu marcher et se servir de ses mains. Ce fut

comme une vocation militaire, qui grandissait, pour ainsi dire, avec lui.

A peine avait-il acquis la première notion du sens des mots, qu'il prit un immense plaisir à des récits de guerre et de bataille; il eût passé des journées entières à les écouter, et, après les avoir entendus, il voulait les entendre encore. Il fallait voir alors ses grands yeux bleus s'animer d'une ardeur belliqueuse; il fallait suivre sur son visage les émotions de son âme magnanime. Lá plus belle récompense que son gouverneur pouvait lui promettre, c'était de le conduire, un jour de parade, sur le champ des manœuvres. Il y allait avec joie, avec empressement, il y restait le plus longtemps possible, sans pouvoir se rassasier d'un spectacle qu'il observait dans les moindres détails, et il en revenait pensif, tout préoccupé de ce qu'il avait vu. Il ne connaissait pas de plus grand bonheur que de revêtir l'uniforme de son régiment d'Ismaïlowsky.

Un jour, à Tzarskoé-Sélo, où il avait accompagné son auguste mère, il apprit que le régiment dont il était le chef nominatif devait, le lendemain, faire le service des postes intérieurs de cette résidence impériale.

Il se leva, sans bruit, avant le jour, et s'habilla

en grand uniforme. Tout le monde dormait autour de lui et personne ne s'éveilla. Il sortit de sa chambre, le fusil sur l'épaule, et arriva, sans avoir été aperçu, jusqu'aux appartements de l'empereur.

La porte était fermée, mais on n'y plaçait jamais de sentinelle, suivant les ordres d'Alexandre Ier qui ne voulait être gardé, disait-il, que par l'amour de ses sujets.

Le grand-duc Nicolas se mit en faction, l'arme au bras, et il ne bougea pas, pendant une grande heure peut-être, du poste qu'il s'était assigné.

L'empereur heureusement était matinal; il ne fut pas peu surpris de trouver son jeune frère sous les armes à la porte de ses appartements.

— Hé! que fais-tu là, mon cher Nicolas? lui dit-il en le reconnaissant dans cet équipage.

— Vous le voyez, Sire, répondit l'enfant qui lui avait porté les armes; je monte la garde devant la porte de Votre Majesté. Mon régiment doit être de service au palais, et je me suis choisi le poste le plus honorable; je l'ai occupé de bon matin, pour qu'on ne vînt pas me l'enlever.

— C'est bien, mon enfant, reprit l'empereur qui tenait à peine son sérieux; mais qu'aurais-tu fait, si une patrouille se fût présentée? Tu ne sais pas le mot d'ordre?

— En effet, il y a toujours un mot d'ordre et un mot de ralliement, répliqua le prince mécontent de lui-même. N'importe ! je n'eusse laissé passer personne, fût-ce M. Araktchéïeff qui passe partout !

A mesure que le grand-duc Nicolas avançait en âge, ses instincts militaires se prononçaient d'une manière plus réfléchie.

L'idée lui étant venue qu'un prince ne pouvait pas être soldat, il se mit en devoir de devenir général. Il voulut se familiariser avec toutes les branches de l'art de la guerre; il s'adonna exclusivement à l'étude des mathématiques et il appliqua son talent pour le dessin à des travaux de géométrie linéaire, de stratégie et de poliorcétique.

L'empereur était informé des progrès de son jeune frère dans les sciences exactes; mais il semblait peu disposé à donner satisfaction à cet impatient désir de prendre un service actif sous les drapeaux russes. De hautes raisons d'État s'opposaient sans doute à ce que les grands-ducs Nicolas et Michel parussent dans les armées, avant l'époque de leur majorité.

La jeunesse de ces deux princes s'écoula ainsi, sous les yeux de l'impératrice-mère et presque en dehors de la cour, où ils n'étaient appelés que de loin en loin aux réceptions solennelles.

Leur gouverneur, le général Lamsdorff, ne les perdait pas de vue un moment et cherchait autant que possible à les tenir éloignés du milieu politique, dans lequel leur naissance paraissait devoir les faire figurer de bonne heure.

Ils ne connaissaient que vaguement les nouvelles qui les eussent intéressés le plus; car ils ne lisaient aucun journal et on évitait avec soin de les instruire des événements qui se passaient en Europe; s'ils apprenaient, par hasard, qu'une bataille avait été livrée, qu'un traité avait été signé, c'était là tout ce qu'ils pouvaient en savoir. Leurs notions en fait d'histoire contemporaine s'arrêtaient à l'avénement de l'empereur Alexandre Ier. Ils avaient, ainsi que tous les Russes, une confiance sans bornes, une admiration exaltée, une vive et ardente affection pour ce grand empereur; mais ils n'eurent pas même connaissance des principales circonstances de son règne, si l'on peut en croire le témoignage d'un compagnon de leur enfance et de leur jeunesse.

Ce règne glorieux méritait cependant d'être offert sans cesse à leurs appréciations comme un modèle de sagesse, de bon sens, d'humanité et de grandeur d'âme.

Alexandre, en succédant à son père, s'était im-

posé la tâche de faire oublier la déplorable administration précédente et de rattacher son gouvernement à celui de Catherine II. Son premier acte fut de rendre force et autorité à la loi : il déclara solennellement qu'il ne reconnaissait aucun pouvoir légitime au-dessus de ce pouvoir suprême, devant lequel doivent s'incliner les souverains et les peuples. Il supprima la chancellerie secrète, commission inquisitoriale instituée par Paul Ier; il mit un frein aux rigueurs de la censure, organisa le Sénat en haute cour de justice, reconstitua le comité des lois créé par Catherine, et introduisit la publicité dans la gestion des affaires de l'État.

Il se proposait de diminuer graduellement les peines corporelles dans la législation russe; il commença par abolir la torture, qui n'a jamais été rétablie depuis. Il eût voulu abolir aussi la confiscation, mais il en modéra seulement les effets et il défendit qu'elle fût appliquée aux biens héréditaires d'un condamné.

Il ne cessa de se préoccuper de l'émancipation des serfs, cette grande pensée de l'impératrice Catherine qui n'avait pas vécu assez pour la réaliser : « Pour la plus grande partie, les paysans de la Russie sont esclaves, écrivait-il à un haut digni-

taire de la couronne; je n'ai pas besoin de m'étendre sur l'avilissement et le malheur d'un état pareil. J'ai donc fait vœu de ne pas en augmenter le nombre et j'ai pris pour principe de ne jamais donner, à cet effet, des paysans en propriété. »

La bonté de son cœur, le désir de se faire aimer de tous, l'amour le plus éclairé de l'humanité, éclataient dans ses paroles comme dans ses actions. Il était sans faste et sans prétentions; il accoutumait ainsi sa noblesse à prendre, comme lui, des habitudes simples et modestes; il lui donnait, en même temps, l'exemple des mœurs élégantes, du langage poli et des manières affables. Il prit un soin particulier de l'instruction publique; il fonda quatre nouvelles universités, il multiplia les gymnases, il propagea sur tous les points de l'empire les écoles élémentaires. Le commerce, l'industrie, les arts, avaient droit aussi à sa protection active et libérale : il les regardait comme les auxiliaires les plus puissants de son œuvre de paix et de civilisation.

Il aurait voulu anéantir le fléau de la guerre en Europe; il détestait en principe ces luttes sanglantes qui n'avaient produit que des désastres et des ruines : il crut que des traités d'alliance entre les souverains leur laisseraient le temps de tra-

vailler au bonheur de leurs peuples. Il se détacha donc de la coalition qui combattait inutilement depuis dix ans contre les principes de la Révolution française, et il signa un pacte d'amitié avec le premier consul Bonaparte qu'il avait toujours considéré comme un héros (8 octobre 1801). Ce fut là le prélude de la paix d'Amiens, qui évoquait tant d'espérances et qui devait durer si peu.

Alexandre I[er] était encore sous le prestige de l'admiration que lui inspirait Bonaparte, mais il ne pouvait tolérer les empiétements continuels de la politique de son belliqueux allié. Il avait d'ailleurs contracté une sorte de fraternité d'armes avec le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, et il subissait à son insu l'ascendant de ce prince qui n'aimait pas la France et qui conservait un ressentiment implacable contre Napoléon.

Napoléon s'était couronné empereur et semblait aspirer à devenir le maître absolu des rois de l'Europe. Une nouvelle coalition se forma (8 avril 1805), qui eut de tristes résultats pour les coalisés. La bataille d'Eylau fut moins fatale à l'armée russe, que la bataille d'Iéna ne l'avait été à l'armée prussienne. Mais les deux armées réunies ne furent pas plus heureuses dans les plaines de Friedland, où, malgré des prodiges de valeur et de persévérance,

elles abandonnèrent le champ de bataille à l'ennemi victorieux.

Le roi Frédéric-Guillaume avait perdu son royaume et sa capitale; l'empereur de Russie n'aurait pu reconquérir les États de son allié, sans épuiser les ressources et les forces de son propre empire; il n'avait pas même, après cette terrible campagne (1807), les moyens de continuer la guerre et de tenir tête au vainqueur. Trop de sang d'ailleurs avait été répandu, et ce n'était pas par les armes qu'il fallait arrêter la marche conquérante de Napoléon.

Alexandre et Frédéric-Guillaume, qui s'étaient juré une amitié inviolable sur le tombeau du grand Frédéric, firent ensemble un nouveau pacte et convinrent de rester secrètement unis, tout en paraissant avoir renoncé à leur alliance mutuelle; bien plus, le roi de Prusse reconnut lui-même que son *bon ami* ne pouvait le sauver qu'en le sacrifiant ouvertement vis-à-vis de l'empereur des Français, et il se résigna en conséquence à subir les épreuves de la mauvaise fortune, pour attendre des jours meilleurs et plus favorables à la coalition.

L'entrevue des deux empereurs eut lieu sur un radeau, au milieu du Niémen, fleuve qui sépare la Prusse et la Russie (juin 1807). Cette entrevue mé-

morable fut suivie du traité de Tilsitt. Alexandre sacrifiait, non sans regret et sans répugnance, le roi de Prusse, dépouillé d'une partie de ses États, et acceptait aussi, pour son propre compte, la responsabilité du système continental, dans le cas où la médiation entre la France et l'Angleterre n'aboutirait pas à la paix générale.

Ce traité de Tilsitt était presque exclusivement à l'avantage de Napoléon; mais il y eut, en outre, dit-on, un traité secret qui devait changer l'équilibre européen, au profit des princes de la famille Bonaparte et qui autorisait la Russie à prendre possession de la Turquie.

Ce fut sans doute pour l'empereur Alexandre, pour ce cœur si noble et si généreux, ce fut une vive et amère douleur que de paraître abandonner son plus fidèle allié et son meilleur ami; mais il avait déjà obtenu beaucoup, en obtenant que Napoléon laissât au roi de Prusse un simulacre de royauté : sans l'intervention, sans l'appui d'Alexandre, Frédéric-Guillaume III eût été détrôné, et le royaume de Westphalie, que Napoléon destinait à un de ses frères, aurait englobé la Prusse entière.

Alexandre Ier n'était pas le seul protecteur de la Prusse et de son souverain; la monarchie prus-

sienne avait, pour ainsi dire, un ange gardien dans la personne de la reine Louise, cette princesse d'un si grand caractère et d'une si belle âme, ce type admirable de l'épouse et de la mère, de l'amie et de la souveraine.

Elle était, en quelque sorte, le dernier lien qui rattachât l'empereur Alexandre à l'impératrice Élisabeth, qui l'aimait comme une sœur. Sa beauté éblouissante, sa grâce incomparable, ses exquises qualités, tout en elle commandait le respect et l'admiration. La sympathie qu'elle avait inspirée à l'empereur de Russie ressemblait à du fanatisme et ajoutait encore plus de dévouement à l'amitié fraternelle qu'il avait vouée au roi de Prusse, ce prince courageux, si ferme dans ses principes, si invariable dans ses sentiments.

« Mon frère, j'ai confiance en vous ! lui écrivait Frédéric-Guillaume, dont le royaume s'était trouvé presque réduit à la Prusse orientale. J'attendrai avec patience que le moment soit venu, et je ne désespérerai jamais de l'avenir, tant que vous serez là pour me tendre la main ; je crois déjà entrevoir la fin des malheurs de la patrie. »

Les joies de la famille consolaient Frédéric-Guillaume des chagrins de la royauté et des vicissitudes de la politique. La reine et lui, ils avaient

une prédilection marquée pour leur fille aînée, Charlotte, qui était belle comme sa mère et qui lui ressemblait encore davantage du côté de l'âme.

Un jour, en lisant une lettre que la jeune princesse avait écrite à son père, la reine fondit en larmes et s'écria :

— Oh! la chère et noble enfant! comme elle nous aime! comme elle sait dépeindre avec chaleur ses sentiments! Et cependant on pourrait parfois lui trouver l'air froid et indifférent. Il faut la bien connaître : c'est une âme pleine de sensibilité et d'énergie. Je pressens pour elle un brillant avenir.

L'empereur Alexandre avait peut-être inspiré ces paroles prophétiques à la tendresse d'une mère, car, charmé de la délicieuse figure de la princesse Charlotte, et remarquant aussi l'air imposant de sa démarche et de son maintien, il disait souvent à la reine, à demi détrônée, qu'il se chargerait de marier cette adorable princesse à un empereur.

Ce n'était pourtant pas à Napoléon qu'il songeait, en parlant ainsi, car la princesse Charlotte n'avait pas douze ans, quand Napoléon, n'espérant plus avoir d'enfants de sa femme Joséphine de Beauharnais, résolut de divorcer et de contracter

un nouveau mariage, qui pourrait lui donner un héritier.

Il n'avait pas vu sans admiration la grande-duchesse Catherine, sœur de l'empereur Alexandre, et il s'était mis en tête d'épouser en secondes noces, après son divorce, cette belle et gracieuse princesse, qui, sous le rapport de l'esprit et du caractère, ressemblait à son aïeule l'impératrice Catherine II. Napoléon était alors à l'apogée de sa puissance : la proposition qu'il fit confidentiellement à l'empereur Alexandre, en lui offrant de devenir son beau-frère, devait paraître à certains égards avantageuse aux intérêts de la Russie; mais la famille impériale des Romanoff n'eut garde d'accueillir cette offre avec empressement, quoique Alexandre se montrât disposé à y donner une pleine adhésion, sous la réserve du consentement de sa sœur.

L'impératrice-mère, que l'empereur Alexandre dut consulter la première sur la convenance et l'opportunité d'une pareille alliance, déclara, de la manière la plus formelle et la plus énergique, qu'elle n'y consentirait pas. La grande-duchesse Catherine se prononça, avec la même fermeté, contre ce projet de mariage. Alexandre eut donc l'air de se conformer respectueusement à la volonté de son auguste

mère ; mais il se hâtait, en même temps, de prêter les mains à une autre union que sa sœur avait choisie elle-même, et le 30 avril 1809, il la mariait au prince Pierre-Frédéric-George d'Oldenbourg, qu'il nomma lieutenant-général et gouverneur général du gouvernement de Twer. Napoléon, dont le divorce n'était point encore un fait accompli, dissimula le dépit qu'il éprouvait de ne pas s'allier à la maison régnante de Russie, et se tourna du côté de la maison d'Autriche, qui lui promettait la main d'une archiduchesse. La grande-duchesse d'Oldenbourg resta veuve avec deux enfants, en 1813, et quand elle se remaria, trois ans plus tard, avec le prince héréditaire de Wurtemberg, Napoléon, l'époux de Marie-Louise, avait cessé d'être empereur

IV

L'entrevue d'Erfurth, qui mit Alexandre et Napoléon en présence pendant dix-huit jours, au milieu d'une cour de rois presque prosternés à leurs pieds (septembre et octobre 1808), semblait les avoir liés l'un à l'autre par des intérêts réciproques et par une sympathie mutuelle. On les avait vus échanger publiquement des témoignages expressifs d'admiration et d'amitié.

On eût dit les deux maîtres de l'Europe prêts à se partager la monarchie universelle. Napoléon se réservait l'Occident et abandonnait l'Orient au tzar de Russie. Il y eut entre eux, en effet, de longues conférences secrètes sur leurs projets ultérieurs, ou plutôt sur les moyens d'exécution de leur alliance offensive et défensive : ils écrivirent une lettre collective au roi d'Angleterre, pour le presser « d'écouter la voix de l'humanité, en faisant taire celle des passions; de chercher, avec l'intention d'y parvenir, à concilier tous les intétêts, et, par

là, de garantir toutes les puissances, afin d'assurer le bonheur de l'Europe. »

Cette alliance des deux empereurs n'était, à vrai dire, qu'une trêve plus ou moins durable, dont ils avaient besoin également l'un et l'autre pour mener à bonne fin leurs entreprises particulières. Napoléon se trouvait gravement engagé dans la guerre d'Espagne, qui dévorait ses finances et ses armées. Alexandre avait à combattre simultanément la Suède, la Perse et la Turquie. La victoire favorisa les drapeaux russes sur tous les champs de bataille, et le grand-duché de Finlande, dont la possession était convoitée par les tzars depuis Pierre le Grand, demeura dès lors annexé à la couronne de Russie.

Mais le système continental, qu'Alexandre avait promis de maintenir et de défendre contre l'Angleterre, ne pouvait qu'être onéreux et funeste aux intérêts matériels de l'empire russe, et d'ailleurs, l'empereur de Russie, qui s'était prêté, peut-être avec trop de complaisance, aux exigences capricieuses de son allié, avait hâte de se soustraire à cette espèce de sujétion tyrannique, qu'il n'avait acceptée que momentanément, dans l'espoir de contribuer ainsi au rétablissement de la paix générale.

Alexandre avait toujours aimé la France et les Français; l'influence philosophique de son éducation première prédominait encore dans ses idées, sinon dans ses actes de souverain; il n'avait jamais eu de haine ni de ressentiment pour la Révolution française : il n'était donc pas hostile au principe démocratique qui avait fait du général Bonaparte un empereur. Mais il regardait ce général couronné comme le provocateur de la guerre perpétuelle, comme l'implacable ennemi du repos des peuples et des rois.

Il n'en admirait pas moins les grandes qualités du héros, son génie militaire comme son génie politique; il fut même, à l'entrevue d'Erfurth, forcé de subir le prestige que Napoléon exerçait sur tous ceux qui l'approchaient, et il éprouva réellement, sous le charme d'une intimité passagère, un vif sentiment de sympathie pour son illustre allié. Il était sincère, lorsque, pendant une représentation théâtrale à laquelle il assistait avec l'empereur des Français, il se leva tout à coup avec émotion, en entendant ce vers :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

« Je ne l'ai jamais mieux senti ! » s'écria-t-il, et il se jeta dans les bras de Napoléon. Les specta-

teurs, qui étaient des rois, des princes et des courtisans, applaudirent à cet embrassement qui semblait être la ratification du traité de Tilsitt.

Cependant aucun lien solide ne pouvait exister entre ces deux natures si dissemblables et si profondément antipathiques : la douceur, la modération d'Alexandre s'accordaient mal avec la brusquerie, les emportements de Napoléon.

Il faut le reconnaître, la bonne intelligence qui régna entre eux durant plusieurs années ne fut que factice et simulée : malgré leurs protestations réciproques d'estime et d'attachement, ils ne s'aimaient pas, ils se défiaient l'un de l'autre, ils s'observaient sans cesse, comme deux rivaux qui n'attendent que l'occasion d'en venir aux mains.

Cette occasion allait se présenter bientôt.

Le roi de Prusse était rentré dans sa capitale après trois années d'absence, le 23 décembre 1809, mais il n'y avait pas trouvé immédiatement la force de reformer une nouvelle coalition contre l'empereur Napoléon.

Le jour de sa rentrée à Berlin, la reine Louise disait à sa fille Charlotte : « Entends-tu les sons joyeux des cloches, entends-tu les cris d'allégresse des sujets de ton père? Un souverain qui veut être chéri de son peuple doit avoir un cœur pour parta-

ger les souffrances et les joies de ce peuple bien-aimé; un souverain n'est digne de son rang, que quand il sait être homme avec les hommes. Souviens-toi de cela, ma fille, s'il est dans ta destinée de porter plus tard une couronne! »

L'empereur Alexandre, qui était en correspondance permanente avec cette bonne et gracieuse reine, lui écrivait de prendre patience et de compter sur l'avenir : « La Prusse aura sa revanche, lui disait-il, et elle reconnaîtra tôt ou tard que la Russie est restée sa fidèle alliée. »

La reine de Prusse ne vécut point assez pour voir se réaliser les promesses de son auguste ami : elle mourait, brisée, consumée par le chagrin, sept mois après son retour à Berlin, mais elle eut le temps d'adresser ses adieux à l'empereur de Russie, en lui disant qu'elle avait foi en sa parole impériale et qu'elle lui recommandait une dernière fois, et la Prusse, et le roi Frédéric-Guillaume, et sa famille, et surtout la princesse Charlotte qui n'avait pas atteint l'âge de douze ans.

Le roi de Prusse perdait son ange tutélaire : il suivit le conseil que la reine, sur son lit de mort, lui avait donné; il s'abstint de toute initiative dans les circonstances politiques, qui devaient enfanter une nouvelle coalition de l'Europe contre l'empe-

reur des Français; il se dirigea certainement d'après les avis secrets de l'empereur Alexandre, lors même qu'il contractait avec Napoléon une alliance offensive contre la Russie (24 janvier 1812).

Depuis un an, Alexandre faisait d'immenses préparatifs de guerre, dans la prévision d'une brouille inévitable avec Napoléon, qui s'était emparé du duché d'Oldenbourg et qui manifestait l'intention de reconstituer le royaume de Pologne en donnant à un prince de sa famille la couronne de ce royaume. Alexandre venait de signer une paix avantageuse avec la Suède et la Turquie, lorsqu'il se mit à la tête de l'armée formidable qu'il avait réunie à Wilna pour la défense de la patrie. « L'empereur des Français, dit-il dans un ordre du jour adressé à l'armée, nous a le premier déclaré la guerre. Ainsi, puisque rien ne peut le rendre accessible à la paix, il ne nous reste plus, en invoquant à notre aide le Tout-Puissant, témoin et défenseur de la vérité, qu'à opposer nos forces aux forces de l'ennemi. »

La grande-armée, conduite par Napoléon, passa le Niémen et entra en Russie : l'armée russe, sous les ordres des généraux Bagration, Barclay de Tolly et Koutouzoff, semblait d'abord n'avoir pas d'autre plan de campagne que de reculer devant l'en-

nemi, mais c'était une tactique qui avait pour but d'attirer Napoléon dans les steppes de la Russie et de l'empêcher d'en sortir : « Puisse la destruction dont l'ennemi nous menace retomber sur sa tête, disait Alexandre dans une allocution aux habitants de Moscou, et l'Europe affranchie exalter le nom de la Russie ! »

Napoléon croyait n'avoir à combattre qu'une armée nombreuse et aguerrie : il trouva un peuple qui se levait comme un seul homme pour défendre ses foyers et pour repousser l'invasion.

Cette injuste et audacieuse invasion appelait sous les drapeaux tous les Russes en état de porter les armes. Les deux grands-ducs Nicolas et Michel s'étonnèrent d'être, en quelque sorte, oubliés et tenus à l'écart, au milieu de ce grand et généreux mouvement national qui devait rendre la Russie invincible. L'un d'eux, il est vrai, n'avait pas quinze ans, mais l'autre était déjà dans sa dix-septième année. Depuis longtemps d'ailleurs, quels que fussent leurs sentiments de respect et de reconnaissance pour l'empereur, ils ne pouvaient s'empêcher de penser et de se dire tout bas qu'on prolongeait peut-être outre mesure leur éducation et leur enfance.

Ils osèrent se plaindre à leur auguste mère

Marie Féodorovna de rester étrangers à une guerre de salut public, qui s'organisait dans toute l'étendue de l'empire à la lueur de l'incendie de Moscou.

L'impératrice-mère répondit au grand-duc Michel, qui avait porté la parole avec sa vivacité ordinaire : « Vous, Michel, vous êtes trop jeune pour être soldat; et vous, ajouta-t-elle en se tournant vers le grand-duc Nicolas, malgré votre impatience que je comprends et dont je vous sais gré, on vous garde pour d'autres éventualités. La sainte Russie, mes enfants, ne manquera pas de défenseurs. »

Peu satisfait de cette espèce d'oracle sibyllin, ne cherchant pas à en approfondir le sens, le grand-duc Nicolas écrivit directement à l'empereur, et le supplia de permettre qu'il fît son devoir de sujet russe, en prenant du service dans les armées de Sa Majesté, d'autant plus qu'il était chef du régiment d'Ismaïlowsky et qu'il se sentait capable de commander son régiment. « J'ai honte, disait-il dans cette noble et touchante lettre, de me regarder comme un être inutile sur la terre, lequel n'est pas même bon à se faire tuer en brave, sur un champ de bataille. »

L'empereur, qui lui avait toujours témoigné une bienveillance toute paternelle, l'envoya chercher,

l'accueillit avec plus d'affection encore qu'à l'ordinaire et s'efforça de le consoler de son inactivité momentanée, en lui disant, d'un air sérieux et mélancolique, que le moment de le placer au premier rang viendrait peut-être plus tôt qu'on ne pouvait le prévoir.

— En attendant, ajouta-t-il avec bonté, vous avez d'autres devoirs à remplir; complétez votre éducation; rendez-vous digne, autant que possible, de la place que vous occuperez un jour : ce sera servir notre chère patrie comme un héritier du trône doit le faire.

Le grand-duc se retira, préoccupé de ces paroles mystérieuses qui retentirent longtemps dans son esprit; mais, obéissant à la volonté de son frère aîné et de son souverain, il cessa de solliciter l'honneur de marcher, comme chef ou comme simple soldat, sous les drapeaux de la Russie.

Le jeune prince était devenu tout à coup un autre homme; il renonça dès lors aux exercices violents, aux récréations bruyantes, que son frère Michel et quelques amis du même âge ne réussirent plus à lui faire partager avec eux; il s'éloigna même de leur société trop folle et trop turbulente pour lui; il se fit de plus en plus grave, calme et réfléchi; il s'imposa, dans ses discours ainsi que

dans ses actions, une mesure, une réserve qui donnait à sa physionomie un aspect froid et sévère, que les espiègleries de son frère ne parvenaient pas à égayer. C'était une espèce de recueillement dans lequel il aimait à s'isoler.

On peut donc dire qu'il n'eut pas de jeunesse, car il passa subitement, sans transition, de l'enfance à l'âge mûr.

— Je crois, en vérité, que tu penses à te faire ermite! lui dit gaiement le grand-duc Michel, dont la bonne humeur et la vivacité contrastaient avec le maintien silencieux et presque taciturne de son frère. Nous étions camarades hier encore, ce me semble, mais aujourd'hui tu aspires à monter en grade et tu te poses en frère aîné, c'est-à-dire en homme raisonnable, en philosophe.

— Michel, interrompit amèrement le grand-duc Nicolas, tu n'aurais pas le cœur de plaisanter, si tu savais quelles sont les pensées qui m'occupent. Je songe que l'ennemi est à Moscou et qu'on me retient prisonnier à Saint-Pétersbourg.

Le grand-duc Nicolas avait repris avec plus de suite et d'ardeur ses études théoriques sur l'art militaire; il lisait, il méditait les ouvrages anciens et modernes consacrés à l'histoire des grands capitaines; il se souvenait d'avoir traduit avec répu-

gnance quelques passages du texte des *Commentaires de César :* il se mit à en commencer la lecture dans une bonne traduction française et il y prit tant d'intérêt, tant de plaisir, qu'il ne pouvait s'en détacher; le livre était sans cesse entre ses mains, et il eût voulu l'apprendre par cœur.

Un jour, il alla rendre visite à son frère Constantin qui avait été chargé par l'empereur de présider aux travaux de défense de la capitale et qui était sur pied, jour et nuit, avec un zèle infatigable, pour mettre la ville en état de soutenir un siége.

— Dieu soit loué! dit le grand-duc Constantin, si l'empereur Napoléon nous envoyait demain la moitié de son armée, nous serions en mesure pour la bien recevoir.

— Il n'y a pas d'apparence que l'ennemi se hasarde à venir jusqu'ici, repartit le jeune prince; les Gaulois, du temps de César, avaient déjà le caractère inconstant et mobile des Français d'aujourd'hui...

— Les Gaulois, ce me semble, ne sont jamais venus en Russie, interrompit Constantin qui ne se piquait pas de déguiser son manque d'instruction; mais, en tous cas, du temps de César, il n'y avait certainement pas un général qui valût Koutousoff.

Le général Koutouzoff, en effet, qui avait laissé la victoire incertaine à la sanglante bataille de Borodino, fut plus heureux, pendant la retraite de la grande-armée, notamment à Dorogobouje et à Krasnoï, et mérita le surnom de *Sauveur de la Patrie*.

Les désastres de l'expédition, que Napoléon se repentait d'avoir entreprise dans un pays protégé par son climat rigoureux non moins que par l'héroïque patriotisme de ses habitants, ne furent que les préludes de plus tristes revers; lorsque ce grand homme de guerre avait voulu signer la paix sur les ruines fumantes de Moscou, l'empereur Alexandre répondit fièrement à l'envoyé de son adversaire, qui se croyait vainquèur : « Allez dire à votre maître que la campagne est terminée pour lui et qu'elle va commencer pour moi. »

Cette fatale prédiction ne s'était que trop accomplie; la grande-armée n'existait plus; la Pologne était retombée tout entière sous la domination de la Russie, et Alexandre, par son manifeste publié à Varsovie le 22 février 1813, avait invité tous les souverains et tous les peuples de l'Europe à former une coalition contre la France et son empereur :

« La divine Providence, favorisant la plus juste

des causes, disait le tzar dans ce manifeste qui dévoilait toute sa politique, a sonné elle-même le tocsin qui appelle toutes les nations à défendre l'honneur de la patrie ; c'est aux peuples comme aux rois, que nous rappelons leurs devoirs et leurs intérêts. »

Cet appel fut entendu avec enthousiasme, et Alexandre devint, en quelque sorte, le chef de la coalition européenne, qui opposa bientôt à Napoléon une armée de quinze cent mille hommes.

La Russie et la Prusse, l'Autriche et l'Angleterre étaient secrètement d'accord, depuis plusieurs années, pour renverser du trône ce soldat couronné, qui avait voulu se faire l'arbitre despotique de leurs destinées.

Que pouvaient des victoires, que pouvaient des prodiges de valeur et de talent militaires contre ce soulèvement unanime des peuples, contre cette implacable conspiration des souverains? L'armée de la coalition se renouvelait, se multipliait sans cesse, en s'avançant de tous côtés vers la France, malgré les beaux faits d'armes de l'armée française, malgré les ressources extraordinaires du génie de Napoléon.

Ce fut l'empereur Alexandre qui de son propre mouvement autorisa ses deux jeunes frères les

grands-ducs Nicolas et Michel à venir le rejoindre au milieu de ses armées. Ils arrivèrent à son quartier-général avant l'ouverture de la campagne de France, et ils accompagnèrent l'empereur jusqu'à la fin de la guerre; mais Alexandre les tint toujours à distance de l'action et ne leur permit pas de prendre un rôle actif et périlleux dans cette terrible guerre qui devait se terminer sous les murs de Paris par la capitulation du 30 mars 1814.

La campagne de France, durant laquelle l'empereur Napoléon se montra plus grand en ses désastres qu'il ne l'avait été dans ses triomphes aux jours de sa fortune, cette héroïque et admirable campagne laissa un profond souvenir dans l'âme émue du grand-duc Nicolas, qui avait pu se rendre compte des prodigieux efforts du premier capitaine des temps modernes, tenant tête avec une poignée de vétérans et de jeunes recrues à l'Europe entière coalisée contre lui.

Les grands-ducs n'avaient pas été cependant témoins des sanglantes batailles de Champaubert, de Montmirail, de Nangis, de Saint-Dizier, où la victoire parut souvent indécise, et qui furent toujours glorieuses pour les armées de la Russie, lors même que l'avantage restait du côté de Napoléon; ils n'assistèrent pas même à quelques-uns de ces

engagements meurtriers qui se renouvelaient sans cesse et qui marquaient, pour ainsi dire, chaque étape de l'armée des alliés.

L'empereur Alexandre était instruit de la généreuse impatience que manifestaient hautement ses jeunes frères, pour s'approcher le plus possible du théâtre de la lutte ; il eut donc la prudence de les en éloigner et de les attacher à l'arrière-garde dont ils suivaient à regret les mouvements pacifiques.

Ils séjournèrent ainsi dans plusieurs villes occupées par les forces russes, au lieu de marcher en avant avec les corps commandés par le baron de Sacken et le prince Worontzoff, qui rencontraient à chaque pas de nouveaux obstacles et qui avaient tous les jours un nouvel ennemi à combattre.

C'était, pour ces jeunes princes, une véritable disgrâce que de ne point accompagner leur auguste frère à son entrée dans Paris. Ce jour mémorable fut, en effet, le plus beau et le plus glorieux de son règne.

La veille, après des combats acharnés et sanglants, qui furent livrés aux portes de la capitale, il avait accordé une capitulation honorable aux habitants qui s'étaient mis sous sa protection. Les paroles qu'il prononça le matin du 31 mars, avant

d'entrer dans Paris à la tête de ses troupes, renfermaient, outre des promesses qu'il tint fidèlement, la révélation de ses vues politiques.

« Les Français sont mes amis, dit-il à la députation qui alla le recevoir à la barrière de Pantin, et je veux leur prouver que je viens leur rendre le bien pour le mal. Napoléon est mon seul ennemi..... C'est à vous d'assurer votre bonheur à venir. Il vous faut un gouvernement qui vous donne le repos et qui le donne à l'Europe; c'est à vous d'émettre un vœu; vous me trouverez prêt à seconder vos efforts. »

Ces paroles indiquaient bien que les souverains alliés avaient le projet de changer le gouvernement de la France, et pourtant l'empereur Alexandre, que précédait sa réputation de justice, de bonté et de grandeur d'âme, fut accueilli avec une sympathie presque générale.

Quand il parut sur les boulevards, encombrés d'une foule indécise et curieuse, un murmure flatteur se répandit sur son passage et se changea bientôt en acclamations et en applaudissements. L'aspect seul de l'empereur lui avait gagné les cœurs. Son grand air, sa noble contenance, sa belle figure, son sourire et ses manières affables, semblaient avoir en un instant confirmé tout ce

qu'on racontait de lui, de son beau caractère et de ses hautes qualités.

Il était à cheval, ayant à ses côtés son frère le grand-duc Constantin, et le roi de Prusse, avec un cortége de princes, de généraux et d'hommes d'État; mais on ne voyait, on n'admirait que lui.

L'espoir et la confiance venaient de renaître dans les esprits abattus. Malheureusement l'empereur Alexandre s'était d'avance engagé vis-à-vis de ses alliés à ne plus traiter avec Napoléon qu'il accusait de l'avoir trompé trois fois et qu'il regardait comme incompatible avec la paix de l'Europe. Il se laissa donc circonvenir et influencer par la faction royaliste, qui avait, en quelque sorte, pris possession de Paris en même temps que l'armée des alliés, et qui se sentait appuyée, protégée, par deux cent mille baïonnettes étrangères.

Alexandre et le roi de Prusse n'avaient pas voulu s'établir au palais des Tuileries : ils étaient devenus, pour ainsi dire, les hôtes du prince de Talleyrand, qui fut l'âme, l'âme damnée de ce vaste complot diplomatique, organisé autour de l'empereur de Russie qu'il avait eu l'adresse de faire loger dans son propre hôtel. Le vœu de la

nation ne fut ni entendu ni consulté. L'empereur Napoléon, victime des lâches trahisons et des défections honteuses de ses propres serviteurs, tomba du trône ou plutôt en descendit volontairement pour épargner le sang de ses sujets, pour sauver sa patrie du fléau de la guerre civile, et les Bourbons régnèrent à sa place, les Bourbons qui n'avaient rien appris ni rien oublié pendant vingt-deux ans d'émigration et qui ne savaient pas même où battait le cœur de la France.

L'empereur Alexandre ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait été dupe d'une misérable intrigue de parti; qu'il n'avait fait que servir les ressentiments et les intérêts de l'Angleterre, en sacrifiant Napoléon et sa dynastie au rétablissement de l'ancienne famille royale; qu'il s'était laissé trop séduire par les illusions d'une charte constitutionnelle, et qu'il avait renversé un gouvernement fort et national qui tenait en bride l'esprit révolutionnaire, pour inaugurer un gouvernement faible et antipathique au pays qui le subit, mais qui ne l'accepta jamais.

On assure que l'empereur de Russie, éclairé trop tard sur la véritable situation des choses, se repentit de n'avoir pas signé la paix directement avec Napoléon et sembla hésiter à remettre le

sceptre de ce grand empereur en des mains si peu capables de le porter.

Louis XVIII, au sortir de sa résidence de Hartwell, avait fait son entrée solennelle à Londres, où le peuple anglais le reçut avec de grands honneurs, en qualité de roi de France, mais il n'avait pas encore débarqué à Calais.

Napoléon avait quitté Fontainebleau et se dirigeait à petites journées vers l'île d'Elbe qu'on lui assignait pour empire et pour prison; mais il avait toujours le pied sur le sol de la France; sa cause n'était pas tout à fait perdue, puisque l'impératrice Joséphine et la reine Hortense se chargeaient de la défendre auprès de l'empereur de Russie.

Chaque jour les deux anges gardiens des destinées de Napoléon et de l'empire faisaient un pas vers le but que leur dévouement pouvait se flatter d'atteindre. Ces deux nobles femmes voulaient réconcilier Alexandre avec Napoléon; dès lors Napoléon eût cessé d'être un proscrit, mis au ban des souverains de l'Europe, et le trône, qu'il avait fondé avec tant de génie politique et de gloire militaire, eût appartenu, par le fait de son abdication, à son fils légitime, le roi de Rome, sinon à son fils adoptif, le prince Eugène de Beauharnais.

La réaction la plus heureuse et la plus inespérée devait sortir inévitablement de la sympathie, de l'estime et de l'amitié, que la reine Hortense et son auguste mère avaient inspirées à l'empereur Alexandre dès leur première entrevue au château de la Malmaison, et que ce souverain avait à cœur de leur témoigner par les attentions les plus empressées et les plus délicates.

Les agents des Bourbons s'inquiétaient des conséquences incalculables que pouvait avoir la liaison intime d'Alexandre avec la première femme et la belle-sœur de Napoléon. La calomnie et le poison, s'il est permis d'ajouter foi aux rumeurs de l'opinion publique, obvièrent à des dangers qu'on avait tout lieu de croire imminents : Joséphine mourut de mort subite (29 mai 1814), et la reine Hortense ne revit jamais le généreux protecteur, en qui elle avait mis sa confiance et tout son espoir.

V

Les deux grands-ducs Nicolas et Michel étaient arrivés à Paris la veille même de la mort de l'impératrice Joséphine et quatre jours après le débarquement de Louis XVIII à Calais.

L'empereur Alexandre ne les avait autorisés à se rendre auprès de lui, que quand il pensa que la capitale, occupée militairement par des corps d'élite appartenant à l'armée des souverains alliés, était à l'abri d'une insurrection au dedans et d'une attaque au dehors. La tranquillité la plus rassurante avait été d'ailleurs promptement rétablie dans cette immense cité, dont la population, résignée sinon satisfaite, acceptait avec une espèce d'insouciance les faits accomplis et retournait à ses habitudes, à ses travaux et à ses plaisirs.

Les deux jeunes princes, que leur auguste frère avait l'intention de ne pas perdre de vue un seul

instant, pendant le séjour qu'ils devaient faire à Paris, vinrent habiter avec lui l'hôtel de l'Infantado, situé rue Saint-Florentin, que le prince de Talleyrand avait mis à sa disposition, et qui lui offrait l'avantage d'avoir à toute heure sous sa main les régiments de sa garde campés dans les Champs-Élysées.

Les princes étaient toujours sous la surveillance immédiate de leur gouverneur, le général Lamsdorff, mais ils se montrèrent aux côtés de l'empereur de Russie dans toutes les cérémonies, dans toutes les réceptions d'apparat, qu'Alexandre honorait de sa présence; ils furent témoins de l'ovation continuelle qu'il rencontrait partout sur son passage, et à laquelle il se dérobait autant qu'il le pouvait, car, disait il avec plus de bonté que de malice : « Le roi Louis XVIII n'aurait qu'à trouver mauvais que ses sujets me fissent meilleur accueil qu'à lui ! »

Les grands-ducs eurent plus d'une occasion de remarquer avec plaisir l'empressement du peuple de Paris pour se porter au-devant du tzar et pour le saluer d'acclamations cordiales et enthousiastes.

— Sire ! dit le grand-duc Nicolas à son auguste frère, qui avait été l'objet des transports de la

foule pendant le défilé du cortége à l'entrée de Louis XVIII, qu'il avait eu la curiosité de voir en gardant l'incognito : Sire, si vous les laissez faire, ces braves gens vous proclameront roi de France et de Navarre.

Les grands-ducs assistèrent le lendemain à la grande parade des troupes alliées, qui formaient une ligne non interrompue depuis l'Arsenal jusqu'aux Tuileries : elles défilèrent sous les fenêtres du roi, qui était assis auprès de la duchesse d'Angoulême, dans l'appartement du Pavillon de Flore, en face du Pont-Royal, et qui avait autour de lui les empereurs de Russie et d'Autriche, le roi de Prusse et vingt-huit princes souverains, au nombre desquels on comptait les grands-ducs Nicolas et Michel.

Ce magnifique spectacle avait attiré une immense multitude de spectateurs; il y eut de temps en temps quelques cris de : *Vive le roi!* mais le cri de : *Vive Alexandre!* répété par des milliers de voix, dominait tous les autres cris, quoique l'empereur de Russie essayât de le faire cesser, en se cachant, pour ainsi dire, derrière le fauteuil de Louis XVIII.

— Mon cousin, lui dit le roi, pourquoi ne vous montrez-vous pas à mes sujets, qui vous aiment

et qui vous bénissent, car ils savent et ils comprennent que c'est à vous surtout que la France et l'Europe devront le repos et la prospérité?

Lorsque l'empereur Alexandre, accompagné de ses trois frères, visita l'hôtel de la Monnaie, on frappa en sa présence une médaille d'or, portant son chiffre avec cette inscription : *Au Restaurateur de la paix de l'Europe !*

Peu de jours auparavant, il avait assisté, avec le roi de Prusse, à une séance publique de l'Académie Française, où il entendit prononcer l'éloge de Pierre le Grand et de Frédéric, adroit prétexte à l'éloge de leurs augustes successeurs :

— Sire, lui dit avec beaucoup de finesse l'académicien Suard, qu'Alexandre se fit présenter à la fin de cette séance, Votre Majesté se trouve dans un pays qu'elle doit aimer, puisqu'elle aime la gloire qui s'y distribue. Si votre auguste aïeule a mérité en Russie l'immortalité, c'est en France qu'elle l'a obtenue.

A l'exemple de l'empereur, les deux grands-ducs Nicolas et Michel visitèrent ensemble la plupart des établissements de Paris, consacrés aux sciences, aux beaux-arts, à l'industrie et à la charité.

Le grand-duc Nicolas demanda de préférence à voir les institutions militaires, l'École Polytechni-

que, l'Hôtel des Invalides, les casernes et les hôpitaux. Les derniers événements n'y avaient laissé que trop de traces de désorganisation et de désordre, mais le noble et intelligent visiteur en vit assez pour admirer le génie de Napoléon, qui, malgré un état de guerre presque permanent sous son règne, avait amélioré et perfectionné tous les services administratifs.

Les deux grands-ducs furent émus à l'aspect des vieux soldats mutilés, qui remplissaient les salles et les cours des Invalides et qui se détournèrent en silence, les yeux mouillés de larmes, lorsqu'ils reconnurent l'uniforme russe.

— Monsieur, dans quelle affaire avez-vous été blessé? demanda le grand-duc Nicolas à un sergent qui marchait avec peine en s'appuyant sur deux béquilles, et dont la figure cicatrisée avait sans doute été criblée de coups de sabre.

— Au passage de la Bérésina, répondit l'invalide en s'efforçant de sourire à travers ses cicatrices : les Cosaques qui m'ont arrangé comme vous voyez n'étaient pas manchots, mais je ne l'étais pas non plus, je vous assure; je suis tombé à côté d'eux dans la neige; ils ne se sont pas relevés; moi, j'ai eu le bonheur d'en revenir avec les deux pieds gelés. Au reste, c'est bien fait : que sommes-nous

allés chercher dans votre Russie ? un diable de pays qui se défend tout seul : on y entre bien, c'est vrai, mais on n'en sort pas, ou du moins on en sort comme j'en suis sorti, pour entrer aux Invalides.

Cette boutade soldatesque amusa l'empereur Alexandre, à qui les grands-ducs la racontèrent, avec beaucoup d'autres particularités de leur visite aux Invalides, où ils avaient trouvé le nom de Napoléon dans toutes les bouches et son souvenir vivant dans tous les cœurs.

Alexandre eut la curiosité de voir aussi le sergent de la Bérésina, pour l'entendre parler de la grande guerre de 1812 et surtout pour lui apprendre que tous les prisonniers français, qui étaient restés en Pologne et en Russie au nombre de plus de 80,000, devaient bientôt rentrer en France.

— En voilà qui sont bien aises ! s'écria l'invalide. Sire, je vous conseille de faire savoir cette nouvelle-là à notre empereur Napoléon : il vous dira grand merci.

Alexandre lui demanda si ses camarades n'étaient pas instruits des derniers événements qui avaient mis fin à la guerre et changé le gouvernement de la France, dans l'intérêt de la pacification universelle : le vieux soldat hocha la tête et devint tout à coup triste et sérieux.

— Il faut avouer, Sire, que vous n'avez pas fait là de la bonne besogne! grommela-t-il entre ses dents. Que voulez-vous que nous fassions d'un roi qui ne peut pas monter à cheval? ajouta-t-il vivement. Mettre une guenille à la place de notre beau drapeau tricolore! Oh! ce n'est pas bien, c'est nous faire affront! Heureusement que ça ne durera pas. Il n'y a pas de France sans notre empereur Napoléon.

Ces paroles, qui n'étaient que l'écho des sentiments du peuple et de l'armée, frappèrent Alexandre et lui donnèrent à réfléchir. Il eut d'ailleurs occasion, dans les promenades qu'il faisait incognito, de constater par lui-même combien l'Empire était national, combien Napoléon était populaire.

On rapporte qu'il dit, un jour, au comte de Nesselrode, qui, de concert avec lord Castlereagh et le prince de Talleyrand, avait le plus contribué à la déchéance de l'empereur Napoléon et à la restauration des Bourbons :

— Si c'était à refaire, je ne le ferais pas! La paix de l'Europe était plus sûre avec Napoléon sur le trône, qu'avec Napoléon dans l'île d'Elbe.

— Sire, aurait répondu l'illustre ministre d'État, c'est Votre Majesté qui l'a fait empereur de l'île

d'Elbe; je n'y verrais pas un grand danger, si l'île d'Elbe était située dans la mer du Sud.

L'empereur Alexandre aimait à se montrer à cheval, accompagné de ses deux frères Nicolas et Michel : les passants accouraient pour les voir, pour admirer leur maintien noble et gracieux, leur belle figure, leurs manières affables et polies ; chacun de les saluer, chacun de dire tout haut en faisant une comparaison peu flatteuse pour Louis XVIII et la famille royale : « La Russie est bien heureuse d'avoir un pareil empereur et de tels princes ! »

Souvent les grands-ducs sortaient seuls avec leur gouverneur, sans escorte, mais toujours à cheval. On les reconnaissait, on ne se lassait pas de les suivre et de les regarder avec une curiosité quelquefois gênante.

Un matin, le grand-duc Nicolas se promenait avec son frère dans les Champs-Élysées. Une femme vint se jeter à la tête de son cheval et le pria de vouloir bien faire parvenir à l'empereur de Russie une supplique qu'elle lui présentait : en voyant les honneurs militaires qu'on rendait à ce beau jeune homme en uniforme de colonel et décoré de plusieurs ordres, elle avait cru s'adresser à un des aides de camp de l'empereur.

Elle portait plainte contre un officier russe qui lui avait enlevé sa fille et qui refusait d'épouser la victime de ce rapt.

Le grand-duc Nicolas promit à cette femme de lui faire rendre justice et il donna en effet la supplique à l'empereur. Alexandre manda l'officier, l'accabla de reproches, le menaça des plus grands châtiments, s'il ne réparait le tort qu'il avait fait à une famille honnête; cet officier, étant marié, ne pouvait offrir la réparation qu'exigeait l'empereur, mais il proposa de remettre sur-le-champ la jeune fille à sa mère avec une dot de cinquante mille francs.

Le grand-duc Nicolas voulut ajouter à cette dot une somme de dix mille francs, prélevée sur l'argent de ses menus-plaisirs; il fit plus: il honora de sa présence le mariage, presque immédiat, de cette jeune personne avec un employé du ministère des finances.

La veille de ce mariage, l'officier russe, moins coupable qu'il ne semblait l'être, reçut l'ordre de partir sur-le-champ et d'aller passer trois ans en Sibérie. Il tenta une démarche auprès du grand-duc Nicolas, en le conjurant d'intercéder pour lui auprès de l'empereur.

— Partez toujours, lui dit le grand-duc, j'aurai

soin de votre affaire, et vous aurez de mes nouvelles, avant d'être parvenu à votre destination. L'enquête vous a été favorable et je vous en félicite, car il était question de vous faire passer par les armes.

Avant de quitter Paris, l'empereur de Russie daigna honorer de sa présence le salon de Madame la baronne de Staël, qui réunissait autour d'elle les hommes les plus éminents, Français et étrangers, attirés par l'éclat de sa réputation littéraire et enthousiasmés des inépuisables ressources de son génie.

Madame de Staël, pendant son exil, lorsqu'elle remplissait l'Europe de ses déclamations haineuses contre Bonaparte, était allée jusqu'aux extrémités de l'Europe, pour échapper, disait-elle, aux proscriptions du nouveau Tibère; dans son orgueil de femme irritée, elle avait failli regarder l'expédition de Russie comme un moyen détourné de s'emparer de sa personne et de lui fermer la bouche.

Elle fut, à cette époque, pendant son séjour à Saint-Pétersbourg, présentée à l'empereur, qui lui témoigna beaucoup de considération et qui lui avait promis, avec le plus aimable à-propos, de la ramener en France.

— Il faudra donc, Sire, lui répondit-elle, pour

que j'y puisse vivre tranquille, interner en Sibérie le despote qui m'a tant persécutée.

Madame de Staël, qui s'attribuait une certaine part personnelle dans toutes les disgrâces que la fortune avait fait subir à Napoléon, était rentrée, en effet, triomphante à Paris, peu de jours après la capitulation du 30 mars. Elle s'imaginait donc que son opinion, exprimée toujours en style d'oracle, exerçait une influence irrésistible sur les affaires politiques. On peut supposer combien elle dut être fière et joyeuse de recevoir dans son cercle l'empereur Alexandre et les deux grands-ducs Nicolas et Michel, qui n'étaient pas moins curieux de connaître cette femme célèbre.

Ce soir-là, 26 mai, plusieurs souverains, entre autres le roi de Prusse, s'étaient donné rendez-vous chez elle.

— Sire ! dit-elle à brûle-pourpoint au roi de Prusse, en affectant cet air dominateur qu'elle prenait avec tout le monde et même avec les têtes couronnées : puisque nous sommes réunis en congrès, Votre Majesté daignera-t-elle m'autoriser à mettre sur le tapis un mariage de convenance entre la Prusse et la Russie? La princesse Charlotte est une des plus charmantes princesses qu'on puisse trouver dans les cours de l'Europe, et les

deux grands-ducs de Russie sont deux princes accomplis, dont nous ne saurions assez faire l'éloge.

Les grands-ducs rougirent, un peu étonnés d'un compliment qui ressemblait à une indiscrétion, et le roi de Prusse échangea un sourire d'intelligence avec l'empereur de Russie.

Dans cette soirée où il n'y eut qu'une voix, en effet, pour louer la bonne grâce, la réserve polie et la haute distinction du grand-duc Nicolas, Madame de Staël lui adressa plusieurs fois la parole, comme pour faire briller la finesse et l'à-propos de ses réponses.

— Votre Altesse impériale est-elle contente de la France et de Paris? lui demanda-t-elle.

— Tout ce que je savais, par ouï-dire, de Paris et de la France, répondit-il avec autant de goût que de modestie, se trouve bien dépassé par tout ce que je vois dans ce beau pays, dans cette grande capitale, où il y a tant de choses à admirer, qu'il faudrait y passer des années et non des semaines.

— Le départ de Votre Altesse est-il si prochain? reprit Madame de Staël.

— Il sera toujours trop prochain à mon gré, répliqua le prince, car on ne se lasse pas d'une aussi bonne réception, et je regretterai, Madame la ba-

ronne, de n'être pas plus longtemps un des habitués de votre cercle.

— Heureusement, dit l'empereur Alexandre qui vint se mêler à la conversation, que le souvenir est là pour tromper l'absence.

L'entretien se porta sur une foule de sujets que la baronne de Staël abordait tour à tour avec toute la vivacité de son esprit : les auditeurs restaient sous le charme.

La politique ne pouvait pas être laissée de côté dans une réunion qui comptait un si grand nombre de ministres et d'hommes d'État étrangers et français.

— Je me félicite, dit Alexandre Ier, d'avoir contribué à la restauration des Bourbons en France, parce que cette restauration inaugure un gouvernement libéral et constitutionnel.

— Ce gouvernement, repartit Madame de Staël, est défini en deux mots : le roi et la Charte. Cependant je connais des peuples, qui, sous le sceptre d'un monarque absolu, sont plus libres et mieux gouvernés que s'ils avaient une constitution. En Russie, par exemple....

— Oh ! interrompit l'empereur, je ne suis qu'un accident heureux !

La conversation prenant un caractère plus in-

time, les assistants s'écartèrent par discrétion et la baronne de Staël se trouva seule avec l'empereur Alexandre, le roi Frédéric-Guillaume, le prince royal de Prusse et les grands-ducs de Russie.

— Votre Majesté augure-t-elle bien du règne de S. M. Louis XVIII? demanda Madame de Staël, qui n'imposait pas de frein aux échappées de sa langue quelquefois indiscrète, en s'adressant à l'empereur de Russie.

— Le roi Louis XVIII est une forte tête, dit Alexandre, qui devint soucieux : il a d'excellentes intentions, des vues très-libérales, mais il faut craindre son entourage. M. le duc d'Orléans est le seul membre de sa famille, qui ait des idées pratiques et qui soit à la hauteur des circonstances...

L'empereur s'arrêta comme s'il se fût repenti d'en avoir trop dit, et, se tournant vers le grand-duc Nicolas :

— Vous avez vu plusieurs fois M. le duc d'Orléans; il vous a fait accueil avec empressement : que pensez-vous de lui?

— Je ne puis que m'applaudir de le connaître, répondit le grand-duc sans hésiter; c'est un prince d'un grand mérite et d'une haute intelligence. Mais, ajouta-t-il avec beaucoup de finesse, pour bien juger des choses et des hommes, il ne faut ja-

mais se hâter, et je ne me sens pas impartial dans un pays où nous sommes entourés de tant de prévenances et de sympathies.

— Je vois avec satisfaction que vous rendez justice à M. le duc d'Orléans, dit l'empereur; rappelez-lui l'invitation que je lui ai faite de venir nous voir à Saint-Pétersbourg.

— Sire, reprit la baronne de Staël, grâce à Votre Majesté et à ses augustes alliés, les Bourbons règnent en France, mais vous allez vous éloigner de nous, et Dieu sait ce qui peut arriver!

La visite de l'empereur de Russie chez Madame de Staël fit beaucoup de bruit dans la société parisienne et donna lieu à bien des commentaires que l'esprit de parti se chargea de colporter. On prétendit que l'empereur s'était montré presque hostile à Louis XVIII et qu'il avait exprimé le regret de n'avoir pas plutôt, dans l'intérêt de la France, fait monter sur le trône le duc d'Orléans.

Le grand-duc Nicolas ne partit pas de Paris, sans avoir lié une connaissance plus intime avec le duc d'Orléans.

Ce prince avait repris possession du Palais-Royal et du château de Neuilly, mais la duchesse et ses enfants se trouvaient encore en Sicile où il devait les aller chercher. Il fit promettre au grand-duc

Nicolas de venir bientôt passer quelques jours en famille avec lui; car, dit-il, « si impatient que je sois de me rendre à l'invitation que Sa Majesté l'empereur Alexandre a daigné m'adresser, je crains bien que ma femme et mes enfants ne me laissent pas me séparer d'eux. »

— C'est un grand bonheur de vivre ainsi en famille! s'écria le grand-duc, comme s'il se fût parlé à lui-même.

— C'est le seul bonheur vrai et durable! répondit le duc d'Orléans avec un air de franchise et de conviction. Quant à moi, je n'ai pas d'autre ambition au monde.

Ces paroles firent une vive impression sur le grand-duc Nicolas, qui se prit à envier le sort du duc d'Orléans, et qui se félicita tout bas de n'avoir pas, lui aussi, d'autre ambition que celle d'un pareil bonheur.

L'empereur Alexandre avait décidé que les deux grands-ducs retourneraient en Russie par la Belgique et l'Allemagne, et que ce voyage à travers différents États de l'Europe servirait à compléter leur éducation. Il ne jugea point à propos de les emmener à sa suite en Angleterre et en Hollande, où il était attendu, ainsi que le roi de Prusse et la grande-duchesse d'Oldenbourg.

Il eût voulu prolonger son séjour à Paris, qui le tenait enchaîné, pour ainsi dire, par tous les liens que peuvent créer l'affection la plus sincère et la reconnaissance la plus enthousiaste; mais sa présence dans la capitale inspirait à Louis XVIII une jalousie et une mauvaise humeur, que l'âme noble et fière d'Alexandre était lasse de souffrir : d'ailleurs, la morgue, l'aveuglement, l'obstination et l'ingratitude des Bourbons devenaient de jour en jour plus intolérables. L'empereur Alexandre avait hâte de n'être plus le *petit roi de Paris*, comme l'appelait avec amertume Louis *le Désiré*.

Le 29 mai, il passa une grande revue de la garde impériale russe rangée en bataille sur la route de Neuilly; la population s'y était portée en foule, et ses acclamations chaleureuses témoignèrent à l'empereur qu'elle connaissait les sentiments dont il était animé pour la France. Les ducs d'Angoulême, de Berry et d'Orléans assistèrent à cette brillante revue, avec les grands-ducs Constantin, Nicolas et Michel. Le lendemain, la paix fut signée entre Louis XVIII et les puissances alliées. L'empereur Alexandre et l'empereur d'Autriche, ainsi que les grands-ducs de Russie, dînèrent aux Tuileries, le 31 mai.

Au moment où le canon des Invalides annonçait aux habitants de Paris la signature du traité de paix, les augustes convives furent introduits dans la salle du banquet : suivant une ancienne étiquette de la cour de France, le roi Louis XVIII passa le premier ; Alexandre, surpris plutôt qu'offensé, se tourna vers l'empereur d'Autriche et lui dit en souriant :

— Nous autres barbares du Nord, nous sommes plus polis chez nous.

Louis XVIII n'ouvrit la session du Corps législatif qu'après le départ des souverains alliés ; les grands-ducs de Russie furent présents à la séance royale ; ils remarquèrent avec étonnement que le roi, dans le discours d'apparat qu'il prononçait assis et couvert, n'eut pas une parole de gratitude personnelle pour les souverains alliés auxquels il devait sa couronne, ni pour l'empereur de Russie qui s'était fait, dans les conférences diplomatiques, le fidèle appui de la France.

— Le roi Louis XVIII me paraît sous le charme d'une illusion, dit le grand-duc Nicolas à son frère ; il s'imagine qu'il a reconquis son royaume, et qu'il est rentré dans sa capitale à la tête d'une armée de 500,000 hommes.

La malicieuse réflexion du grand-duc Nicolas

vint peut-être aux oreilles de Louis XVIII, qui eut l'esprit de faire indirectement amende honorable, en envoyant le grand cordon de l'ordre royal de Saint-Louis au général baron de Sacken, gouverneur de Paris depuis l'entrée des troupes alliées, avec une lettre autographe ainsi conçue : « Sachant apprécier la conduite que vous avez tenue envers ma bonne ville de Paris, et les soins que vous avez pris d'alléger autant que possible les fardeaux qu'avaient à supporter mes sujets, je désire vous transmettre ici les témoignages de ma haute estime et de ma satisfaction. »

Alexandre avait laissé partout sur son passage le souvenir de son inépuisable bonté et de son exquise politesse; au moment où il se préparait à s'embarquer avec le roi de Prusse dans le port de Calais, il fut enveloppé et presque étouffé par la foule avide de le voir de plus près; son escorte voulut employer la force, afin de le dégager de la presse; il s'y opposa, en disant avec douceur et aménité :

— Je n'ai en France que des amis, et, à ce titre, aucun Français ne sera jamais importun pour moi.

Son voyage et son séjour en Angleterre et en Hollande furent une suite continue d'ovations po-

pulaires, de fêtes de cour et de réjouissances publiques; il n'y avait que deux cris dans toutes les bouches : « Vive Alexandre, le héros de la paix! Vive le libérateur de l'Europe! »

Touché de ces marques d'admiration et de respect, souvent l'empereur ne pouvait retenir ses larmes.

— C'est là une bien précieuse récompense, disait-il à son adjudant général Wassiltchikoff, mais, il faut l'avouer tout bas, les peuples sont plus reconnaissants que les rois.

VI

Les deux grands-ducs Nicolas et Michel, en apprenant cette marche triomphale, regrettèrent de n'en avoir pas été témoins.

Ils étaient arrivés, le 6 juin 1814, à Bruxelles, précédés par le prince d'Orange qui avait revendiqué l'honneur de les introduire dans les États de son père et qui se fit un plaisir de les accompagner, comme un ami, comme un frère, durant les dix jours qu'ils consacrèrent à parcourir les principales villes des Pays-Bas.

Ils se montraient curieux de voir tout ce qui pouvait attirer leur attention, les monuments, les établissements publics, musées, églises, casernes, hôpitaux, promenades. Après une courte résidence à La Haye, ils allèrent à Amsterdam, et ils n'oublièrent pas de faire une sorte de pèlerinage que le patriotisme russe regarde comme un devoir :

ils se rendirent au village de Zaardam, pour y visiter la maison que le tzar Pierre avait habitée, un siècle auparavant, lorsqu'il y séjournait pour étudier la construction des navires. Vingt jours plus tard, l'empereur Alexandre, accompagné du roi de Hollande et de toute la famille de ce souverain, visitait à son tour cette maison pleine de si grands souvenirs pour la Russie, et y scellait dans la muraille, de sa main impériale, une tablette de marbre blanc, portant cette inscription en lettres d'or : Petro Magno Alexander.

Le voyage des deux grands-ducs de Russie à travers l'Allemagne se poursuivait assez lentement, car les princes se détournaient sans cesse de leur route directe, pour parcourir les champs de bataille sur lesquels les armées russes avaient lutté avec plus ou moins d'avantage contre les armées de Napoléon : là, le grand-duc Nicolas expliquait, d'après ses lectures, à son frère, qui l'écoutait avec un vif intérêt, les mouvements stratégiques des troupes et la tactique des généraux qui les commandaient dans ces journées mémorables. Le comte de Lamsdorff, gouverneur des deux princes, prenait plaisir lui-même à entendre les explications théoriques, toujours lumineuses, que l'aspect des lieux fournissait au grand-duc Nicolas.

Les grands-ducs ne manquèrent pas de se rendre à cheval dans les plaines de Lutzen, où s'était livrée la sanglante bataille du 2 mai 1813 : le grand-duc Nicolas, qui avait présentes à l'esprit les opérations de l'armée russe agissant de concert avec l'armée prussienne, retraçait la position que ces deux armées avaient prise contre un ennemi bien inférieur en nombre, mais soutenu par une artillerie formidable.

Tout à coup les princes se trouvèrent entre deux tertres surmontés de croix de bois et de quelques insignes funéraires.

— Oh ! s'écria le grand-duc Nicolas avec un geste de profonde émotion, il y a là dix mille braves qui sont morts pour l'honneur de notre drapeau ! La guerre est une horrible nécessité ! Je n'ai jamais mieux senti qu'en ce moment, de quelle gloire s'est couvert notre auguste bienfaiteur en donnant la paix à l'Europe.

L'empereur Alexandre, à son retour de Hollande, avait eu l'idée de retourner incognito à Paris, sous le nom de comte du Nord ; il y avait donné rendez-vous au roi de Prusse, qui vint le rejoindre, sous le nom de comte de Ruppin : ils restèrent ensemble une semaine dans la capitale, et ils se séparèrent pour rentrer dans leurs États, en se

promettant de se retrouver bientôt au Congrès de Vienne. Ils avaient l'un et l'autre acquis la plus triste opinion du gouvernement constitutionnel que Louis XVIII essayait à ses risques et périls.

Les grands-ducs Nicolas et Michel rencontraient, à chaque pas, les fêtes de la paix qu'on célébrait dans tous les petits États d'Allemagne qu'ils traversaient : ils s'arrêtèrent aussi dans différentes cours où ils trouvaient des princes alliés à la famille impériale de Russie ; ils ne manquèrent pas d'aller à Carlsruhe présenter leurs hommages à l'impératrice Élisabeth, qui venait à petites journées au-devant de l'empereur qu'elle n'avait pas vu depuis un an.

Les grands-ducs ne devaient pas être de retour à Saint-Pétersbourg avant la fin de juillet, pour que leur arrivée coïncidât avec celle de la garde impériale que ramenait la flotte russe. L'empereur voulait se trouver aussi dans sa capitale le 3 août, afin de pouvoir, ce jour-là, selon l'usage, assister à la fête de son auguste mère. Il ne séjourna pas à Carlsruhe, où l'impératrice Élisabeth eut à peine le temps de l'entrevoir ; il ne fit que passer à Darmstadt, il s'arrêta quelques heures à Weymar, auprès de la grande-duchesse sa sœur, et il partit de là pour rentrer en Russie par Kowno.

On avait fait, à Saint-Pétersbourg, de grands préparatifs pour le recevoir avec pompe comme un triomphateur; mais, six jours avant son arrivée, il défendit absolument, par un rescrit adressé au gouverneur militaire de la ville, qu'on donnât suite à la magnifique réception que les habitants de Saint-Pétersbourg lui avaient préparée : « C'est à Dieu seul, disait-il dans ce rescrit, que nous sommes redevables de l'heureuse issue qu'a eue la guerre sanglante de l'Europe contre l'oppresseur de l'humanité. Bénissons la Providence et humilions-nous devant elle. »

Ce fut avec le même sentiment de piété et de modestie, qu'il refusa d'accepter le surnom de *Béni du Seigneur,* que le Sénat avait voulu lui décerner comme un témoignage solennel de la reconnaissance nationale.

Un étrange changement s'était opéré depuis quatre mois dans les idées et les croyances de l'empereur.

Une dame d'honneur de l'impératrice Élisabeth, dans un but aussi délicat que respectable, avait imaginé d'employer adroitement l'intervention de son amie la baronne de Krudener, pour amener un rapprochement entre Alexandre et l'impératrice, qui vivaient, depuis bien des années, comme sépa-

rés l'un de l'autre, et dont les relations froides et polies se bornaient rigoureusement à ce que commandait la stricte étiquette.

L'impératrice conservait pour son époux une tendresse que l'abandon et l'indifférence de celui-ci n'avaient fait qu'exalter jusqu'à la passion; l'empereur, au contraire, se sentait de plus en plus détaché de sa femme, qu'il appréciait pourtant, qu'il estimait tous les jours davantage, mais qu'il n'aimait plus.

C'était pour cette digne et vertueuse épouse une cause secrète de douleur; elle se consumait dans les larmes et elle usait les restes de ses forces et de sa santé à dissimuler tout ce qu'elle souffrait de se voir négligée et délaissée par son époux, qu'elle n'avait pas cessé d'aimer.

Madame de Krudener, originaire de Livonie et arrière-petite-fille du célèbre maréchal de Munich, exaltée par les doctrines de Jung Stilling et d'autres illuminés allemands, s'était posée en réformatrice évangélique et en prophétesse politique; elle avait annoncé, dès l'année 1812, la chute de l'empereur Napoléon, qu'elle appelait l'*Ange noir*, et l'avénement d'une ère de paix et de bonheur universels, sous les auspices de l'*Ange blanc*, qui n'était autre que l'empereur Alexandre.

Ces prophéties, ces prédications, retentirent par toute l'Europe, et lorsque les événements de 1814 semblèrent en être la réalisation miraculeuse, tous les yeux se tournèrent vers Madame de Krudener, qui continuait à prédire le renouvellement du monde, la sainte alliance des rois et le triomphe de l'Évangile dans la fraternité des peuples.

Alexandre, dont l'esprit élevé et généreux s'était passionné naturellement pour les grandes idées philosophiques du dix-huitième siècle, n'avait pas gardé pourtant l'empreinte caractéristique des leçons et de l'exemple de son aïeule Catherine II. Les croyances religieuses étaient un aliment nécessaire à son âme ardente et mélancolique; il avait donc, presque à son insu, fait un retour vers la foi de ses pères, et, sans aucun fracas de conversion, il s'était retrouvé en pleine dévotion orthodoxe, remplissant tous ses devoirs de chrétien et prenant à cœur son rôle de chef temporel de l'Église grecque.

Les oracles de Madame de Krudener, qui proclamait la grandeur des destinées futures de la Russie, semblaient trop conformes aux vœux et aux espérances de l'empereur, pour ne pas impressionner vivement son imagination et le toucher au cœur. Il se sentit entraîné insensiblement vers

cette sibylle, dont les regards perçaient le voile de l'avenir; il commença par lire avec curiosité, puis avec enthousiasme, les lettres qu'elle adressait à son amie, la dame d'honneur de l'impératrice.

Ces lettres étaient faites exprès sans doute pour passer sous les yeux d'Alexandre. Il y puisa une confiance absolue dans les inspirations mystiques de Madame de Krudener, et il autorisa cette illuminée à correspondre directement avec lui. Elle eut dès lors sur les sentiments, les opinions et les projets de l'empereur une influence qui ne fit que s'accroître de jour en jour.

Alexandre, cependant, ne l'avait vue qu'une seule fois, dans le voyage qu'il avait fait incognito à Paris en revenant de Hollande, mais cette conférence mystérieuse lui avait laissé de graves et tristes préoccupations, car Madame de Krudener s'était attachée à lui prédire que Napoléon sortirait de l'île d'Elbe et déchaînerait de nouveaux malheurs sur la terre noyée dans le sang. Elle assignait avec une inflexible assurance la date de l'*année* 15 à ces sinistres bouleversements qui devaient précéder le règne des élus de Dieu.

Ce fut certainement sous le prestige des pieuses et fanatiques admonestations de Madame de Krudener, sinon sous sa dictée, que l'empereur écrivit

de sa propre main cette fameuse déclaration, datée de Paris, 30 mai 1814, dans laquelle il annonçait à ses peuples, en langage de prophète, que la paix venait d'être conclue entre tous les souverains de l'Europe :

« C'est ainsi, disait-il, que le Tout-Puissant a mis un terme à nos malheurs, a illustré notre patrie aux yeux des générations futures, et nous a récompensé selon les vœux de notre cœur. En adressant au ciel de ferventes et respectueuses prières pour remercier l'auteur de tout bien, nous ordonnons que des actions de grâces solennelles lui seront également rendues dans toute l'étendue de notre empire. Nous sommes convaincu que la Russie, à genoux devant le trône de l'Éternel, versera des larmes de joie... »

Cette proclamation impériale fut lue publiquement, le 23 juin, dans l'église d'Isaac à Saint-Pétersbourg, après le *Te Deum* célébré en actions de grâces pour la conclusion de la paix générale. Le grand-duc Constantin, qui avait devancé l'empereur, assistait à ce *Te Deum* avec l'impératrice-mère, qui, le soir, parcourut différents quartiers de la ville tout illuminée, parmi les transports d'allégresse et les acclamations de la foule.

Alexandre arriva dans sa capitale, le 3 août,

comme il l'avait annoncé, pour la fête de son auguste mère. Il avait laissé l'impératrice Élisabeth à Carlsruhe, d'où elle devait venir le rejoindre au Congrès de Vienne.

On remarqua que l'empereur avait vieilli ou plutôt que son air et sa physionomie avaient changé; il paraissait triste, distrait, préoccupé, en face de l'accueil enthousiaste que lui faisaient sa famille et ses sujets, heureux de le revoir après une si longue absence, après de si grands et si extraordinaires événements.

Les deux grands-ducs Nicolas et Michel avaient continué leurs excursions en Allemagne; ils s'arrêtaient un jour ou deux dans les villes qui leur offraient plus ou moins d'intérêt; ils allèrent jusqu'en Suisse; ils étaient encore à Zurich le 7 juillet, visitant le champ de bataille, où Masséna, en 1799, défit les Autrichiens et repoussa l'armée russe, commandée par le général Korsakoff; ils étudiaient sur les lieux les opérations militaires qui s'exécutèrent de part et d'autre dans cette campagne mémorable.

On vint leur annoncer que l'ex-impératrice Marie-Louise, se rendant aux eaux d'Aix, passait par Zurich.

— J'aimerais mieux apprendre, dit le grand-

duc Nicolas, qu'elle remplit ses devoirs d'épouse, et qu'elle va enfin retrouver son mari dans l'île d'Elbe!

Les grands-ducs rencontrèrent le roi de Prusse, qui voyageait incognito en Suisse : Frédéric-Guillaume leur fit l'accueil le plus cordial et les invita d'une manière pressante à l'attendre à Berlin, où il serait bientôt de retour, et où le prince royal était déjà revenu, pour recevoir les troupes prussiennes qui avaient fait la campagne de France.

— J'avais espéré, leur dit le roi, que mon bon ami l'empereur de Russie serait à mes côtés lors de ma rentrée dans ma capitale; vous le remplacerez : chacun, en vous voyant, saura que vous représentez le plus fidèle allié de la Prusse.

— Sire, répondit le grand-duc Nicolas, l'époque de notre arrivée à Saint-Pétersbourg n'est pas encore fixée, et nous attendons, à ce sujet, les ordres de S. M. l'empereur. Nous ne voudrions pas être exposés à manquer de parole, bien malgré nous, à Votre Majesté; car nous devons, avant tout, obéir à notre bienfaiteur.

— Et je vous loue de votre obéissance. L'empereur Alexandre est un père pour vous, mes enfants, et je vous engage à faire tout ce qui sera en votre pouvoir pour le contenter. Il a des vues particu-

lières sur Votre Altesse impériale, ajouta-t-il, avec un sourire affectueux, en s'adressant au grand-duc Nicolas : il m'en a fait part, et il m'a trouvé très-disposé à les seconder autant que je puisse le faire.

Le grand-duc remercia le roi des bontés qu'il avait pour lui. Peut-être soupçonnait-il déjà que son mariage avec la princesse Charlotte était depuis longtemps l'idée favorite de l'empereur Alexandre.

Il se rendit avec son frère à Berlin, et retrouva dans cette ville le prince royal de Prusse et le prince Frédéric, neveu du roi, qu'il avait précédemment rencontrés à Paris.

Il ne vit pas la belle et gracieuse princesse Charlotte, sans éprouver le désir de prolonger son séjour à la cour de Prusse, et d'y revenir ensuite le plus tôt qu'il le pourrait.

Cette princesse, âgée de quinze ans, était le portrait vivant de sa mère, de cette charmante reine Louise que le vieux prince de Ligne qualifiait de *perle de la couronne de Prusse*, en ajoutant avec délicatesse : « Autres couronnes, autres perles, mais celle-ci a plus de pureté et plus d'éclat que les autres. »

La princesse Charlotte et le grand-duc Nicolas

ne savaient ni l'un ni l'autre que des communications relatives à leur union eussent été échangées entre les cours de Russie et de Prusse, mais ils s'avisèrent eux-mêmes de donner suite à ce projet, sur lequel ils n'avaient pas encore été consultés, et ils se trouvaient peut-être fiancés par un secret échange de sentiments et de promesses réciproques, quand, plus tard, leur alliance fut approuvée définitivement par leurs augustes familles.

Les deux grands-ducs ne pouvaient rester davantage à Berlin, quoique le grand-duc Nicolas eût imaginé, pour prolonger son séjour, d'étudier le service de l'infanterie prussienne dans ses détails les plus minutieux, et même de recommencer, pour ainsi dire, son éducation militaire, en se mettant à l'école du soldat dans la 1re compagnie du 1er régiment de la garde à pied, que le général Mœllendorf commandait en qualité de capitaine.

La rentrée solennelle du roi Frédéric-Guillaume dans sa capitale avait été ajournée au 5 août. Les deux grands-ducs prirent congé de ce prince, qui se reposait pendant quelques jours au château de Potsdam, où la famille royale était venue à sa rencontre. Il les invita très-amicalement à revenir aussitôt que l'empereur Alexandre le leur permettrait; il dit au grand-duc Nicolas, en l'embrassant :

— Souvenez-vous que ma famille est la vôtre, et que je vous regarde dès à présent comme un de mes fils.

Alexandre, par un sentiment exquis d'humilité chrétienne, n'avait pas voulu que son retour dans ses États donnât lieu à des réjouissances publiques, mais il réservait à ses braves compagnons d'armes les honneurs qu'il s'était refusés à lui-même : il alla se mettre à leur tête, quand les régiments des gardes de Préobragensky, Semenowsky, Ismaïlowsky, les gardes-marine et deux compagnies de l'artillerie de la garde, qui l'avaient accompagné jusqu'à Paris, firent leur entrée à Saint-Pétersbourg.

Ce fut le 10 septembre que cette fête nationale fut célébrée, avec une pompe digne d'un pareil événement. Des arcs de triomphe magnifiques, ornés de tableaux, d'emblèmes et d'inscriptions, avaient été élevés sur différents points de la ville. L'impératrice-mère et la grande-duchesse Anne, qui étaient allées au-devant des troupes, les devancèrent dans la capitale, pour assister à leur défilé, et furent accueillies par de longs cris de joie.

Ces cris redoublèrent et ne cessèrent plus, lorsque l'empereur parut lui-même, à cheval, entouré

de ses généraux et suivi des plus beaux régiments de la garde impériale, que commandaient les trois grands-ducs Constantin, Nicolas et Michel.

Les grands-ducs Nicolas et Michel avaient été pourvus d'un commandement temporaire, approprié exclusivement à la circonstance. Alexandre récompensait ainsi leur service dans la campagne de France; ils n'eurent aucune autre récompense et leurs noms ne figurèrent pas dans les innombrables promotions qui s'étendirent à tous les degrés de la hiérarchie militaire.

— Mes amis, leur dit Alexandre en partant pour le Congrès de Vienne, je vous laisse auprès de notre auguste mère et je vous prie de lui donner le plus de satisfaction que vous pourrez, car c'est elle qui s'est chargée de vous diriger jusqu'à ce que vous soyez majeurs. Il me sera permis alors de m'occuper de vous, et je ne ferai pas moins à votre égard que je n'ai fait pour notre frère Constantin qui sera vice-roi de Pologne.

L'empereur, en effet, avait résolu de reconstituer, sous l'égide de la Russie, la nationalité polonaise; c'était comme un devoir sacré, que semblait lui imposer la Providence; c'était un vœu spontané, qu'il avait formé dans sa jeunesse et que les

derniers événements politiques lui permettaient enfin d'accomplir.

Avant même qu'il fût monté sur le trône, il avait dit au prince Czartoryski, qu'il honorait d'une amitié particulière :

— Vous aurez tôt ou tard un royaume de Pologne, si je deviens empereur !

Les circonstances avaient été plus fortes que sa volonté.

Mais, dès le 15 avril 1814, le général Sokolnicky et d'autres chefs polonais vinrent à Paris lui faire leur soumission au nom des officiers supérieurs de quarante régiments de leur nation, qui refusaient de servir sous les drapeaux de Napoléon; il mit alors l'armée du grand-duché de Varsovie sous les ordres du grand-duc Constantin, qui fit plusieurs voyages en Pologne et qui trouva le pays tout préparé à se rattacher spontanément à la Russie.

Le Congrès de Vienne devait régler cette question, qui n'était pas une des moins délicates que les plénipotentiaires des puissances européennes eussent à traiter. Mais Alexandre n'avait pas caché à ses alliés, qu'il ne céderait rien sur un point où sa parole était d'avance engagée. Aussi, en traversant la Pologne pour se rendre à Vienne, il

accueillit avec la plus gracieuse bienveillance une députation polonaise de Varsovie et il répondit au chef de cette députation, le sénateur Riçky, qui lui avait exprimé les sentiments de gratitude et de confiance de ses compatriotes :

— J'espère que le succès justifiera la confiance de votre nation; le bonheur des Polonais sera ma récompense.

VII

L'empereur de Russie et le roi de Prusse, qui s'étaient rejoints à Volkersdorf, en Autriche, firent leur entrée solennelle, le 25 septembre 1814, à Vienne, où se trouvaient réunis plusieurs souverains, outre les ministres plénipotentiaires de tous les États de l'Europe. L'empereur François II, accompagné des archiducs et de toute sa cour, alla recevoir ses deux illustres hôtes.

Trois jours après, l'impératrice d'Autriche allait au-devant de l'impératrice Élisabeth, avec l'empereur Alexandre, qui se montra plus attentif et plus empressé à l'égard de son auguste épouse.

Celle-ci en fut touchée jusqu'aux larmes, et son émotion se peignit sur ses beaux traits, dont la sérénité mélancolique s'anima d'un sourire de bonheur.

— Il y a deux mois à peine que nous ne nous sommes vus, lui dit Alexandre en la regardant avec intérêt; je vois, non sans un vif plaisir, que la santé de Votre Majesté est meilleure.

— Ah! Sire, s'écria l'impératrice à demi-voix, avec une douce et tendre exaltation : fussé-je à mes derniers moments, je ressusciterais, ce me semble, à la vue de Votre Majesté!

Cette bonne et charmante impératrice se réjouissait d'avance à l'idée de passer un mois ou deux à côté de son époux, et de vivre, sous le même toit que lui, dans une affectueuse communauté d'existence; mais combien peu elle se souciait de ces fêtes continuelles, de ces spectacles, de ces bals, de ces revues, de toutes ces merveilles féeriques, qui devaient cacher aux yeux de l'Europe inquiète et curieuse les intrigues du Congrès!

L'empereur et l'impératrice habitaient le deuxième étage du château d'Amélie, qui forme une des ailes du palais de Vienne. Mais, au milieu des agitations incessantes de cette vie d'apparat, ils n'auraient pas eu la liberté de se réserver une heure d'entretien, si l'impératrice n'eût imaginé des promenades matinales, dans lesquelles l'empereur se faisait un plaisir de l'accompagner. On les rencontrait ensemble, sans suite et sans escorte, tantôt à

pied, tantôt à cheval, dans les allées les plus solitaires du parc impérial.

La meilleure intelligence régnait entre eux, et le bruit ne tarda pas à se répandre que l'empereur pouvait se flatter encore de l'espoir d'avoir un héritier; mais cet espoir fut malheureusement éphémère : l'impératrice retomba dans sa tristesse habituelle, et l'on remarqua bientôt qu'Alexandre s'éloignait insensiblement de sa femme et l'affligeait d'un retour d'indifférence que couvrait toujours un vernis glacé d'exquise politesse et qui contrastait surtout avec sa tendre affection et son aimable prévenance pour ses sœurs la grande-duchesse Catherine et la grande-duchesse de Saxe-Weymar.

On ne vit plus l'empereur sortir seul, incognito, avec l'impératrice Élisabeth; mais le roi de Prusse et lui ne se quittaient pas; on les trouvait sans cesse, dans les rues de Vienne et aux environs de la ville, se promenant ensemble, en habits bourgeois. On apprit, sans étonnement, que le mariage du grand-duc Nicolas avec la princesse Charlotte était un projet arrêté de longue date.

Les fêtes les plus magnifiques et les plus ingénieuses se succédaient sans interruption; mais les séances du Congrès devenaient tous les jours moins conciliantes. Le prince de Ligne, qui avait toujours

son bon mot à placer sur le tapis des conférences, disait gaiement : « Le Congrès danse, mais il ne marche pas ! »

On put croire, en effet, à plusieurs reprises, que les plénipotentiaires ne réussiraient jamais à s'entendre. Lord Castlereagh et le prince de Talleyrand venaient, à tour de rôle, rompre la trame des négociations.

Le prince de Talleyrand, que l'empereur Alexandre avait pris en aversion, depuis qu'il l'avait mieux connu en le voyant à l'œuvre dans les conférences de la paix de Paris, travaillait sournoisement à contrarier les intentions favorables des souverains à l'égard du prince Eugène de Beauharnais, qui partout plaidait ouvertement la cause de Napoléon, et qui aurait reconquis sa vice-royauté d'Italie, s'il eût consenti à sacrifier le roi Murat, ou du moins à ne pas le défendre.

Le prince Eugène, par son beau caractère, s'était acquis l'estime et les sympathies de tous les hôtes couronnés de l'empereur d'Autriche; il inspira une amitié enthousiaste à l'empereur Alexandre, qui fit de vains efforts pour le décider à venir se fixer à la cour de Russie.

— Sire, lui dit noblement Eugène de Beauharnais, si vous n'étiez pas l'ennemi de S. M. l'em-

pereur Napoléon, je vous demanderais de me nommer général en chef de vos armées.

Alexandre eût sans doute pardonné à Napoléon et réparé autant que possible l'impitoyable traitement que l'Europe coalisée avait fait subir à ce grand homme, en le renversant du trône, si la fatale influence de Madame de Krudener n'avait pas combattu et annihilé l'influence généreuse du prince Eugène.

Chaque lettre que l'empereur recevait de la prophétesse semblait n'avoir pour objet que de l'affermir dans ses défiances contre le glorieux prisonnier de l'île d'Elbe. Madame de Krudener persistait à lui prédire que l'*année* 15 remettrait en litige la paix de l'Europe; que l'*Ange noir* sortirait du puits de l'Abîme, et que les destinées de l'humanité seraient livrées encore une fois aux horreurs des révolutions.

L'empereur Alexandre, attristé et préoccupé de ces sinistres prédictions, n'osa pas revenir sur le traité de Paris, qui avait forcé Napoléon à renoncer, pour lui et pour tous les membres de sa famille, à tous droits de souveraineté sur la France et sur tout autre pays; mais il se montra très-libéral et très-conciliant dans le règlement des questions qui touchaient aux intérêts particuliers de la France.

Il n'avait, d'ailleurs, aucune foi dans l'avenir du gouvernement de Louis XVIII; car, en parlant de ce gouvernement que le prince de Talleyrand lui représentait comme établi sur des bases solides, il dit avec un sourire dédaigneux :

— J'ai de la peine à croire que cela dure. Au reste, ajouta-t-il amèrement, il n'y a de durable en ce bas monde que la méchanceté des hommes.

Les souverains alliés et leurs plénipotentiaires avaient dû céder en partie, non sans avoir longtemps résisté, aux réclamations d'Alexandre qui demandait que la Pologne fût reconstituée et réunie irrévocablement à la Russie; mais il ne parvint pas à effacer, comme il l'espérait, les traces des trois partages successifs que ce royaume avait subis dans le cours du dix-huitième siècle, car la Prusse et l'Autriche restèrent maîtresses des provinces qu'elles lui avaient enlevées.

Il fallut, pour triompher de l'opposition radicale des membres du Congrès, que l'empereur de Russie manifestât l'intention de soutenir par les armes ce qu'il regardait comme son droit : ses troupes occupaient non-seulement tout le grand-duché de Varsovie, mais encore Cracovie et plusieurs villes importantes de l'ancien royaume de Pologne; l'armée polonaise était sur pied, et le grand-duc Constantin,

qui en avait le commandement, venait de publier sous la date du 18 décembre, un manifeste dans lequel il disait aux Polonais : « L'empereur, votre puissant protecteur, vous fait un appel ; réunissez-vous autour de vos drapeaux ; que votre bras s'arme pour la défense de votre patrie et la conservation de votre existence politique. »

A l'appui de cette proclamation, le comte de Nesselrode déclara, dans le sein du Congrès, que huit millions de Polonais étaient résolus à défendre l'indépendance de leur pays.

Les plénipotentiaires et lord Castlereagh lui-même ne trouvèrent rien à répondre à de pareils arguments.

L'empereur Alexandre écrivit de sa main, au comte Ostrowsky, président du sénat de Varsovie, une lettre ainsi conçue : « C'est avec une satisfaction particulière que je vous annonce que le sort de votre patrie vient enfin d'être fixé par l'accord de toutes les puissances réunies au Congrès. En prenant le titre de roi de Pologne, j'ai voulu satisfaire aux vœux de la nation. Le royaume de Pologne sera uni à l'Empire par les liens de sa propre constitution, sur laquelle je désire fonder le bonheur du pays. Si le grand intérêt du repos général n'a pas permis que tous les Polonais fussent réunis

sous le même sceptre, je me suis efforcé du moins d'adoucir autant que possible les rigueurs de leur séparation et de leur obtenir partout la jouissance paisible de leur nationalité. »

L'empereur avait travaillé déjà, avec son ministre M. de Nesselrode, à la constitution qu'il voulait donner à ses nouveaux États de Pologne; dès le mois de novembre, il s'était occupé, de concert avec le grand-duc Constantin, des détails de l'organisation civile et militaire du pays. Il avait aussi à cœur l'amélioration du sort des paysans polonais qu'on lui avait représentés comme plus malheureux, quoique libres, que les paysans russes.

Il n'avait pas manqué de tenir au courant de ses projets relatifs à la Pologne l'impératrice-mère, qui lui conseillait de ne pas se laisser entraîner à des illusions contraires aux vrais intérêts de la Russie; il répondit à son auguste mère qu'il attacherait la Pologne à la Russie par les liens indissolublès des intérêts et de la reconnaissance. Il avait appris en même temps à ses frères Nicolas et Michel, qu'il était roi de Pologne, en leur envoyant à chacun les brevets des ordres de Saint-Stanislas et de l'Aigle-Blanc, en date du 15 février 1815.

Tout à coup une nouvelle imprévue retentit, comme un coup de foudre, au milieu des délibéra-

tions du Congrès de Vienne : L'empereur Napoléon a quitté l'île d'Elbe, avec quelques centaines d'hommes de sa garde.

A peine instruit de ce grave événement, Alexandre se reporta, pour en apprécier les conséquences certaines, aux prophéties de la baronne de Krudener; il s'abstint de prendre aucun parti et même de formuler aucune opinion avant d'avoir consulté cette femme extraordinaire qui lisait si bien dans l'avenir.

Pendant quatre jours il n'y eut que des bruits vagues et incohérents sur les projets de Napoléon et sur son itinéraire. Enfin on apprit qu'il avait débarqué, le 1er mars, sur la plage de Cannes dans le golfe de Juan, et qu'il allait, à la tête de sa petite armée, marcher sur Paris.

L'audace de cette tentative n'était que trop évidente, et l'on devait s'attendre au prompt dénoûment qu'elle laissait prévoir aux esprits les mieux disposés en faveur de Napoléon. Cependant une sorte de consternation régnait à Vienne, bien que les travaux du Congrès n'eussent pas été interrompus et que les difficultés qui s'étaient opposées jusqu'alors à la conclusion définitive du pacte européen semblassent, au contraire, avoir disparu par enchantement.

Mais les courriers qui se succédaient ne cessèrent plus d'annoncer les progrès de la téméraire expédition que Napoléon avait osé entreprendre pour reconquérir ses États et sa couronne. Il avait déjà une armée qui s'augmentait d'heure en heure; il était entré à Grenoble, et, partout, sur son passage, la population en délire l'accueillait comme un sauveur.

— C'est la guerre, la grande guerre qui recommence! dit le roi de Prusse à l'empereur de Russie qu'il accusait de rester indifférent à des nouvelles d'une telle gravité.

— Eh bien! Fritz, répondit tristement Alexandre, n'y a-t-il pas eu assez de sang répandu en Europe! La guerre, même la plus juste et la plus nécessaire, me fait horreur. Ce qu'il nous faut à tous, c'est la paix.

— Oui, reprit Frédéric-Guillaume, mais il n'y a pas, il n'y aura jamais de paix avec Bonaparte.

Le jour même, Alexandre, malgré son invincible répugnance pour la guerre, était déterminé à la faire, car il avait reçu des lettres de Madame de Krudener, qui lui déclarait solennellement, au nom du Tout-Puissant, que l'Europe ne pouvait accorder la paix à son ennemi juré, sans s'exposer aux plus grands malheurs. Le 13 mars, il signait

avec ses alliés une déclaration dans laquelle il était dit que « Napoléon Buonaparte s'était placé hors des relations civiles et sociales et que, comme ennemi et perturbateur du repos public, il s'était livré à la vindicte publique. »

Le roi de France avait décrété les mêmes menaces contre l'*usurpateur*, qui ralliait sous le drapeau tricolore toutes les troupes qu'on envoyait avec le drapeau blanc pour arrêter sa marche victorieuse. Napoléon était maître de Lyon; il retrouvait à chaque pas ses anciens compagnons d'armes, et, suivant l'expression d'un de ses bulletins, son aigle impériale volait de clocher en clocher vers Paris. Louis XVIII ne jugea pas prudent de l'attendre et partit pour la Belgique avec sa famille et ses plus fidèles serviteurs. Ils croyaient bien qu'ils ne reviendraient jamais en France. Peu d'heures après, dans la journée du 20 mars, l'empereur Napoléon était aux Tuileries.

Quand Alexandre apprit la fuite des Bourbons et leur sortie de France, il en fut indigné et il ne put s'en taire; il répéta plusieurs fois que le retour du roi Louis XVIII était impossible, fût-il appuyé par un million de baïonnettes étrangères; mais néanmoins il ne manifesta pas l'intention de traiter avec Napoléon, qui avait déjà envoyé à Vienne

plusieurs agents secrets, munis de ses instructions et chargés de négocier en son nom.

Les souverains étaient tous indécis et inquiets; ils avaient hâte de retourner dans leurs États, comme s'ils craignaient de s'y voir bientôt attaqués; les plénipotentiaires tenaient bon et continuaient à discuter minutieusement sur les affaires générales de l'Europe : on remarquait pourtant, dans leurs réunions, des signes de trouble et de découragement.

Seul, le prince de Talleyrand, qui représentait un roi fugitif et détrôné, semblait impassible et résolu. Il avait compris que, si les souverains se séparaient sans avoir formé une nouvelle coalition armée contre l'empereur des Français, la partie était perdue sans ressources pour les Bourbons. Il essaya donc de se réconcilier avec l'empereur Alexandre, qui lui gardait plus de mépris encore que de ressentiment; mais l'empereur lui tourna le dos et déclara qu'il partirait le lendemain.

Talleyrand avait commencé par inonder la ville de fausses nouvelles, destinées à répandre les plus vives alarmes : il prétendit tout à coup avoir reçu un courrier qui lui annonçait que *Buonaparte*, loin de demander la paix à l'Europe, levait quatorze armées comme au temps de la République fran-

çaise, se proclamait dictateur et jurait d'être sur le Rhin avant un mois, avec un million d'hommes.

L'empereur de Russie était réellement décidé à quitter Vienne si le roi de Prusse voulait partir en même temps que lui; car on assurait que l'empereur d'Autriche ne paraissait pas trop éloigné de signer la paix avec son gendre, qui redevenait empereur par la force de son génie et par la puissance de son nom.

Le soir même, Alexandre se trouvait seul; le prince de Talleyrand pénètre jusqu'à lui et se jette à ses pieds :

— Sire, lui dit-il, je supplie Votre Majesté de daigner m'entendre! L'année dernière Votre Majesté a sauvé la France; aujourd'hui, elle doit sauver l'Europe. Buonaparte est maintenant à la tête de ses armées; il n'osera jamais remettre le pied en Russie, mais si une nouvelle coalition ne lui barre pas le passage, il sera tour à tour à Berlin, à Varsovie et à Vienne. Votre Majesté tient dans ses mains le repos du monde : qu'elle forme autour d'elle une sainte alliance des rois, et l'Europe est sauvée!

— Une sainte alliance des rois! se dit à lui-même l'empereur, frappé de la grande idée que renfermaient ces mots; j'y songerai!

Il promit de se rendre le lendemain dans le sein du Congrès et d'ajourner son départ. Le nom de Louis XVIII n'avait pas été prononcé.

Dans la conférence, on arrêta les bases d'un traité offensif et défensif entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, pour le maintien de l'ordre établi en Europe par le Congrès de Vienne.

— Vous aurez donc la sainte alliance des rois, dit Alexandre en se tournant vers Talleyrand; mais ne serait-il pas opportun d'examiner dès à présent si M. le duc d'Orléans pourrait convenir comme roi à la France et à l'Europe?

Les plénipotentiaires parurent stupéfaits; Talleyrand garda le silence, mais lord Clancarthy prit la parole, et, après avoir déclaré qu'il n'avait pas de pouvoirs pour traiter une question aussi grave :

— Quant à moi, dit-il, je pense que mettre M. le duc d'Orléans sur le trône de France, ce serait remplacer une usurpation militaire par une usurpation de famille, plus dangereuse aux monarques que toutes les autres usurpations.

Cette objection fondée sur un principe politique et moral à la fois avait impressionné vivement l'esprit droit et honnête de l'empereur Alexandre, qui ne donna pas suite à sa proposition.

Le traité des quatre puissances fut signé : chacune d'elles s'engageait à mettre sur pied 150,000 hommes et à ne poser les armes que de concert, après avoir atteint le but de cet armement dirigé contre Napoléon, et non contre la France.

L'empereur Alexandre fit plus que ses alliés, car il pensait, suivant les prédictions de Madame de Krudener, que la guerre allait prendre des proportions formidables : il ordonna qu'une première armée russe, forte de 200,000 hommes, sous le commandement du maréchal Barclay de Tolly, se mît en mouvement sur-le-champ et s'avançât à marches forcées vers le Rhin; un second corps d'armée, de 100,000 hommes, sous les ordres du général Wittgenstein, devait suivre immédiatement la première armée. Le général Benningsen reçut l'ordre, en même temps, de former une armée de réserve, composée de 150,000 hommes, dans laquelle entrerait toute la garde impériale.

Les deux grands-ducs Nicolas et Michel furent informés que l'empereur, en les maintenant comme attachés à sa personne, les autorisait à faire campagne, dans le corps d'armée du maréchal Barclay de Tolly, qui devait les employer, au besoin, en qualité d'officiers d'état-major. Ils partirent en

effet, des frontières de la Russie, avec l'état-major du maréchal, et ils accompagnèrent, d'étape en étape, l'avant-garde de l'armée, qui eut à faire cinq cents lieues avant d'arriver en France, où elle entra sans coup férir.

Le gouvernement impérial n'existait plus : il avait été annihilé et absorbé par les institutions constitutionnelles que Louis XVIII avait laissées, en partant pour l'étranger, comme la robe de Nessus attachée aux flancs d'Hercule. Cette ingénieuse comparaison fut attribuée alors à Alexandre. L'empereur de Russie se dirigea sur Paris, en regrettant de n'avoir pu voir ses drapeaux mêlés à ceux de la Prusse et de l'Angleterre dans la sanglante bataille de Waterloo, qui venait de décider du sort de Napoléon. L'héroïque défaite de l'armée française ouvrait une seconde fois à la coalition les portes de la capitale.

Napoléon avait encore une armée, une armée redoutable, composée de vieux soldats et de jeunes recrues; il avait aussi derrière lui la France, cette France patriote qui repoussa l'invasion en 1793 et qui l'aurait également repoussée en 1814, si la trahison n'eût pas enveloppé de ses replis et réduit à l'impuissance le plus grand capitaine des temps modernes. Mais il avait devant lui plus que l'in-

nombrable armée des souverains alliés, il avait une assemblée législative tracassière et mesquine, sans patriotisme et sans courage.

Il n'essaya donc pas de continuer la lutte; il descendit du trône volontairement, il abdiqua cette fois sur l'autel de la patrie et il espéra du moins que la couronne passerait sur la tête de son fils. Mais déjà les armées anglaise et prussienne campaient devant Paris, tandis que la Chambre des députés délibérait misérablement comme une assemblée d'avocats bavards, et que Napoléon, pour épargner le sang de ses braves, allait s'embarquer à Rochefort, avec l'intention de se retirer aux États-Unis.

Ce grand homme avait fait demander un sauf-conduit aux chefs des armées anglaise et prussienne : lord Wellington le lui refusa et l'empêcha ainsi de se mettre, comme il le voulait, sous la protection immédiate de l'empereur de Russie. Napoléon était sauvé, s'il fût parvenu jusqu'au quartier-général d'Alexandre qui l'attendait, et son fils Napoléon II eût été empereur. Mais il se vit forcé de se jeter dans les bras de l'Angleterre et de se confier à l'honneur du gouvernement britannique, qui l'envoya mourir prisonnier sur le rocher de Sainte-Hélène.

VIII

La capitale était encore protégée par une armée française de 60,000 hommes pleine d'énergie et d'enthousiasme, lorsque fut signée, le 3 juillet 1815, une suspension d'armes qui livrait Paris et la France aux alliés et aux Bourbons.

Le prince de Talleyrand était toujours à Vienne; il n'eut donc pas la haute main dans cette nouvelle trahison, plus lâche et plus infâme que toutes les autres, et qui fut surtout l'œuvre de l'odieux Fouché, duc d'Otrante.

Le 7 juillet, 80,000 hommes de troupes prussiennes et anglaises entrèrent dans Paris, où il ne restait plus un seul soldat français : le lendemain, Louis XVIII, qui était revenu de Gand avec sa famille à la suite des vainqueurs de Waterloo, fit sa rentrée aux Tuileries, et le règne des Bourbons recommença, comme l'année précédente, sous la sauvegarde des baïonnettes étrangères.

Le général prussien baron Muffling avait été nommé gouverneur de Paris; les troupes anglaises occupaient la rive droite; les troupes prussiennes la rive gauche. L'armée russe débouchait à peine en Champagne et l'armée autrichienne s'échelonnait lentement en Bourgogne.

Les généraux russes Tchernischeff et Beckendorff se rendirent au quartier-général de lord Wellington et lui annoncèrent que le quartier-général du maréchal Barclay de Tolly serait établi à Gros-Bois près de Paris et que l'empereur Alexandre n'entendait avoir dans la ville qu'un seul régiment de sa garde pour son service personnel. On eût dit qu'il laissait peser sur le général anglais le fait monstrueux de l'occupation militaire de Paris contre le droit des gens et au mépris de la convention du 3 juillet.

Les trois souverains alliés : l'empereur de Russie, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, arrivèrent ensemble dans la soirée du 10 juillet.

Alexandre alla descendre, dans le faubourg Saint-Honoré, au palais de l'Élysée, que Napoléon avait habité quinze jours auparavant. L'empereur de Russie éprouva une émotion involontaire, quand on l'introduisit dans ces appartements où planait pour ainsi dire la grande ombre de son ancien et

glorieux allié : il se fit rendre compte des derniers et tristes jours que Napoléon avait passés dans cette espèce de lieu d'asile vis-à-vis du buste de son fils.

— J'ai dû faire, dit Alexandre en répondant à sa propre pensée, un pénible et douloureux sacrifice à la paix de l'Europe. Mais pourquoi Napoléon n'est-il pas venu se placer sous ma sauvegarde et demander l'hospitalité à la Russie ?

Le soir même, l'empereur voulut parcourir à pied, incognito, cette ville qu'il aimait avec une sorte de tendresse et dans laquelle il était heureux de se retrouver après un an d'absence, quoiqu'il fût peu satisfait des circonstances qui avaient accompagné son retour. Il prit le bras d'un de ses aides de camp et s'en alla jusqu'au Palais-Royal, où il se promena sous les galeries dont les boutiques brillaient de tout leur éclat.

— C'eût été un bien grand malheur, dit-il en se parlant à lui-même, que la ruine d'une si magnifique ville !

Il n'avait pas d'uniforme ni de décorations ; mais sa haute taille, sa belle figure, son air majestueux attirèrent l'attention des promeneurs ; il fut aussitôt reconnu et entouré.

— Vive Alexandre ! s'écria-t-on de toutes parts.

Vive l'empereur de la paix! Vive l'ami de la France!

Ces acclamations, ces témoignages de sympathie suivirent l'empereur jusqu'à l'Élysée.

Les grands-ducs Nicolas et Michel, qu'Alexandre avait mandés auprès de lui, venaient d'arriver aussi du quartier-général de l'armée russe. Ils avaient été reconnus à leur passage sur les boulevards et salués par des personnes qui se rappelaient les avoir rencontrés l'année précédente dans les rues et les promenades de Paris. Une jeune et jolie femme, vêtue de deuil, s'était approchée d'eux en leur offrant des bouquets de violette, qu'ils avaient acceptés sans savoir que le parti bonapartiste faisait de ces fleurs l'emblème de Napoléon. Le bruit courut que cette donneuse de bouquets n'était autre que la célèbre actrice du Théâtre-Français, Mademoiselle Mars.

L'empereur fit à ses frères l'accueil le plus affectueux et il parut enchanté de les revoir après une assez longue absence.

— Sire, lui dit le grand-duc Nicolas, voilà que la campagne est finie, sans que nous ayons brûlé une cartouche.

— Je regrette sans doute, reprit l'empereur, que mes troupes n'aient pas été engagées, au Mont-

Saint-Jean, avec les armées anglaise et prussienne. Pourtant, le résultat eût été le même, et il y aurait eu plus de sang versé. Dieu soit loué ! J'espère que la guerre a fait son temps et que les peuples seront délivrés de ce fléau par la sainte alliance des rois.

C'était l'idée fixe de l'empereur Alexandre, et depuis quatre mois que le projet d'une sainte alliance des rois avait pris naissance dans son esprit, il n'avait pas cessé d'en entretenir le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. Sa correspondance avec Madame de Krudener exaltait de plus en plus chez lui ses aspirations mystiques vers une grande époque de paix et de bonheur universels. C'était un nouveau monde social qu'il entrevoyait dans ses rêves de régénération politique et religieuse.

La baronne de Krudener, qui se disait inspirée par Jésus-Christ lui-même, ne s'était encore rencontrée qu'une seule fois avec l'empereur de Russie, et elle l'avait laissé, après cette entrevue solennelle, sous l'impression d'une foi ardente et d'une piété profonde. Elle vint le retrouver à Paris, et tant qu'il y resta, on peut dire qu'il fut exclusivement dominé par l'influence irrésistible qu'exerçait sur ses idées et ses sentiments cette pythonisse chrétienne. Elle était devenue la directrice de ses ac-

tions, en lui persuadant qu'il avait à remplir une mission divine qui consistait à inaugurer le règne de l'Évangile et la suprématie de l'empire russe en Europe.

Il vivait donc fort retiré au palais de l'Elysée-Bourbon, dans la méditation et la prière. Il sortait plusieurs fois le jour et le soir, par une petite porte du jardin, pour aller voir sa mystique amie dans l'hôtel qu'elle occupait près de lui : ils priaient ensemble, invoquant les lumières de l'Esprit.

Le salon de Madame de Krudener n'était pas moins assiégé de visiteurs, que ne l'avait été en 1814 celui de Madame de Staël, car on avait la certitude d'y rencontrer l'empereur Alexandre, toujours aussi gracieux, aussi aimable, aussi sympathique, mais souvent distrait, préoccupé et triste.

Les grands-ducs Nicolas et Michel, que Madame de Krudener avait surnommés les *Aurores boréales* (ce surnom leur restait, à leur grand déplaisir), paraissaient quelquefois dans son salon pour plaire à leur auguste frère, mais ils éprouvaient l'un et l'autre autant d'ennui que d'embarras dans ces réunions étranges où l'on pouvait se croire au milieu d'un temple protestant, car elles se terminaient par une prédication et par une prière faite en commun.

— Monseigneur! dit-elle un jour au grand-duc Nicolas avec un regard et un accent de prophétesse : vous serez empereur!

— Empereur? reprit le grand-duc, vivement contrarié de cette apostrophe inattendue. Une couronne qu'il faudrait acheter par la perte de mon bienfaiteur et de mon frère Constantin serait la couronne d'épines que le Christ portait au Calvaire.

— Jeune homme! repartit solennellement Madame de Krudener, rappelez-vous que les princes sont dans la main de Dieu, qui fait et défait les rois et les empereurs; c'est de Dieu qu'ils tiennent leur mandat et leur puissance; c'est Dieu qu'ils représentent; c'est Dieu qui les inspire et qui les conduit. Soyez donc résigné, ceignez vos reins et attendez l'ordre d'en haut.

Ces paroles, prononcées de l'air et du ton de l'inspiration, produisirent sur le prince une impression extraordinaire et furent pour lui comme une révélation surnaturelle. Depuis, il en conserva toujours cette croyance, que les souverains de la terre n'étaient que des délégués de Dieu, et que la puissance temporelle, que la Providence daignait leur confier pour l'accomplissement de ses desseins, émanait directement de la puissance divine.

Pendant les deux mois que l'empereur passa à Paris, il évita autant que possible de voir Louis XVIII. Ses relations avec la famille royale s'étaient restreintes aux strictes exigences de l'étiquette et de la politesse.

La jalousie du roi à l'égard de ce généreux allié qui l'avait fait remonter sur le trône semblait s'être encore accrue. Elle éclata plus d'une fois, et elle se traduisit même en réflexions amères ou peu amicales.

Ainsi, le 12 juillet, les souverains alliés dînèrent aux Tuileries. Alexandre et les deux grands-ducs de Russie n'avaient pu se soustraire à cette invitation. Pendant le dîner, Louis XVIII dit tout haut à l'empereur : « Sire, M. le duc d'Orléans est encore avec sa famille à Twickenham, près de Londres; mais il serait revenu à Paris avant moi, s'il avait su que Votre Majesté y fût arrivée pour le recevoir. »

Le jardin des Tuileries était encombré d'une foule immense qui acclamait l'empereur de Russie.

— Sire, lui dit Louis XVIII avec certaine acrimonie, mes pauvres sujets savent que vous êtes ici; mais ils ignorent sans doute que j'y suis avec vous.

Alexandre fut obligé de se montrer aux fenêtres

du palais, avec ses jeunes frères, pour répondre au vœu des Parisiens, qui les saluèrent des plus vives acclamations.

— Sire, lui dit Louis XVIII, vous nous faites tort en vous montrant avec ces deux beaux princes. La comparaison, je l'avouerai, n'est pas à l'avantage de la famille royale de France.

Cependant le roi avait paru très-sensible au procédé délicat de l'empereur, en le voyant porter le grand cordon de l'ordre du Saint-Esprit, qu'il lui avait adressé la veille.

— C'est un lien de plus qui m'attache à la France! lui dit Alexandre.

Louis XVIII s'approcha des grands-ducs et leur dit : « Princes, je vous tiens aussi pour chevaliers de mon ordre. » Et deux jours après il leur envoya le cordon bleu.

Le duc d'Orléans arriva seul, d'Angleterre, à la fin de juillet. Il était en pleine disgrâce au château des Tuileries; mais il n'en fut pas moins accueilli avec beaucoup de considération et d'amitié par l'empereur et les princes de Russie.

La présence d'Alexandre à Paris arrêta et empêcha bien des violences et des injustices que les autorités anglaises et prussiennes se seraient peut-être permises.

Sa modération, sa douceur et sa bonté ne prévalurent pas toujours néanmoins dans les conférences des ministres plénipotentiaires qui traitaient avec le gouvernement de Louis XVIII, quoique la Russie fût représentée par le prince Razoumowsky, dont la prépondérance devait résulter d'une longue et honorable carrière diplomatique. Les plénipotentiaires n'étaient que trop d'accord pour imposer à la France les conditions de paix les plus humiliantes et les plus onéreuses. Mais, par bonheur pour elle, l'empereur de Russie se prononça énergiquement contre cette espèce de complot; non-seulement il agit personnellement auprès du roi de Prusse, qui n'avait rien à lui refuser et qui vivait dans une étroite intimité avec lui, mais encore il chargea son ministre le comte de Nesselrode de s'opposer d'une manière catégorique, en son nom, au démembrement et à la ruine de la France.

Il éprouvait un vif regret de n'avoir pas réussi à détourner ses alliés de la résolution qu'ils avaient prise de dépouiller le musée du Louvre, pour rendre à l'Italie, à la Hollande et à d'autres pays, les tableaux et les objets d'art que la France devait à ses conquêtes et à des traités; mais il eut du moins la satisfaction d'avoir mis obstacle à des représailles encore plus injustes, et de s'être interposé avec

succès pour sauver des monuments publics, entre autres le pont d'Iéna et la colonne Vendôme, qu'on voulait détruire ou dégrader.

Ce fut pendant son séjour à Paris, où la plupart des souverains de l'Europe étaient venus le rejoindre, qu'il régla définitivement plusieurs mariages déjà projetés, qui concordaient avec les intérêts politiques de la Russie. Il ne détermina pas sans peine sa sœur bien-aimée la grande-duchesse Catherine, veuve du prince Pierre de Holstein-Oldenbourg, et qui avait refusé plusieurs alliances depuis son veuvage, à épouser en secondes noces le prince royal de Wurtemberg, âgé alors de trente-cinq ans. Il accorda la main de sa plus jeune sœur, la grande-duchesse Anne, âgée de vingt ans et demi, au prince royal des Pays-Bas, et il décida que ces deux mariages auraient lieu, à Saint-Pétersbourg, au commencement de l'année suivante.

Quant à l'union du grand-duc Nicolas, qu'il avait proposée lui-même au roi de Prusse, lorsque le grand-duc n'était qu'un enfant, cette union que la princesse Charlotte avait acceptée aussi dès son enfance, ne devait être conclue qu'à la majorité des époux; mais, sur la demande du grand-duc, l'empereur ne s'opposa pas à ce que les fiançailles

fussent célébrées auparavant. Dès ce moment, le roi Frédéric-Guillaume regarda comme son fils le grand-duc, qu'il se réjouissait d'avoir pour gendre.

On a dit, avec beaucoup de probabilité, que l'empereur Alexandre, n'ayant pas d'héritier direct et n'espérant plus en avoir, avait déjà jeté les yeux sur son frère Nicolas, pour lui succéder en cas de mort ou d'abdication ; car, à cette époque, le grand-duc Constantin, séparé de sa femme, Julie de Saxe-Cobourg, sans avoir eu d'enfant d'elle, et violemment épris d'une belle Polonaise, Jeanne Grudzinska, qu'il comptait épouser, avait absolument renoncé à la succession impériale.

L'empereur Alexandre était enfin parvenu à formuler les principes de cette sainte alliance qu'il proposait vaguement, depuis le Congrès de Vienne, à ses deux alliés, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. Il leur fit agréer les termes mystiques de ce pacte fondamental, qui allait devenir l'*Évangile des rois*, suivant l'expression de la baronne de Krudener, à laquelle on a voulu en attribuer la rédaction. Elle l'avait inspiré, sans doute; ce fut Alexandre qui le formula et qui le transcrivit de sa propre main. Le texte d'un document si extraordinaire et si solennel doit être cité ici, comme la

base du nouveau droit politique qui, pendant plus de trente ans, dirigea les destinées de l'Europe :

« Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité,

« LL. MM. l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, par suite des grands événements qui ont signalé en Europe le cours des trois dernières années, et principalement des bienfaits qu'il a plu à la divine Providence de répandre sur les États dont les gouvernements ont placé leur confiance et leur espoir en elle seule; ayant acquis la conviction intime qu'il est nécessaire d'asseoir la marche à adopter par les puissances, dans leurs rapports mutuels, sur les vérités sublimes que nous enseigne l'éternelle religion du Dieu-Sauveur;

« Déclarons solennellement que le présent acte n'a pour objet que de manifester à la face de l'univers leur détermination inébranlable de ne prendre pour règle de leur conduite, soit dans l'administration de leurs États respectifs, soit dans leurs relations politiques avec tout autre gouvernement, que les préceptes de cette religion sainte, préceptes de justice, de charité et de paix, qui, loin d'être uniquement applicables à la vie privée, doivent au contraire influer directement sur les résolutions des

princes et guider toutes leurs démarches, comme étant le seul moyen de consolider les institutions humaines et de remédier à leurs imperfections;

« En conséquence, Leurs Majestés sont convenues des articles suivants :

« ARTICLE Ier. Conformément aux paroles des saintes Écritures, qui ordonnent à tous les hommes de se regarder comme frères, les trois monarques contractants demeureront unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble, et se considérant comme compatriotes, ils se prêteront, en toute occasion et en tout lieu, assistance, aide et secours; se regardant envers leurs sujets et armées comme pères de famille, ils les dirigeront dans ce même esprit de fraternité, dont ils sont animés pour protéger la religion, la paix et la justice.

« ART. II. Le seul principe en vigueur, soit entre lesdits gouvernements, soit entre leurs sujets, sera celui de se rendre réciproquement service, de se témoigner, par une bienveillance inaltérable, l'affection mutuelle dont ils doivent être animés; de ne se considérer tous que comme membres d'une même nation chrétienne; ces trois princes alliés ne s'envisageant eux-mêmes que comme délégués de la Providence pour gouverner trois branches d'une même famille, savoir : l'Autriche, la Prusse

et la Russie; confessant ainsi que la nation chrétienne, dont eux et leurs peuples font partie, n'a réellement d'autre souverain que Celui à qui seul appartient en propriété la puissance, parce qu'en lui seul se trouvent tous les trésors de l'amour, de la science et de la sagesse infinie, c'est-à-dire Dieu, notre divin Sauveur Jésus-Christ, le Verbe du Très-Haut, la Parole de vie. Leurs Majestés recommandent, en conséquence, avec la plus tendre sollicitude à leurs peuples, comme unique moyen de jouir de cette paix qui naît de la bonne conscience et qui seule est durable, de se fortifier chaque jour davantage dans les principes et l'exercice des devoirs que le divin Sauveur a enseignés aux hommes.

« Art. III. Toutes les puissances qui voudront solennellement avouer ces principes sacrés, qui ont dicté le présent acte, et reconnaîtront combien il est important au bonheur des nations trop longtemps agitées, que ces vérités exercent désormais sur les destinées humaines toute l'influence qui leur appartient, seront reçues avec autant d'empressement que d'affection dans cette Sainte-Alliance. »

Cette admirable profession de foi évangélique avait été acceptée avec enthousiasme par l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse dès le commen-

cement du mois d'août; mais il avait été dit entre les trois souverains alliés, que le traité ne serait signé d'une manière définitive que la veille de leur séparation, et qu'en attendant, il serait soumis confidentiellement aux autres princes régnants qui voudraient y adhérer. En effet, dès le 18 août, le vieux roi de Wurtemberg y donnait son adhésion pleine et entière.

Un matin, le grand-duc Nicolas étant allé rendre visite à l'empereur Alexandre, celui-ci l'invita à prendre connaissance, sous ses yeux, du projet qui portait déjà les signatures de plusieurs adhérents. Le grand-duc ne lut pas sans émotion ce noble et touchant manifeste, dans lequel il reconnaissait l'initiative de son auguste frère.

— Je suis fier, dit-il avec émotion, de voir la Russie, grâce à Votre Majesté, annoncer à l'Europe une ère de religion, de paix et de justice. Je n'ai jamais mieux compris que les rois étaient délégués par la Providence pour gouverner les peuples.

— Vous n'êtes pas encore en âge de signer l'acte de la Sainte-Alliance, répondit Alexandre; mais rappelez-vous que vous y avez adhéré dès aujourd'hui. J'aime à croire qu'un jour vous en serez aussi le plus ferme soutien.

Alexandre avait désiré que la Sainte-Alliance

reçût une consécration solennelle dans une revue de l'armée russe, en présence des trois souverains et de leurs alliés présents à Paris. La revue devait avoir lieu le 22 août, dans les vastes plaines de la Champagne, entre les villages de Vertus et de la Fère-Champenoise, mais l'empereur de Russie, ayant appris que les moissons ne seraient pas encore toutes rentrées en grange à cette époque, craignit de causer un dommage aux populations rurales de ces cantons, et il ajourna la cérémonie au dimanche 10 septembre.

Le camp des différents corps d'armée russes n'occupait pas moins de six lieues d'étendue; la tenue des troupes était superbe, et les milliers de curieux que cette fête militaire avait attirés de Paris et des départements voisins furent émerveillés de la grandeur et de la beauté d'un pareil spectacle.

Un autel avait été dressé sur l'emplacement destiné à la revue : une messe y fut célébrée avec pompe selon le rite grec, et les trois souverains, qui y assistaient ensemble, se donnèrent la main en signe de pacte, au moment où le prêtre officiant élevait l'hostie, tandis que toutes les troupes, officiers et soldats, se prosternaient la face contre terre.

Madame de Krudener présidait, pour ainsi dire,

à cette messe d'actions de grâces qu'elle avait demandée à l'empereur de Russie. Ce prince et ses alliés lui rendirent de véritables honneurs, comme pour la remercier d'avoir eu la première pensée de la Sainte-Alliance, et, après cette revue magnifique, qui fut pour elle une sorte de triomphe, elle put s'imaginer que l'avenir appartenait à ses prédictions et à ses doctrines.

— Vous avez vu, dit-elle avec un air inspiré à l'empereur, vous avez vu, heureux Alexandre, cent cinquante mille Russes faire amende honorable à la religion de l'amour, et les plus intrépides guerriers fléchir ces genoux qui ne fléchissent jamais devant le danger. Oui, gloire en soit au Dieu des armées! Il existe donc enfin un homme, assez grand pour confesser hautement, à la tête de cette armée, déjà si belle et si forte de toutes les forces, d'après les conceptions humaines; pour confesser, dis-je, le Sauveur qui l'a béni et le Dieu qui le donna pour exemple au monde!

Ce triomphe fut pour Madame de Krudener le sommet lumineux de son influence. On s'en inquiéta, on s'en effraya autour de l'empereur, et il y eut une entente tacite, entre les plus fidèles conseillers d'Alexandre, pour le soustraire à cette espèce de fascination vertigineuse qui l'entraî-

nait au mysticisme et à l'illuminisme politiques.

Le roi de Prusse avait commencé à le mettre en garde contre la baronne de Krudener, en disant tout haut que la prophétesse avait reçu tous les dons du ciel, excepté peut-être le sens commun.

Alexandre, de sceptique qu'il avait été dans sa jeunesse, par suite de son éducation et sous le prestige des idées philosophiques de son illustre aïeule, était redevenu insensiblement religieux et chrétien convaincu ; il se préoccupa donc surtout des doutes qu'on émit devant lui sur les croyances de Madame de Krudener et sur son but de propagande protestante. Le grand-duc Nicolas lui demanda, de manière à le faire réfléchir, si cette dame, arrière-petite-fille du maréchal de Munich, n'avait pas abjuré la religion grecque.

On fit entendre aussi à l'empereur, que la prophétesse pouvait bien avoir été suscitée, même à son insu, par le parti des Bourbons. Quoi qu'il en soit, Alexandre cessa de la voir, et, bientôt après, de répondre à ses lettres éloquentes, inspirées par la Bible et l'Évangile ; mais il lui conserva un souvenir de tendre vénération et il la regretta toujours au fond du cœur, lors même qu'il dut interdire ses prédications en Russie et la condamner à une espèce d'exil.

IX

Les souverains quittèrent Paris le 28 septembre 1815, après avoir signé le pacte de la Sainte-Alliance ; ils devaient, peu de jours après, se retrouver à Dijon, pour assister à la grande revue de l'armée autrichienne, que l'empereur François II voulait offrir en spectacle à ses alliés, dans les plaines qui s'étendent autour de cette ville.

Alexandre était allé à Bruxelles pour régler les conditions du mariage de sa sœur la grande-duchesse Anne avec le prince royal des Pays-Bas. Les grands-ducs Nicolas et Michel passèrent encore une semaine dans la capitale ; le grand-duc Constantin, qui avait amené une députation polonaise à son auguste frère, s'y trouvait alors avec eux. Ils se montrèrent pour la dernière fois en public à la revue des troupes prussiennes dans la

plaine de Grenelle; l'empereur de Russie s'y était fait représenter par ses trois frères. Ils partirent ensuite pour Dijon, où Alexandre avait donné rendez-vous à l'empereur d'Autriche et au roi de Prusse. Ce fut à Dijon qu'ils prirent congé les uns des autres, à la suite de la revue et des grandes manœuvres qui l'avaient précédée.

La paix était conclue avec Louis XVIII, qui n'avait pas encore adhéré définitivement au traité de la Sainte-Alliance. La plus grande partie des armées de la coalition avait déjà quitté la France; l'occupation de Paris par une garnison anglo-prussienne ne devait pas se prolonger au delà de la fin de novembre, mais le royaume avait à entretenir pendant trois ans une armée étrangère, dans laquelle la Russie comptait 30,000 hommes d'infanterie et 7,000 hommes de cavalerie sous les ordres du comte de Worontzoff, aide de camp de l'empereur. Cette armée n'avait pas été imposée, mais accordée à Louis XVIII, par ses alliés, pour protéger les commencements de son règne peu sympathique à la nation, et pour comprimer les partis hostiles qui menaçaient déjà de briser le trône fragile des Bourbons.

L'impératrice Élisabeth, dont un chagrin secret minait la santé, s'était fait ordonner les eaux de

Bade par ses médecins, afin d'aller au-devant de l'empereur et de se rencontrer naturellement sur son passage. Elle attendait donc à Bade, avec sa mère la margrave Amélie-Frédérique et ses quatre sœurs, dont l'une avait épousé le roi de Bavière et l'autre le roi de Suède Gustave-Adolphe; mais Alexandre lui fit dire qu'il la priait de se rendre à Berlin, où il se promettait de la retrouver dans peu de jours.

L'impératrice était fort souffrante, et le roi de Prusse, qui vint la voir en passant par Bade, eut le regret de l'y laisser malade.

Les grands-ducs Nicolas et Michel se détournèrent aussi de leur route pour lui présenter leurs devoirs. Elle les accueillit avec sa grâce ordinaire, causa longuement avec eux, leur parla surtout de l'empereur, mais elle les pressa de partir sans elle, car, dit-elle avec mélancolie au grand-duc Nicolas, « elle ne se pardonnerait pas d'être un obstacle à la réunion de deux fiancés également impatients de se revoir. »

L'empereur avait fait un rapide voyage en Bohême, pour passer quelques jours au château de Frauenberg dans la famille du prince de Schwartzenberg, avant de se diriger sur Berlin.

L'impératrice n'y était pas encore : elle avait été

forcée de s'arrêter à Eisenach, où la retenait une indisposition assez sérieuse.

Le jour même de l'arrivée de l'empereur, que le roi de Prusse était allé recevoir à Friedericksfeld, les grands-ducs Nicolas et Michel, venant de Leipzig, arrivèrent aussi à Berlin et furent reçus au palais royal par les chambellans et les officiers que Frédéric-Guillaume avait désignés dans sa maison pour rester attachés à leurs personnes pendant leur séjour en Prusse.

Dans la soirée, le prince héréditaire et les autres princes du sang vinrent leur faire visite. Le lendemain, de grand matin, le roi voulut les surprendre, en dépit de l'étiquette, et se rendit en personne à leurs appartements : il les combla de caresses et d'amitiés.

— Vous êtes dès à présent de ma famille, dit-il au grand-duc Nicolas, et je compte vous nommer mon fils avant peu de jours. Il y a longtemps d'ailleurs, que j'ai pour vous des yeux et un cœur de père. Tout le bien que j'ai entendu dire de vous par les personnes qui ont l'honneur de vous approcher, je le savais, ou je l'avais deviné.

Le grand-duc fut profondément touché de la bienveillance du roi, et il répondit avec beaucoup d'à-propos que son mariage avec la princesse

Charlotte ne serait qu'un lien de plus entre la Prusse et la Russie.

— Je n'ai pas de meilleur ami ni de plus sincère allié que l'empereur de Russie, dit le roi avec émotion; je devrais le nommer, comme vous faites, non pas mon frère, mais mon bienfaiteur.

Le séjour d'Alexandre et des grands-ducs de Russie à la cour de Berlin fut une succession non interrompue de fêtes brillantes, auxquelles manqua l'impératrice. Mais la grande-duchesse Catherine, dont le mariage avec le prince royal de Wurtemberg était fixé au mois de janvier, remplaçait sa belle-sœur auprès de son auguste frère.

L'anniversaire de la naissance de l'impératrice-mère fut célébré avec le plus grand éclat : la chapelle du palais avait été consacrée la veille d'après le rite grec, et des prêtres russes y officièrent solennellement, en présence de l'empereur et des grands-ducs de Russie, du roi et des princes de Prusse, et de toute la cour. Le soir, il y eut bal paré, auquel avaient été invitées seulement quatre cents personnes de haute distinction : le bal fut ouvert par une polonaise que dansèrent l'empereur avec la princesse Guillaume de Prusse et le roi avec la grande-duchesse Catherine.

Le grand-duc Nicolas dansa plus d'une fois,

dans la soirée, avec la princesse Charlotte, qui n'avait jamais paru plus belle ni plus radieuse : on se demandait, en les voyant, lequel des deux était le mieux doué par la nature; on jugeait bien aussi qu'ils n'étaient pas moins heureux l'un que l'autre.

Leur bonheur fut au comble, peu de jours après, quand leur mariage fut officiellement déclaré, devant toute la cour, dont ils reçurent les félicitations. La princesse, qui s'engageait à embrasser la religion grecque, prit le nom d'Alexandra, que devait lui imposer le sacrement d'une nouvelle confirmation, où l'empereur de Russie lui servirait de parrain; les futurs époux se firent une promesse de mariage, pendant l'office divin célébré à la manière russe dans la chapelle, sous les yeux des deux familles impériale et royale; immédiatement après cette magnifique et touchante cérémonie, le grand-maître de la cour, M. de Schilden, fut chargé d'en porter la nouvelle à l'impératrice-mère, qui prenait le plus vif intérêt à l'alliance de son fils Nicolas avec la princesse Charlotte.

Alexandre était appelé à Varsovie par la reconnaissance de la Pologne, à laquelle il avait promis de donner des institutions nationales; il se vit donc forcé de partir avant l'arrivée de l'impératrice

Élisabeth, qui ne voyageait qu'à petites journées, et qui parut très-affectée de n'avoir pu encore le rejoindre.

Sa tristesse ne fut pas diminuée par la magnifique réception qui l'attendait à Berlin, où elle fit une entrée solennelle, le 16 novembre, au milieu des acclamations du peuple et au bruit d'une salve de 101 coups de canon. Le roi, qui vint la recevoir au bas de l'escalier du palais, lui dit, en lui offrant la main :

— Mon frère l'empereur de Russie m'a prié de l'excuser auprès de Votre Majesté sur la précipitation que nous avons mise à célébrer les fiançailles; il eût fallu les remettre à l'année prochaine, si nous eussions tardé davantage, et les fiancés nous en auraient su bien mauvais gré. Rien n'a manqué ici à notre bonheur, que la présence de Votre Majesté et celle de S. M. l'impératrice Marie.

Il avait été convenu que le mariage définitif serait ajourné jusqu'à la majorité de l'époux, mais le grand-duc Nicolas promit à sa jeune fiancée qu'il s'efforcerait d'obtenir de l'empereur quelques mois d'anticipation sur cette époque préfixe, qui leur semblait bien éloignée, au gré de leur impatience. Ils se séparèrent à regret, en hâtant de leurs vœux

le moment où ils se reverraient pour ne plus se quitter.

Le bruit courut alors à Berlin que le prince royal de Prusse s'était montré assez mal disposé à l'égard du mariage de sa sœur avec le grand-duc Nicolas; on assurait qu'il avait représenté à son père, que la princesse Charlotte lui semblait destinée à épouser un souverain ou du moins un prince héréditaire, et l'on racontait que le roi lui aurait répondu en souriant : « Vous me remercierez un jour de vous avoir choisi un pareil beau-frère; mais, en tous cas, vous pouvez le considérer comme prince héréditaire tant que l'empereur de Russie n'aura pas d'héritier direct. »

L'empereur Alexandre, malgré l'enthousiasme populaire qui avait éclaté à son entrée à Varsovie le 12 novembre 1815, n'avait pas tardé à reconnaître que ses généreuses sympathies pour la Pologne ne rencontraient que défiance et mauvais vouloir de la part de la noblesse polonaise.

Il répondit à la députation que le sénat lui avait envoyée pour le sonder sur ses projets ultérieurs concernant le royaume de Pologne : « Je sais que votre patrie a beaucoup souffert; en conséquence, pour lui procurer un prompt soulagement, j'ai ordonné que le royaume fût évacué par les troupes

russes; du reste, toutes mes vues tendent à consolider le bien-être du pays et le bonheur des habitants. J'écouterai toujours vos demandes avec le plus grand intérêt, afin de remplir vos désirs autant que les circonstances le permettront. »

Ce n'était pas là, il est vrai, cette nationalité que les chefs du parti national polonais avaient annoncée partout depuis deux ans comme une promesse formelle de l'empereur de Russie. L'empereur, néanmoins, s'occupa immédiatement, avec la plus active sollicitude, de tout ce qui pouvait reconstituer la grandeur et la prospérité de la Pologne sous le gouvernement du grand-duc Constantin, auquel il laissait ses pleins pouvoirs et ses instructions, en attribuant au général Zaïonczek le titre de vice-roi.

Il revint à Saint-Pétersbourg, où il rentra encore une fois triomphalement, à la tête de son armée, victorieux sans avoir combattu, heureux et fier d'avoir conquis enfin la paix de l'Europe.

Les grands-ducs Nicolas et Michel étaient revenus avant lui, ainsi que l'impératrice Élisabeth et les grandes-duchesses d'Oldenbourg et de Weymar. Le prince héréditaire des Pays-Bas et le prince royal de Wurtemberg, qui allaient bientôt faire partie de la famille impériale, s'y trouvèrent réunis

pour la fête de Noël, à l'occasion de laquelle Alexandre fit publier par tout l'empire l'acte de la Sainte-Alliance, comme renfermant, disait son manifeste, « les véritables principes sur lesquels la Sagesse divine a, dans la révélation, fondé la tranquillité et le bien-être des peuples. »

Le grand-duc Nicolas n'était pas encore majeur, mais l'empereur lui annonça le 1er (13, calendrier russe) janvier 1816, qu'il avait des vues sur lui et qu'il l'invitait, dès ce moment, à prendre une part dans les affaires du gouvernement. Il ajouta qu'il l'appellerait bientôt dans le Conseil de l'Empire, sans toutefois lui donner voix délibérative, et qu'il ne tarderait pas à lui confier une mission politique. En attendant, il le nomma, à la prière de l'université d'Abo en Finlande, chancelier de cette université.

— C'est un titre que j'avais accepté moi-même, lui dit-il, avant de vous le transmettre; tâchez de prouver, en toute occasion, que vous êtes capable de me remplacer, au besoin.

Le mariage de la grande-duchesse Catherine avec le prince royal de Wurtemberg fut célébré le 23 janvier 1816, et celui de la grande-duchesse Anne avec le prince héréditaire des Pays-Bas, le 21 février. Pendant les fêtes magnifiques du pre-

mier mariage, Alexandre annonça au grand-duc Nicolas, qu'il avait été nommé chef du régiment des chasseurs à cheval de Seversk, et qu'il pouvait en prendre le commandement sur-le-champ. A l'occasion du second mariage, l'empereur l'invita très-amicalement à se préparer à un voyage où il serait chargé de le représenter en Crimée et dans la province du Don.

Le grand-duc, en effet, reçut les instructions particulières pour ce voyage, et partit, le 22 mai, de Saint-Pétersbourg, accompagné du général Paul Golénischeff-Koutouzoff, qui n'avait aucun lien de parenté avec le feld-maréchal Michel Koutousoff, le héros de la glorieuse campagne de 1812. Le grand-duc devait se rendre à Odessa, par Weliki-Luki, Smolensk et Kieff.

Le 27 juin, il était à Nicolajeff, où le vice-amiral Alexis Greig lui présenta les généraux et les officiers de la flotte. Tous furent frappés, dans cette réception, du maintien modeste et digne à la fois du jeune prince, et de la parfaite convenance de toutes ses paroles. Un vaisseau de 74 ayant été lancé, sous ses yeux, des chantiers de l'amirauté, il fit offrir, suivant l'usage, trois roubles sur un plat d'argent au constructeur Tarassoff, qu'il embrassa cordialement, et qu'il invita ensuite à dîner à sa table.

— Nous assistons, Messieurs, dit-il, en portant un toast à l'empereur, nous assistons à la création de notre marine dans la mer Noire. Prions Dieu que cette marine fasse de rapides progrès, et que nos flottes militaires n'aient bientôt plus rien à envier aux marines de la France et de l'Angleterre.

La réception du grand-duc à Odessa lui donna plus d'une occasion de mettre en évidence les connaissances qu'il avait acquises dans les sciences militaires et mathématiques. Il visita le port et les établissements publics de cette ville, qui voyait de jour en jour sa prospérité s'accroître : ainsi, dans les six premiers mois de l'année courante, 498 navires de toutes les nations étaient entrés dans le port, et le chiffre des marchandises exportées, durant ces six mois, s'élevait à une valeur de quinze millions de roubles.

Le grand-duc resta jusqu'au 22 juillet à Odessa, où il avait honoré de sa présence plusieurs bals splendides, qui lui furent offerts par les autorités et par le commerce ; il traversa la Crimée et il entra dans les steppes du gouvernement du Don, où il passa plusieurs semaines, au milieu des populations nomades et guerrières qui vivent sous la tente dans ces vastes et fertiles plaines. Il se fit rendre compte des ressources de ce pays à moitié inculte,

et il rassembla lui-même les matériaux du rapport détaillé que lui avait demandé l'empereur.

Le 12 août, il arrivait à Novo-Tcherkask, chef-lieu des Cosaques du Don; le vice-hetman Howaïsky, accompagné d'un nombreux cortége de généraux et d'officiers supérieurs portant les uniformes les plus variés et les plus riches, était allé au-devant de lui dans la campagne et lui fit escorte pour entrer dans cette ville bizarre, qui ressemblait à un camp. L'accueil qu'il reçut, au bruit des coups de feu et au son de la musique militaire, l'impressionna vivement et lui laissa des souvenirs qu'il aimait à ramener souvent dans ses entretiens : les anciens hetmans, dans leur brillant costume, lui adressaient des félicitations, les vieillards lui présentaient le pain et le sel sur des plats d'or, les femmes et les jeunes filles semaient des fleurs sur ses pas. Il fut conduit de la sorte chez le vice-hetman, dont la maison était toute pavoisée de trophées et de drapeaux.

Le grand-duc aurait désiré de profiter davantage de l'hospitalité patriarcale que lui offraient les peuplades du Don; mais il devait rejoindre l'empereur à Moscou, où il n'arriva qu'à la fin d'août.

Il eut de longues conférences avec son auguste frère, et il lui exposa de la manière la plus satisfai-

sante les résultats de ce voyage d'enquête et d'examen, qui se rattachait au projet de l'établissement des colonies militaires. On peut dire qu'il apporta de précieux renseignements pour l'exécution de ce vaste projet, que le comte Araktchéïeff avait fait approuver par son auguste maître, qui en était alors exclusivement préoccupé.

Bien plus, le grand-duc eut une action directe sur l'établissement de ces colonies, qui devaient être créées dans différentes parties de la Russie, d'après le principe des anciennes colonies romaines, où les vétérans devenaient laboureurs en restant soldats. Il s'était passionné, comme l'empereur, pour cette institution, qui devait, à très-peu de frais, entretenir un million d'hommes sous les armes et réaliser le problème d'une grande armée permanente pendant la paix. Il proposa diverses améliorations au plan primitif, et il émit des idées nouvelles que lui suggérait l'étude qu'il avait faite de l'organisation des hordes cosaques.

L'empereur tira parti de ces idées, dans les ukases qui décrétèrent d'abord, à titre d'essai, la formation des colonies militaires dans les environs de Moscou, de Novogorod et de Kharkoff.

Alexandre était allé à Moscou, pour voir par ses yeux ce qu'il y aurait à faire pour effacer les der-

nières traces de l'incendie de 1812. Le Kremlin avait été déjà splendidement réparé ; les églises, les édifices publics, sortaient de leurs ruines ; les maisons se relevaient de toutes parts.

L'empereur daigna assister, avec le grand-duc Nicolas, à l'inauguration des nouveaux bâtiments de l'*Assemblée de la Noblesse*, et il fut reçu avec enthousiasme par le directeur et les membres de cette société, à laquelle il offrit en don, spontanément, les 1,500,000 roubles qu'il lui avait prêtés pour la reconstruction de son magnifique hôtel.

Avant de quitter Moscou pour se rendre à Varsovie, où l'attendaient de nouvelles ovations, il publia un manifeste daté du 11 septembre 1816 : « Nous nous sommes hâté de remplir le vœu de notre cœur, disait-il ; de visiter notre capitale révérée par ses hauts faits et son antiquité ; de reconnaître par nous-même sa situation et ses besoins, et de signaler aux yeux du monde ses services mémorables, consacrés par la bénédiction divine, respectés par les puissances étrangères, et qui réclament de nous et de la patrie tout notre amour et toute notre reconnaissance. »

Le grand-duc Nicolas n'était plus alors auprès de l'empereur ; il avait obtenu la permission de voyager en Europe, jusqu'à l'époque de son ma-

riage, c'est-à-dire jusqu'à sa majorité; il devait passer à peine un mois à Berlin, au milieu de la famille royale; mais son auguste frère avait exigé qu'il en passât trois ou quatre en Angleterre, pour achever son éducation politique.

— C'est en Angleterre qu'on peut étudier mieux que partout ailleurs l'organisme des institutions constitutionnelles, lui avait dit Alexandre; il est bon de juger du mérite de ces institutions, d'après leurs résultats. Je ne sais pas trop si elles conviendraient à notre pays. Au reste, je ne serai jamais l'ennemi du progrès; mais je préférerai toujours laisser subsister un abus, plutôt que de le corriger par une réforme radicalement mauvaise et dangereuse. Ce voyage en Angleterre sera, dans tous les cas, une excellente école pour vous, et je compte bien qu'il portera des fruits que la Russie recueillera tôt ou tard.

Le grand-duc était retourné à Saint-Pétersbourg pour faire ses adieux à l'impératrice-mère et recevoir sa bénédiction.

Il arriva la veille du jour de la fête de l'empereur, et il put assister à la procession solennelle, qui, suivant l'usage, part de la cathédrale de Kasan, pour se rendre au couvent de Saint-Alexandre Newsky.

Le lendemain, il dîna chez le comte de Noailles, ambassadeur de France, qui avait invité aussi les membres du Conseil de l'Empire et le corps diplomatique; l'ambassadeur porta un toast à l'empereur, en ces termes : « Puisse le règne d'un monarque aussi sage et aussi éclairé durer encore de longues années, pour le bien de ses sujets et le repos de l'Europe ! »

Tous les convives s'étaient levés spontanément, et le grand-duc ajouta d'une voix émue :

— Monsieur le comte, je vous remercie au nom de la Russie, de vous faire ainsi l'interprète des vœux unanimes qu'elle adresse au ciel pour la conservation des précieux jours de S. M. l'empereur !

X

Le grand-duc partit le 15 septembre 1816, avec le général Lamsdorff, qui ne prenait plus le titre de gouverneur des princes de Russie, et le conseiller d'État Savrassoff.

Il voyagea nuit et jour jusqu'à Berlin. Il y fut reçu par le prince royal, qui lui fit l'accueil le plus fraternel et qui l'emmena sur-le-champ au château de Charlottenbourg, où était la cour.

La princesse Charlotte, qui se faisait déjà nommer Alexandra dans sa famille, ne cacha pas la joie qu'elle éprouvait de revoir l'époux qu'on lui destinait et qu'elle regardait comme son fiancé.

La grâce et la sensibilité de cette charmante princesse eurent plus d'une occasion de se produire dans cette première entrevue :

— Monseigneur, dit-elle au grand-duc, vous venez à propos pour trancher une grave question

que nous avons débattue, mes sœurs et moi, sans la résoudre ; les horloges de Saint-Pétersbourg sont en avance de trois quarts d'heure sur celles de Berlin : le temps passe-t-il donc plus vite chez vous que chez nous?

— Je suis d'avis, reprit en souriant le grand-duc, que nulle part le temps ne passe aussi vite qu'auprès de vous.

Les deux *promis* étaient en pleine intelligence de sympathies et de sentiments, quoique la princesse fût d'un caractère flottant et rêveur, qui la disposait naturellement à la mélancolie. Le grand-duc, au contraire, n'avait aucun goût pour les idées vagues et pour l'idéal germanique ; il savait réfléchir, mais il ne rêvait pas.

Malgré ces dissemblances d'humeurs et d'habitudes, ils trouvaient un égal plaisir à être ensemble, et dans leurs promenades sous les beaux ombrages du parc de Charlottenbourg, ils s'entendaient toujours à merveille, bien qu'ils cessassent souvent de se parler.

— Je vous y prends ! lui dit la princesse, au milieu d'un de ces silences éloquents où leurs cœurs s'interrogeaient tout bas ; n'essayez pas de vous en défendre : vous rêvez comme moi.

— Je ne rêve pas, répondit-il en la contem-

plant avec admiration, je pense! Je pense à vous.

Les heures et le jour que le grand-duc donnait ainsi à sa fiancée et à sa nouvelle famille s'écoulèrent très-rapidement, mais laissèrent une empreinte de douce satisfaction dans sa mémoire. Il s'était rappelé souvent les paroles du duc d'Orléans, qui lui avait donné, comme il le dit à la princesse Charlotte, sa première leçon de bonheur conjugal.

Il fallut bientôt renoncer à cette vie de famille, à cette simple et paisible intimité. Le grand-duc ne se résigna pas sans regret à se séparer encore, pour plusieurs mois, de celle qui devait être la compagne de son existence.

Il revint à Berlin pour recevoir le corps diplomatique, qui lui fut présenté par le baron Alopeus, ministre plénipotentiaire de Russie, et il alla retrouver le roi de Prusse, qui voulait le faire assister à de grandes revues de l'armée prussienne. Les troupes avaient été concentrées dans la marche de Brandebourg, le duché de Magdebourg et la Poméranie : elles exécutèrent, en présence du roi et du grand-duc, qui étaient à cheval, du matin au soir, entourés de princes et de généraux, les plus savantes manœuvres, et elles reproduisirent, avec une précision admirable, toutes les opérations des

batailles de Katzbach et de Leipzig, dans lesquelles le vieux maréchal Blücher pouvait se glorifier d'avoir défait Macdonald et tenu en échec Napoléon.

— Cette journée de Leipzig fut aussi meurtrière pour les armées confédérées que pour l'armée de Napoléon, dit le grand-duc au milieu d'un groupe d'officiers supérieurs.

— Il me semble pourtant, répliqua un peu aigrement un général prussien, que nous n'avons eu qu'un seul général-major blessé?

— Voulez-vous nous faire croire, Monsieur, que l'armée prussienne se soit ménagée dans la bataille! répondit le grand-duc, avec un dédain froid et poli. Les Russes ont été plus maltraités, j'en conviens, car ils ont eu trois généraux-majors blessés, et, de plus, ils déclarent avoir perdu deux lieutenants-généraux et quatre généraux-majors, sans parler du prince Poniatowsky, que la Russie revendique comme une des gloires militaires de la Pologne.

Le grand-duc Nicolas aurait cru manquer à ses devoirs, s'il eût traversé l'Allemagne, sans aller rendre visite à ses deux sœurs aînées, la princesse royale de Wurtemberg et la grande-duchesse de Saxe-Weymar. Il resta quelques jours avec elles à

Weymar et à Stuttgart, puis il partit pour l'Angleterre en passant par la France.

Il ne s'arrêta pas longtemps à Paris, où il désira garder l'incognito. Il n'oublia pas néanmoins de faire savoir son arrivée au duc d'Orléans, le seul prince de la famille royale, avec lequel il désirât se retrouver.

Ce prince habile et prévoyant, sinon ambitieux, que la famille royale tenait toujours en suspicion, et qui vivait très-retiré au château de Neuilly, eut l'adresse d'y recevoir le grand-duc Nicolas et de l'y garder une journée entière.

Cette journée-là devait avoir une influence décisive sur l'avenir du jeune prince, qui se sentit profondément impressionné par le spectacle du bonheur domestique qu'on lui mit sous les yeux. Louis-Philippe d'Orléans, entouré de sa femme, de ses beaux enfants et de quelques amis, menant une existence presque bourgeoise, sans faste et sans étiquette, parut alors à son hôte comme le type de l'honnête homme et du sage.

Cette existence, simple, calme et douce, dont le grand-duc avait pu apprécier les charmes, lui semblait bien préférable au train ordinaire des cours. Il se promit de l'avoir aussi en partage, et il demanda à Louis-Philippe d'Orléans la permis-

sion de venir encore, à son retour d'Angleterre, prendre, auprès de lui et dans sa famille, des leçons et des exemples pour l'arrangement de l'heureuse vie qu'il se promettait après son mariage avec la princesse de Prusse.

Ils se séparèrent enchantés de se connaître davantage; ils échangèrent, depuis, quelques lettres, mais ils ne devaient jamais se revoir.

Dans son court passage à Paris, le grand-duc rencontra le vicomte de Chateaubriand, qui à cette époque était en disgrâce, pour avoir fait paraître un écrit peu mesuré contre les Bourbons; il ne l'écouta pas sans intérêt exposer avec une éloquence sympathique ses idées et ses vues politiques.

— Monsieur le vicomte, lui dit-il avec autant de finesse que de bon sens, vous êtes l'ami des Bourbons et vous leur faites plus de mal que leurs véritables ennemis ne pourraient leur en faire.

— Pourquoi n'écoutent-ils pas mes conseils? reprit vivement Chateaubriand. Si un sujet russe avait donné autant de preuves de dévouement à l'empereur Alexandre...

— S. M. l'empereur, interrompit le grand-duc avec dignité, ne reçoit un conseil que quand il a daigné le demander.

L'auteur de l'*Essai sur les révolutions*, nonobstant son caractère fantasque et son effroyable orgueil, captiva vivement l'attention du grand-duc, en s'efforçant de lui prouver que le trône de Louis XVIII était suspendu au-dessus d'un gouffre où s'agitaient les sociétés secrètes et les conspirations, enfantées par l'athéisme, le libéralisme et le bonapartisme. « Au reste, ajouta-t-il, tous les gouvernements en sont là aujourd'hui : la Révolution les sape; vous avez aussi vos mineurs en Russie, mais, lorsqu'il faudra charger la mine et mettre le feu aux poudres, la France, soyez-en sûr, vous prêtera ses boute-feux. »

Le grand-duc ne manqua pas de transmettre à l'empereur Alexandre la singulière prédiction de Chateaubriand.

Louis XVIII, tout en respectant l'incognito du grand-duc à Paris, avait donné des ordres pour qu'on lui rendît, au moment de son embarquement pour l'Angleterre, les honneurs dus à sa naissance.

Le grand-duc Nicolas fut, en effet, fort étonné de la réception officielle qui l'attendait à Calais, où il arriva dans la soirée du 17 novembre : le lendemain, il reçut avec beaucoup d'affabilité et de politesse les autorités civiles et militaires de la ville; il adressa des questions à tout le monde, et il parut

prendre intérêt aux réponses qu'on lui fit sur divers objets d'administration locale.

Un beau yacht de la marine anglaise, le *Royal-Souverain*, qui devait le conduire à Londres par la Tamise, était dans le port; il avait arboré le drapeau russe à côté de son pavillon. Le grand-duc s'y embarqua vers dix heures du matin, et sa suite, composée de vingt-cinq personnes, prit passage sur un paquebot. Le grand vent, qui avait soufflé toute la nuit, et qui eût empêché les navires de prendre la mer, venait de tomber tout à coup, et la traversée fut aussi heureuse que prompte.

L'arrivée du grand-duc était attendue à Londres depuis plusieurs jours, de grands préparatifs avaient été faits pour sa réception à l'hôtel de Saint-Alban, sur la place Strafford; deux pages et quatre valets de chambre du roi gardaient ses appartements. Le prince de Lieven, ambassadeur de Russie, vint le recevoir à sa sortie du bateau dans le port de Londres et ne le quitta plus pendant tout le temps qu'il séjourna en Angleterre.

Le grand-duc et sa suite montèrent dans des voitures de la cour. Outre le général Lamsdorff et le conseiller d'État Savrassoff, on remarquait, parmi les personnes de sa suite, le général Koutouzoff, aide de camp de l'empereur, le baron de

Nicolaï, conseiller d'État, le lieutenant-colonel Mansey, le capitaine Pérowsky et le docteur Creyton.

Dès que le grand-duc fut descendu à l'hôtel Saint-Alban, on plaça des sentinelles à sa porte, par ordre du prince-régent, qui le fit complimenter par Sir Benjamin Bloomfield.

Le prince Léopold, qui connaissait personnellement le grand-duc, s'empressa de venir le voir; le corps diplomatique lui fut présenté par l'ambassadeur de Russie. Le grand-duc ne voulut pas tarder à faire sa visite au prince-régent, qui la lui rendit le jour même.

Dès ce moment jusqu'à son départ, c'est-à-dire pendant trois mois entiers, le grand-duc se vit comblé d'honneurs, d'égards et de respects. Il eut beaucoup à faire pour se défendre contre les envahissements de l'hospitalité anglaise, qui avait formé le complot de le promener de fête en fête à travers les dîners, les bals, les raouts, les chasses et les spectacles. Mais il voulait rester maître de la meilleure partie de son temps pour voir en détail les grands établissements publics et surtout ceux appartenant à la guerre et à la marine.

Sa visite à l'arsenal de Woolwich, le 27 novembre, fut l'occasion d'une visite du prince-régent

à bord d'une frégate russe qui était à l'ancre dans la Tamise. Le grand-duc, conduit par l'amiral Sir W. Congreve, fut reçu à la porte de l'Arsenal par tous les ambassadeurs, qu'il avait invités, ainsi que le prince-régent et les plus grands personnages de la cour, et qui l'accompagnèrent pendant sa longue promenade à travers les merveilles de ce gigantesque établissement : il ne se lassait pas d'admirer, et il avait quelque chose à dire avec un rare à-propos sur tout ce qui attirait son attention.

On lui vint annoncer que le prince-régent arrivait; il s'empressa de se rendre à bord de la frégate, où tout le monde le suivit.

L'équipage, en grand uniforme de cérémonie, était à son poste; les matelots et les mousses se tenaient debout dans les haubans. Quand le prince-régent, portant l'uniforme du régiment des Royal-bleus, eut mis le pied sur l'échelle du navire, la musique fit entendre le *God save,* et le grand-duc tendit la main au prince pour l'aider à monter à bord :

— Monseigneur, lui dit-il avec un gracieux sourire, Votre Altesse royale est à présent sous la protection du pavillon russe, et je serais très-heureux de la conduire à Saint-Pétersbourg, pour lui ren-

dre d'une façon digne d'elle la généreuse hospitalité qu'elle a bien voulu m'accorder.

On servit une magnifique collation dans les chambres des états-majors, et les convives, en sortant de table, assistèrent avec plaisir à des manœuvres nautiques et à des exercices militaires qui témoignaient de l'habileté des marins et des soldats de l'équipage russe : le prince-régent fut tellement enchanté, qu'il fit recommencer sous ses yeux ces exercices et ces manœuvres.

— La marine russe, dit-il en applaudissant, est l'égale de la marine anglaise; elle n'a plus qu'à la surpasser, s'il est possible.

— Ah ! Monseigneur ! s'écria le grand-duc, touché de cet éloge délicat : la Russie ne possède que quelques vaisseaux et l'Angleterre a des flottes immenses. Mais il n'y a pas beaucoup plus d'un siècle que le tzar Pierre travaillait, comme un simple ouvrier, dans les chantiers de Zaardam.

— Partageons l'empire des mers, répliqua gracieusement le prince : nous garderons l'Océan et nous vous laisserons les mers du nord.

Le prince-régent prit congé du grand-duc et redescendit dans le canot royal, avec les ducs d'York et de Clarence, au bruit des acclamations et aux

sons de la musique exécutant l'air national de l'Angleterre.

Le grand-duc se trouva, comme il le désirait, en rapport avec les hommes les plus distingués en tous genres, que le peuple anglais comptait à cette époque. Il donnait la préférence aux hommes de guerre sur les hommes d'État, et il aimait mieux entendre parler de tactique et de stratégie militaires, que de luttes oratoires dans la Chambre des lords et dans la Chambre des communes.

Il n'avait pas la moindre sympathie pour les plus ingénieuses machines de la politique de cabinet, et, quand il était présent aux débats d'une assemblée délibérante, il ne tardait pas à s'impatienter et il sortait, souvent indigné, toujours mécontent.

— Si, pour notre malheur, dit-il au général Koutouzoff, quelque mauvais génie transportait chez nous ces clubs et ces meetings qui font plus de bruit que de besogne, je prierais Dieu de renouveler le miracle de la confusion des langues ou plutôt d'ôter la parole à tous ceux qui en font un pareil usage!

Le noble prince, en s'exprimant ainsi, n'avait pas l'idée que la Providence pût lui réserver un autre avenir que celui de grand-duc de Russie, et

comme il était tout à fait exempt d'ambition, il ne voyait dans le pouvoir souverain qu'un fardeau pesant qu'il se réjouissait de n'avoir pas à porter.

Il se rencontra, un jour, avec Walter Scott, dont la renommée littéraire commençait à se dégager des voiles de l'anonyme. L'intelligent romancier devina, dans la démarche grave et digne du jeune homme, dans son regard profond et dans l'expression de sa noble physionomie, le génie qui devait présider aux destinées de l'empire russe; il lui adressa donc des vers anglais dans lesquels il lui promettait la couronne.

— Les poëtes par bonheur ne sont pas des oracles! dit froidement le grand-duc, en se tournant vers son aide de camp : je n'ai donc pas à m'affliger d'une prophétie qui ne se réalisera jamais, Dieu merci!

Cependant l'opinion dont Walter Scott s'était fait l'interprète poétique se généralisa en Angleterre dans le peuple comme parmi l'aristocratie. Quand le grand-duc passait à cheval dans les rues ou dans les parcs de Londres, on disait autour de lui, en admirant sa belle figure et son air majestueux : « Ne devine-t-on pas, à le voir, que c'est l'héritier de l'empereur de Russie? »

Le duc de Wellington, qui avait rencontré deux

fois le jeune prince à Paris, en 1814 et en 1815, et qui n'était pas étranger à son voyage en Angleterre, se fit un devoir de l'entourer de respect et d'empressement : le prince y fut sensible et lui en garda une reconnaissance, qu'il eut le plaisir de lui témoigner plus tard avec éclat.

La réputation militaire de lord Wellington ne le recommandait pas moins que sa capacité politique à l'estime du grand-duc, qui accordait une entière confiance à ses indications et à ses avis. Le général s'offrait volontiers à servir de guide et de *cicerone* au jeune prince dans ses explorations et ses enquêtes à travers les grands établissements industriels de Londres, de Birmingham et de Manchester.

— J'écoute vos leçons, lui dit le grand-duc, et je ferai mon possible pour que l'élève ne soit pas trop indigne du maître.

Le séjour du grand-duc Nicolas en Angleterre avait duré près de trois mois, lorsqu'il fut rappelé par l'empereur, qui lui traça son itinéraire, en l'invitant à ne point passer par Paris.

C'est à la sollicitude maternelle qu'on doit attribuer cette interdiction. L'impératrice-mère craignait-elle que son fils, qu'elle avait hâte de voir marié, ne sût pas résister aux séductions de la vie

parisienne et ne prolongeât trop sa résidence dans la capitale? Mais le grand-duc était attendu impatiemment à Berlin et n'avait pas moins d'impatience d'y arriver. Ce qu'il regretta peut-être en obéissant à sa mère, ce furent les spectacles de Paris qui avaient agréablement rempli ses soirées dans ses précédents séjours, car il avait un goût très-vif pour le théâtre et il préférait la scène française à toutes les autres.

Le grand-duc partit de Londres le 19 mars 1817 et ne fit qu'une courte apparition en France, où le gouvernement avait donné des ordres pour qu'on le reçût partout avec les honneurs auxquels il avait droit.

Il ne s'arrêta que quelques heures à Lille pour passer en revue la garde nationale, qui s'était portée à sa rencontre avec le préfet et les autorités de la ville. Il avait promis au comte de Worontzoff, qui commandait une division de troupes russes cantonnées dans le département du Nord, de venir assister aux manœuvres de ces troupes, qui se trouvaient réunies à cet effet dans les plaines de Wattignies, entre Avesnes et Maubeuge.

La garde nationale de cette dernière ville s'était mise aussi sous les armes, à son passage, et le sous-préfet, à la tête des autorités, lui adressa un

discours auquel le prince répondit immédiatement avec une rare facilité d'élocution.

Il témoigna sa gratitude aux habitants de Maubeuge pour la bonne harmonie qui régnait entre eux et les soldats russes ; il les en remercia au nom de l'empereur de Russie.

— S. M. l'empereur, dit-il, porte à la France un attachement que vous avez bien voulu reconnaître en recevant ses soldats comme des frères d'armes. N'êtes-vous pas, les uns et les autres, des défenseurs de l'ordre public? La garde nationale est une belle institution, quand elle ne se mêle pas de politique et qu'elle reste soumise à la discipline militaire. La garde nationale telle que je l'entends me paraît être la plus grande force d'un pays. Vous m'observerez peut-être que nous n'avons pas de garde nationale en Russie? Non, mais nous allons avoir les colonies militaires qui en tiendront lieu et qui conviennent mieux à notre système de gouvernement. Quand j'aurai le plaisir de vous revoir, Messieurs, je vous reparlerai de nos colonies militaires, et vous voudrez bien, en échange, me donner quelques renseignements sur la garde nationale. L'accueil que vous me faites aujourd'hui me prouve que je serai bien sûr, en revenant parmi vous, d'y retrouver des amis.

Ce discours, le premier et le seul que le grand-duc ait prononcé en France, charma tous ceux qui l'entendirent et eut des échos sympathiques dans le cœur de la population de Maubeuge.

Le soir, les fenêtres furent pavoisées de drapeaux russes et français, les rues furent illuminées, et le grand bal, que le comte de Worontzoff offrit à l'auguste frère de son souverain, rassembla toute l'aristocratie nobiliaire, industrielle et commerçante des villes et des châteaux environnants.

Le grand-duc partit, la nuit même, pour Bruxelles.

Il se proposait d'y rester quelques jours avec sa sœur la grande-duchesse Anne, qu'il n'avait pas vue depuis qu'elle avait épousé le prince d'Orange : il la trouva récemment accouchée, aussi heureuse mère qu'heureuse épouse. Il n'éprouva pas moins de plaisir à faire plus intime connaissance avec son beau-frère, qui devint dès lors son meilleur ami.

On eût voulu le retenir davantage dans la famille royale des Pays-Bas, mais il était attendu chez sa sœur aînée la grande-duchesse de Saxe-Weymar, et il dut se rendre ensuite à Stuttgart auprès de son autre sœur la grande-duchesse Catherine, mariée l'année précédente au prince royal de Wur-

temberg, qui était devenu roi à la mort de son père, le 30 octobre 1816. Ces trois visites successives du grand-duc avaient pour objet d'annoncer à ses sœurs son prochain mariage.

Il regrettait au fond du cœur que son arrivée à Berlin eût été ainsi retardée, car il savait combien il y était désiré. Il n'y arriva que le 15 avril, et il passa deux semaines entières avec sa fiancée.

Le roi de Prusse, pour lui faire honneur, avait désigné plusieurs officiers et chambellans qui devaient faire leur service auprès de sa personne; mais le grand-duc les pria de vouloir bien s'en dispenser, en disant qu'il se considérait comme faisant partie de la famille royale et qu'il n'entendait pas être traité comme un étranger à la cour du roi son beau-père. Il retint seulement à ses côtés le major de Grabow que le roi avait nommé pour l'accompagner.

Ce fut pendant son séjour à Berlin, que Frédéric-Guillaume lui donna le commandement du 6e régiment de carabiniers de Prusse, magnifique régiment dont le prince se plut à porter souvent le brillant uniforme.

Le temps que le grand-duc pouvait donner à sa nouvelle famille et à sa future épouse, fut employé de manière à les lui faire mieux connaître et

à les lui rendre plus chères. Il formait, avec la princesse Charlotte, des projets d'existence casanière et retirée, malgré les devoirs de leur haute position, et tous deux se félicitaient d'avoir des goûts, des idées et des sentiments si conformes et si bien faits pour leur bonheur.

Ils s'affligèrent d'être encore une fois obligés de se séparer, mais ils ne devaient pas vivre longtemps éloignés l'un de l'autre avant de se réunir pour toujours.

Le grand-duc rentra le 9 mai à Saint-Pétersbourg, après une absence qui n'avait pas duré moins de huit mois consécutifs. La joie qu'il ressentit de revoir sa mère et ses frères compensa le regret qu'il avait eu de quitter sa belle fiancée.

Ce n'est pas le roi de Prusse qui s'était réservé de conduire lui-même la princesse à son époux : l'étiquette des cours s'y opposait. Il avait remis ses pleins pouvoirs à son second fils le prince Guillaume, chargé de le représenter. Il eût préféré sans doute que le mariage pût être célébré à Berlin, en sa présence, au milieu de sa nombreuse famille : les usages du cérémonial russe en ordonnaient autrement.

L'empereur Alexandre, d'ailleurs, avait l'intention de donner au mariage de son frère une pompe

et un éclat extraordinaires. Ce mariage n'était-il pas l'espoir de la dynastie des Romanoff, puisque l'empereur et le grand-duc Constantin n'avaient pas d'enfants et que leur union, depuis tant d'années stérile, ne laissait pas espérer qu'ils eussent jamais des héritiers directs?

XI

On apprit, à Saint-Pétersbourg, que la princesse Charlotte, accompagnée du prince Guillaume, son second frère, était arrivée à Memel, avec sa suite.

Les troupes de la garde impériale, désignées pour la recevoir et pour lui servir d'escorte, étaient déjà échelonnées sur la frontière de Russie. Les troupes prussiennes, qui avaient formé le cortége de la princesse jusqu'à Memel et qui se composaient d'un détachement d'honneur du 1er régiment de la garde et de 200 hommes du régiment de dragons de Lithuanie, vinrent s'établir en parade sur le territoire prussien, vis-à-vis des Russes, à la distance d'une portée de fusil les uns des autres.

Le 21 juin 1817, à sept heures du matin, le grand-duc Nicolas, revêtu de l'uniforme du 6e ré-

giment de carabiniers de Prusse, se présenta, entouré de son état-major, devant les lignes du 1er régiment de la garde prussienne, en leur disant à voix haute, de l'air le plus affable : « Bonjour, Prussiens ! »

Des hourras redoublés répondirent à ce gracieux salut militaire et trouvèrent des échos fraternels dans les rangs des troupes russes.

— Mes amis ! reprit le prince, touché de cet accueil : souvenez-vous que je suis à moitié votre compatriote et que je fais partie, comme vous, de l'armée de votre roi.

A neuf heures, une voiture de la cour s'arrêta derrière les troupes prussiennes. La princesse Charlotte descendit de cette voiture, donnant la main au prince Guillaume : les troupes leur ouvrirent un passage en leur présentant les armes, et la princesse, dont l'émotion gagnait tous les assistants, traversa lentement les rangs de son escorte militaire et s'avança d'un pas tremblant vers la limite extrême des deux États : elle avait aperçu le grand-duc qui s'élançait à sa rencontre et qui lui tendit la main comme pour l'aider à franchir la frontière.

— Enfin, lui dit-il à voix basse, vous voilà parmi nous, ma chère Alexandra ! Que Votre Al-

tesse royale, ajouta-t-il de manière à être entendu de son entourage, soit la bienvenue en Russie!

Puis, l'entraînant vers les troupes russes qui la saluaient de frénétiques acclamations, il la promena de rang en rang, en disant aux officiers qui s'inclinaient devant elle :

— Ce n'est pas une étrangère, Messieurs, c'est la fille du plus fidèle allié et du meilleur ami de notre empereur.

Les trompettes sonnaient des fanfares, les tambours battaient aux champs, et un immense hourra, formé de mille cris, s'élevait à la fois des deux lignes de troupes russes et prussiennes. La princesse versa quelques larmes en prenant congé des personnes de la cour de Prusse qui l'avaient suivie jusqu'à la frontière, mais ces larmes furent bientôt essuyées quand elle reporta ses beaux yeux, tendres et mélancoliques, vers son auguste fiancé, qui la contemplait avec une silencieuse admiration.

Le voyage se fit rapidement, comme tous les voyages de la cour de Russie; mais il y eut de fréquentes stations pendant ce parcours de plus de cent lieues, pour ne pas fatiguer la princesse, dont la santé demandait beaucoup de ménagements. Le temps ne parut pas long au grand-duc Nicolas,

qui la voyait sans cesse : il s'était, de son propre mouvement, mis à la tête de l'escorte, et il remplissait en quelque sorte les fonctions de maréchal-des-logis, ayant soin d'arriver le premier à chaque relais de poste et de se trouver toujours là pour recevoir la princesse chaque fois qu'elle devait descendre de voiture et prendre un peu de repos. Ces marques de délicate attention étaient toujours accompagnées d'une respectueuse aménité et de la plus exquise politesse.

L'empereur et l'impératrice-mère allèrent au-devant de la princesse jusqu'à Krukova, à dix milles de Saint-Pétersbourg. L'empereur, portant l'uniforme de son régiment de grenadiers prussiens, attendait à cheval sur la grande route; l'impératrice-mère attendait dans la maison de poste de Krukova. C'est là que la princesse leur fut présentée par le prince Guillaume et par le grand-duc Nicolas : elle n'eut qu'à paraître pour conquérir toutes les sympathies de sa nouvelle famille, et elle en reçut l'accueil le plus empressé et le plus amical.

Le jour de l'arrivée de la princesse de Prusse à Saint-Pétersbourg, le métropolitain Ambroise avait posé la première pierre d'une église dédiée à l'Ascension, et, dans les paroles qu'il prononça, il fit

entendre, avec autant d'à-propos que d'onction, que les portes du sanctuaire allaient bientôt s'ouvrir pour une illustre catéchumène. En effet, deux jours après, la princesse, qui avait été instruite dans la religion grecque, et qui avait déjà pris le nom d'Alexandra Féodorovna, communia selon le rite grec et fut confirmée solennellement dans la chapelle du palais d'Hiver, en présence de la famille impériale, de toute la cour et du saint-synode. L'empereur, qui l'avait conduite à la communion et à la confirmation, lui servit de parrain.

Le lendemain (6 juillet) eut lieu la célébration des fiançailles : toutes les personnes présentées y assistaient, les hommes en grande tenue, les femmes en costume national. On s'était réuni, vers dix heures du matin, à la chapelle du palais. La fiancée y fut conduite par l'empereur et par les deux impératrices, que suivaient les trois grands-ducs Constantin, Nicolas et Michel, le prince Guillaume de Prusse, la princesse Antoinette de Wurtemberg et sa fille la princesse Marie, les dames de la cour de Prusse et les dames d'honneur de la cour de Russie, marchant deux à deux. La cérémonie fut très-imposante : au moment de l'échange des bagues entre les fiancés, l'impératrice-mère se leva pour les leur présenter et pour procéder elle-

même à cet échange solennel, qui fut annoncé aux habitants de Saint-Pétersbourg par une salve de 51 coups de canon. Après les fiançailles, le grand-duc et sa future épouse reçurent les félicitations de leur auguste famille, et le clergé entonna le *Te Deum*.

Au grand dîner qui était servi dans la salle de marbre, les toasts furent proclamés au son des timbales et des trompettes et accompagnés de salves d'artillerie. Le soir, il y eut bal dans la salle Saint-George et la ville fut illuminée.

Un manifeste de l'empereur, daté de ce même jour, déclara en ces termes, aux peuples de la Russie, que le mariage du grand-duc allait s'accomplir : « Arbitre de la destinée des souverains et des empires, la divine Providence qui, dans ces derniers temps, a comblé la Russie de bienfaits nombreux, verse sur elle, dans ce moment, de nouvelles bénédictions. Il plaît à sa volonté sainte d'agrandir la maison impériale, d'en consolider la grandeur et la gloire par les liens du sang et de l'amitié qui l'unissent aux plus puissants d'entre les États de la terre. Inspiré par Celui qui tient entre ses mains le cœur des rois, muni du consentement de notre mère bien-aimée, l'impératrice Marie Féodorovna, nous avons résolu, conjointement avec S. M. le

roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, d'acquiescer au désir exprimé par notre frère chéri, le grand-duc Nicolas Pavlovitch, en donnant pour épouse à celui-ci la princesse Charlotte, fille de cet auguste monarque. Son Altesse royale est entrée dans la communion de l'Église orthodoxe grecque et a reçu avec les saintes huiles le nom d'Alexandra Féodorovna. »

Le mariage ne fut célébré que le 13 juillet (1er, calendrier russe) avec un cérémonial analogue à celui des fiançailles, mais plus compliqué et plus majestueux encore. Dès six heures du matin, le canon de la forteresse avait salué le grand jour. A onze heures, le palais d'Hiver était rempli de la foule des invités en grand costume qui se pressaient dans les galeries.

Les dames d'honneur russes et prussiennes présidaient à l'habillement de la mariée. Lorsqu'elle sortit de ses appartements, où l'impératrice-mère était allée la chercher, un murmure d'admiration s'éleva de toutes parts : elle n'avait jamais été plus belle ; on eût dit une impératrice, car elle avait, pour ce jour-là seulement, suivant l'usage, une couronne sur la tête, et elle portait par-dessus sa robe de brocart d'argent un manteau impérial de velours cramoisi, doublé d'hermine, dont l'immense

queue était soutenue par quatre chambellans, tandis que les dames d'honneur soutenaient la queue de la robe. Les membres du conseil d'État et le corps diplomatique attendaient dans la chapelle du palais, quand une salve de 21 coups de canon annonça que le cortége impérial se mettait en mouvement. Les fourriers de la cour ouvrent la marche, suivis par les maîtres des cérémonies, les gentilshommes de la chambre et les chambellans, selon leur rang d'ancienneté; l'empereur et les impératrices précèdent les époux, derrière lesquels sont les grands-ducs Constantin et Michel, la duchesse Antoinette de Wurtemberg et sa fille, la princesse Marie; à leur suite, se groupent les dames d'honneur et du palais; puis viennent toutes les personnes de distinction qui ont droit de figurer à leur rang dans le cortége. A l'entrée de l'église, le clergé présente l'eau bénite à la famille impériale, et l'impératrice-mère conduit les fiancés à l'estrade qui leur est destinée. La cérémonie nuptiale achevée, les époux vont remercier l'empereur, qui les embrasse et qui leur adresse quelques paroles affectueuses. Après le *Te Deum*, chanté au fracas du canon, le cortége impérial retourne dans le même ordre au palais d'Hiver.

Pendant cette longue journée, sacrifiée tout en-

tière au cérémonial, le grand-duc, obsédé des exigences de l'étiquette, n'eut pas un instant à donner à sa jeune femme, que lui disputait sans cesse, comme il le dit plaisamment à son frère Michel, un odieux grand-maître des cérémonies. Au dîner d'apparat, qui fut la continuation de son supplice, il se trouva du moins assis près de son épouse et il put échanger avec elle quelques mots à voix basse.

— Vous paraissez distraite et rêveuse? lui dit-il en la regardant avec tendresse.

— Je me recueille dans mon bonheur! répondit-elle avec ce merveilleux à-propos qui ajoutait tant de charmes aux inspirations soudaines de son esprit et de son cœur.

Pendant le bal, l'empereur s'approcha du nouvel époux et lui apprit qu'il l'avait nommé, à l'occasion de son mariage, chef du bataillon des sapeurs de la garde et inspecteur général du corps du génie. Le grand-duc remercia son auguste frère dans les termes les mieux sentis :

— Je suis encore bien jeune et bien inexpérimenté, dit-il à l'empereur, pour m'acquitter, comme je le voudrais, des importantes fonctions que Votre Majesté veut bien me confier; mais je trouverai, dans le vif désir que j'ai de contenter

mon auguste bienfaiteur, de quoi suppléer aux talents et aux connaissances qui me manquent.

Il s'empressa de faire part de sa nomination à son frère Michel, qui l'en félicita; et comme le grand-duc Nicolas exprimait des regrets sur l'insuffisance de son éducation :

— Je serais très-heureux d'en savoir autant que toi en mathématiques et en art militaire, reprit gaiement le grand-duc Michel; tu feras un excellent inspecteur général du génie, pourvu que ton adorable femme te laisse le temps de t'occuper d'autre chose que de l'aimer.

— Il y a temps pour tout! repartit le grand-duc Nicolas, qui, malgré son air froid et sévère, avait toujours beaucoup de gaieté dans l'esprit quand il se trouvait avec son frère Michel. Mais, franchement, quoique l'art militaire soit une bien belle chose, j'aurais grande envie de demander un congé d'un an ou de deux, pour passer tranquillement le temps de ma lune de miel.

Le grand-duc distribua des tabatières de grand prix, garnies de diamants, aux ministres d'État, qui avaient eu part au règlement des conditions de son mariage; la grande-duchesse fit également des présents magnifiques aux personnes qui devaient composer sa maison et former sa société intime.

L'empereur avait fait don aux nouveaux époux de l'ancien palais d'Anitchkoff, construit sous le règne de l'impératrice Élisabeth Pétrovna, au milieu de la Perspective Newsky et possédé depuis par le prince Potemkine, à qui Catherine II l'avait donné à titre viager. Ce beau palais, longtemps abandonné, avait été, depuis peu, magnifiquement restauré et mis en état d'être occupé par ses nouveaux possesseurs. C'est là que les époux vinrent s'installer le soir même de leur mariage.

Avant la fin du bal, l'empereur et l'impératrice Élisabeth se rendirent au palais d'Anitchkoff pour les y recevoir. L'impératrice-mère devait les y conduire. Elle monta avec eux dans un carrosse de gala, attelé de six chevaux que des valets de pied menaient à la main. Le carrosse était précédé d'une longue file de voitures de cour, occupées par les gentilshommes de la chambre, les chambellans et les officiers du palais. Un escadron de hussards de la garde ouvrait la marche, un escadron de la garde-noble la fermait. La Perspective Newsky, que suivait le cortége, était éclairée comme en plein jour par les illuminations des maisons et par les torches que portaient des soldats faisant la haie des deux côtés de ce boulevard monumental.

Une foule joyeuse saluait de mille cris le passage

des augustes époux. Quand ils arrivèrent au palais, dont les abords étaient encombrés par les personnes de la cour jalouses de faire preuve d'empressement, ils eurent peine à se dérober aux respectueuses obsessions dont ils étaient encore l'objet. L'empereur et l'impératrice vinrent par bonheur à leur secours et les introduisirent dans les appartements qui n'étaient accessibles qu'à la famille impériale et aux personnes de l'entourage.

— Vous êtes ici chez vous! dit l'empereur aux époux, en leur montrant les appartements décorés avec autant d'élégance que de richesse. N'oubliez pas que le palais d'Hiver est une dépendance du palais d'Anitchkoff. Tâchez de n'être pas trop heureux, pour ne pas négliger vos voisins et vos amis.

— Sire! reprit le grand-duc Nicolas avec une émotion qui était bien rare chez lui : plus mon bonheur sera grand et plus je devrai de reconnaissance à mon bienfaiteur! C'est à Votre Majesté que je rapporte tout ce qui m'arrive de bon en ce monde.

— Sire, ajouta la grande-duchesse avec son sourire enchanteur, en se tournant alternativement vers l'empereur et les deux impératrices : ne m'avez-vous pas promis que je trouverais en Rus-

sie un second père et deux mères pour remplacer celle que j'ai perdue et que je pleure toujours?

L'empereur et les impératrices, avant de prendre congé de la mariée, lui rappelèrent que le jour de son mariage était justement l'anniversaire de sa naissance, en lui offrant, à cette occasion, de nouveaux présents et de nouvelles félicitations. Un petit salon, dont la décoration reproduisait avec la plus minutieuse fidélité celui où elle se tenait d'habitude au château de Potsdam, avait été déjà tout rempli de cadeaux, que la famille royale de Prusse lui envoyait en mémoire de cet anniversaire, qu'on ne manquait pas de fêter avec beaucoup d'éclat à la cour de Berlin.

— Où suis-je donc? s'écria-t-elle, surprise et ravie de se trouver au milieu des souvenirs de sa jeunesse : voilà les livres que je lisais, voilà les fleurs que je soignais moi-même à Potsdam! J'ai déjà été bien heureuse ici, et je sens que je puis l'être encore davantage!

Le grand-duc Nicolas reconduisit la famille impériale jusqu'à l'entrée du palais. En traversant le dernier vestibule, il aperçut son gouverneur le général Lamsdorff, qui se tenait à l'écart et qui semblait se cacher, car le grand-duc, dont il s'était approché plusieurs fois pendant les interminables

présentations de cette journée de cérémonial, n'avait pas eu l'air de le remarquer et ne lui avait point adressé la parole.

— Sire, dit à demi-voix le grand-duc qui se reprochait d'avoir laissé croire à son ancien gouverneur qu'il était en disgrâce, quand Votre Majesté a cessé d'avoir besoin des services du général Laharpe, n'a-t-on pas récompensé dignement le gouverneur des grands-ducs de Russie? Voici le général Lamsdorff, que je recommande à la bienveillance de Votre Majesté.

Le lendemain le général Lamsdorff fut nommé comte, avec donation d'un domaine considérable en Courlande.

XII

Les fêtes, qui suivirent le mariage du grand-duc Nicolas, durèrent presque sans interruption pendant plus de trois semaines : le peuple de Saint-Pétersbourg en eut sa part, car elles commencèrent avec l'anniversaire de la naissance d'Alexandra Féodorovna, le 13 juillet, et elles vinrent aboutir, le 3 août, à la fête de l'impératrice-mère, qu'on célébrait toujours, par ordre de l'empereur, avec beaucoup de solennité.

Il y eut de grandes réceptions à la cour, des banquets, des concerts, des bals, des spectacles, chez l'empereur et les impératrices, soit au palais d'Hiver, soit au palais de l'Ermitage, soit au palais de Marbre, soit au palais de la Tauride. Les nouveaux époux reçurent aussi, avec beaucoup de magnificence, leur auguste famille au palais d'Anitchkoff.

La saison était favorable aux promenades et aux divertissements champêtres; la cour alla successivement aux résidences d'été, à Péterhoff, à Oranienbaum et à Catherinenhoff.

L'impératrice Marie Féodorovna était si satisfaite du mariage de son bien-aimé fils Nicolas et tellement attachée déjà à sa charmante bru, qu'elle les accompagnait partout, dans les réunions officielles, comme dans les assemblées intimes, où la famille impériale n'admettait que son entourage ordinaire. On eût dit que l'impératrice-mère ne voulait rien perdre des succès flatteurs de la grande-duchesse, qui attirait tous les regards, toutes les sympathies.

L'impératrice Élisabeth, au contraire, s'abstenait le plus possible de paraître, en s'excusant sur le mauvais état de sa santé : la vue du bonheur de deux époux, qui semblaient si bien faits l'un pour l'autre, lui causait une tristesse profonde, en l'amenant à comparer son sort avec celui de sa belle-sœur. L'empereur était pour elle plein de douceur et de bonté, mais ce n'était plus de l'amour, ce n'était pas même de l'affection.

Les réjouissances publiques, qui eurent lieu à l'occasion de la fête de l'impératrice-mère, attirèrent une foule énorme à Péterhoff. Les cloches ne

cessèrent de sonner, les canons de tirer, la musique de jouer pendant trois jours et trois nuits. Le bal masqué dans les jardins du château divertit singulièrement la grande-duchesse Alexandra, qui se livra sous le masque à tout l'aimable enjouement de son caractère.

La grande-duchesse avait plu à tout le monde; dès le premier moment, on avait rendu hommage à sa beauté ainsi qu'à sa grâce; le charme répandu dans toute sa personne s'était fait sentir comme une sorte de parfum qui s'en exhalait. L'admiration devint bientôt de l'enthousiasme, quand on eut apprécié ses nombreuses qualités, la bonté de son cœur, la distinction de son esprit, l'élévation de son caractère et surtout l'exquise sensibilité de son âme. Le prestige qu'elle exerça d'abord sur la famille impériale gagna de proche en proche à la cour, et ne tarda pas à se répandre même parmi les classes inférieures, qui l'avaient à peine entrevue, mais qui n'entendaient parler que d'elle.

Le grand-duc Nicolas aurait voulu adopter immédiatement le genre d'existence qu'il se promettait depuis longtemps. Il était impatient de se renfermer dans son intérieur avec la compagne chérie qu'il s'était donnée et qui réalisait si bien tous ses rêves. Il se proposait de restreindre sa

vie, pour ainsi dire, aux limites du foyer domestique, sans négliger toutefois aucun des devoirs attachés à son rang. Le palais d'Anitchkoff lui semblait destiné à devenir le sanctuaire de son bonheur. Ce ne fut donc pas sans regret qu'il dut s'en éloigner bientôt avec sa jeune épouse, pour se rendre aux vœux des habitants de Moscou et pour répondre aux désirs de l'empereur.

Alexandre avait formé le projet de faire lui-même une apparition à Moscou avec les impératrices, après avoir visité les provinces méridionales de son empire. Il devait passer ensuite en Pologne, où la reconstitution définitive de ce royaume réclamait sa présence. Il jugeait nécessaire de résider à Varsovie jusqu'au printemps, et, sans rentrer dans sa capitale, il aurait repris son voyage à travers l'Allemagne pour assister aux conférences des souverains ses alliés, qui allaient se réunir, dans le cours de 1818, à Francfort-sur-le-Mein ou à Aix-la-Chapelle. D'après cet itinéraire, l'empereur comptait rester absent de Saint-Pétersbourg seize ou dix-huit mois, pendant lesquels le grand-duc Nicolas eût été chargé de le représenter au siége du gouvernement.

Alexandre annonça, en conséquence, à son frère, qu'il lui remettait dorénavant le soin de prêter

son concours à leur auguste mère, dans toutes les circonstances où l'autorité impériale serait personnifiée :

— Il faut maintenant, lui dit-il en souriant, que tu apprennes le métier d'empereur, car on ne sait pas ce qui peut arriver !

Alexandre, qui avait à faire des inspections et à passer des revues dans un rayon de plusieurs centaines de lieues, partit le 25 août, en invitant le grand-duc et la grande-duchesse à venir le retrouver à Moscou vers le milieu d'octobre.

En l'absence de l'empereur, le grand-duc Nicolas eut la surveillance, sinon la direction des affaires de l'État; il parut même, revêtu d'un caractère officiel, dans les audiences de congé que les impératrices donnèrent à plusieurs ambassadeurs étrangers. Il n'en fallut pas davantage pour qu'on lui attribuât la délégation du pouvoir impérial. Cette opinion ne tarda pas à s'accréditer à la cour.

Sur ces entrefaites, on apprit que la grande-duchesse était enceinte. Cette nouvelle avait causé tant de joie à l'impératrice-mère, qu'elle ne put s'en taire, et qu'elle n'attendit pas l'époque fixée par les usages de la cour de Russie, pour proclamer partout cette heureuse nouvelle. L'empereur

en fut informé le premier et ne manqua pas de s'en réjouir dans les lettres qu'il écrivit à sa mère.

« Voici enfin une union bénie du ciel! disait-il, dans une de ces lettres pleines d'un sentiment exquis de bonté et de délicatesse. J'ai bon espoir que la famille impériale aura des héritiers. Que la grande-duchesse Alexandra sache bien qu'elle a mission d'empêcher le nom des Romanoff de s'éteindre! C'est là une grande et glorieuse mission. Aussi, dans le cas où l'enfant qu'elle porte serait un fils, je désire qu'il puisse naître dans les murs de Moscou, la cité des tzars, l'antique métropole de notre sainte Russie. »

La grande-duchesse avait conservé auprès d'elle son frère le prince Guillaume de Prusse; elle voulait qu'il fût aussi du voyage de Moscou. Elle se mit en route, le 30 septembre, avec les deux impératrices. L'impératrice Marie veillait sur elle comme une tendre mère. Le voyage se fit, à petites journées, sans fatigue et sans accident.

— Vous ne vous appartenez pas, ma chère enfant, disait l'impératrice-mère à la grande-duchesse, vous appartenez à la Russie, qui compte sur vous pour perpétuer l'auguste lignée de ses souverains.

La grande-duchesse souriait à ces paroles, dont elle ne mesurait pas la portée.

On n'arriva que dans la soirée du 12 octobre au dernier relais de poste avant Moscou. L'empereur y était arrivé depuis le matin, et le grand-duc Michel, qui avait fait une longue excursion dans les provinces orientales, venait à peine de rejoindre son auguste frère. La famille impériale se trouva donc au complet et put faire son entrée à Moscou, le soir même, au bruit des cloches et de l'artillerie, au milieu des acclamations de tous les habitants.

L'accueil qui attendait les nouveaux époux dans la vieille cité moscovite prouva une fois de plus l'amour filial du peuple russe pour la famille impériale. La grande-duchesse, il est vrai, n'eut qu'à paraître, gracieuse et souriante, aux yeux de la foule qui se pressait sur son passage, pour exalter jusqu'au délire l'enthousiasme dont elle se vit entourée. Cet enthousiasme la suivit partout pendant son séjour, et les fêtes splendides qu'on lui offrit, au nom de la ville, n'eurent pas de plus bel ornement que sa présence.

Le portrait que fit d'elle à cette époque un homme de cour, qui eut l'honneur de la voir de près et de la peindre dans l'habitude de sa vie pri-

vée, ce portrait fut toujours ressemblant, sans qu'on puisse l'accuser d'avoir été coloré par la flatterie, car le prince Pierre Borissovitch Kozlowsky, qui en est l'auteur, ne l'avait tracé que pour lui-même dans son carnet de voyage : « La « grande-duchesse, écrivait alors Pierre Borisso- « vitch Kozlowsky, a une taille majestueuse, un « air de souveraineté, des traits de physionomie « agréables et harmonieux. Quand elle s'anime, la « défiance de son regard scrutateur disparaît, et « elle redevient tout entière la fille de la reine de « Prusse et la sœur de la grande-duchesse de Meck- « lembourg. La princesse se voit moins, mais la « femme, sous ses formes angéliques, paraît da- « vantage. »

A ce portrait esquissé de main de maître, il faut opposer celui du grand-duc, que le même peintre a tracé également d'après nature et dans la même circonstance : « Le grand-duc a reçu de la nature « un des plus beaux présents qu'elle puisse donner « à ceux que le sort a placés au-dessus des autres : « il a la plus noble figure que j'aie vue de ma vie. « L'expression ordinaire de sa physionomie a quel- « que chose de sévère et de misanthropique qui ne « met point à l'aise. Son sourire est un sourire de « complaisance, qui n'est point le résultat de la

« gaieté ou de l'abandon. L'habitude de réformer
« l'un et l'autre est devenue tellement inséparable
« de son être, que vous ne voyez en lui aucune
« gêne, aucun embarras, rien d'étudié; et pourtant, toutes ses paroles, ainsi que ses mouvements, sont cadencés comme s'il avait devant
« lui un papier de musique. C'est une chose qui
« tient du prodige que toute la manière d'être de
« ce prince. Il parle avec vivacité, avec une simplicité et une convenance parfaites; tout ce qu'il
« dit est spirituel; aucune plaisanterie banale, aucun mot plaisant ou déplacé. Il n'y a rien, dans
« le ton de sa voix et dans la composition de sa
« phrase, qui indique la fierté, ou la dissimulation;
« et pourtant, vous sentez que son cœur est fermé,
« que cette barrière est inaccessible, et qu'on serait
« fou d'espérer de pénétrer dans l'intimité de sa
« pensée ou de posséder son entière confiance. »

Ce portrait, dont l'exagération seule altère la ressemblance, est curieux à conserver comme un document contemporain, qui doit servir de comparaison avec d'autres portraits du grand-duc Nicolas, composés à des époques postérieures, et non moins ressemblants, malgré de notables différences. Au reste, dès ce temps-là, le prince Kozlowsky, sous l'impression vive et profonde que lui

avaient laissée ses rapports avec le grand-duc, crut pouvoir prédire l'avenir auquel celui-ci semblait réservé. « Au cas que le grand-duc Nicolas monte un jour sur le trône, disait-il, je ne doute pas qu'on ne le serve avec enthousiasme. Il ne gagnera pas, comme Henri IV, le cœur de ses sujets par un aimable abandon, mais ils lui obéiront volontiers comme à un prince qu'on peut toujours contempler avec orgueil et auquel le public peut justement appliquer les deux vers célèbres de *Bérénice :*

En quelque obscurité que le ciel l'eût fait naître,
Le monde, en le voyant, eût reconnu son maître.

En outre, le grand-duc, sous le sceau de majesté dont il a été marqué par la nature, cache une haute intelligence, qui ne fait qu'augmenter l'impression que produit son aspect imposant et vraiment impérial. »

Le grand-duc Nicolas, obéissant au désir exprimé par l'empereur, sans se rendre compte toutefois des intentions de son auguste frère, avait décidé que la grande-duchesse resterait à Moscou ; mais il lui cacha le plus longtemps possible cette décision, car la princesse, fidèle au plan d'existence qu'ils avaient tracé ensemble, aspirait à rentrer à Saint-

Pétersbourg et à s'établir pour l'hiver dans son palais d'Anitchkoff, où elle avait déjà, disait-elle gaiement, bâti ses châteaux en Espagne. Elle aimait son mari avec passion, et elle s'attristait de ce que depuis leur mariage il avait donné la meilleure part de son temps à la famille impériale, au service militaire, aux devoirs de l'étiquette et à toutes les exigences de sa position de grand-duc. Ce n'étaient pas là les beaux projets de retraite qui semblaient convenir à leur tendresse conjugale.

Elle résidait au Kremlin avec les deux impératrices et toute la cour, mais elle s'y trouva bien seule et bien abandonnée, quand son cher époux l'eut quittée dans les premiers jours de décembre, pour retourner avec l'empereur et le grand-duc Michel à Saint-Pétersbourg. On eut beaucoup de peine à faire comprendre à la pauvre princesse que les routes étaient trop mauvaises et même trop dangereuses, pour qu'il lui fût permis d'accompagner le grand-duc dans une aussi rude saison.

— S'il y a un danger, disait-elle à l'impératrice-mère en versant des larmes, n'avais-je pas le droit de le partager avec mon époux? Ce que je crains le plus au monde, c'est d'être éloignée de lui et de vivre sans lui!

Cette séparation dura plus de deux mois. La

grande-duchesse répandit souvent des pleurs en secret, et pourtant elle recevait tous les jours une lettre du grand-duc qui l'invitait à prendre patience. L'empereur revint avant lui à Moscou : il n'avait pas renoncé à son voyage en Crimée et il devait d'abord se rendre à Varsovie pour l'ouverture de la diète.

Le grand-duc Nicolas, qui avait quitté Saint-Pétersbourg le 7 février 1818, était impatient de se retrouver auprès de sa femme, d'autant plus qu'elle approchait du moment de devenir mère. Les médecins n'étaient pas d'ailleurs sans inquiétudes au sujet de la santé de cette princesse, qui n'avait jamais été d'une complexion robuste, et dont la nature frêle et nerveuse à la fois avait besoin d'être soutenue par une certaine énergie morale. La présence du grand-duc rendit à son épouse la confiance et la force qui étaient nécessaires à la fin d'une grossesse laborieuse et pénible.

— Vous êtes là, je n'ai plus peur de rien! disait-elle à son mari en le regardant avec sérénité. Si fait, vraiment! ajouta-t-elle en faisant un signe d'intelligence à l'impératrice-mère qui était présente : j'ai peur d'avoir une fille au lieu d'un fils et de mécontenter l'empereur.

Le grand-duc avait dû s'absenter encore pour

aller inspecter quelques régiments du génie. Il fut rappelé à la hâte par plusieurs courriers que lui envoya successivement l'impératrice-mère. La grande-duchesse, le 29 (17, calendrier russe) avril, mit au monde un fils qui reçut en naissant le nom d'Alexandre Nicolaïévitch.

— L'empereur sera content de moi ! dit-elle à son époux qui lui montrait avec orgueil le nouveau-né, plein de vie et de force. J'ai obéi à ses ordres en lui donnant un petit grand-duc.

L'empereur n'était plus à Moscou depuis près de trois mois ; il n'était plus même à Varsovie : il se dirigeait vers la Crimée, en ne s'arrêtant que pour l'inspection des troupes dans les centres militaires qui se trouvaient sur sa route. L'accouchement de la grande-duchesse Alexandra devait lui être annoncé par un aide de camp du grand-duc Nicolas ; mais cet envoyé, malgré toute la diligence qu'il fit, ne put remettre que quatre jours plus tard à Sa Majesté les lettres que lui écrivaient le grand-duc et son auguste mère à l'occasion de cet heureux événement.

Alexandre avait passé en revue, ce jour-là, dans les plaines qui s'étendent entre Gregorowska et Pazkovce, le corps d'armée commandé par le prince Gortchakoff. Il habitait depuis trois jours le

magnifique château de Gregorowska, appartenant à la comtesse Rzewuska, née princesse Lubomirska, et situé à Starokonstantinoff ou il avait établi son quartier-général.

— Que puis-je faire, dit-il à cette dame, pour reconnaître la gracieuse hospitalité que vous m'avez donnée dans votre beau domaine?

— Sire, répondit la noble veuve du comte Séverin Rzewusky, je demande humblement à Votre Majesté qu'elle daigne dater de Starokonstantinoff l'ukase qui annoncera la naissance de S. A. I. le grand-duc Alexandre.

— En vérité, reprit l'empereur avec attendrissement, je ne pouvais recevoir une plus agréable nouvelle, et je n'oublierai pas, Madame la comtesse, que c'est chez vous qu'elle m'a été apportée... Mais, ajouta-t-il, un de mes valets de chambre a eu la maladresse de briser dans l'appartement que j'occupe un vase de Chine, qui était peut-être d'une certaine valeur...

— Ah! Sire, s'écria la comtesse se rappelant une vieille superstition polonaise, un vase qu'on brise par mégarde à la naissance d'un enfant est toujours un heureux augure pour lui et pour sa famille : c'est l'image du mauvais sort qui se rompt et qui s'évanouit.

Alexandre se fit rendre compte de cette croyance superstitieuse qui existe dans tout l'Orient, et plus tard il racontait lui-même, en riant, à la grande-duchesse Alexandra, comment un valet maladroit avait porté bonheur au nouveau-né en brisant un vase. Il avait eu soin d'envoyer, en échange, à la comtesse Rzewuska plusieurs porcelaines du plus grand prix, en lui adressant un billet autographe, pour la remercier de son gracieux accueil. Une de ces porcelaines, portant pour inscription sur une plaque d'or cette simple date en polonais : 17 *avril* 1818, a été conservée longtemps dans la famille Rzewusky comme un précieux souvenir du séjour de l'empereur Alexandre à Gregorowska et de la naissance du grand-duc Alexandre son neveu.

Un souvenir plus durable de ce double événement, c'est l'ukase qui fut publié par toute la Russie et qui était ainsi conçu :

« Nous Alexandre Ier, par la grâce de Dieu, etc., à tous nos fidèles sujets, savoir faisons :

« Le 17 (29) avril, notre bien-aimée belle-sœur, la grande-duchesse Alexandra, est accouchée, en nous donnant un neveu, et à Leurs Altesses impériales, un fils qui a reçu le nom d'Alexandre.

« Nous regardons cet accroissement de notre

maison impériale comme une preuve des bénédictions que le Très-Haut répand en abondance sur nous et sur notre Empire. En annonçant cet heureux événement à nos fidèles sujets, nous sommes persuadé qu'ils se réuniront à nous, en priant avec ferveur le Dieu de toute bonté, de faire croître dans la paix le nouveau-né, de le faire prospérer dans tout ce qui peut contribuer à l'affermissement de la foi, et à l'étendue de la gloire et du bien-être de la patrie. A ces causes, nous ordonnons, partout où le cas le requiert, de mentionner et appeler notre bien-aimé neveu : *Son Altesse Impériale le grand-duc.*

« Donné à notre quartier-général de Starokonstantinoff, le 22 avril (4 mai), l'an de grâce 1818 et de notre règne le 18e. »

L'empereur fit savoir, en outre, au grand-duc Nicolas, que son fils Alexandre était nommé chef du régiment des hussards de la garde et décoré des ordres de Saint-André, de Saint-Alexandre-Newsky et de Sainte-Anne, 1re classe.

L'empereur avait envoyé immédiatement à Berlin son aide de camp le général-major comte Orloff, pour complimenter le roi de Prusse au sujet de la naissance de son petit-fils. Le colonel Fridericks,

aide de camp du grand-duc Nicolas, était arrivé de Moscou depuis plusieurs jours, apportant cette nouvelle, qui fut accueillie avec une vive joie par la famille royale. Frédéric-Guillaume avait promis solennellement à sa fille Alexandra qu'il irait la voir aussitôt après son accouchement : il répondit donc à l'empereur, qu'il comptait être à Moscou avec le prince royal de Prusse, vers le milieu de juin, et il invita son gendre le grand-duc Nicolas à faire procéder, en son absence, au baptême de l'enfant dont il était parrain conjointement avec l'empereur de Russie.

Le baptême eut lieu, en effet, le 17 mai, à Moscou, dans l'église du monastère de Tchoudoff, en présence des deux impératrices. L'impératrice-mère fut la marraine. Cette cérémonie, célébrée avec la plus grande pompe, offrit cette disposition singulière, conforme aux usages de la liturgie grecque : le grand-duc Nicolas se retira dans une salle voisine, au moment où l'enfant fut baptisé, et il ne rentra dans l'église qu'après le baptême.

— Le nom que notre bien-aimé fils a reçu, dit le grand-duc à la grande-duchesse qui contemplait avec bonheur ce bel enfant, ce nom-là lui servira d'égide, car saint Alexandre Newsky est un des bienheureux patrons de la Russie. Tout ce que je

souhaite, c'est qu'il puisse ressembler à son auguste parrain et qu'il marche sur les traces de mon glorieux bienfaiteur.

Le grand-duc Nicolas, peu d'heures après la naissance de ce fils qu'il plaçait sous la protection immédiate de saint Alexandre Newsky, avait écrit la lettre suivante au vénérable Augustin, archevêque métropolitain de Moscou :

« Très-vénérable prélat,

« J'ai vu, avec l'angoisse d'un faible mortel, mais aussi avec l'espérance d'un chrétien fidèle, s'approcher le moment le plus décisif de ma vie. Incertain de ce que me réservait la Providence, j'ai fortifié mon âme par un vœu religieux, et c'est avec résignation que j'ai attendu la volonté du Seigneur.

« Il a plu à la divine Providence de m'accorder le bonheur des joies de la paternité. Elle m'a conservé la mère et le fils. La manifestation de notre reconnaissance, qui n'est point nécessaire à Celui qui sonde les cœurs, devenait un besoin pressant pour celui qui en est pénétré. Le vœu que je m'empresserai de réaliser consiste à ériger, sous l'invocation de saint Alexandre Newsky, une chapelle dans l'église de la Nouvelle-Jérusalem, à Moscou.

C'est l'humble offrande d'un heureux père, qui remet sous la garde du Tout-Puissant son bien le plus précieux, la vie de sa femme et de son enfant.

« Votre Éminence voudra bien être mon conseiller et mon guide dans l'accomplissement d'un vœu si cher à mon cœur. Puissent de ferventes prières, pour la mère et pour le fils, s'élever au ciel du pied de cet autel élevé par la reconnaissance d'un père! Puisse le Tout-Puissant prolonger leurs jours, pour leur propre bonheur, pour le service du monarque, pour l'honneur et pour la prospérité de la patrie!

« En vous demandant votre bénédiction, pour eux et pour moi, je suis, etc.

« Nicolas. »

XIII

L'empereur Alexandre était revenu, le 10 juin 1818, de son voyage en Crimée : ce voyage, dont la rapidité étonnante surpassa encore celle de ses fréquentes excursions dans les différentes parties de son vaste Empire, lui avait permis cependant de voir par ses yeux et de constater le prodigieux développement d'Odessa et des autres villes commerçantes ou militaires, fondées depuis moins de trente ans sur le littoral de la mer Noire. Il eût voulu, au delà de Kherson, poursuivre cette intéressante exploration, dans un pays à peine peuplé et presque inconnu, qui devait avoir un jour tant d'importance sous le double point de vue du commerce et de la marine russes ; il se promettait d'y revenir bientôt et d'y donner suite aux grands projets de l'impératrice Catherine. Il n'y revint que pour y mourir.

On attendait à Moscou le roi de Prusse et son

fils aîné le prince royal. D'immenses préparatifs avaient été faits au Kremlin pour les recevoir, et d'autres préparatifs plus considérables encore se faisaient simultanément au palais d'Hiver, à Saint-Pétersbourg, et dans toutes les résidences impériales aux environs de la capitale.

Le 15 juin au matin, on apprit que le roi et son fils arriveraient dans la soirée; ils devaient s'arrêter à quelque distance de la ville des tzars, pour y faire le lendemain leur entrée solennelle. La délicieuse maison de campagne du grand-chambellan Naryschkine avait été disposée magnifiquement d'avance, de manière que les augustes hôtes de l'empereur pussent y passer la nuit, avec toute leur suite. Ce fut dans cette maison que la grande-duchesse Alexandra vint attendre son père et son frère aîné.

L'empereur était allé à leur rencontre jusqu'à Kuntzeff, situé à trois milles de Moscou. Les deux grands-ducs Nicolas et Constantin l'accompagnaient, avec un nombreux et brillant état-major. Alexandre et Guillaume se jetèrent spontanément dans les bras l'un de l'autre, comme deux amis qui ne s'étaient pas vus depuis longtemps. Ensuite, le roi et le prince royal embrassèrent les deux grands-ducs.

Quand la grande-duchesse se retrouva en présence de son auguste père, elle ne put se défendre d'une émotion si vraie et si touchante, que les assistants la partagèrent et que tout le monde avait, comme le père et la fille, des larmes dans les yeux. Il y eut, entre le roi et la grande-duchesse, des paroles admirables de tendresse et de sensibilité.

— Il faut que je sois bien heureuse dans ma nouvelle famille, lui dit la grande-duchesse, puisque j'ai pu rester une année entière sans vous voir!

— Et moi, ma chère Charlotte, reprit le roi en l'embrassant avec effusion, je ne me serais point accoutumé à cette séparation si je n'avais pas été sûr de ton bonheur.

Le lendemain, à onze heures, le roi de Prusse et l'empereur de Russie firent leur entrée à Moscou, au son des cloches et au bruit de l'artillerie, que couvraient par moments les cris et les hourras de la foule. Toutes les maisons, tous les édifices publics étaient pavoisés de drapeaux russes et prussiens. Frédéric-Guillaume avait pris l'uniforme de chef d'un régiment russe, avec l'ordre de Saint-André : l'empereur portait sur son uniforme l'ordre de l'Aigle-Noir. Le prince royal de Prusse marchait à cheval entre les grands-ducs Nicolas et Mi-

chel. Les troupes, en grande tenue, formaient une double haie depuis la porte de la ville jusqu'au Kremlin.

Les deux impératrices reçurent le roi au pied du grand escalier du palais et lui présentèrent, comme pour fêter sa bienvenue, son petit-fils, son filleul, le jeune grand-duc Alexandre, que la grande-duchesse avait pris des bras de la nourrice pour le mettre dans ceux de Frédéric-Guillaume.

— Sire, dit l'empereur dont le visage parut s'illuminer d'une inspiration divine, rappelons-nous que cet enfant est né dans l'antique palais des tzars, non loin du berceau de la famille Romanoff, et tout près de la porte Sainte où l'image miraculeuse de la très-sainte Vierge veille sur les destinées de cette ville et de la Russie! Rappelons-nous aussi que toutes les bénédictions nous viennent de notre Sauveur et Seigneur Jésus-Christ, qui nous a protégés d'une manière si visible, depuis que nous avons mis en lui seul notre foi, notre amour et nos espérances.

Cette allocution mystique laissa une impression profonde dans la mémoire de tous ceux qui l'entendirent, et le roi de Prusse en parla plus d'une fois, avec un vif sentiment de respect, aux personnes de son entourage.

Les dix jours qu'il passa encore à Moscou, avec la famille impériale, furent remplis par des fêtes de toute espèce.

Frédéric-Guillaume ne se lassait pas d'admirer cette immense et magnifique cité, qui ne portait plus trace des désastres de 1812 et qui était sortie de ses ruines, grâce aux puissants et généreux efforts d'Alexandre, plus belle et plus florissante qu'elle ne l'avait jamais été. On le rencontrait sans cesse dans les rues, se promenant à pied ou à cheval, en compagnie de l'empereur, qui s'était fait son *cicerone* et qui lui montrait avec une sorte d'orgueil les grands travaux de construction accomplis dans la ville, où l'incendie n'avait épargné que 500 maisons en pierre et 2,100 maisons en bois, et où l'on en comptait alors près de 10,000, la plupart en pierre, avec 350 églises et couvents, réparés à neuf et rendus au culte.

Lorsque les coupoles peintes et dorées de ces édifices religieux étincelaient au soleil, le roi éprouvait l'enthousiasme qui naguère avait saisi l'armée française à l'apparition de cette merveilleuse cité, et il s'écriait avec admiration, que la ville de Moscou n'avait pas de rivale au monde.

— Oui, c'est la ville sainte! disait l'empereur, avec une pieuse émotion, en étendant la main vers

cette multitude de clochers et de coupoles qui brillaient à l'horizon. La majesté du Très-Haut anime d'une vie sans cesse renaissante les périssables combinaisons de la matière et leur communique l'empreinte radieuse de sa propre gloire.

Alexandre s'abandonnait tous les jours davantage à ses tendances mystiques, qui le portaient vers une dévotion exaltée et mélancolique : il avait dès lors des accès de sombre tristesse et d'amer découragement, pendant lesquels il prenait en dégoût le pouvoir souverain. Il ne cacha pas au roi de Prusse, qu'il était souvent préoccupé de l'idée d'abdiquer, afin de pouvoir vivre dans la retraite et même dans l'ascétisme. Il avait déjà jeté les yeux sur le grand-duc Nicolas pour lui laisser la couronne.

— Votre Majesté, lui dit le roi de Prusse, n'a pas achevé la tâche qu'elle s'est donnée de pacifier l'Europe; la Sainte-Alliance existe, mais il n'y a point un État qui soit délivré du fléau des sociétés secrètes, et la Révolution que nous avons écrasée s'agite et gronde sous nos pieds. Que deviendrons-nous si vous nous abandonnez aux anarchistes et aux conspirateurs?

L'empereur et la famille impériale retournèrent à Saint-Pétersbourg avec le roi et le prince royal

de Prusse, dans les derniers jours du mois de juin : ils s'arrêtèrent quelques jours au château de Tzarskoé-Sélo, avant leur entrée solennelle dans la capitale.

Ce fut le 4 juillet que cette entrée eut lieu sous les yeux d'une foule innombrable. Les régiments de toutes armes, composant la garnison de la ville ou cantonnés aux environs, avaient été distribués sur le passage du cortége impérial. A six heures, le canon de la forteresse et les cloches de toutes les églises annonçaient l'arrivée de l'empereur. Il était à cheval, ayant à sa droite le roi de Prusse, et à sa gauche le prince royal et le grand-duc Nicolas. L'empereur portait la décoration de l'Aigle-Noir, le roi celle de Saint-André. Derrière eux, une brillante suite de généraux, d'officiers supérieurs et de dignitaires en grand uniforme; un escadron de la garde précédait la voiture où se trouvaient réunies les deux impératrices et la grande-duchesse Alexandra. Leurs Majestés et Leurs Altesses impériales et royales mirent pied à terre devant la cathédrale de Kasan, et y entrèrent pour faire leurs dévotions, suivant l'usage. Le soir, au palais d'Hiver, l'empereur présenta lui-même au roi les employés des huit premières classes, en les nommant par leurs noms.

Les appartements que l'empereur avait fait préparer pour recevoir son auguste ami dans le palais d'Hiver se composaient de onze pièces, décorées avec autant de goût que de magnificence. Les peintures des plafonds et des lambris étaient dues aux pinceaux de trois artistes italiens, Scotti, Vigni et Rossi; mais tous les travaux de décoration intérieure et d'ameublement avaient été exécutés, d'après les dessins de ces artistes, par des ouvriers russes. Alexandre avait voulu ainsi prouver que les arts et l'industrie n'étaient pas en décadence sous son règne. On remarquait les portes en bois des îles, avec des ornements en bronze doré; les parquets en marqueterie de couleur, les glaces de la plus grande dimension, tous les meubles enfin qui ne se distinguaient pas moins par la beauté des formes que par la richesse de la matière et la perfection de la main-d'œuvre. Le roi de Prusse, qu'Alexandre avait accompagné dans ses appartements, ne cessait de manifester sa surprise et son admiration en présence de toutes ces merveilles.

— On répète depuis un siècle que nous sommes des barbares, dit l'empereur en souriant; nous n'avons pas encore, il est vrai, des Michel-Ange et des Raphaël, mais les bons ouvriers ne nous

manquent pas. Le moindre paysan russe est plus intelligent et plus adroit, au bout d'un mois d'apprentissage, que tous les artisans qui nous viennent du dehors, et qui nous apportent moins d'avantages industriels que d'embarras politiques.

Le lendemain, en effet, Alexandre voulut faire les honneurs de sa capitale à son hôte illustre et il prit plaisir à lui montrer en détail les nombreux travaux d'embellissement, qu'il y avait fait exécuter : ici, l'hôtel de l'Amirauté et la nouvelle église d'Isaac, dont les façades superbes, à peine terminées, témoignaient des proportions colossales de ces deux édifices; là, l'obélisque consacré aux victoires du maréchal Roumianzoff-Zadounaïsky, qu'on avait transporté devant la maison du premier corps des cadets, et la statue du maréchal Souvaroff-Italisky, s'élevant au milieu de la grande place qui s'ouvre à l'extrémité du Champ de Mars; partout, des palais et des hôtels, ornés de colonnes, de frontons et de statues; les rues pavées en bois et garnies de trottoirs en granit; en un mot, une ville neuve, de l'aspect le plus grandiose et le plus imposant, où les monuments publics se déployaient de toutes parts et où les maisons, presque toutes uniformes, hautes, bien alignées et blanchies à la chaux, avaient un caractère monumental.

Le roi de Prusse et son fils ne devaient plus rester que dix jours à Saint-Pétersbourg, mais ces dix jours étaient destinés surtout à des fêtes de famille : dîners chez le grand-duc Nicolas au palais d'Anitchkoff, comédie à l'Ermitage, promenades et feux d'artifices à Kamennoï-Ostroff, à Péterhoff, à Oranienbaum, etc. Ce n'était là que l'emploi de la soirée, car la journée tout entière appartenait aux parades, aux revues des troupes, aux visites dans les établissements publics, civils et militaires, et dans les institutions de bienfaisance.

Le 9 juillet, on dînait chez l'empereur, au palais d'Hiver, et on allait ensuite au Grand-Théâtre, où la cour avait été invitée. Le grand-duc Nicolas se fit excuser. Il s'était mis au lit avec la fièvre, et la grande-duchesse, inquiète et affligée, quoique les médecins s'efforçassent de la rassurer, avait voulu rester auprès de son époux. La famille impériale aurait partagé ses inquiétudes, si l'on n'eût pas constaté, le lendemain même, que le grand-duc était atteint d'une rougeole de la nature la plus bénigne. Il ne fut donc rien changé au programme des fêtes qui avaient été préparées en l'honneur du roi de Prusse, mais la grande-duchesse eut le regret de n'y point paraître.

Elle n'eût jamais consenti à quitter le malade,

qu'on avait transporté au château d'Oranienbaum et qui y vécut séquestré avec sa courageuse et tendre compagne, jusqu'à ce que le danger de la contagion eût entièrement cessé.

La grande-duchesse écrivait chaque jour à son auguste père, pour lui donner des nouvelles du grand-duc, et ces lettres, empreintes des sentiments les plus délicats de l'amour conjugal, firent le charme des réunions de famille, où l'absence des deux époux produisait un vide que rien ne pouvait combler.

« Notre cher malade n'est plus alité, écrivait avec un aimable enjouement la grande-duchesse à sa mère, mais il gardera les arrêts pendant douze jours encore ; la crainte qu'il a de communiquer son indisposition à quelqu'un de ceux qu'il respecte et qu'il aime le retiendrait en quarantaine plus longtemps, si je n'étais pas là pour lui prouver que nous n'avons la peste ni l'un ni l'autre, Dieu merci. C'est trop de malheur, en vérité, que d'être privés, comme nous le sommes, du plaisir de voir le roi mon père pendant les derniers jours de sa résidence à Saint-Pétersbourg et de fêter avec lui l'anniversaire de mon bienheureux mariage. »

Frédéric-Guillaume ne pouvait prolonger son voyage, mais il retarda de deux jours son départ,

pour embrasser sa fille, qui lui promit, sauf l'autorisation de l'empereur, de venir l'année suivante passer l'été à Berlin. Le 15 juillet, le roi se rendit à Cronstadt avec l'empereur, sur une frégate impériale, pour visiter les vaisseaux de l'escadre, les chantiers et les établissements de marine; deux jours après, il partit, enchanté de l'accueil qu'il avait reçu à la cour de Russie, et il s'en retourna, par la Livonie, à Berlin, où l'empereur Alexandre ne devait pas tarder à le rejoindre.

Les empereurs de Russie et d'Autriche, le roi de Prusse et la plupart des souverains de l'Europe s'étaient donné rendez-vous à Aix-la-Chapelle pour la fin de septembre : il s'agissait de régler entre eux, dans des conférences secrètes, les graves questions de droit public que soulevait le traité de la Sainte-Alliance. L'impératrice Élisabeth et l'impératrice-mère se décidèrent, avec l'approbation de l'empereur, à quitter Saint-Pétersbourg simultanément et à entreprendre comme lui un long voyage, que favorisait la belle saison.

L'impératrice-mère se proposait d'aller, en traversant la Pologne, passer successivement quelques semaines à la cour de Wurtemberg avec sa fille la reine Catherine, puis à Weymar et à Bruxelles, près de ses deux autres filles la grande-duchesse

héréditaire de Saxe-Weymar et la princesse d'Orange. L'impératrice Élisabeth irait aussi dans sa famille, à Carlsruhe, pour être plus à portée de se rendre à Aix-la-Chapelle, si l'empereur jugeait utile de l'y appeler. Le grand-duc Michel, qui voyageait en Allemagne, et le grand-duc Constantin, qui était retourné à Varsovie, étaient attendus également à Aix-la-Chapelle. La famille impériale tout entière, à l'exception du grand-duc Nicolas et de la grande-duchesse son épouse, devait donc se trouver éloignée de la Russie pendant plusieurs mois.

Pour la première fois peut-être, l'impératrice-mère allait s'absenter en même temps que l'empereur. C'était elle ordinairement qui, durant les longs et fréquents voyages d'Alexandre, exerçait une espèce de régence au nom de son auguste fils et représentait personnellement l'autorité souveraine, quoique l'empereur, à quelque distance qu'il fût de sa capitale, y fît sentir l'action directe et permanente de son gouvernement; car il ne voyageait pas sans être accompagné d'un ou de deux ministres qui travaillaient partout avec lui et qui s'occupaient des affaires de l'État, à Varsovie et à Moscou, sur les bords du Dnieper ou dans les montagnes de l'Oural, comme s'il était encore à Saint-

Pétersbourg, au centre de la machine politique et administrative.

Alexandre avait déjà, l'année précédente, accordé à son frère Nicolas une certaine part d'intervention personnelle dans les actes du pouvoir impérial, en le plaçant auprès de leur mère comme le représentant et l'auxiliaire de l'empereur absent. Ce caractère fut attribué au grand-duc, d'une manière plus large et plus significative, au moment du départ presque simultané de l'empereur et des impératrices; cependant le prince, qui allait exercer une sorte de lieutenance impériale, ne reçut à cet égard que des instructions verbales et secrètes, sans aucun titre officiel qui réglât ses droits et ses prérogatives. Seulement l'empereur, pour le mettre à même de tenir son rang avec les chefs militaires, l'avait nommé (9 août) commandant de la 2e brigade de la 1re division de l'infanterie de la garde.

Alexandre partit le 7 septembre, accompagné des adjudants-généraux prince Wolkonsky, comte Ojarowsky, Tchernischeff et prince Menzikoff; les impératrices partirent aussi peu de jours après lui, avec une suite plus nombreuse.

Le grand-duc Nicolas, resté seul à Saint-Pétersbourg avec la grande-duchesse, n'eut pas besoin

d'un ukase pour faire comprendre la position que l'empereur lui avait faite en lui laissant la haute surveillance de tous les services de l'État. Les occasions, d'ailleurs, ne lui manquèrent pas de mettre en évidence la mission que lui avait confiée son auguste frère.

Le Conseil de l'Empire, le Sénat et le saint-synode avaient reconnu tacitement le mandat dont il était pourvu : les chefs de l'armée l'écoutaient avec déférence, malgré sa jeunesse, comme si l'empereur lui eût remis en mains le commandement suprême de toutes les troupes. Le peuple eut bientôt compris que le grand-duc Nicolas représentait réellement l'empereur, et il lui rendit, d'un mouvement spontané, les mêmes respects qu'à la personne impériale, quoique le prince n'eût pas quitté son palais d'Anitchkoff pour le palais d'Hiver, où régnait toujours, pour ainsi dire, la présence invisible d'Alexandre Ier.

La fête de l'anniversaire de la naissance de l'impératrice-mère fut célébrée, le 26 octobre, avec la pompe accoutumée. Le grand-duc Nicolas assista le matin à la messe solennelle, suivie d'un *Te Deum*, dans la chapelle du palais d'Hiver, où toutes les personnes de la cour s'étaient réunies en costume de gala, et l'on remarqua que le clergé

lui rendit presque les mêmes honneurs qu'à l'empereur, dont le siége cependant restait vide.

Ensuite, le grand-duc parcourut à pied différents quartiers, où la foule se pressait autour de lui pour le voir et pour le saluer de vives acclamations. Il adressait la parole aux uns et aux autres, avec une bienveillance pleine de majesté, et il donnait à tout venant des nouvelles de l'impératrice-mère, qui regrettait vivement, dit-il de sa part, de n'être pas ce jour-là au milieu de ses enfants, et qui n'oublierait pas de prier pour eux.

Dans la journée, il fit une nouvelle apparition dans les rues, où il trouva un accueil encore plus sympathique; il était avec la grande duchesse dans une calèche découverte, et partout sur son passage le peuple se précipitait avec une ardente curiosité, en poussant des cris de joie, en se découvrant et en jetant ses bonnets en l'air. La vue de la grande-duchesse Alexandra, rayonnante de jeunesse, de grâce et de beauté, excitait ces transports d'admiration; elle souriait à tout le monde, et son sourire angélique laissa dans bien des cœurs une empreinte ineffaçable d'affection et de dévouement.

C'est à partir de cette journée que le grand-duc Nicolas eut des sympathies dans la population de Saint-Pétersbourg, qui, jusque-là, le connaissait à

peine et ne s'intéressait pas à lui comme au plus proche héritier de la couronne.

Le soir, tandis que la ville était magnifiquement illuminée et que les cloches sonnaient à triple carillon dans toutes les églises, il y avait bal au palais d'Anitchkoff, où Leurs Altesses impériales inauguraient leur splendide et charmante résidence, à l'occasion de cet heureux anniversaire. Les personnes admises à la cour avaient été seules invitées. Ce fut une fête merveilleuse, dont la grande-duchesse Alexandra fit les honneurs avec cette incomparable aménité qui tempérait, pour ainsi dire, la dignité froide et sévère de son époux.

Dans une lettre que la grande-duchesse écrivit à l'impératrice-mère pour lui rendre compte de cette fête qui avait été donnée en quelque sorte sous ses auspices, elle lui disait, avec cette délicatesse de sentiment qu'elle savait mettre si naturellement dans ses moindres actions : « Vous n'étiez pas avec nous, ma chère mère, mais votre pensée était toujours vivante dans nos cœurs, comme votre nom revenait sans cesse sur nos lèvres. En vérité, je vous demanderais presque si vous n'étiez pas présente, et invisible, au milieu de nous. »

XIV

Le palais d'Anitchkoff, dont le grand-duc Nicolas avait pris possession, n'était pas seulement un des plus délicieux palais de Saint-Pétersbourg; c'était encore le plus convenable à la vie calme et retirée qu'il voulait mener dans son intérieur.

Ce palais, dont la façade est à la fois élégante et simple, se trouve entouré de jardins qui le cachent à moitié dans la verdure durant la belle saison, qui n'a pas moins de charme en Russie qu'ailleurs : on dirait, à le voir à travers les arbres, une villa italienne, que les fées eussent transportée des bords du lac de Côme au centre de la capitale du Nord. L'architecture est d'un bon style et beaucoup plus sobre d'ornements que celle des édifices construits à Saint-Pétersbourg sous le règne de Catherine II. Les appartements sont vastes, bien éclairés par de hautes fenêtres, et parfaitement distribués pour y

donner des fêtes. C'est là que le comte Razoumowsky recevait royalement l'impératrice Élisabeth; c'est là que l'impératrice Catherine honorait de sa présence les bals et les spectacles que lui offrait son favori Potemkine. Après la mort de Potemkine, le palais était rentré dans le domaine de la couronne.

L'empereur Alexandre l'avait fait restaurer à grands frais pour son frère Nicolas. Mais la restauration manquait peut-être de goût, car l'empereur, qui se flattait d'avoir le sentiment des arts, ne faisait cas que des imitations plus ou moins banales de l'école académique et ne demandait à ses architectes que des colonnes, des corniches et des frontons.

— Sire, lui avait dit un jour le général Rostoptchine qui gardait son franc parler avec tout le monde et même avec l'empereur, je supplie Votre Majesté de ne pas faire du Kremlin un temple grec, si vous voulez qu'on me pardonne de ne l'avoir pas fait sauter en l'an 12.

Le grand-duc, à qui manquait peut-être aussi le sens des arts, et qui n'avait pas du moins la prétention de s'y connaître, s'était pris d'aversion cependant pour l'éternel portique grec, qui venait s'accoler à tous les édifices, par ordre de l'empe-

reur. Il fit donc disparaître successivement les malheureuses transformations que le palais d'Anitchkoff avait subies et il le ramena par degrés à son état primitif. La grande-duchesse, dont le goût était aussi sûr que fin et délicat, vint en aide à son époux dans la direction de ces travaux d'embellissement, que ses avis ne contribuèrent pas peu à remettre dans la bonne voie. Sous ses auspices, le palais, que le grand-duc nommait sa *maison d'Anitchkine*, devint tous les jours plus commode et plus agréable à habiter.

La grande-duchesse avait métamorphosé ses appartements en une serre remplie de plantes exotiques, qui formaient des bosquets et des salles de verdure dans les salons, avec des jets d'eau perpétuels et des volières peuplées d'oiseaux rares.

Pendant une absence de quelques jours, que son mari avait été obligé de faire pour une tournée d'inspection du génie, elle ordonna de reproduire, avec la plus minutieuse exactitude, d'après ses propres dessins, l'appartement qu'elle avait occupé dans le palais royal de Berlin avant son mariage : quand le grand-duc revint, elle l'y mena par la main, d'un air de mystère, et lui dit, toute fière de son ouvrage :

— Voyez ! c'est ici que j'ai passé mes plus beaux

jours de jeune fille. Je serai bien aise d'y revenir quelquefois, ne fût-ce que pour mieux juger par comparaison combien je suis plus heureuse aujourd'hui. Pourtant, ajouta-t-elle avec une suave mélancolie, il ne faut pas être ingrate envers les lieux qui ne nous rappellent que des souvenirs de bonheur. Comment pouvais-je alors être heureuse, lorsque je ne vous connaissais pas encore!

Un des premiers soins du grand-duc fut de construire chez lui une salle de spectacle : c'était là, depuis longtemps, un de ses projets favoris, et il en avait parlé souvent à son frère Michel. Le théâtre était pour lui un plaisir qu'il préférait à tous les autres. Son séjour à Paris en 1814 et en 1815 n'avait fait que développer sa passion pour le spectacle, car, à cette époque, il y allait presque chaque soir, avec le grand-duc Michel; il fréquentait tous les théâtres auxquels la présence de tant d'étrangers fournissait un public nombreux et enthousiaste, mais il suivait de préférence les représentations du Vaudeville, qui avait une excellente troupe et un amusant répertoire.

Ce fut dans ce répertoire que le grand-duc choisissait les pièces qu'il jouait lui-même avec beaucoup d'entrain et de gaieté, devant la famille impériale. Il avait demandé, lors de son dernier

passage à Pàris, quelques conseils aux principaux artistes du Théâtre-Français, à Saint-Phal et à Baptiste aîné, et il avait si bien profité de ces leçons, qu'il débitait le vers comique de Molière, de Regnard et de Destouches, avec un véritable talent. On se souvient encore d'une petite comédie en vers, de Désaugiers et de Gentil, *l'Hôtel garni*, où il remplissait un rôle de la manière la plus brillante et qu'il aimait à faire représenter sur son *théâtre d'Anitchkoff*, comme il l'appelait avec une sorte de vanité.

— Dites-moi franchement, disait-il à la comtesse Razoumowsky, si mon théâtre ne vaut pas mieux que le théâtre de l'Ermitage, du temps de l'impératrice Catherine? Le répertoire est meilleur ou, du moins, plus divertissant. Quant à la troupe, elle serait complète, si nous avions, comme celle de l'Ermitage, une impératrice pour les rôles de grandes coquettes.

Le grand-duc avait beaucoup admiré Talma et Mlle Duchesnois; mais il n'en était pas devenu plus amateur de la tragédie, qui l'ennuyait ou l'impatientait : aussi, ne voulut-il pas l'admettre dans la composition des spectacles qu'il offrait, disait-il, à son public intime. Il prétendait d'ailleurs que la tragédie n'avait été inventée que pour dégrader et

abaisser les grands de la terre, qui en sont les héros ordinaires.

— Il n'y a que Corneille, ajoutait-il, qui ait eu une idée juste et vraie du pouvoir souverain, avec le respect de ce pouvoir qui émane de Dieu même.

Le grand-duc restait toujours fidèle au goût qu'il avait manifesté de bonne heure pour la musique; il ne manqua pas de lui donner place dans les représentations dramatiques qui avaient lieu au palais d'Anitchkoff. On y chantait le vaudeville et l'opéra-comique; mais les concerts, qui furent souvent très-remarquables, ne se composaient guère que de musique allemande et italienne. La grande-duchesse, musicienne consommée, comme la plupart de ses compatriotes, avait bien voulu prendre la direction de ces concerts, dans lesquels le grand-duc introduisit plus d'une fois, avec succès, des morceaux de musique russe.

Quel que fût d'ailleurs son sentiment musical, il conservait pour la musique militaire une prédilection qui avait sa raison d'être dans l'usage de cette musique appliquée aux exercices de l'armée; aussi, accordait-il une attention toute spéciale aux musiques des régiments qu'il passait en revue ou qu'il inspectait dans leurs quartiers. Il avait formé lui-même, avec l'aide d'un habile artiste nommé Steit,

pour le régiment des mineurs et pompiers faisant partie du corps du génie placé sous ses ordres, la plus belle musique de cors qui fût alors en Europe. Il ne s'amusait plus, comme dans sa jeunesse, à battre la caisse avec une rigoureuse précision, mais il avait l'oreille prompte à saisir la moindre infraction à la mesure, le moindre son imparfait ou défectueux.

Il essayait encore son talent de composition musicale, non plus à écrire des marches et des fanfares, mais à improviser des airs d'opéra et des chants religieux, qu'il faisait exécuter par des artistes distingués dans les concerts et les spectacles, dont la grande-duchesse et lui étaient eux-mêmes les ordonnateurs. Il y eut entre eux à ce sujet quelques discussions qui résultaient de la préférence de l'un pour la musique italienne et des préjugés exclusifs de l'autre en faveur de la musique allemande.

— Eh bien! dit-il un jour, après une de ces discussions dans lesquelles sa femme lui tenait tête avec plus de vivacité que dans toute autre question : puisque vous voulez absolument que je me prononce entre les musiques allemande et italienne, je vous demande la permission de leur préférer la musique russe.

L'empereur et l'impératrice-mère avaient pris soin de former la maison du grand-duc et de la grande-duchesse, au moment du mariage; mais ceux-ci ne tardèrent pas à modifier d'un commun accord le choix qui avait été fait, sans leur aveu, de certaines personnes qu'ils remercièrent successivement sous des prétextes honnêtes. Ils conservèrent, néanmoins, à la tête de la maison de la grande-duchesse, la princesse Alexandra Nikolaïevna, fille du maréchal Repnine et femme du prince Grégoire Wolkonsky, général de cavalerie. Cette princesse jouissait, à la cour, de la considération la mieux méritée; elle avait été nommée en 1807 dame d'honneur de l'impératrice-mère, qui la donna elle-même à la grande-duchesse en lui disant : « C'est un demi-siècle d'honneur et de vertu, c'est l'image vivante de la règle et du devoir. »

Ce fut aussi l'impératrice-mère qui plaça de sa main, auprès de la grande-duchesse, la princesse Soltikoff, qu'elle aimait beaucoup et qu'elle emmenait toujours avec elle dans ses voyages. Cette princesse, née Dolgorouky, femme du prince Serge Soltikoff, sénateur et membre du Conseil de l'Empire, était un modèle de distinction et d'élégance, mais avec une réserve digne et froide.

La comtesse de Lieven, qui avait été gouvernante du grand-duc Nicolas, conservait dans sa maison une influence générale et presque une sorte d'autorité qu'il se plaisait à lui voir exercer avec un tact exquis, avec une bienveillance incomparable : la haute position qu'elle avait acquise à la cour semblait plus élevée encore au palais d'Anitchkoff, où le grand-duc et la grande-duchesse la recevaient comme une seconde mère et lui témoignaient autant d'affection que de respect.

Les fils de cette vénérable amie de la famille impériale avaient été mis de bonne heure en rapport avec le grand-duc et lui étaient restés attachés : tous deux firent toujours partie de sa société intime. L'un, le général Charles de Lieven, s'était distingué dans la carrière des armes, avant d'appliquer à l'étude des sciences exactes et de la philosophie un esprit pénétrant, mais un peu étroit, que l'exemple de l'empereur Alexandre entraînait insensiblement vers le mysticisme. Il avait accepté alors les fonctions de curateur de l'université de Dorpat. Son frère, Christophe de Lieven, lieutenant-général depuis le traité de Tilsitt, avait été ministre plénipotentiaire à Berlin, avant de passer à l'ambassade de Londres, où il s'était fait la réputation du plus habile diplomate de l'Europe.

Les deux fils du comte Charles de Lieven, l'un et l'autre officiers dans la garde, avaient été les compagnons d'enfance des grands-ducs Nicolas et Michel, ainsi que le colonel Wladimir d'Adlerberg. Celui-ci, que le grand-duc honorait d'une affection particulière, était fils de la baronne d'Adlerberg, dame d'honneur et véritable amie de l'impératrice-mère, qui lui avait confié la direction de son pensionnat de demoiselles nobles.

Le baron d'Adlerberg, colonel au régiment de Moscou, officier de grand mérite, aussi remarquable par les qualités de l'intelligence que par celles du cœur, devint un des aides de camp du grand-duc, avec le baron Fridericks et Basile Pérowsky, qui ne sortaient pas comme lui du corps des pages, mais qui avaient un grade analogue dans l'armée. Le premier était d'un caractère froid et réservé, prudent et circonspect; le second, au contraire, avait une fougue et une vivacité qui témoignaient de sa nature franche et loyale.

Le grand-maître de la maison du grand-duc n'était pas un officier, mais un homme de cour, que ses belles manières, ses talents agréables et son esprit avaient recommandé à l'empereur, qui le présenta lui-même au grand-duc. Le comte de Modène eut l'adresse de se maintenir au poste diffi-

cile où l'avait appelé sa bonne étoile. Il était d'origine française, fils d'un gentilhomme émigré qui vint s'établir à Mittau avec le comte de Provence, et qui prédit à ce prince exilé qu'il serait un jour roi de France.

Le comte de Modène avait hérité des prétentions de son père à la connaissance de l'avenir, car il se mêlait aussi de tirer des horoscopes, et plus d'une fois il annonça à la grande-duchesse Alexandra, qui s'amusait de ses prédictions, qu'elle était destinée à porter une couronne.

— Laquelle? lui demandait en riant la grande-duchesse.

— Celle de la grâce et de la beauté! répondait le comte de Modène, qui n'osait pas se compromettre en précisant mieux le sens de ses oracles astrologiques.

— Je vois, répliquait la grande-duchesse, que vous êtes le complice de S. A. I. le grand-duc Constantin qui a libéralement octroyé à mon mari le singulier titre de *tzar de Mirliky*.

Constantin, en effet, affectait dans l'intimité, de désigner ainsi le grand-duc Nicolas. Celui-ci s'en était préoccupé d'abord et n'acceptait pas de bonne grâce cette étrange qualification : il demanda souvent avec un peu d'impatience ce que signifiait une

pareille plaisanterie, et le césarévitch (c'est ainsi que, par ordre de l'empereur, on appelait généralement depuis plusieurs années le grand-duc Constantin) répondait, en riant, que le surnom de *tzar de Mirliky* lui convenait à merveille, puisque son patron saint Nicolas avait été évêque de Myre en Lycie.

— Je n'ai pas plus de goût pour être tzar que pour être évêque ! disait alors froidement le grand-duc Nicolas, qui avait trop de déférence à l'égard de son frère Constantin, pour lui marquer de la mauvaise humeur.

Le grand-duc n'était pas susceptible de la moindre pensée ambitieuse ; il se bornait à remplir avec une scrupuleuse exactitude, qui allait jusqu'à la minutie, ses fonctions de chef militaire. Depuis que l'empereur l'avait nommé inspecteur général du corps du génie, il tenait à honneur de se faire remarquer par son zèle et son activité : les déplacements et les voyages ne lui coûtaient pas ; il voulait se rendre compte de tout par lui-même, et il ne se croyait bien renseigné que quand il avait vu par ses propres yeux. Aussi, ses inspections étaient-elles souvent aussi pénibles pour les officiers que pour les soldats.

Sa sévérité dans les choses du service dépassait

quelquefois les bornes, et l'empereur, aux oreilles de qui en vinrent des plaintes, fut obligé de l'inviter à plus d'indulgence.

— Sire, lui répondit un jour le grand-duc, je suis sévère sans doute, mais juste, car je me figure que Votre Majesté est toujours là, près de moi, et que je suis moi-même soumis à son examen et à son contrôle.

Une autre fois, il avait adressé des paroles amères, pendant une revue, à un officier supérieur qui se trouvait en faute. La revue terminée, il s'approcha de cet officier, que ses camarades avaient laissé seul comme pour ne pas partager sa disgrâce, et il l'invita, dans les termes les plus affables, à venir dîner au palais d'Anitchkoff.

— Général, lui dit-il, nous avons l'un et l'autre à prendre notre revanche; à la prochaine revue, vous ferez de votre mieux, et, moi je ne manquerai pas de vous donner tout haut les éloges que vous aurez mérités.

Lorsque le grand-duc eut été nommé commandant de la 2e brigade de la 1re division de l'infanterie de la garde, il s'appliqua plus soigneusement encore à s'acquitter des devoirs nouveaux que lui imposait ce commandement. Il ne quittait jamais l'uniforme; il assistait à toutes les manœuvres, à

tous les exercices; il multipliait les revues et les parades, au point de ne pas laisser un jour de repos à la brigade que l'empereur avait mise sous ses ordres; mais, en compensation, il n'épargnait pas les récompenses aux hommes qu'il avait tenus sous les armes, pendant des heures, par un froid de 15 degrés ou par une chaleur caniculaire.

Le grand-duc était craint du soldat, et pourtant les plus craintifs avaient confiance en sa justice : il écoutait les griefs de chacun et il faisait droit à toute réclamation fondée, fût-ce celle d'un simple fantassin contre un général. Après la parade, celui qui avait une plainte à lui adresser sortait des rangs en lui faisant le salut militaire; il s'approchait aussitôt, écoutait la plainte et y avisait sur-le-champ. « C'est demain jour de parade! disait un soldat qui avait été maltraité par son chef. Prions Dieu seulement que le grand-duc ne soit pas trop mal disposé pour m'écouter et me faire rendre justice. »

Le grand-duc ne se borna pas à étudier l'art militaire sur le terrain des manœuvres : il prenait au sérieux son emploi de général, et il voulut apprendre la stratégie, comme il avait appris dès sa jeunesse la géométrie appliquée à la défense et à l'attaque des places fortes, ainsi que les mathéma-

tiques au point de vue de l'artillerie. Ce fut le général Jomini, le plus habile stratégiste des temps modernes, qui lui donna des leçons, et ces leçons rencontrèrent l'esprit le plus apte et le mieux préparé à les recevoir.

Dans le portrait que le prince Kozlowsky fit du grand-duc à cette époque, on remarque les lignes suivantes : « Le grand-duc ne s'occupe pas seulement des détails de la partie militaire, mais on le dit ingénieur distingué et, par conséquent, bon mathématicien. Il lit beaucoup, et tous ses alentours m'ont assuré qu'il possède au suprême degré cette force d'attention, qui, d'après les définitions mémorables de Montesquieu, n'est autre chose que le génie. Le grand-duc se borne jusqu'ici à être général, mais tout prouve qu'il sera aussi propre à être un homme d'État; et si ce prince terminait sa vie sans faire de grandes choses, c'est qu'il aurait manqué sa vocation, car la nature semble l'y avoir destiné. »

Ce n'était pas le rôle d'homme d'État que semblait envier le grand-duc, et il évitait autant que possible de s'occuper de politique, du moins ouvertement et hors des entretiens intimes de la vie privée. Il n'en parlait jamais aux ministres et aux hommes chargés des affaires publiques. Il ne lisait

qu'un seul journal, comme il le répétait souvent : le *Journal des Débats;* « non pas, ajoutait-il, que ce journal fût meilleur que les autres, qui d'ordinaire ne valent rien, mais parce qu'il avait l'habitude de le lire depuis son séjour à Paris en 1814. »

Chaque matin, si l'empereur était à Saint-Pétersbourg, il se rendait, ainsi que les généraux qui allaient à l'ordre, dans les salons du palais d'Hiver, et là il attendait, durant une heure ou deux, au milieu d'une foule d'officiers et de hauts dignitaires, que l'empereur le fît appeler à son tour. Cette société d'habitués du palais impérial passait le temps à échanger des propos sans cesse interrompus, souvent malins et moqueurs.

Ces heures d'attente ne furent pas perdues pour le grand-duc, car elles lui servirent à étudier le cœur humain et à connaître les hommes du gouvernement. Il parlait peu alors, mais il écoutait, il observait beaucoup.

Il se hâtait ensuite de rentrer dans son palais et il y trouvait, en dehors de ses travaux relatifs à l'art militaire, mille moyens d'employer son temps, lorsqu'il n'allait pas en promenade avec sa femme dans une petite voiture découverte qu'il conduisait lui-même très-habilement, toujours avec une rapidité qui aurait pu être dangereuse s'il avait eu le

coup d'œil moins prompt et la main moins ferme.

Ses amusements ordinaires étaient ceux d'un simple particulier : il dessinait, il faisait de la musique, il lisait des ouvrages de littérature, français ou anglais, dont sa bibliothèque était abondamment garnie; il examinait, il rangeait ses collections d'estampes, de caricatures et de cartes géographiques; il visitait son musée d'armes de tous les âges et de tous les pays; il ouvrait des lettres et il mettait à jour ses correspondances. Mais ce qui l'intéressait et l'occupait le plus, c'était toujours son adorable femme et son charmant enfant, auprès desquels il s'absorbait exclusivement dans les joies intimes de la famille.

Du reste, s'il voyait tous les jours et plusieurs fois par jour son auguste mère et son frère Michel, il ne paraissait que le moins possible à la cour, et il ne sortait qu'avec une répugnance invincible de la vie privée, si calme, si douce, si uniforme, qu'il s'était faite dans son palais d'Anitchkoff.

— Faites-moi la grâce, disait-il à la grande-duchesse Alexandra, si quelqu'un vous demande en quel endroit du monde se trouve le vrai bonheur, faites-moi la grâce d'envoyer ce quelqu'un-là au paradis d'Anitchkine.

XV

L'empereur Alexandre, pendant les dix dernières années de son règne, ne cessa pas un seul jour de travailler, avec une ardeur infatigable, à l'amélioration matérielle et morale de la Russie; il regretta souvent d'être détourné et distrait de cette œuvre civilisatrice, par les préoccupations permanentes que lui causait l'état politique de l'Europe; il aurait voulu que la paix générale fût établie partout sur des bases assez solides, pour qu'il n'eût pas autre chose à faire qu'à consacrer toutes ses pensées et toutes ses forces à son empire et à ses sujets.

« Quand la Providence, écrivait-il à son ancien précepteur le colonel Laharpe qui vivait retiré en Suisse, quand la Providence aura béni mes efforts et que la Russie aura atteint le degré de prospérité auquel je désire l'élever, mon premier soin sera de

déposer le fardeau du pouvoir et de m'éloigner dans quelque coin de l'Europe où je pourrai jouir du bien qu'il m'aura été donné de faire à ma patrie. »

Ses vœux ne furent jamais réalisés, et il n'eut pas le bonheur d'achever la grande tâche qu'il s'était imposée, avant d'avoir acquis à ses propres yeux le droit de se reposer en descendant du trône.

Le grand-duc Nicolas, que son auguste frère destinait à l'empire, n'eut pourtant aucune participation aux actes publics de ce beau règne où l'on voit briller exclusivement l'éclatante personnalité d'Alexandre.

L'empereur, qui consultait secrètement l'impératrice-mère dans les cas difficiles et graves, et qui communiquait tous ses projets au césarévitch Constantin, s'abstint presque constamment d'en référer à l'opinion de son frère Nicolas; il ne lui demanda jamais un avis, et quand il lui donnait des ordres ou des instructions, il n'attendait pas que le grand-duc y ajoutât quelque observation personnelle.

Le grand-duc n'avait pas non plus la pensée de s'arroger un droit de critique ou même d'examen sur les décisions de l'autorité impériale; il obéissait sans hésitation et sans arrière-pensée. Il avait d'ail-

leurs, de même que Constantin, une confiance aveugle, un respect religieux, une soumission absolue, pour tout ce qui émanait de l'empereur, car c'était toujours, dans l'ordre de ses idées, l'inspiration divine qui dirigeait la conduite des souverains. Il considérait donc comme des enseignements et comme des exemples tous les actes de la vie politique d'Alexandre.

Telle était également la profonde vénération du peuple russe pour son magnanime empereur, qui lui semblait être un véritable envoyé de Dieu, un agent direct et prédestiné de la Providence.

Alexandre, malgré l'espèce de sainte auréole qui l'environnait, et quoique chef temporel et suprême de l'Église grecque orthodoxe, s'abstint toujours néanmoins de faire intervenir la puissance impériale dans le domaine de la religion de l'État; il se soumit humblement à toutes les pratiques du culte de ses ancêtres, et il ne voulut paraître, au milieu de ses sujets, que comme le plus fidèle observateur de la discipline ecclésiastique.

On aurait pu craindre que, par un souvenir d'attachement aux doctrines philosophiques de son éducation première, il s'attacherait à introduire des réformes dans l'organisation de l'Église russe : « Nos prêtres ne sont que des prêtres! disait-il un

jour à l'ambassadeur de France, qui lui avait exprimé le regret de voir les jésuites expulsés de la Russie : ils aident le gouvernement, au lieu de l'entraver, de le gêner et de le compromettre. Ils ne sortent pas du sanctuaire pour faire irruption dans la politique; aussi, je les couvre de ma protection, selon le précepte de l'Évangile qui me les a recommandés en ces termes : Paix aux hommes de bonne volonté. »

Ces paroles expliquent l'expulsion des jésuites en 1816 et l'invincible résistance de l'empereur à toutes les démarches qui furent tentées auprès de lui pour le faire revenir à des sentiments plus bienveillants envers la Société de Jésus.

« Je ne veux pas, écrivit-il à une grande dame française qui avait osé plaider la cause des bannis, je ne veux pas avoir dans mes États et surtout en Pologne une armée ennemie, admirablement disciplinée, dont le chef est à Rome et qui reçoit un mot d'ordre politique caché dans une bulle du pape. »

Malgré cet acte de rigueur, que justifiaient peut-être des menées souterraines et des prétentions dangereuses, l'empereur donna des preuves éclatantes de sa tolérance en matière religieuse. Au moment même où il renvoyait les jésuites, il appelait à Saint-Pétersbourg les dominicains de

Lithuanie, pour desservir l'église catholique et pour élever les enfants de leurs coreligionnaires.

Il affectait de ne faire aucune distinction légale entre les différentes communions chrétiennes, bien qu'il ne manquât jamais de proclamer que la religion grecque orthodoxe était seule la religion de l'État. Il n'aimait pas les juifs, mais il ne les persécuta point, et il promulgua en 1819 une ordonnance qui assurait des conditions très-avantageuses à ceux qui embrasseraient le christianisme sans distinction d'Église. En 1816, il faisait présent de 15,000 roubles à la Société Biblique russe, en lui donnant, pour s'établir à Saint-Péterbourg, un beau bâtiment, situé près du jardin d'Été. En 1817, il plaçait sous sa sauvegarde la secte des Doukhobortsi, qui s'était séparée du giron de l'Église russe et qui avait beaucoup de prosélytes dans le cercle de Melitopol en Tauride.

« Un gouvernement équitable, dit-il dans un rescrit au gouverneur militaire de Kherson, ne procède, dans aucun cas et contre qui que ce soit, par des mesures de violences. L'Église orthodoxe, si elle désire ramener dans son sein ces frères égarés, peut-elle approuver une persécution qui contraste d'une manière étrange avec l'esprit de son chef, le Christ sauveur du monde? »

Cependant, l'année suivante, il imposa un frein au zèle irréfléchi des ministres luthériens et calvinistes qui abusaient de la liberté de conscience que le gouvernement leur avait laissée : dans l'ordonnance du 20 juillet 1818, qui autorisa l'établissement du Consistoire général évangélique, l'empereur fit entendre qu'il ne voulait pas de querelles religieuses dans son empire.

« Les deux communions évangéliques, est-il dit dans ce document mémorable, ne sont protégées et défendues dans le libre exercice de leur culte, qu'à la condition de rester fidèles à leurs symboles et confessions, par lesquels elles reconnaissent la sainte Écriture comme la parole de Dieu. L'empereur croit remplir un devoir sacré, en prenant des mesures pour mettre ces Églises à l'abri des innovations dangereuses et contraires aux principes du christianisme. »

Cet esprit de tolérance et de justice, qu'on reconnaît dans toutes les décisions de l'empereur relatives à des questions religieuses, avait inspiré au grand-duc Nicolas d'autant plus d'étonnement et de respect, qu'il ne se sentait peut-être pas capable de la même modération et qu'il ne partageait point les entraînements mystiques de son auguste frère.

Il eût sans doute, en suivant son instinct natu-

rel, marché dans une voie diamétralement opposée à celle que lui montrait l'empereur, si, par degrés, ses idées, ses opinions, ses tendances et ses dispositions ne se fussent modifiées insensiblement de manière à recevoir, sous certains aspects, l'empreinte de cette belle âme et de ce noble génie.

Ainsi, le grand-duc, tout convaincu qu'il pût être de la nécessité du pouvoir absolu des souverains et même en attribuant un principe divin à ce pouvoir, avait appris des leçons de l'empereur, que l'état social de la Russie n'était plus en rapport avec celui des autres peuples de l'Europe et que le sort des paysans surtout exigeait une prompte réforme. Cette énorme question politique avait été soulevée plus d'une fois en présence du grand-duc Nicolas, qui l'avait étudiée dans plusieurs entretiens avec l'illustre historien Karamzine.

— Dieu fasse, dit-il, que mon auguste bienfaiteur règne assez longtemps pour entreprendre une réforme devant laquelle l'impératrice Catherine a reculé! Il y a tout un abîme entre le principe posé et les conséquences qu'on doit en tirer. Qui sait si cet abîme n'est pas rempli de révolutions!

Alexandre, en effet, n'osa pas aborder de front ce menaçant problème à résoudre. Dès son avénement au trône, il avait, en diverses circonstances,

hautement condamné l'esclavage comme contraire aux lois divines et humaines, et le bruit s'était répandu, parmi les basses classes, que l'affranchissement des serfs serait bientôt un fait accompli. Alexandre trouva chez ses ministres une force d'inertie qui l'empêcha d'exécuter d'une manière générale un projet qu'il ajournait sans y renoncer.

— Il faut, disait-il, que les peuples s'accoutument graduellement à l'usage de la liberté, comme Mithridate finit par s'accoutumer au poison et ne redouta plus rien des empoisonneurs.

Les serfs de l'Esthonie furent affranchis, avec le concours de la noblesse, par l'ukase du 16 mai 1816; ceux de la Courlande, par l'ukase du 25 août 1817; et, quand, le 5 mars 1819, les députés de la noblesse livonienne vinrent demander à l'empereur la permission d'abolir le servage dans leur province, Alexandre leur répondit avec émotion :

— Je suis bien aise de voir que la noblesse de Livonie a rempli mon attente. Vous avez donné un exemple qui mérite d'être imité. Vous avez agi dans l'esprit de notre siècle, et vous avez senti que les principes libéraux seuls peuvent fonder le bonheur des peuples.

Alexandre était trop sincèrement dévoué à ces principes pour ne pas comprendre que les peuples

doivent recevoir les bienfaits de l'instruction avant ceux de la liberté. Il se préoccupa donc sans cesse de favoriser l'enseignement public pour toutes les classes de la société; pendant tout son règne, il ne cessa de multiplier les écoles, les maisons d'éducation.

Il avait fait établir, à titre d'essai, pour l'état-major de sa garde, un cours d'enseignement mutuel, suivant la méthode adoptée en France. Au mois de juillet 1819, il visita le nouvel institut et voulut se rendre compte lui-même des résultats obtenus par une méthode qu'on n'avait pas encore expérimentée en Russie : il interrogea les élèves et il assista ensuite à leurs exercices; il vit des soldats, qui savaient lire, écrire et compter, et qui, six mois auparavant, ne connaissaient pas l'alphabet. Enchanté de ces épreuves, il ordonna que des écoles du même genre fussent établies dans tous les régiments, et que les bas-officiers et soldats, sortant de l'école normale de l'état-major de la garde, exerçassent dans ces écoles les fonctions de maîtres et de professeurs. Grâce à cette admirable institution, il n'y eut bientôt plus dans l'armée un soldat qui ne possédât les premières notions de la lecture, de l'arithmétique et de l'écriture.

Alexandre ne se borna pas à propager l'instruc-

tion primaire; il avait à cœur d'élever le niveau des études, afin que la jeune noblesse conservât la supériorité que lui donnait sa naissance : il organisa les six universités de Moscou, de Wilna, d'Abo, de Saint-Pétersbourg, de Kharkoff et de Kasan; il dota magnifiquement l'institut pédagogique, fondé par le comte de Nowossiltzoff pour former des professeurs et des instituteurs; il créa, dans son propre palais, sur le modèle de l'École polytechnique de France, le Lycée impérial de Tzarskoé-Sélo, destiné à préparer des candidats distingués, non-seulement pour les hautes écoles militaires, mais encore pour les administrations publiques.

Alexandre s'intéressait particulièrement à cette création, qui réussit au gré de ses espérances, et, toutes les fois qu'il se rendait au château de Tzarskoé-Sélo, il visitait son Lycée où n'étaient admis que des fils de familles nobles.

— Mes amis, leur disait-il dans une de ces visites, vous êtes tous nobles et vous avez de beaux noms; mais rappelez-vous que la noblesse, pour un jeune homme, ne doit être que l'émulation de ne pas dégénérer et de se maintenir au rang de ses parents.

Il leur adressait, avec une sollicitude paternelle, des conseils et des encouragements.

Le Lycée brûla au mois de mai 1821, et la moitié du château impérial fut détruite par cet incendie : les élèves, groupés autour de leur directeur, contemplaient avec tristesse la flamme qui dévorait à la fois la splendide demeure du monarque et le studieux asile de leur jeunesse.

— Enfants, leur dit l'empereur, qui avait dirigé en personne les secours et qui s'était trouvé au plus fort de l'incendie, apprenez par là combien la force humaine est peu de chose; je suis le souverain d'un grand empire et je ne puis rien contre la force des éléments; je dois donc m'humilier et me résigner.

Puis, indiquant de la main la chapelle qui était en flammes :

— Voyez ! dit-il en poussant un soupir : j'aurais consenti volontiers à laisser brûler tout le château, si l'on avait pu sauver seulement cette église où mes ancêtres ont tant prié.

Alexandre n'épargna rien, comme il le répéta plus d'une fois, pour faire des hommes, car il se plaignait de l'insouciance de la noblesse russe, qui fournissait volontiers des officiers aux armées, mais qui se tenait autant que possible en dehors de tous les services administratifs de l'État et qui avait plus tôt fait de se ruiner en folles prodigalités que

d'améliorer les revenus de ses domaines territoriaux.

Voulant donc faire prospérer, dans toute l'étendue de l'Empire, l'agriculture et l'industrie, l'empereur, par son ukase du 6 octobre 1817, offrit des avantages énormes aux étrangers qui voudraient s'établir en Russie pour hâter la colonisation et le défrichement des steppes incultes. Il favorisa dans le même but l'exploitation des mines de toute espèce, qui sont la principale richesse du pays. Il accorda aussi, par son ukase du 9 janvier 1819, à tous les paysans de l'Empire, le droit d'établir des fabriques et des manufactures, droit réservé jusqu'alors à la noblesse et aux négociants des deux premières classes.

Il eut toujours à cœur de protéger le commerce, qui s'était considérablement étendu en proportion de l'agrandissement territorial de la Russie depuis un demi-siècle; il encourageait le développement de la marine marchande sur toutes les mers; il créait des ports francs à côté des ports militaires; il favorisait toutefois, par les tarifs de douane, l'exportation aux dépens de l'importation; il attachait une sérieuse importance aux progrès de la navigation intérieure : aussi, ordonnait-il des travaux continuels pour améliorer le cours des fleuves

et multiplier les canaux; il accordait des priviléges et des immunités aux commerçants indigènes ou étrangers, qu'il exemptait du service militaire; il fondait, de toutes parts, des institutions de crédit, une banque de commerce et une caisse d'amortissement; il donnait lui-même l'exemple de l'économie, en surveillant et en réduisant les dépenses de la maison impériale.

En même temps, il se montrait jaloux de voir fleurir dans ses États les sciences, les arts et les lettres. L'Académie impériale de Saint-Pétersbourg ne restait pas en arrière des autres grands corps académiques de l'Europe; ses membres, encouragés par les bienfaits de l'empereur, aspiraient à se distinguer par des travaux remarquables dans les sciences mathématiques, expérimentales et historiques. Des sociétés savantes et littéraires se formaient de tous côtés sous la protection d'Alexandre Ier et des deux impératrices.

La plupart des artistes qui avaient acquis de la réputation en Russie n'étaient pas Russes, il est vrai, mais on pouvait déjà prévoir qu'un art national sortirait de cette période d'étude et d'imitation; la Russie avait dès lors un grand peintre, Bruloff. Quant aux lettres, l'empereur les aimait avec passion, et son goût personnel était devenu

le goût général. A la cour, en effet, tout le monde lisait des vers; beaucoup de personnages éminents ne dédaignaient pas d'en faire, comme à l'époque de Catherine II.

Ce fut par la poésie que la littérature russe essaya ses forces et obtint ses premiers succès: le regard de l'empereur, suivant l'expression d'un écrivain, avait couvé tous ces jeunes aiglons qui s'envolaient vers la gloire; un d'eux, poëte ingénieux et naïf, le fabuliste Kriloff, mérita d'être comparé à l'immortel La Fontaine.

Il n'y avait peut-être alors en Russie qu'un seul homme qui ne lisait pas de vers, c'était le grand-duc Nicolas. En revanche, il n'avait pas moins de sympathie que son auguste frère pour les autres formes de la littérature, surtout pour celle du théâtre. On peut même lui attribuer en partie les progrès rapides de ce genre littéraire, qui créa un théâtre national, plein d'originalité, de verve comique et de charmante fantaisie. C'était toujours la littérature française qui servait de type et de modèle aux littérateurs russes; mais ces littérateurs, en apprenant à manier leur magnifique langue, pour la jeter en quelque sorte dans un moule étranger, conservaient le caractère de leur esprit sarcastique, rêveur et idéaliste à la fois.

Souvént, l'empereur, qui savait l'indifférence de son frère Nicolas pour la poésie en général, lui demandait, en plaisantant, s'il avait lu quelque nouvel ouvrage en vers.

— Rappelle-toi, lui dit-il un jour, que la poésie, dans une nation, remplit à peu près le même rôle que la musique en tête d'un régiment : elle exalte les idées généreuses, elle échauffe les cœurs, elle parle à l'âme, au milieu des plus tristes nécessités de la vie matérielle.

Cette réflexion si juste et si frappante s'était gravée dans la mémoire du grand-duc, qui la citait toutes les fois qu'il pouvait le faire à propos.

Plus tard, en effet, il se réconcilia naturellement avec la poésie en lisant les beaux poëmes de Pouchkine, mais il en tira cette observation peu consolante, que les poëtes se nourrissent d'utopies et sont souvent des esprits malfaisants et des hommes dangereux pour la société.

Alexandre eût été de l'avis de son frère, s'il n'avait pas couvert de sa protection plusieurs poëtes imprudents dont la muse avait arboré le drapeau républicain. Il évita de répondre d'une manière catégorique à la rude sortie que le grand-duc Nicolas avait faite contre les poëtes, et il se lança dans une digression élogieuse sur l'admirable his-

toire de Russie, que Karamzine avait entreprise par ses ordres et qui parut avec éclat en 1818.

— Sire, une pareille histoire suffirait pour honorer un règne, dit le grand-duc; c'est Karamzine qui l'a écrite, mais c'est Votre Majesté qui la lui a commandée.

— L'histoire est faite surtout pour les hommes de guerre et pour les hommes d'État, répliqua l'empereur qui venait d'être vivement impressionné par la lecture d'un poëme d'Alexandre Pouchkine. Avez-vous lu *Rouslan et Lioudmila?* C'est très-intéressant; l'auteur est un mauvais sujet de beaucoup d'esprit, attaché au Collége des affaires étrangères... Le goût des belles-lettres, ajouta-t-il tristement, est un des plus grands bienfaits que puisse recevoir la Russie, car le monde réel de notre pays agit d'une manière si déplorable sur le caractère, qu'il faut absolument l'en garantir par les charmes magiques de l'imagination.

Ces paroles remarquables, que le grand-duc Nicolas avait retenues et qu'il répéta textuellement dans un entretien intime, se retrouvèrent depuis dans un journal où le prince Kozlowsky les avait consignées sans en faire honneur à l'empereur Alexandre.

Au reste, l'empereur n'avait pas tardé sans

doute à se repentir de son excessive indulgence pour les poëtes et les gens de lettres, car bientôt il les trouva plus ou moins compromis dans des associations politiques qui se formaient de toutes parts sous différents noms et différents prétextes; il se vit donc obligé, au mois de septembre 1819, malgré la répugnance qu'il éprouvait à sévir contre la presse, de soumettre à la censure du gouvernement tous les journaux et écrits périodiques; plus tard, il fallut appliquer à tous les ouvrages l'examen préalable de la censure, qui devenait plus sévère et plus inquisitoriale, à mesure que l'épidémie des sociétés secrètes se propageait davantage en Russie et en Pologne.

Alexandre s'attristait profondément de l'effrayante extension de ces sociétés secrètes qui enveloppaient l'Europe, excepté l'Angleterre, dans un réseau de conspirations permanentes contre les gouvernements. Il n'ignorait pas que la France était le foyer de ce vaste incendie politique qui couvait sous tous les trônes et qui devait éclater, en les dévorant à la fois; mais il ne croyait pas avoir à redouter pour lui-même le danger dont ses alliés étaient menacés. Il pouvait craindre à peine que la propagande révolutionnaire pénétrât en Pologne, où il en aurait eu aisément raison, mais la

Russie lui semblait être pour longtemps à l'abri des sourdes manœuvres de l'anarchie.

Aussi, l'empereur, dans son discours prononcé à la fermeture de la diète de Pologne (mai 1818), avait-il adressé aux Polonais quelques conseils empreints d'un admirable sentiment de bienveillance et de religion : « Persuadez-vous, leur disait-il, que vos institutions ne peuvent prospérer qu'autant que vous les placerez sous la sauvegarde des principes puisés à la source de la morale chrétienne; qu'autant qu'on trouvera dans votre vie publique et privée l'application de ces divins principes. »

Et pourtant l'empereur n'ignorait pas que déjà les étudiants de l'université de Varsovie s'affiliaient aux sociétés secrètes des universités allemandes.

Le grand-duc Constantin, qui peut-être ignorait le véritable état des choses, et qui dans tous les cas se faisait illusion sur les progrès du carbonarisme en Pologne, s'était porté caution de la tranquillité de ce royaume et déclarait à l'empereur que les provinces polonaises étaient aussi fidèles à son gouvernement que les provinces russes. Alexandre se croyait donc à peu près désintéressé dans la question des sociétés secrètes, que tous les

souverains de l'Europe avaient mise sur le tapis.

Au Congrès d'Aix-la-Chapelle devait être traitée cette grave et immense question, qui se rattachait au pacte de la Sainte-Alliance (septembre 1818).

Le but avoué de ce Congrès était le règlement définitif de l'indemnité de guerre que la France aurait à payer aux puissances alliées, par suite des événements de 1814. Le roi Louis XVIII demandait, en outre, que l'occupation de son royaume par les troupes étrangères ne se prolongeât pas plus longtemps. Alexandre se fit l'avocat de la France; il rédigea lui-même un mémoire fort étendu, dans lequel il s'attachait à démontrer que l'occupation militaire pouvait cesser sans inconvénient, et que Louis XVIII, offrant de faire partie de la Sainte-Alliance, avait droit d'obtenir une importante réduction dans l'indemnité qu'il restait devoir encore à ses alliés. L'indemnité fut réduite à 320 millions; l'évacuation du territoire français fut admise.

Ce n'était pas là le principal objet du Congrès; il s'agissait de prendre des mesures de conservation réciproque entre les souverains qui avaient signé le pacte de la Sainte-Alliance. En Italie, en Espagne, en Portugal, en France, en Prusse, on pouvait prévoir que la Révolution s'attaquerait aux

gouvernements, non plus par des injures et des menaces, non plus par des journaux et des écrits incendiaires, mais par des actes de révolte et d'insurrection. L'empereur de Russie n'hésita pas à déclarer qu'il était déterminé à étouffer la Révolution en quelque pays qu'elle osât se montrer. L'empereur d'Autriche et le roi de Prusse n'étaient pas moins disposés à donner pleine exécution aux engagements mutuels du traité du 26 septembre 1815.

Le prince de Metternich, chef du cabinet autrichien, et qui depuis le Congrès d'Aix-la-Chapelle prit une si grande autorité dans l'action de la politique européenne, conseilla aux souverains de ne pas s'en remettre, en présence de tant d'éventualités redoutables, à l'intervention lente et indécise de leurs agents diplomatiques. Il n'eut pas de peine à leur persuader qu'ils devaient se réserver de régler eux-mêmes, personnellement et secrètement, les grandes questions d'intérêt public qui ne manqueraient pas de se produire chaque année.

Pour faire l'essai de ce nouveau système de politique générale, l'empereur de Russie et le roi de Prusse allèrent ensemble à Paris (octobre 1818) s'aboucher directement avec Louis XVIII et obtenir son adhésion au traité de la Sainte-Alliance.

Louis XVIII ne le signa pas, mais s'engagea de parole à y prêter la main, dès qu'il en serait requis par ses alliés; du reste, tout en approuvant le principe et le but de leur pacte mutuel, il crut pouvoir les assurer que la France, malgré les agitations des partis, ne sortirait pas de la ligne constitutionnelle et que son gouvernement résisterait aux attaques latentes des sociétés secrètes, de même, dit-il, qu'un homme robuste s'accoutume à vivre avec cinq ou six maladies chroniques.

Dans ce voyage, où Alexandre garda un demi-incognito, il eut occasion de mieux apprécier le caractère et les qualités personnelles du roi et de la famille royale; il revint de quelques préventions à leur égard, et il reconnut que Louis XVIII avait une forte tête et un esprit supérieur; il fut charmé de son entretien fin et caustique. Il admira aussi, chez Monsieur, frère du roi, le dernier type, pour ainsi dire, de l'ancienne courtoisie française; mais il admira surtout, comme il se plut à se le rappeler souvent, la grâce aimable et spirituelle dont la jeune duchesse de Berri était le plus séduisant modèle.

— Ils sont tous bons, disait-il plus tard en parlant des princes et princesses de la famille royale: la bonté me paraît être dans le sang des Bour-

bons. Quant à Madame la duchesse de Berri, c'est un grand cœur.

Il ne se retrouva pas sans plaisir avec le duc d'Orléans, qui était devenu le chef du parti libéral modéré en France et qui se voyait ainsi entouré de tous les hommes distingués que l'opposition comptait dans ses rangs, députés, publicistes, écrivains.

— Que veulent donc les Français? dit l'empereur au duc d'Orléans. Tout semble se réunir pour les rendre heureux. Le ciel leur a accordé un beau pays, un climat favorable à toutes les productions; ils jouissent d'autant de liberté qu'il est possible raisonnablement d'en avoir; eh bien! ils ne sont pas encore contents.

Le duc d'Orléans essaya de démontrer à l'empereur que la situation politique ne présentait aucun danger et que l'opposition, dans un gouvernement constitutionnel, remplissait un rôle utile et patriotique, en éclairant le pouvoir et en l'empêchant de se perdre. Il ajouta que les plus sincères amis de l'ordre légal figuraient parmi les libéraux.

— Oh! croyez-moi, interrompit l'empereur qui était bien informé de l'état des esprits en France, c'est un beau nom qu'ils se donnent, une espèce de manteau dont ils couvrent leurs desseins auda-

cieux; il n'y a rien de moins libéral, dans l'acception de ce mot, que tout ce qui compose le parti démagogique en France.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse rejoignirent l'empereur d'Autriche, et, avant de se séparer, ils convinrent ensemble, suivant l'idée du prince de Metternich, qu'ils se réuniraient tous les ans dans un congrès, jusqu'à ce que la situation politique de l'Europe ne leur inspirât plus de si graves inquiétudes. Alexandre rédigea, dit-on, de sa propre main, une déclaration que signèrent à Aix-la-Chapelle (15 novembre 1818) les ministres plénipotentiaires de toutes les puissances alliées, et qui exposait clairement en ces termes le système de la Sainte-Alliance :

« L'union intime établie entre les monarques, associés à ce système par leurs principes, non moins que par les intérêts de leurs peuples, offre à l'Europe le gage le plus assuré de la tranquillité future. L'objet de cette union est aussi simple que grand et salutaire. Elle ne tend à aucune nouvelle combinaison politique, à aucun changement dans les rapports sanctionnés par les traités existants. Calme et constante dans son action, elle n'a pour but que le maintien de la paix et la garantie des transactions qui l'ont fondée et consolidée. Les

souverains, en formant cette union, ont regardé, comme sa base fondamentale, leur invariable résolution de ne jamais s'écarter, ni entre eux, ni dans leurs relations avec d'autres États, de l'observation la plus stricte des principes du droit des gens, principes qui, dans leur application à un état de paix permanent, peuvent seuls garantir efficacement l'indépendance de chaque gouvernement et la stabilité de l'association générale. »

Ce document, corollaire remarquable du traité du 26 septembre 1815, se terminait par des considérations religieuses et mystiques, dont le comte de Nesselrode avait atténué ainsi l'expression : « C'est dans ces sentiments que les souverains ont consommé l'ouvrage auquel ils étaient appelés. Ils ne cesseront de l'affermir et de le perfectionner. Ils reconnaissent solennellement que leurs devoirs envers Dieu et envers les peuples qu'ils gouvernent, leur prescrivent de donner au monde autant qu'il est en eux l'exemple de la justice, de la concorde et de la modération : heureux de pouvoir consacrer désormais tous leurs efforts à protéger les arts de la paix, à accroître la prospérité intérieure de leurs États et à réveiller ces sentiments de religion et de morale, dont le malheur des temps n'a que trop affaibli l'empire. »

Le Congrès d'Aix-la-Chapelle, dans lequel la Sainte-Alliance avait, pour ainsi dire, consulté ses forces et préparé ses armes, eut pour résultat un temps d'arrêt, sinon d'apaisement, dans le travail révolutionnaire des sociétés secrètes.

L'empereur de Russie revint dans ses États, avec l'espoir de ne les pas quitter l'année suivante et de leur consacrer tous ses moments, si l'Europe pouvait rester calme et soumise. Il éprouvait une douce satisfaction à se reposer, au milieu de la famille impériale, des pénibles émotions de la politique; mais la famille impériale fit une perte bien douloureuse et bien imprévue, qui fut plus sensible à l'empereur qu'à personne : sa bien-aimée sœur Catherine, reine de Wurtemberg, mourut à l'âge de trente ans et demi (9 janvier 1819). Alexandre eut tant de chagrin de la mort de cette sœur, pour laquelle il avait toujours eu une tendre prédilection, qu'il resta longtemps sous le coup de ce fatal événement et qu'il ne s'en consola jamais.

Dès lors, il sembla prendre la vie en dégoût; il témoigna, en différentes circonstances, qu'il s'abandonnait aveuglément à la fatalité et qu'il jugeait inutile de s'astreindre à la moindre règle de prudence dans l'intérêt de la conservation de ses

jours. Ainsi, durant le long et aventureux voyage qu'il entreprit (août et octobre 1819), pour distraire sa douleur, dans les provinces septentrionales de son empire, il s'exposa volontairement aux périls les plus imminents et ne montra que de l'indifférence après y avoir échappé comme par miracle.

En Finlande, il s'embarqua sur le lac d'Uléo, à l'instant même où s'élevait un vent violent, qui annonçait une terrible tempête : la chaloupe qui le portait faillit vingt fois être engloutie. Ensuite, il ne craignit pas de s'engager, à pied, par une nuit noire, dans un sentier étroit, bordé de forêts impénétrables et de marais profonds : il était perdu sans ressources, s'il se fût égaré dans les ténèbres; il rencontra par bonheur une hutte de pêcheur, où il attendit le jour. Quand, à son retour dans sa capitale, le grand-duc Nicolas se permit de lui adresser de respectueux reproches sur le peu de soins qu'il avait de sa précieuse vie :

— Tant que mon existence, dit-il tristement, sera nécessaire à la Russie, j'ai la conviction que la Providence divine veillera sur elle et se chargera de la conserver. N'ai-je pas d'ailleurs deux saintes qui prient pour moi, la pauvre reine Louise de Prusse et ma bien-aimée sœur Catherine?

L'empereur, absorbé par son chagrin, refusa de prendre part à un nouveau congrès que ses alliés le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche lui avaient fait proposer. Ce Congrès de Carlsbad ne devant s'occuper que de l'Allemagne, où les sociétés secrètes venaient de renouveler, par le meurtre de Kotzebue, les horribles traditions des tribunaux wehmiques du moyen âge, Alexandre fit répondre au prince de Metternich, qui avait demandé la réunion des souverains, qu'une simple réunion des ministres plénipotentiaires suffirait pour aviser à quelques mesures de répression partielle et immédiate.

Mais, l'année suivante, aux symptômes alarmants, succédèrent, par toute l'Europe, des actes de violence et d'anarchie. L'assassinat du duc de Berri en France (13 février 1820) fut en quelque sorte le signal de l'éruption révolutionnaire. Les troubles et les émeutes, qui se répétaient sans cesse, en vertu d'un mot d'ordre mystérieux, à Paris et dans les principales villes du royaume, n'aboutirent pas à un soulèvement général; mais, en Espagne (8 mars 1820) et à Naples (5 juillet), le carbonarisme, au moyen d'une insurrection militaire, avait déjà réussi à renverser deux gouvernements et l'on pouvait sentir trembler le sol de

l'Europe miné et contre-miné par les sociétés secrètes. L'empereur de Russie, chef de la Sainte-Alliance, jugea, le premier, qu'il était temps de mettre à exécution les promesses de ce grand pacte fondamental. Il invita donc le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche à tenir un congrès, auquel tous leurs alliés enverraient des plénipotentiaires. Le congrès devait avoir lieu à Troppau, dans le mois d'octobre 1820.

Avant de s'y rendre, Alexandre alla, pour la seconde fois, ouvrir lui-même la diète de Pologne, et prononça un discours dans lequel il faisait allusion aux mouvements révolutionnaires qui avaient compromis le repos de l'Europe.

« Représentants du royaume de Pologne, dit-il, montrez à votre patrie, que, forts de votre expérience, de vos principes, de vos sentiments, vous savez conserver, sous les auspices de vos lois, une indépendance tranquille et une liberté pure ; montrez à vos contemporains, que cette liberté est amie de l'ordre et de ses bienfaits, et que vous en recueillez les avantages, parce que vous avez su, et que vous saurez toujours résister aux suggestions de la malveillance et aux dangers de l'exemple. Ailleurs, l'usage et l'abus ont été placés sur la même ligne ; ailleurs, en excitant le besoin factice d'une

servile imitation, le génie du mal s'essaye à reprendre son funeste empire, et déjà il plane sur une partie de l'Europe, déjà il y accumule les forfaits et les catastrophes. Au milieu de ces calamités, mon système de gouvernement sera inviolable; j'en ai puisé les principes dans le sentiment intime de mes devoirs. »

Malgré ses sages avertissements, la session de la diète fut très-orageuse, et il y eut comme un écho de l'esprit de discorde qui grondait sans cesse dans les séances de la Chambre des députés de France. L'agitation se répandit jusque dans les rues de Varsovie, où l'on entendit pour la première fois des cris séditieux. L'ordre fut pourtant maintenu et le grand-duc Constantin écrivit à son auguste frère que, parmi les individus arrêtés en flagrant délit d'excitation à la révolte, on avait trouvé des Allemands et pas un seul Polonais.

Alexandre était arrivé au Congrès de Troppau et avait approuvé hautement toutes les mesures d'intervention armée que proposait le prince de Metternich pour le rétablissement immédiat de l'ordre, en Italie, en Espagne et en Portugal. Il se croyait encore tout à fait hors de cause dans ces questions de salut commun et de sûreté générale, que tous les souverains étaient intéressés à ré-

soudre, et il disait avec confiance au roi de Prusse que la Révolution s'arrêterait toujours aux frontières de la Russie, comme la peste devant un cordon sanitaire.

Tout à coup il apprit que des actes d'insubordination s'étaient produits dans le régiment de Semenowsky, à Saint-Pétersbourg, et que plusieurs jeunes officiers de ce régiment, sous prétexte de réclamer la destitution de leurs chefs supérieurs, avaient proféré des cris séditieux contre son gouvernement, en disant que le peuple russe voulait avoir aussi une Constitution (29 octobre). L'empereur, étonné et indigné à la fois de ces manifestations démocratiques, affecta de n'en pas pressentir les conséquences et se contenta de faire répartir, en qualité de simples soldats, dans tous les régiments de l'armée, ces officiers mutins qui avaient agi certainement sous l'inspiration d'un agitateur inconnu et d'après un mot d'ordre insurrectionnel. Il comprit, dès ce moment, que son empire n'était déjà plus à l'abri des influences et des complots de la propagande révolutionnaire.

Ce fut à l'occasion de cette révolte, promptement et sévèrement réprimée, qu'il adressa, de Troppau, à toute l'armée russe, un ordre du jour, daté du 14 novembre, dans lequel il évoquait, en

ces termes, les vieilles traditions de l'honneur et de la discipline militaires :

« L'armée russe s'est non-seulement acquis une gloire immortelle au champ de l'honneur, mais elle a été encore, depuis les premiers temps de sa formation, un modèle constant de fidélité, d'exactitude à accomplir son serment, et d'obéissance à ses chefs. C'est uniquement sur cette soumission que sont fondés l'ordre et la discipline militaire, sans lesquels l'armée perd toute sa dignité. Elle sait que toutes les mesures légales sont prises pour faire parvenir les justes plaintes des subordonnés à leurs supérieurs. C'est à cette fin qu'ont été établies les revues que doivent passer quatre fois par an les chefs des brigades, des divisions et des corps d'armée, et c'est même pendant ces revues que la loi fait un devoir à tous de signaler ouvertement les griefs.

« Les régiments qui forment cette armée distinguée apprendront avec une juste indignation la nouvelle des scènes qui ont eu lieu au régiment de la garde Semenowsky; ils sentiront que les militaires qui composent ce régiment se sont rendus indignes d'y rester plus longtemps et de porter l'uniforme d'un régiment qui, fondé par Pierre le Grand lui-même, a eu le privilége inappréciable

de l'accompagner dans ses mémorables campagnes, et qui s'est également couvert de gloire dans la dernière guerre, particulièrement à Culm.

« Rien ne doit déshonorer de si beaux souvenirs. L'armée russe compte dans ses rangs assez de braves dignes d'être incorporés au régiment de Semenowsky. La sainteté des lois, l'honneur de l'armée russe, exigent que la composition actuelle du régiment qui a tenu une conduite aussi insubordonnée et aussi coupable, soit dissoute ! »

Le dénoûment du Congrès de Troppau, fut la publication d'un nouveau manifeste de la Sainte-Alliance (8 décembre 1820) : « Les puissances, était-il dit dans ce manifeste, ne désirent que de conserver et maintenir la paix, de délivrer l'Europe du fléau des révolutions, et de détourner ou d'abréger les maux qui naissent de la violation de tous les principes de l'ordre et de la morale. »

Le Congrès avait été transféré à Laybach (janvier 1821), et les trois souverains, qui paraissaient décidés à y rester réunis jusqu'à ce que leurs armées eussent eu raison de la Révolution en Europe, n'apprirent pas sans surprise et sans inquiétude que le Piémont venait de voir aussi son gouvernement monarchique renversé par une insurrection militaire.

— La répression s'est déjà trop fait attendre, dit le prince de Metternich à l'empereur de Russie; nous aurons maintenant une révolution nouvelle tous les jours...

— Il faut réprimer! s'écria l'empereur Alexandre, en sortant de son calme habituel. Oui, j'y suis fermement résolu, hâtons-nous d'étouffer partout la Révolution, et que le sang qui va couler retombe sur la tête des perturbateurs de la paix du monde.

Cependant la Sainte-Alliance n'avait pas encore passé des paroles aux faits; des corps d'armée russes, prussiens et autrichiens s'étaient mis en mouvement sur les frontières de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, mais Louis XVIII, qui avait à faire face à la plus redoutable conspiration organisée par les sociétés secrètes dans tous les départements du royaume aussi bien qu'à Paris, suppliait ses alliés de retarder le plus longtemps possible l'action répressive de la Sainte-Alliance, sous peine de provoquer en France une épouvantable explosion.

Le bruit courait, dans les campagnes, que le glorieux prisonnier de Sainte-Hélène avait été délivré par ses partisans, au moyen d'un bateau sous-marin, sur lequel il s'était embarqué pour revenir en Europe. Déjà le peuple s'attendait à le voir

reparaître à la tête de sa vieille garde et sous les plis du drapeau tricolore.

Les souverains, assemblés à Laybach, savaient à quoi s'en tenir sur la valeur de ces rumeurs populaires : l'Angleterre n'avait pas lâché sa proie ; l'empereur Napoléon se mourait de chagrin et de consomption à deux mille lieues de la France ! Il fallait pourtant en finir avec ces révolutions permanentes qui appelaient aux armes les peuples contre les rois. L'armée autrichienne n'eut qu'à se montrer, pour faire disparaître, à Naples et en Piémont, république et républicains.

Alexandre se trouvait encore à Laybach, quand la nouvelle de l'insurrection des Grecs lui parvint avec une lettre du prince Ypsilanti, fils d'un ancien hospodar de la Moldavie et général-major au service de la Russie : Ypsilanti le conjurait de secourir ses coreligionnaires et de les arracher à l'oppression des Turcs.

L'empereur fit taire ses sympathies pour la cause des Grecs et resta fidèle aux principes de la Sainte-Alliance : il désapprouva donc hautement la conduite d'Ypsilanti, en déclarant qu'il ne pouvait considérer l'entreprise de ce jeune officier, que « comme un témoignage de son inexpérience et de sa légèreté, ainsi qu'un déplorable résultat de

l'exaltation des esprits. » En même temps il ordonna que le prince Ypsilanti fût exclu du service de la Russie et déchu de tous ses grades.

Cependant il ne pouvait s'empêcher, quelle que fût son horreur pour la révolte, de prendre en pitié la situation de la Grèce chrétienne secouant le joug musulman et de voir dans cette lutte héroïque plutôt des martyrs que des révolutionnaires ; il resta neutre, sinon indifférent, aux souffrances de ses malheureux coreligionnaires; il n'envoya pas d'armée au secours des Hellènes insurgés, mais il offrit un refuge dans son empire aux Grecs fugitifs, et il protesta plus d'une fois, par la bouche de son ambassadeur à Constantinople, contre les horribles représailles des Turcs à l'égard des sujets chrétiens du Sultan.

Sa politique vis-à-vis de la Turquie, pendant l'insurrection grecque, politique qu'on accusa tour à tour de faiblesse et de fausseté, fut, au contraire, une longue preuve de loyauté et de modération.

— Je ne puis ni ne veux, disait-il, favoriser en aucune façon l'insurrection des Grecs, car ce serait donner un démenti aux grands principes d'ordre européen, que j'ai fait adopter par mes alliés. D'ailleurs, la moindre intervention de ma part dans ce déplorable conflit amènerait de nouveaux mas-

sacres et détruirait infailliblement cette paix générale que j'ai eu tant de peine à établir, cette paix si nécessaire à l'Europe.

Cette paix générale, à laquelle l'empereur avait déjà fait tant de sacrifices et dont il se regardait à juste titre comme le gardien prédestiné, ne reposait, en effet, que sur la base de la Sainte-Alliance. Elle se serait rompue plus d'une fois dans les secousses de quelque révolution, si Alexandre eût cessé de former avec ses deux alliés, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, une ligue offensive et défensive contre le parti révolutionnaire, pendant les dernières années de son règne (1818-1825).

Il consacra ainsi au maintien de l'ordre en Europe le temps, le zèle et l'ardeur, qu'il aurait pu, dans un intérêt mieux entendu peut-être, employer exclusivement à l'administration de son empire. Il ne négligeait pas, toutefois, les affaires de l'État, et il s'occupait constamment d'apporter des améliorations morales et matérielles dans toutes les parties de son immense gouvernement. Cette tâche même n'était-elle pas au-dessus de ses forces ? Par intervalles, il éprouvait autant de lassitude que de découragement.

On comprend que l'idée de descendre du trône lui soit venue au retour de ces longues absences

qu'il était obligé de faire presque tous les ans hors de ses États, pour surveiller et diriger la politique européenne: « Quand je n'étais qu'empereur de Russie, j'y suffisais à peine, dit-il un jour dans un de ses accès d'humeur noire; mais, aujourd'hui pour être empereur de l'Europe, en quelque sorte, il faudrait que j'eusse toujours trois têtes et souvent pas d'âme. »

Il était sans doute admirablement secondé, dans ces congrès et ces conférences qui se succédaient chaque année, par son ministre des affaires étrangères, le comte de Nesselrode, esprit froid et patient, mais ferme et souple à la fois, fertile en expédients et armé d'une prévoyance qui tenait de la divination. Cependant, avec ce guide sûr et clairvoyant, il avait hésité, il était resté indécis, au milieu des menaçantes complications qui devaient sortir de l'insurrection grecque et du gouvernement des Cortès d'Espagne.

En Grèce, en Espagne, comme à Naples, comme à Turin, c'était toujours le même principe révolutionnaire, c'étaient les mêmes moyens d'action, c'était aussi le même but. L'empereur Alexandre avait néanmoins le projet d'interposer sa médiation en faveur des Grecs, au nom de l'humanité, pour les aider à se constituer en monarchie,

sous la protection de la Russie. En attendant que les circonstances fussent plus favorables à l'affranchissement de la Grèce, il annonca tout à coup à ses alliés, qu'il était résolu d'étouffer la révolution espagnole dans le plus bref délai et qu'il enverrait une armée de cent mille hommes pour rétablir la monarchie de Ferdinand VII.

Cette armée russe, qui allait traverser la France pour envahir l'Espagne, effraya Louis XVIII et le força de prendre un parti héroïque : il déclara qu'il acceptait, sous les auspices de la Sainte-Alliance, la mission plus délicate que difficile de renverser la Constitution des Cortès, et qu'une armée française entrerait, au printemps prochain, en Espagne. L'armée russe, que l'empereur avait passée en revue dans les plaines de Wilna, allait se mettre en marche.

Alexandre fut satisfait de voir que le roi de France, qui, depuis plusieurs années, était le faible jouet de l'opposition libérale et la victime résignée des sociétés secrètes, devenait enfin un défenseur avoué de la Sainte-Alliance. Il lui écrivit pour l'encourager à persister dans cette nouvelle politique, qui pouvait seule consolider son trône et réduire ses ennemis à l'impuissance : « Votre Majesté sait combien j'aime la France, lui disait-il ;

mais si la France continuait à être un foyer de révolution et un repaire de sociétés secrètes, je ne balancerais pas à sacrifier la France même au repos de l'Europe. »

Dans ses lettres particulières à Louis XVIII, Alexandre l'avait plus d'une fois conjuré d'agir avec fermeté et de faire trembler les méchants.

L'expédition d'Espagne fut encore précédée d'un Congrès, dans lequel Alexandre exprima de la manière la plus énergique son intention formelle d'anéantir en Europe le principe de la révolte et de l'anarchie. Ce fut pendant les travaux de ce Congrès célèbre, qui le retint pendant plus de trois mois à Vérone (octobre-décembre 1822), qu'il eut avec le vicomte de Chateaubriand un entretien mémorable, où il exposa en ces termes toute la politique de son règne et toute la pensée de la Sainte-Alliance :

« Quand le monde civilisé est en péril, il ne peut y avoir de politique anglaise, française, russe, prussienne et autrichienne : il n'y a plus qu'une politique générale, qui doit, pour le salut de tous, être admise en commun, par les peuples et par les rois. C'est à moi à me montrer, le premier, convaincu des principes sur lesquels j'ai fondé l'Alliance; une occasion s'est présentée, le soulève-

ment de la Grèce. Rien, sans doute, ne paraissait être plus dans mes intérêts, dans ceux de mes peuples, dans l'opinion de mon pays, qu'une guerre religieuse contre la Turquie, mais j'ai cru remarquer dans les troubles du Péloponèse le signe révolutionnaire. Dès lors, je me suis abstenu. Que n'a-t-on point fait pour rompre l'Alliance? On a cherché tour à tour à me donner des préventions ou à blesser mon amour-propre; on m'a outragé ouvertement... On me connaissait bien mal, si on a cru que mes principes ne tenaient qu'à des vanités, ou pouvaient céder à des ressentiments. Non, je ne me séparerai jamais des monarques auxquels je suis uni : il doit être permis aux rois d'avoir des alliances publiques, pour se défendre contre les sociétés secrètes. Qu'est-ce qui pourrait me tenter? Qu'ai-je besoin d'accroître mon Empire? La Providence n'a pas mis à mes ordres 800,000 soldats pour satisfaire mon ambition, mais pour protéger la religion, la morale et la justice, et pour faire régner ces principes d'ordre sur lesquels repose la société humaine. »

XVI

L'empereur Alexandre n'avait accepté le pouvoir suprême que comme un joug temporaire qu'il se promettait bien de ne pas subir toujours, et cependant, tout en conservant l'espoir de rentrer tôt ou tard dans la vie privée, il ne voyait point encore arriver ce moment qu'il attendait comme une récompense de son long et laborieux règne.

Le projet d'une abdication volontaire revenait sans cesse à son esprit, et il en avait quelquefois laissé percer la pensée dans ses entretiens intimes, non-seulement avec des personnes de son entourage, mais encore avec des étrangers de distinction qui lui inspiraient de la confiance.

Pendant le séjour qu'il avait fait à la cour de Bavière, au mois de novembre 1818, en revenant du Congrès d'Aix-la-Chapelle, il était tombé tout à coup dans une tristesse taciturne que rien ne

pouvait vaincre ni dissiper; il avait, à son arrivée, exprimé le désir de vivre de la manière la plus uniforme et la plus simple, dans la famille royale, qui ne parvint pas à le distraire de ses idées sombres : il refusa toutes les fêtes qui lui furent offertes et n'accepta que des parties de chasse.

On racontait que durant le Congrès il avait pris à part le roi de Prusse et lui avait annoncé l'intention formelle de se retirer dans un couvent. « Il était las du monde, comme il le dit alors à plusieurs personnes; il avait perdu toute illusion sur la reconnaissance et les affections humaines ; il reportait vers le ciel toutes ses pensées. »

Un évêque prussien, Eylert, lui avait rendu visite à cette époque, et l'empereur avait longuement causé avec lui. Il ne lui cacha pas qu'il était déterminé à se consacrer à Dieu, et il lui exposa en ces mots l'origine de sa conversion : « L'incendie de Moscou a éclairé mon âme, dit-il, et le jugement de Dieu, qui s'est manifesté d'une façon terrible sur les plaines glacées du champ de bataille, a rempli mon cœur de la foi la plus vive et d'une ferveur plus grande que jamais. Ce n'est qu'alors que j'appris à connaître Dieu tel que nous le représentent les Saintes-Écritures et à écouter sa volonté et ses lois divines; et, dès ce moment,

je conçus le ferme désir de consacrer mon règne à la gloire de son nom. »

Alexandre avait dû ajourner une abdication intempestive; mais, quelques mois plus tard, lorsqu'il avait eu le malheur de perdre si subitement sa bien-aimée sœur Catherine, il s'était dit que la mort le délivrerait peut-être bientôt du poids de la couronne et qu'il n'avait pas encore fixé d'avance les droits de son héritier légitime. Il eut, à ce sujet, plusieurs conférences secrètes avec son frère Constantin.

Le grand-duc Nicolas, quoique gardant l'espérance de rester dans sa position de prince impérial et de ne pas changer un genre de vie qui lui assurait le bonheur, ne pouvait pourtant ignorer qu'il était menacé de devenir empereur, un jour ou l'autre. Il éloignait le plus possible cette inquiétude qui aurait jeté du trouble dans sa douce existence.

Ce fut en 1819 que, pour la première fois, son auguste frère lui parla clairement et positivement de l'avenir qui l'attendait. Cette année-là, le grand-duc eut plus d'une occasion de se familiariser avec la vie des camps et de satisfaire son goût pour les exercices militaires. Au mois de juin, trois camps de plaisance avaient été formés sous ses ordres im-

médiats, en Finlande : à Tawastehus, à Lovisa et à Helsingfors. L'empereur vint les visiter et fut enchanté des grandes manœuvres que le grand-duc fit exécuter devant lui.

Au commencement du mois d'août, le grand-duc Nicolas était à Krasnoé-Sélo, où campaient à tour de rôle et par brigade les régiments de la garde impériale. La 2e brigade, dont il avait le commandement, se composait du régiment d'Ismaïlowsky, de celui des chasseurs et du bataillon des sapeurs de la garde. L'empereur passa en revue cette brigade, avant de la renvoyer dans ses cantonnements, et il témoigna hautement sa satisfaction pour la tenue, l'instruction et la discipline des régiments.

— Je te loue, dit-il à son frère, des soins minutieux que tu apportes dans ton commandement; je ne crois pas qu'il y ait dans l'armée un chef plus exact, plus vigilant, plus dévoué que toi. C'est très-bien, je suis content et je te remercie.

L'empereur alla dîner avec son frère chez la grande-duchesse Alexandra, qui, quoique enceinte et au moment d'accoucher, était venue retrouver le grand-duc au camp de Krasnoé-Sélo. Suivant le désir exprimé par l'empereur, personne n'avait été admis à leur table.

La conversation, qui était devenue très-intime et amicale pendant le dîner, amena par degrés l'empereur à des confidences bien inattendues : il parla du plaisir qu'il éprouvait à être témoin du bonheur qui régnait dans l'intérieur de son frère Nicolas; il avoua n'avoir jamais joui d'un bonheur semblable, à cause d'une liaison qui l'en avait détourné dans sa première jeunesse; il exprima le regret de n'avoir pas d'enfants : « C'est-à-dire, ajouta-t-il avec un soupir, d'enfants que je puisse reconnaître, et mon frère Constantin, qui se trouve dans la même situation que moi à cet égard, a été encore moins heureux en ménage. »

Il essuya une larme qui avait brillé dans ses yeux, et, prenant la main du grand-duc Nicolas, il le félicita cordialement de s'être consacré de bonne heure à la vie de famille.

— Dieu soit loué ! lui dit-il affectueusement : grâce à vous, la Russie ne manquera pas d'empereur !

Le grand-duc et la grande-duchesse échangèrent des regards d'inquiétude.

Alors Alexandre, qui s'était assombri tout à coup, dit avec tristesse, que, pour suffire aux travaux pénibles et incessants dont se compose la tâche d'un souverain, il fallait posséder, outre la force morale, une force physique presque surhu-

maine. Il ajouta qu'il sentait journellement sa pensée s'affaiblir, ce qui lui faisait prévoir l'instant, peu éloigné sans doute, où il se verrait dans l'impossibilité de remplir, comme il l'entendait, ses devoirs d'empereur; il était donc fermement résolu à déposer le sceptre, dès qu'il jugerait le moment venu de le faire.

Le grand-duc et son épouse gardaient le silence et restaient immobiles.

— J'en ai parlé plusieurs fois à notre frère Constantin, continua l'empereur en fixant sur eux son œil doux et limpide; nous sommes presque du même âge, lui et moi, et tous deux sans enfants, — sans enfants! répéta-t-il avec amertume. D'ailleurs, Constantin a toujours eu une antipathie invincible pour la couronne, et décidément il ne veut pas me succéder, d'autant plus que nous voyons en toi, mon cher Nicolas, une marque signalée de la bénédiction du ciel qui t'a donné un fils. Tu dois donc savoir d'avance que tu es destiné à monter un jour sur le trône.

Ces paroles furent un coup de foudre pour le grand-duc comme pour la grande-duchesse; ils n'étaient ni l'un ni l'autre préparés à cette solennelle révélation. Leurs larmes coulaient, et l'émotion les empêchait de répondre.

— L'événement qui paraît tant vous affliger, leur dit l'empereur avec bonté, n'est pas encore imminent; ce ne sera peut-être pas avant une dizaine d'années... Mais j'ai voulu dès aujourd'hui vous prévenir de ce qui vous attend inévitablement un jour.

Ce fut en vain que le grand-duc objecta respectueusement qu'il ne s'était jamais permis d'aspirer au pouvoir impérial; qu'il ne se sentait ni la force d'âme, ni le génie, ni les autres qualités nécessaires pour être digne d'une si haute destinée, et que ses vœux se bornaient à servir son souverain dans la sphère restreinte de ses devoirs d'humble sujet de l'empereur.

Alexandre l'interrompit, en disant qu'il comprenait sa surprise et son anxiété; que, lui-même aussi, il s'était trouvé dans une position analogue lors de son avénement au trône, et qu'il avait été d'abord effrayé de la lourde charge qui lui semblait au-dessus de ses forces; car tout était à refaire dans l'administration de l'Empire, son père, l'empereur Paul, ayant pris à tâche de renverser ce qui avait été fait sous le règne de Catherine II.

— Dieu merci! s'écria-t-il en terminant, le chaos n'existe plus, et Dieu m'a permis de mettre les choses en assez bon état. Il ne te restera plus qu'à

consolider mon ouvrage et à suivre la route que je t'ai tracée, pour maintenir la Russie dans sa prospérité et dans sa puissance.

L'entretien en demeura là. L'empereur, en quittant le grand-duc et la grande-duchesse, les laissa, suivant les termes mêmes d'un mémoire autographe de l'empereur Nicolas, « sous l'impression d'un sentiment analogue à celui qu'éprouverait un homme parcourant une route, unie, jonchée de fleurs, entourée de beaux sites, et qui verrait s'ouvrir sous ses pas un affreux précipice, sans qu'il eût la possibilité de reculer en arrière ni de rebrousser chemin. »

Depuis cette conversation si nette et si précise, Alexandre, dans ses autres entretiens avec son frère Nicolas, fit quelquefois allusion indirecte au secret d'État qu'il lui avait confié, mais il évita toujours de revenir à fond sur ce sujet délicat. Le grand-duc, de son côté, observa la même réserve à l'égard de la grave confidence qu'il avait reçue et qui le troublait souvent au milieu de ses joies de famille.

Peu de jours après le mémorable entretien de Krasnoé-Sélo, la grande-duchesse Alexandra mit au monde une fille qui fut nommée à sa naissance Marie Nicolaïevna (18 août 1819). L'impératrice-

mère avait désiré que sa bien-aimée belle-fille, dont la santé paraissait plus fatiguée de cette seconde grossesse qu'elle ne l'avait été pendant la première, vînt se reposer auprès d'elle au château de Pavlowsky. L'accouchement donna lieu à quelques inquiétudes qui furent promptement dissipées.

— Je suis si heureuse d'avoir une fille, dit la grande-duchesse à son auguste belle-mère qui la conjurait de rester calme et d'obéir scrupuleusement aux prescriptions de ses médecins, je suis si heureuse, que je me garderai bien de la moindre imprudence qui pourrait m'enlever à mon bonheur.

L'empereur s'était empressé d'aller voir l'accouchée : il trouva le grand-duc Nicolas en contemplation devant le berceau du nouveau-né.

— Voyez, Sire! dit le grand-duc avec une joie rayonnante : cet enfant sera tout le portrait de sa mère.

— Sire, reprit la grande-duchesse, faites-moi la grâce de m'excuser si je ne vous ai pas obéi, en donnant le jour à une fille, quand vous m'aviez demandé un grand-duc.

— Si cette fille ressemble à Votre Altesse impériale, comme l'assure mon frère, repartit Alexandre

avec son gracieux sourire, je n'ai qu'à vous remercier d'avoir si bien fait les choses. Rappelez-vous, toutefois, que la grande-duchesse Marie vient de s'engager, par la bouche de son père, à être un jour, aussi belle que vous.

Le grand-duc Nicolas s'était penché sur le berceau où dormait son fils âgé de quinze mois à peine.

— Que me demanderais-tu, lui dit l'empereur ému du spectacle qu'il avait devant les yeux, que me demanderais-tu, si Dieu m'accordait le pouvoir d'accomplir tous tes souhaits?

— Sire, répondit le grand-duc en prenant la main de sa femme et en montrant ses deux enfants, je demanderais à Votre Majesté de me laisser toujours tel que je suis.

La grande-duchesse Alexandra n'était pas tout à fait rétablie en santé, lorsque son époux la quitta pour trois mois. Ils n'avaient pas encore été séparés aussi longtemps, et l'absence leur pesa également à l'un et à l'autre.

Le grand-duc accompagnait l'empereur à Riga et à Varsovie. Un camp de vingt mille hommes, avec soixante pièces de canon, avait été réuni à Riga, et l'on disait en Europe que ce corps de troupes était le noyau d'une grande armée de la

Sainte Alliance, qui agirait contre la Révolution dans tous les pays où le gouvernement légitime serait attaqué ou menacé. En ce moment même, le roi de Prusse, d'après le conseil de son *bon ami* Alexandre, prenait des mesures très-énergiques contre les sociétés secrètes allemandes, qui tenaient tête à son gouvernement.

Les troupes rassemblées autour de Riga, en prévision peut-être de certaines éventualités, avaient été exercées à des manœuvres qu'elles devaient exécuter sous les yeux de l'empereur. Le grand-duc Nicolas eut le commandement des troupes et dirigea ces manœuvres très-savantes et très-compliquées, qui ne durèrent pas moins de six heures consécutives et qui eurent lieu, par un temps magnifique, le 25 septembre, en présence d'une foule immense de spectateurs.

Pendant le déjeuner que les officiers avaient offert à l'empereur sur le champ de manœuvre, Alexandre adressa des félicitations et des éloges à son frère, en lui disant qu'il le prierait, si la guerre venait à éclater, de prendre le commandement d'une division de l'armée.

Ces paroles furent redites à la grande-duchesse Alexandra, et elle en éprouva une telle terreur, qu'elle écrivit à l'empereur, pour le supplier de ne

pas envoyer le grand-duc Nicolas à la guerre : « J'en mourrais de chagrin, disait-elle ; d'ailleurs, Votre Majesté n'ignore pas que les médecins m'ont prescrit d'éviter tout ce qui pourrait me causer une émotion violente ; or, je sens bien que je deviendrais folle, si j'avais sujet de craindre pour la vie de mon bien-aimé mari. »

A cette lettre pleine de tendresse conjugale, Alexandre répondit, avec sa grâce et son aménité ordinaires, que la vie du grand-duc était trop nécessaire à la couronne de Russie, pour qu'on lui permît de l'exposer aux hasards de la guerre : « Que Votre Altesse impériale se rassure ! ajoutait-il ; la guerre a fait son temps, je l'espère ; la paix générale est garantie par le traité de la Sainte-Alliance. »

Après la revue du camp de Riga, l'empereur et le grand-duc Nicolas partirent pour Varsovie, où les attendaient d'autres fêtes militaires du même genre, que le grand-duc Constantin était fier de leur offrir.

Ce prince, en effet, donnait des soins minutieux et infatigables à l'organisation de l'armée polonaise placée sous ses ordres. C'était là sa principale préoccupation et la grande affaire de tous ses instants.

Depuis que son auguste frère lui avait délégué un pouvoir discrétionnaire en Pologne, sans toutefois lui attribuer le titre de vice-roi, laissé au vieux général polonais Zaïonczek, Constantin n'avait pas cessé un seul jour de veiller à l'instruction, à la discipline des troupes; il présidait en personne aux exercices, aux revues, aux inspections; il était en communication journalière avec le soldat et il s'en faisait craindre par une sévérité excessive, qui n'épargnait pas même les chefs et qui souvent se traduisait en violentes explosions de colère. La plus légère infraction à la règle, la négligence la plus imperceptible, un bouton d'uniforme absent, un vêtement taché ou déchiré, un fusil mal nettoyé, il n'en fallait pas davantage pour motiver une punition. Cette rigueur poussée à l'extrême avait eu pour résultat de créer une armée admirable, dont tous les corps, quoique composés de jeunes recrues, avaient pris l'aspect de vieilles troupes d'élite.

Constantin était né soldat; tout chez lui annonçait ce caractère dominant : son attitude, son regard, sa voix et son geste. Il supportait, sans y penser, les plus terribles fatigues; il dormait peu, vivait très-sobrement, et ne quittait jamais l'uniforme. Il se levait toujours à trois heures du matin,

pour expédier avant la parade toutes les affaires courantes, c'est-à-dire celles qui concernaient le service militaire, mais il ne prenait presque aucun souci de l'administration publique du royaume, et il croyait que la Pologne, avec une pareille armée devait se trouver parfaitement heureuse. On comprend quels étaient son orgueil et sa joie lorsqu'il faisait manœuvrer cette armée devant l'empereur.

Alexandre revenait toujours plus enchanté, à chaque voyage en Pologne, de l'état des troupes polonaises.

— Je n'ai rien vu, dans les armées étrangères, qui les surpasse! disait-il au grand-duc Nicolas. Il est possible qu'il y ait d'aussi belles troupes cependant; mais, je le répète, je n'en connais pas, même en Russie, qui puissent leur être comparées pour la tenue et pour la discipline, et il faut que cela soit vrai, car je suis très-difficile à contenter en ces sortes de choses.

Dans une revue qui eut lieu en présence d'Alexandre et du grand-duc Nicolas, un général polonais fit une faute d'inattention, ce qui détermina une confusion momentanée dans le mouvement des pelotons; le grand-duc Constantin entra dans une de ces colères bruyantes qu'il ne savait pas modérer, et, poussant son cheval vers le pauvre général,

il lui cria de mettre son épée dans le fourreau et de se rendre aux arrêts. Au moment où le général, confus et désespéré, passait à peu de distance de l'empereur, celui-ci en eut pitié et l'appela pour lui dire avec bonté qu'une faute légère ne ferait pas oublier ses longs services. Puis, il se dirigea en toute hâte vers le césarévitch et revendiqua pour son propre compte la faute dont le général portait la peine :

— C'est moi seul, dit-il, qui suis cause de ce désordre; j'ai fait un signe auquel ce brave homme a eu le malheur d'obéir, et il me semble que je mérite plus que lui la punition qu'il subira.

Constantin fut sensible à la leçon indirecte d'indulgence que lui donnait son auguste frère, et il dédommagea amplement le général du reproche qu'il lui avait adressé devant les troupes. Le lendemain, en passant la revue, il le garda près de lui et le combla d'égards.

Le voyage de l'empereur à Varsovie avait eu, cette année-là, un autre but que de travailler à la direction des affaires politiques de la Pologne.

Alexandre, tourmenté par ses idées d'abdication et ne voulant pas que les droits de la succession impériale fussent plus longtemps indéterminés, venait en conférer intimement avec son frère

Constantin. Il le trouva plus affermi que jamais dans les mêmes sentiments qu'il lui connaissait depuis leur enfance, c'est-à-dire résolu à ne pas monter sur le trône de Russie.

Constantin était d'ailleurs décidé à mettre un obstacle invincible entre ce trône et lui, en réclamant le divorce, pour épouser morganatiquement la comtesse Jeanne Grudzinska, qu'il regardait déjà comme sa femme légitime.

L'empereur, avant de consentir au divorce et au mariage morganatique de son frère, lui représenta que cette alliance avec une Polonaise catholique le priverait à toujours de ses droits à la couronne.

Le césarévitch répondit qu'il aimait par-dessus tout la comtesse Grudzinska et qu'il lui sacrifierait volontiers tous les droits qu'il pouvait avoir à la succession impériale.

— Sans doute, dit-il à l'empereur, mes droits d'aînesse comportent l'obligation de ne pas refuser le fardeau du pouvoir, si j'étais appelé à gouverner la grande nation russe; mais je crois fermement, dans ma conscience, qu'en renonçant à ces droits, je ne fais que remplir mes devoirs de Russe, puisque j'aurai le bonheur, par la transmission de mes droits présomptifs à mon frère

cadet, de contribuer à consolider la tranquillité future de la Russie.

Le grand-duc Nicolas n'intervint pas dans ces délibérations, qui restèrent secrètes entre ses deux aînés : pourtant, la comtesse Grudzinska eut connaissance de ce qui avait été dit et convenu au sujet de son prochain mariage.

Alexandre avait pour elle autant de sympathie que d'estime; il appréciait son esprit élevé et ses qualités morales; il lui savait gré d'avoir, sous l'influence de la profonde affection qu'elle avait inspirée à Constantin, assoupli et dompté ce caractère violent et intraitable; il lui sut gré surtout de rendre heureux le césarévitch, qu'elle environnait, pour ainsi dire, d'une douce et calme atmosphère de bonheur domestique.

Il la vit beaucoup, pendant son séjour au palais du Belvédère, et, plus il la voyait, plus il devenait son admirateur et son ami. Il lui promit de faire partager à son auguste mère et à toute la famille impériale le sentiment de haute appréciation et de sincère attachement qu'il avait pour elle.

Le grand-duc Nicolas avait été mis aussi en rapport avec la future épouse de son frère Constantin, et il n'avait pas été rebelle au charme qu'elle exerçait par sa figure intéressante, par ses

grâces modestes, et par l'aimable enjouement de sa conversation.

Quelques mois plus tard (1er avril 1820), le divorce du grand-duc Constantin et de la grande-duchesse Anna Féodorovna, née princesse de Saxe-Cobourg, était prononcé par le saint-synode, et le même jour, un manifeste de l'empereur, approuvant et confirmant ce divorce, autorisait le grand-duc à convoler en secondes noces, mais prévoyait le cas où il épouserait une femme d'un rang inférieur au sien.

Voici les termes de ce manifeste qui réglait indirectement par avance les droits de l'héritier présomptif de la couronne de Russie :

« Le grand-duc Constantin, notre frère chéri,
« ayant, par une demande adressée à l'impératrice
« Marie, notre mère bien-aimée, et à Nous, appelé
« notre attention sur ses rapports domestiques re-
« lativement à la longue absence de la grande-
« duchesse son épouse, laquelle, dès l'année 1801,
« s'étant rendue à l'étranger pour tenter de réta-
« blir sa santé entièrement délabrée, non-seule-
« ment n'est pas, jusqu'ici, revenue auprès de lui,
« mais, d'après sa déclaration personnelle, ne
« peut, à l'avenir, rentrer en Russie; en consé-
« quence, le grand-duc ayant exprimé le désir

« que son mariage avec elle fût dissous : eu égard « à cette demande, et du consentement de notre « mère bien-aimée, Nous avons soumis cette af- « faire à l'examen du saint-synode, lequel, ayant « examiné les motifs de la requête et les lois ecclé- « siastiques, et d'après le principe établi par le « 35e article des statuts de Basile le Grand, a dé- « cidé que le mariage du grand-duc Constantin « avec la grande-duchesse Anne devait être dis- « sous, et qu'il pouvait être permis au grand-duc « d'en contracter un nouveau, s'il le désire. Nous « avons vu, par toutes les circonstances précé- « dentes, que toute autorité serait vaine pour « conserver l'existence de ce mariage dans notre « famille impériale, après une séparation de dix- « neuf ans, et sans aucun espoir de réunion des « époux; en conséquence, d'après le principe des « lois ecclésiastiques, Nous donnons notre consen- « tement à l'exécution de la décision du saint-sy- « node, etc.

« Portant, à cette occasion, notre attention sur « les cas divers qui pourraient survenir par rap- « port au mariage des membres de la famille im- « périale, et sur les suites qui en résulteraient, et « qui, à moins d'être prévues et réglées par une « loi générale, pourraient faire naître de graves

« difficultés, en conséquence, pour la conservation « inébranlable de la dignité et du repos de la fa- « mille impériale, et de l'Empire même, Nous « avons jugé nécessaire d'ajouter aux dispositions « existantes, relativement à la famille impériale, « l'ordonnance complémentaire ci-dessous :

« Lorsqu'un membre de la famille impériale « contracte une union avec une personne dont le « rang n'est point égal au sien, c'est-à-dire qui « n'appartient pas à quelque maison souveraine ou « régnante, ce membre de la famille impériale ne « pourra transmettre à ladite personne les droits « appartenant aux membres de cette famille, et « les enfants issus d'un tel mariage n'auront aucun « droit de succession à la couronne, etc., etc. »

Le 5 juin suivant, le grand-duc Constantin épousait solennellement à Varsovie la comtesse Grudzinska. Par un rescrit daté du 22 juin, l'empereur, en considération des services que son frère Constantin avait rendus, soit en formant l'armée polonaise, soit dans l'exercice du commandement en chef de cette armée, lui donna comme propriété indépendante et à titre gratuit la magnifique terre de Lowicz, située dans la vaïvodie de Mazovie en Pologne. Un autre décret, du 20 juillet, accorda le titre de princesse de Lowicz à Jeanne Grudzinska,

épouse du grand-duc Constantin, ce titre devant être transmis héréditairement aux enfants qu'elle aurait de son époux.

Ce mariage avait eu l'approbation de toute la famille impériale; mais l'opinion publique lui fut moins favorable : l'alliance d'une dame polonaise avec un grand-duc de Russie excita généralement autant de surprise que de mécontentement; il y eut dans le peuple russe une pénible émotion, quand il apprit que le frère de son empereur avait épousé une catholique du rite latin.

Le même sentiment de malveillance contre cette union se fit jour en Pologne où les antipathies nationales trouvèrent un nouveau prétexte d'accuser la Russie et de maudire Constantin. L'esprit de parti, aveugle et passionné, empêcha les Polonais de s'incliner avec respect et reconnaissance devant la noble et vertueuse femme qui s'était faite auprès du césarévitch l'ange gardien de la Pologne.

Le manifeste de l'empereur, relatif au divorce du grand-duc Constantin, et les décrets qui en avaient été la conséquence, ne pouvaient pas laisser de doute sur sa renonciation à la couronne. L'écho des bruits qui circulèrent à ce sujet arriva certainement aux oreilles du grand-duc Nicolas, mais il ne daigna pas y prendre garde.

Dans le voyage qu'il fit en Prusse, au mois d'octobre 1820, avec la grande-duchesse, qui n'avait pas, depuis son mariage, revu son pays natal et la cour de son père, il fut sans cesse obsédé d'allusions plus ou moins ingénieuses à son caractère d'héritier présomptif.

La population de Berlin accueillit avec des transports de joie la charmante princesse qui lui revenait plus gracieuse et plus belle encore, après trois ans d'absence.

Parmi les acclamations qui saluèrent son passage et celui de son époux, on entendit ce cri, dont le grand-duc fut singulièrement contrarié : *Vive le grand-duc héréditaire de Russie !*

Alexandre de Humboldt lui fut présenté par le roi de Prusse, qui n'eut qu'à le nommer pour que le grand-duc Nicolas rendît hommage à cet illustre savant; celui-ci restait comme stupéfait devant le grand-duc et le considérait en silence; tout à coup, il dit à demi-voix au roi de Prusse : « Ou je me trompe fort, ou le grand-duc d'aujourd'hui sera le plus grand monarque de son temps. » Le grand-duc s'éloigna froidement et ne parla plus à M. de Humboldt.

Il laissa la grande-duchesse à Berlin, pour se rendre au Congrès de Troppau. L'empereur l'avait

invité à y venir, en disant : « Il est bon que les souverains mes alliés s'accoutument à voir en vous le futur défenseur de la Sainte-Alliance. »

Il fut accueilli avec mille prévenances à la cour de Vienne. Si le titre de grand-duc héréditaire ne lui fut pas donné officiellement, ce titre semblait se refléter à chaque instant dans les égards délicats dont il était l'objet de la part de la famille impériale d'Autriche.

— Il n'est pas plus beau que l'empereur Alexandre, disait de lui une des femmes les plus spirituelles de la cour; mais, avec cet air froid et majestueux, il est plus empereur.

Malgré cette froideur et cette réserve, dont il ne se départait jamais, on ne pouvait se lasser d'admirer l'urbanité de ses manières et la dignité parfaite de son langage.

Dans un bal masqué auquel il assistait, un domino s'approcha de lui et, le regardant en face, lui dit avec une hardiesse qu'encourageait le masque :

— Savez-vous, Monseigneur, que vous êtes le plus bel homme de la Russie?

— Mon Dieu! Madame, reprit-il en lui tournant le dos, cela ne regarde que la grande-duchesse ma femme.

L'année suivante (1821), le grand-duc Nicolas et la grande-duchesse allèrent prendre les eaux d'Ems; ils devaient revenir à Saint-Pétersbourg en passant par la Pologne.

Le grand-duc profita de son séjour en Allemagne pour faire une excursion à Bruxelles, avec son beau-frère, le prince-royal de Prusse. Le prince d'Orange et le prince Frédéric des Pays-Bas les attendaient, et ils passèrent tous ensemble, comme des frères, une semaine qui s'écoula trop vite à leur gré. L'amitié qu'ils avaient les uns pour les autres augmentait le plaisir de leur réunion. Ils avaient espéré que le grand-duc Michel viendrait les rejoindre, mais ce prince, qui, à la suite d'une maladie grave, avait pris les eaux à Carlsbad et à Marienbad, ne se trouvait point encore complétement rétabli. Il préféra se diriger à petites journées vers Varsovie, où le grand-duc Constantin et la princesse Lowicz se réjouirent de le revoir en meilleure santé.

Le grand-duc Nicolas et son épouse ne devaient pas tarder à arriver aussi à Varsovie, et l'on faisait, pour leur réception, des apprêts extraordinaires au palais du Belvédère.

— En vérité! dit le grand-duc Michel au césarévitch, on croirait que vous attendez l'empereur!

— Vois-tu, reprit le césarévitch, avec toi, je suis

sans façon, mais quand j'attends mon frère Nicolas, il me semble toujours que c'est l'empereur lui-même que je vais recevoir.

Quelques jours avant l'arrivée du grand-duc Nicolas, le césarévitch s'ouvrit tout à coup au grand-duc Michel, en se promenant avec lui en calèche sur les bords de la Vistule.

— Tu sais, lui dit-il, la confiance que j'ai toujours eue en toi? Eh bien! je veux t'en donner une nouvelle preuve, en te faisant dépositaire d'un grand secret qui me pèse sur le cœur. A Dieu ne plaise que nous survivions à notre frère Alexandre! Sa mort serait le plus grand malheur qui pût frapper la Russie. Mais, si ce malheur arrivait, sache que j'ai fait une promesse solennelle et sacrée de renoncer à mes droits au trône. Deux motifs m'ont poussé à prendre ce parti. D'abord, le respect, la vénération, le tendre attachement que je porte à mon frère Alexandre, ne me permettent pas de penser qu'il me soit possible de régner jamais après lui. En outre, ma femme n'appartient à aucune maison souveraine, et, de plus, elle est Polonaise : ce qui empêcherait la nation russe d'avoir en nous la confiance absolue qu'un souverain réclame de ses sujets. Je suis donc fermement décidé à me désister de tous mes droits en faveur

de mon frère Nicolas, et rien au monde ne saurait ébranler une décision que j'ai prise après de longues et mûres réflexions. En attendant, cela doit rester entre nous ; mais, si jamais mon frère Nicolas venait à t'interroger là-dessus, ajouta-t-il en lui serrant la main, regarde-toi comme dispensé de garder le secret que je te confie : tu peux t'en expliquer avec lui, mais alors assure-le, de ma part, qu'il trouvera toujours en moi un sujet zélé, fidèle et soumis, qui le servira loyalement jusqu'à la mort et dont le dévouement ne fera pas plus défaut à son fils qu'à lui-même, si les décrets d'en haut voulaient que je lui survécusse. Tu peux même ajouter que mon zèle à servir son fils n'en serait peut-être que plus dévoué, car le petit grand-duc Alexandre porte le même nom que notre bienfaiteur ! »

Le grand-duc Michel n'eut pas l'occasion de dévoiler le secret dont Constantin l'avait fait dépositaire, car le grand-duc Nicolas s'abstint toujours de l'interroger.

Le grand-duc Nicolas était enfin arrivé avec la grande-duchesse à Varsovie. Le césarévitch, qui l'avait accueilli avec autant d'empressement que de distinction, affectait vis-à-vis de lui une déférence et une sorte de respect, que ce prince ne devait pas

attendre d'un frère aîné et qui lui causait souvent un véritable embarras.

Il insista donc à plusieurs reprises pour qu'on cessât de lui rendre des honneurs auxquels il déclarait n'avoir aucun droit, mais le césarévitch ne tint pas compte des observations et des prières de son frère cadet, qu'il continua de traiter avec les mêmes égards.

— Tu sais, lui disait-il en riant, c'est toujours à cause de ta dignité de tzar... de Mirliky!

XVII

Les grands-ducs Nicolas et Michel ne revinrent à Saint-Pétersbourg que dans les derniers jours de décembre 1821; car il était d'usage que la famille impériale se trouvât réunie autant que possible à l'occasion de la nouvelle année. L'empereur Alexandre tenait beaucoup à cette tradition patriarcale et il attachait même une idée superstitieuse à voir, le premier de l'an, tous les membres de sa famille autour de lui.

La grande-duchesse Marie Pavlovna était arrivée de Weymar, et le grand-duc Constantin, qu'on n'attendait pas cette année-là et qui avait fait valoir le mauvais état de sa santé pour excuser son absence, arriva aussi tout à coup de Varsovie. Ce fut pour l'empereur une bien agréable surprise, qui dissipa pendant plusieurs jours sa tristesse habituelle.

Il y avait d'ailleurs, en ce moment, un grand sujet de joie pour la famille impériale, qui allait voir bientôt se resserrer plus étroitement les liens de parenté qu'elle avait formés depuis longtemps avec la famille royale de Wurtemberg. L'impératrice-mère appartenait à cette illustre famille : elle avait eu l'idée d'y chercher une épouse pour son dernier fils.

Le grand-duc Michel, dans ses voyages en Allemagne, du vivant de sa sœur Catherine, reine de Wurtemberg, eut plus d'une fois l'occasion de rencontrer la princesse Charlotte, fille aînée du prince Paul, oncle du roi. Cette princesse, née le 9 janvier 1807, était déjà une des plus belles et des plus spirituelles princesses de l'Europe. Le grand-duc Michel en fut épris; il parla d'elle, avec admiration, à ses frères, à l'impératrice-mère. Le général Benkendorff, ministre plénipotentiaire auprès du roi de Wurtemberg, avait été chargé de demander, au nom de l'empereur Alexandre, la main de la princesse Charlotte pour le grand-duc Michel.

Le roi de Wurtemberg s'empressa de donner son adhésion à cette alliance. Il ne fut pas démenti par sa nièce, et les fiançailles de la princesse avec le grand-duc furent célébrées, le 8 janvier 1822, à Stuttgart. Le mariage définitif ne devait

avoir lieu qu'à la majorité des augustes fiancés.

Les réceptions et les fêtes du nouvel an avaient été très-brillantes à la cour de Russie. On remarqua pourtant que le grand-duc Constantin avait l'air soucieux et préoccupé. Il annonçait tout haut l'intention de repartir presque immédiatement pour la Pologne, et néamnoins il resta plus de six semaines à Saint-Pétersbourg.

Il était descendu au palais de Marbre, qui lui appartenait, mais il passait toutes ses soirées au palais d'Hiver, où il soupait chez l'impératrice-mère, avec son frère le grand-duc Michel, qui demeurait encore dans ce palais. Quant au grand-duc Nicolas, qui habitait son palais d'Anitchkoff, il ne quittait presque jamais le soir sa femme et ses enfants.

Après le souper de l'impératrice-mère, le grand-duc Constantin emmenait avec lui, vers dix heures, son frère cadet au palais de Marbre, et l'y retenait souvent dans une causerie intime qui se prolongeait durant une partie de la nuit.

Le 21 ou 22 janvier, le grand-duc Michel attendait dans ses appartements que l'impératrice-mère lui fît dire de se rendre chez elle, pour y souper comme à l'ordinaire. Dix heures sonnent, puis onze heures, et personne ne vient. Il s'impatiente, il

s'inquiète, mais il attend toujours. Ce fut seulement vers minuit qu'on lui annonça le souper.

En entrant chez l'impératrice-mère, où se trouvaient le grand-duc Constantin et la grande-duchesse Marie Pavlovna, il voit celle-ci embrassant le césarévitch avec effusion et il entend ces paroles qu'elle lui adresse d'une voix émue :

— Vous êtes un honnête homme, mon frère!

Il ne demanda pas ce qui s'était passé, et la conversation prit aussitôt un autre cours.

Il était tard; le souper fut bientôt achevé, et le grand-duc Constantin pria son frère de l'accompagner jusqu'à son palais. Ils montèrent tous deux en traîneau, et le césarévitch se penchant à l'oreille du grand-duc Michel :

— Te rappelles-tu, lui dit-il à demi-voix, ce que je te disais l'an dernier à Varsovie?

— Je ne devine pas ce dont il est question, reprit le grand-duc, mais il s'est passé ce soir quelque chose de mystérieux...

— Ce soir, tout a été arrangé, répliqua le césarévitch. Tu sais que j'avais fait à l'empereur la proposition formelle de renoncer pour ma part au trône et que je le priais depuis plusieurs années de transmettre mes droits, de mon vivant, à notre frère Nicolas?

— Oui, et Nicolas ne paraît pas trop se soucier de cette substitution en sa faveur.

— Eh bien! j'ai définitivement fait approuver par l'empereur et par notre mère ma résolution inébranlable. Ils ont compris et apprécié l'un et l'autre ma manière de voir, dans l'intérêt de la Russie et de la famille impériale. L'empereur m'a donc promis de dresser un acte spécial, désignant comme son héritier légitime notre frère Nicolas, et de déposer cet acte, conformément aux usages, sur l'autel de la cathédrale de l'Assomption à Moscou. Mais cet acte doit être entouré du plus profond mystère et il ne sera rendu public qu'en temps utile.

— Mon frère, je répéterai avec notre sœur Marie : Tu es un honnête homme.

Le lendemain de cet entretien, qui ne fut jamais repris entre les deux frères, le grand-duc Constantin rédigea un projet de lettre adressée à l'empereur et le lui soumit. Alexandre l'examina et le retoucha de sa propre main. En conséquence, cette lettre autographe lui fut remise, avant le départ du césarévitch pour Varsovie :

« Sire,

« Encouragé par toutes les preuves des disposi-

tions infiniment bienveillantes de Votre Majesté impériale à mon égard, j'ose y recourir encore une fois et déposer à vos pieds, Sire, une très-humble prière.

« Ne reconnaissant en moi, ni le génie, ni les talents, ni la force, nécessaires pour être jamais élevé à la dignité souveraine à laquelle je pourrais avoir droit par ma naissance, je supplie Votre Majesté impériale de transférer ce droit à celui à qui il appartient après moi, et d'assurer ainsi pour toujours la stabilité de l'Empire. Quant à moi, j'ajouterai par cette renonciation une nouvelle garantie et une nouvelle force à l'engagement que j'ai spontanément et solennellement contracté, à l'occasion de mon divorce avec ma première épouse.

« Toutes les circonstances de ma situation actuelle me portent de plus en plus à cette mesure, qui prouvera à l'Empire et au monde entier la sincérité de mes sentiments.

« Daignez, Sire, agréer avec bonté ma prière; daignez contribuer à ce que notre auguste mère veuille y adhérer, et sanctionnez-la de votre assentiment impérial.

« Dans la sphère de la vie privée, je m'efforcerai toujours de servir d'exemple à vos fidèles

sujets et à tous ceux qu'anime l'amour de notre chère patrie.

« Je suis avec un profond respect, de Votre Majesté, le plus fidèle sujet et frère,

« CONSTANTIN CÉSARÉVITCH.

« Saint-Pétersbourg, 14/26 janvier 1822. »

Il paraît que, malgré cette déclaration si nette et si décisive, l'empereur aurait encore hésité à sanctionner le généreux sacrifice que le grand-duc Constantin faisait de ses droits d'héritier présomptif, car il ne lui répondit que quinze jours après avoir reçu sa lettre. Voici cette réponse :

« TRÈS-CHER FRÈRE,

« J'ai lu votre lettre avec toute l'attention qu'elle méritait. Ayant toujours su apprécier les sentiments élevés de votre cœur, je n'ai trouvé dans votre lettre rien qui pût me surprendre. Elle m'a donné une nouvelle preuve de votre sincère attachement à l'État et de votre sollicitude pour sa tranquillité inaltérable.

« Conformément à votre désir, j'ai présenté votre lettre à notre mère chérie; elle l'a lue avec le même sentiment de reconnaissance pour les nobles motifs qui vous ont guidé. Tous deux, nous n'avons

plus maintenant, après avoir pris en considération les raisons que vous alléguez, qu'à vous donner pleine liberté de suivre votre inébranlable résolution et à prier le Tout-Puissant de bénir les conséquences d'intentions aussi pures.

« Je suis à jamais votre affectionné frère,

« ALEXANDRE.

« Saint-Pétersbourg, 2/14 février 1822. »

Les choses en restèrent là jusqu'au milieu de l'année suivante (1823), mais on a tout lieu de croire que le césarévitch sollicita plus d'une fois l'empereur de donner un caractère officiel et irrévocable aux conventions qui avaient été faites entre eux d'un commun accord et qui n'étaient pourtant formulées que dans une simple correspondance. Alexandre Ier flottait entre divers partis à prendre, quoiqu'il revînt sans cesse à ses idées d'abdication personnelle.

Le grand-duc Michel avait bien gardé le secret, dont son frère Constantin l'avait fait dépositaire. Le grand-duc Nicolas, ainsi que sa femme, ignorait absolument la décision du césarévitch, approuvée par l'impératrice-mère et par l'empereur; il ne savait rien des conférences secrètes qui avaient eu lieu pendant le séjour du grand-duc Constantin à

Saint-Pétersbourg; sa sœur Marie Pavlovna était repartie pour Weymar, sans lui faire aucune confidence.

Cependant l'impératrice-mère fit plusieurs fois allusion à ce qui devrait arriver, si l'empereur venait à mourir. Un jour même, en présence de son fils Nicolas, elle se prit à parler assez clairement d'un acte de renonciation au trône, que le césarévitch aurait fait ou voulu faire, et se tournant tout à coup vers le grand-duc, elle lui demanda si l'empereur ne le lui avait pas communiqué. Le grand-duc rougit et baissa la tête, mais il ne répondit point à cette question imprévue.

— Plaise à Dieu, dit-il avec tristesse, que la Providence accorde à Sa Majesté un long règne pour le bonheur de la Russie !

La grande-duchesse Alexandra n'était pas moins inquiète que son mari des présages de son élévation prochaine. Elle pâlissait et tressaillait toutes les fois qu'on venait à parler devant elle des embarras et des malheurs que pouvait entraîner la mort de l'empereur.

Quand elle donna le jour à sa seconde fille, Olga Nicolaïevna, née le 11 septembre 1822, elle se félicita tout haut de n'avoir pas eu un fils, « car, disait-elle à la princesse Wolkonsky, je garderai du

moins mes filles près de moi, quoi qu'il arrive, tandis qu'un grand-duc n'appartient presque plus à sa mère, dès qu'il atteint sa septième année. Mon petit Alexandre n'a pas cinq ans, et déjà je me tourmente à l'idée de le voir passer dans les mains d'un gouverneur. Ce serait bien pis, si ce cher enfant devenait grand-duc héritier! »

L'empereur, qui avait quitté Tzarskoé-Sélo depuis le 15 juillet, pour aller inspecter les colonies militaires, se trouvait, en Podolie, au quartier-général de la grande armée d'observation, que commandait le comte Wittgenstein, sur les bords du Boug et du Dniester. Il écrivit à la grande-duchesse, au sujet de son heureuse délivrance, en lui rappelant « qu'elle *devait* encore, à la famille impériale, trois grands-ducs, Constantin, Nicolas et Michel. »

Une pareille dette semblait être au-dessus des forces de la grande-duchesse, car, l'année suivante, elle était enceinte de nouveau, et cette grossesse, plus pénible que les précédentes, faillit avoir une issue funeste : la princesse, qui naquit le 23 octobre 1823, mourut peu de jours après sa naissance.

Il faut attribuer au caractère indécis de l'empereur Alexandre la lenteur qu'il mit à consacrer par un acte légal la renonciation de son frère Con-

stantin. On sait qu'un de ses dictons favoris était le vieux proverbe populaire emprunté au métier du tailleur : *Essaye dix fois et ne coupe qu'une.* Il mettait, toujours, en effet, un intervalle de temps plus ou moins long entre le projet et son exécution; car, disait-il pour justifier ses hésitations continuelles : « On ne se repent presque jamais d'avoir attendu. »

On suppose, d'ailleurs, qu'il ne voulait pas prendre un parti définitif, avant d'en avoir conféré avec la princesse de Lowicz, seconde femme du césarévitch, pour laquelle il professait autant d'estime que d'amitié. Il eut donc à ce sujet une entrevue avec elle à Varsovie, pendant l'automne de 1822, et néanmoins il ajourna encore la conclusion définitive de cette grande affaire d'État.

Les réclamations réitérées du grand-duc Constantin amenèrent enfin, au bout de dix-huit mois, le résultat qu'il n'aurait peut-être pas obtenu s'il n'eût fait violence, en quelque sorte, à son auguste frère.

L'empereur avait consulté le comte Alexis Araktchéïeff, son conseiller intime, alors président du département militaire au Conseil de l'Empire, et le comte ne s'était pas montré trop favorable à la renonciation du césarévitch : il avait même

cherché à dissuader l'empereur d'y prêter les mains et d'y donner suite.

Le prince Alexandre Galitsyne, ministre des cultes, fut également invité à donner son avis, et il exprima hautement l'opinion que la lettre confidentielle, dans laquelle le grand-duc Constantin avait fait abandon de tous ses droits au trône de Russie, devait être le plus tôt possible transformée en un rescrit impérial qui ferait du grand-duc Nicolas l'héritier présomptif de la couronne.

Dans l'été de l'année 1823, l'archevêque de Moscou, Philarète, se trouvait à Saint-Pétersbourg où l'avait appelé le saint-synode, dont il était un des membres les plus influents. C'était un prélat instruit et éclairé, que son caractère estimable recommandait à la confiance d'Alexandre. Il se préparait à retourner dans son diocèse et il en avait demandé l'autorisation à l'empereur. Le ministre des cultes lui annonça que cette autorisation lui était accordée officiellement, mais que l'empereur attendait de lui avant son départ un travail de la plus haute importance. Cette communication lui fut faite sous le sceau du secret, et, le jour même, l'archevêque recevait l'ordre de rédiger un projet de manifeste impérial d'après la lettre autographe du césarévitch, en date du 14/26 janvier 1822, et suivant les instruc-

tions verbales qui lui furent transmises en même temps de la part de l'empereur.

L'archevêque se mit en devoir d'obéir, mais il crut nécessaire, au préalable, de présenter humblement quelques objections auxquelles l'empereur s'empressa de faire droit. Ainsi, dans la pensée de l'empereur, le manifeste original eût été déposé sur l'autel de la cathédrale de l'Assomption et gardé dans le plus grand secret jusqu'au moment où les circonstances exigeraient de le rendre public. Mais l'archevêque, prévoyant les dangers qui pouvaient résulter de ce dépôt unique, fait à Moscou, proposa de déposer simultanément à Saint-Pétersbourg les duplicata du manifeste.

Alexandre comprit les préoccupations du sage prélat, et ordonna, en conséquence, que des copies de l'acte original fussent conservées également à Saint-Pétersbourg, en trois dépôts différents, au Conseil de l'Empire, au saint-synode et au Sénat, ce qui devait être spécifié dans l'acte même. Cet acte rédigé, Son Éminence le remit au prince Alexandre Galitsyne, en demandant une audience de congé à l'empereur.

Cette audience eut lieu à la résidence impériale de Kamennoï-Ostroff, et l'empereur, tout en approuvant la rédaction du manifeste, exprima l'intention

d'y faire quelques légers changements. Il pria donc l'archevêque Philarète de vouloir bien attendre que le projet lui fût renvoyé avec ces corrections. Du reste, il parut encore indécis sur la suite qu'il devait donner à toute cette affaire.

Plusieurs jours s'écoulèrent, et l'empereur partit pour Tzarskoé-Sélo. L'archevêque, dont le séjour prolongé dans la capitale commençait à devenir l'objet des interprétations les plus indiscrètes, craignit que le secret d'État, qu'il avait en garde, ne vînt à transpirer et à s'ébruiter. Il insista de nouveau pour quitter Saint-Pétersbourg, et on lui fit savoir qu'il pouvait se mettre en route immédiatement, en passant par Tzarskoé-Sélo, sous prétexte de rendre visite au ministre des cultes qui y avait accompagné l'empereur.

C'est là que le ministre lui représenta le projet de manifeste avec quelques phrases et quelques expressions soulignées. L'archevêque fit, séance tenante, les modifications qui étaient indiquées, et il repartit presque aussitôt, en apprenant que l'empereur ne tarderait pas à le rejoindre à Moscou.

Voici quelle était la rédaction définitive du manifeste impérial :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Alexandre premier, empereur et autocrate de toutes les Rus-

sies, etc., etc., etc. Savoir faisons à tous nos fidèles sujets :

« Dès le moment de notre avénement au trône de toutes les Russies, Nous avons constamment senti qu'il était de notre devoir envers le Dieu Tout-Puissant, non-seulement de garantir et d'accroître, de notre vivant, la félicité de notre chère patrie et de nos peuples, mais aussi de préparer et d'assurer leur repos et leur bonheur après Nous, par une désignation claire et précise de notre successeur, conformément aux droits de notre maison impériale et aux intérêts de l'Empire. Nous ne pouvions, à l'exemple de nos prédécesseurs, le nommer immédiatement, dans l'attente où Nous étions qu'il plairait peut-être à la Providence de Nous accorder un héritier du trône en ligne directe. Mais plus nos années s'accroissent, plus Nous croyons devoir nous hâter de placer notre trône dans une position telle, qu'il ne puisse rester vacant même momentanément.

« Tandis que Nous portions cette sollicitude dans notre cœur, notre bien-aimé frère, le césarévitch et grand-duc Constantin, ne suivant que l'impulsion spontanée de sa volonté, Nous adressa la demande de transférer son droit à la dignité souveraine, dignité à laquelle il pourrait un jour être élevé par

sa naissance, sur la tête de la personne qui devait posséder ce droit après lui. Il manifesta, en même temps, son intention de donner ainsi une nouvelle force à l'Acte additionnel relatif à la succession au trône, promulgué par Nous en 1820, acte volontairement et solennellement reconnu par lui, en tant que cet acte pouvait le concerner.

« Nous sommes profondément touché du sacrifice que notre bien-aimé frère a cru devoir faire de ses intérêts personnels à la consolidation des lois constitutives de notre maison impériale et à la tranquillité inébranlable de l'Empire de toutes les Russies.

« Ayant invoqué l'aide de Dieu, ayant mûrement réfléchi à un objet aussi cher à notre cœur qu'important pour l'État, et trouvant que les statuts qui existent sur l'ordre de succession au trône ne privent pas ceux qui y ont des droits, de la faculté d'y renoncer, lorsqu'en pareille circonstance il ne se présente aucune difficulté dans l'ordre héréditaire de la succession au trône, Nous avons, avec l'assentiment de notre auguste mère, en vertu du droit suprême de chef de la famille impériale qui Nous appartient, et du pouvoir absolu que Nous tenons de Dieu lui-même, ordonné et ordonnons :

« Premièrement, l'acte spontané, par lequel Notre frère puîné, le césarévitch et grand-duc Constantin, renonce à ses droits sur le trône de toutes les Russies, est et demeure irrévocable. Ledit acte de renonciation sera, afin d'en assurer la notoriété, conservé à la cathédrale de l'Assomption à Moscou, et dans les trois hautes Cours de notre Empire, au saint-synode, au Conseil de l'Empire, et au Sénat-dirigeant. Secondement, d'après la stricte teneur du statut sur la succession au trône, est reconnu pour notre successeur, notre second frère, le grand-duc Nicolas.

« En conséquence, Nous avons l'espoir bien fondé qu'au jour où il plaira au Roi des rois de nous rappeler, suivant la loi commune des mortels, de notre règne temporaire dans l'éternité, les autorités constituées de l'Empire, alors que notre présente et irrévocable volonté et l'institution que Nous faisons ici-même leur seront dûment notifiées, s'empresseront de jurer soumission et fidélité à l'Empereur que Nous venons de désigner comme héritier de la couronne indivisible de l'empire de toutes les Russies, du royaume de Pologne et du grand-duché de Finlande. Quant à Nous, Nous prions tous nos fidèles sujets, qu'avec ce même sentiment d'amour qui Nous faisait considérer comme

notre premier bien sur la terre les soins que Nous avons donnés à leur constante prospérité, ils adressent de ferventes prières à Notre-Seigneur Jésus-Christ, afin qu'il daigne, dans sa miséricorde infinie, recevoir notre âme en son royaume éternel.

« Donné à Tzarskoé-Sélo, le seize août (28 août, nouv. style) l'an de grâce mil huit cent vingt-trois et de notre règne le vingt-troisième.

« ALEXANDRE. »

L'empereur arriva peu de jours après à Moscou, et le surlendemain de son arrivée, il fit parvenir à l'archevêque Philarète le manifeste signé et scellé, sous un pli cacheté portant cette suscription autographe : « A conserver, jusqu'à nouvelle réclamation de ma part, dans la cathédrale de l'Assomption, avec les actes de l'État, et, en cas de mon décès, ouvrir, par l'entremise de l'archevêque de Moscou et du général-gouverneur, dans la cathédrale même et avant de procéder à toute autre détermination. »

Le comte Alexis Araktchéïeff vint ensuite voir l'archevêque et s'assura que le paquet contenant le manifeste impérial lui était parvenu intact. Il lui demanda, durant le cours de la conversation, comment ce paquet pourrait être déposé dans la cathé-

drale, sans éveiller l'attention ni la curiosité de personne. Le prélat répondit que le soir du 29 août (10 sept., nouv. style), veille de la fête de l'empereur, il devait officier aux Vigiles et qu'il pénétrerait, avant l'office, dans l'enceinte du sanctuaire, pour ouvrir l'arche destinée aux papiers d'État et y mettre solennellement le pli cacheté, que l'empereur lui avait confié. Araktchéïeff se retira sans faire aucune objection, mais il revint bientôt avertir Son Éminence que l'empereur exigeait le mystère le plus absolu dans le dépôt de son manifeste.

En vertu de cet ordre formel, l'archevêque choisit trois témoins, sur la discrétion desquels il pouvait compter : l'archiprêtre de la cathédrale, son vicaire, et le procureur du comptoir synodal. Il les réunit seuls dans le sanctuaire, ouvrit en leur présence l'arche des papiers d'État, leur fit constater que le cachet du pli qu'il allait y déposer était intact, et, le dépôt effectué, il referma l'arche en y apposant son sceau ; puis, il enjoignit aux trois assistants de garder le plus profond silence sur ce qui venait de se passer.

Les trois copies du manifeste, que le comte Alexandre Galitsyne avait transcrites de sa propre main, ne furent expédiées, sous le sceau impérial,

que six semaines plus tard, au Conseil de l'Empire, au saint-synode et au Sénat. Sur le pli envoyé au Conseil de l'Empire, l'empereur avait tracé ces lignes : « A conserver en dépôt au Conseil de l'Empire jusqu'à nouvelle réclamation de ma part ; et, dans le cas de ma mort, convoquer une assemblée extraordinaire et ouvrir, avant de procéder à tout autre acte. » Les deux plis destinés au saint-synode et au Sénat, portaient des suscriptions analogues, également autographes.

Le texte de ces suscriptions indique assez que l'empereur se réservait, en vue de certains événements, le droit de retirer, de modifier ou d'anéantir l'acte qu'il avait signé, sans y avoir fait intervenir, comme partie intéressée, le grand-duc Nicolas. Or, il était loin de pouvoir compter sur le consentement de ce prince, qui ne parlait qu'avec effroi du fardeau et des soucis de la couronne.

Un jour que le grand-duc Nicolas s'était exprimé à peu près en ce sens devant l'empereur, celui-ci le regarda tristement et d'un air de reproche :

— Nicolas, lui dit-il avec un soupir, nous n'avons pas le choix de notre destinée ici-bas : il faut nous y soumettre, quelle qu'elle soit, et ne pas nous révolter contre les volontés du ciel.

— Sire ! répondit le grand-duc, frappé d'un

pressentiment qui passa comme un éclair dans son esprit : Votre Majesté nous donne un exemple que nous n'oublierons jamais.

Personne, en effet, n'ignorait que plus d'une fois l'empereur avait failli signer son abdication et rentrer dans la vie privée, aux douceurs de laquelle il aspirait depuis son avénement au trône. De temps à autre, des correspondances venues de Russie, et insérées dans les feuilles publiques de l'Allemagne et de l'Angleterre, annonçaient même que cette abdication était un fait accompli et que le manifeste qui devait la proclamer avait été déjà envoyé au Conseil de l'Empire. Mais on ne disait pas, on ne soupçonnait pas que le successeur d'Alexandre Ier pût être autre que son héritier légitime, le grand-duc Constantin.

Telle était la conséquence naturelle de l'expédition du manifeste du 16/28 août 1823, qui, en passant par les chancelleries, avait répandu ces bruits vagues d'abdication, que la société de Saint-Pétersbourg accueillit avec une véritable douleur. On en parla beaucoup d'abord, et l'on ne manqua pas d'y ajouter une foule de commentaires plus ou moins admissibles. Bientôt on en parla moins, et la nouvelle de l'abdication, colportée par toute l'Europe, ne s'appuyant que sur l'envoi des plis

cachetés au Conseil de l'Empire, au Saint-Synode et au Sénat, on cessa d'attacher à cet envoi simultané l'importance qu'on lui avait attribuée dans l'origine. Il ne fut plus question de ces paquets expédiés sous le sceau impérial, et l'on finit par en oublier l'existence.

A Moscou, le secret avait été mieux gardé, et le grand-duc Constantin lui-même ne fut pas averti du dépôt qui s'était fait dans la cathédrale de l'Assomption. Le prince Dmitri Galitsyne, gouverneur-général de Moscou, n'en sut rien non plus, quoique l'empereur l'eût désigné, dans la suscription du paquet déposé à la cathédrale, pour décacheter ce pli en temps utile. L'archevêque Philarète s'abstint de toute confidence à ce sujet.

Cependant l'abdication de l'empereur était toujours une éventualité menaçante pour la famille impériale. Deux ans environ après la signature de ce manifeste, qui avait réglé la succession au trône, le prince d'Orange, marié à la grande-duchesse Anne Pavlovna, vint passer quelques semaines à Saint-Pétersbourg, au printemps de l'année 1825. Il était lié d'une étroite amitié avec le grand-duc Nicolas, son beau-frère, et l'empereur, qui n'avait pas moins d'attachement pour lui, le jugeait digne de toute la confiance que peuvent inspi-

rer un esprit sage et un caractère loyal. Aussi, l'empereur parlait-il toujours à cœur ouvert devant lui.

— Il faut que toute la famille impériale unisse ses représentations et ses prières aux miennes, dit au grand-duc le prince d'Orange encore tout ému d'une conversation qu'il avait eue avec son auguste beau-frère. J'ai trouvé l'empereur dans les plus fâcheuses dispositions : il m'a formellement déclaré qu'il voulait abdiquer.

— Mon bienfaiteur, reprit le grand-duc, connaît trop bien son devoir, pour se mettre ainsi en révolte contre les décrets de la Providence.

— Il dit que sa tâche est terminée et qu'il doit faire passer le pouvoir en des mains plus jeunes et plus fortes que les siennes. Il n'a plus qu'à mourir, a-t-il ajouté, et la vie lui est à charge.

— Guillaume, je vous supplie d'user de tout votre crédit auprès de l'empereur pour lui faire comprendre qu'il est nécessaire à notre sainte Russie, qui, sous son glorieux règne, devient tous les jours plus puissante et plus prospère.

Le prince d'Orange était épouvanté du découragement et du marasme d'Alexandre. Il fit de nouveaux efforts pour le dissuader de son fatal projet : non-seulement, dans plusieurs entretiens intimes, où il s'abandonna aux élans de son noble

cœur, il cherchait à lui prouver que le bonheur de la Russie l'obligeait à rester sur le trône, et que d'ailleurs sa mission de souverain n'était pas terminée, comme il le prétendait ; mais encore, dans des lettres pleines de raison et de sagesse, il évoqua ses propres souvenirs en lui rappelant les grandes choses qu'il s'était proposé d'accomplir dans l'intérêt de l'humanité et de la civilisation.

Alexandre l'écoutait avec bienveillance, répondait à peine à ses objections, et semblait demeurer inébranlable dans une détermination arrêtée de longue date. Mais, comme le prince d'Orange insistait sur les dangereuses conséquences de l'avénement du grand-duc Constantin, qui, malgré de belles qualités, n'avait éveillé que des défiances et des antipathies en Russie comme en Pologne, l'empereur fit un geste d'impatience et s'écria :

— Tout a été convenu, tout a été réglé d'avance. Nicolas ne vous l'a-t-il pas dit ?

Le prince n'osa pas pousser plus loin l'entretien, et sa discrétion l'empêcha de demander au grand-duc l'explication de ces paroles mystérieuses.

Six mois plus tard, à la fin d'août 1825, lorsque l'empereur Alexandre, malade ou plutôt atteint d'une mélancolie noire qui altérait sa santé, se fut décidé à partir pour Taganrog avec l'impératrice

Élisabeth qu'il croyait plus malade que lui, il donna l'ordre à son ministre des cultes de classer les papiers accumulés, qui remplissaient son cabinet de travail.

— Il faut que toutes les affaires soient en règle, dit-il en soupirant, car on ne sait pas ce qui peut arriver d'un jour à l'autre.

Le classement de ces papiers se faisait en présence de l'empereur, et le prince Alexandre Galitsyne lui demandait son avis, à chaque dossier qu'il mettait sous ses yeux. Tout à coup, il rencontra les pièces qui avaient servi à la rédaction définitive du manifeste impérial, qu'il avait copié, deux ans auparavant, pour en déposer secrètement des duplicata à Moscou et à Saint-Pétersbourg. Il ne put se défendre d'une profonde émotion en les présentant à l'empereur.

— Je suis tranquille au moins sur l'ordre de la succession au trône, dit Alexandre qui répondait ainsi tout haut à ses propres idées : quoi qu'il arrive, tout se passera bien...

— Ah! Sire, reprit le prince, Votre Majesté me permettra-t-elle de lui faire observer combien il est imprudent de laisser secrets, pendant l'absence du souverain, des actes qui changent l'ordre de la succession impériale?

— Ces actes ont été consentis par les parties intéressées, c'est-à-dire par moi et le grand-duc Constantin; ces actes, d'ailleurs, sont conformes à la loi fondamentale de l'Empire; j'ai trop de confiance dans la parole de mon frère Constantin, pour ne pas croire qu'il persiste dans sa renonciation...

— Sire, nous avons le ferme espoir que Votre Majesté reviendra en pleine santé dans sa capitale, mais, si un malheur imprévu avait lieu, il est impossible de prévoir ce qui s'ensuivrait : l'existence de ces actes secrets pourrait entraîner de bien graves désordres.

L'empereur parut frappé de la justesse de cette observation : il garda un moment le silence et eut l'air de réfléchir; puis, levant les yeux au ciel, il dit avec résignation :

— Remettons-nous-en à Dieu; il saura mieux que nous autres, faibles mortels, ordonner les choses dans l'intérêt de notre sainte Russie!

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

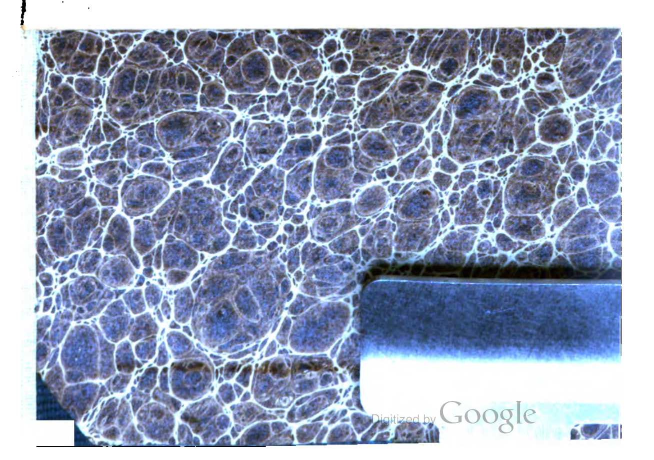
CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

leur auguste frère. — Alexandre, chef temporel et suprême de l'Église grecque. — Il fait l'éloge du clergé russe. — Il expulse les Jésuites en 1816. — Sa tolérance religieuse. — Il protége les Juifs. — Il prend sous sa sauvegarde la secte des Doukhobortsi. — Il autorise l'établissement du Consistoire général évangélique. — Il songe à l'abolition du servage. — Entretien du grand-duc Nicolas, à ce sujet, avec l'historien Karamzine. — Sentiments d'Alexandre Ier à l'égard de l'affranchissement des serfs. — Il favorise l'instruction publique. — Premiers succès de la méthode de l'enseignement mutuel en Russie. — Organisation des universités de Moscou, de Wilna, d'Abo, de Saint-Pétersbourg, de Kharkoff et de Kasan. — Institut pédagogique fondé par le comte de Nowossiltzoff. — Création du Lycée impérial de Tzarskoé-Sélo. — Conseils paternels de l'empereur aux élèves de ce lycée. — Incendie de cet établissement (mai 1821). — Alexandre s'efforce de faire prospérer l'agriculture et l'industrie. — Ses ukases du 6 octobre 1817 et du 9 janvier 1819. — Il favorise le développement du commerce et de la marine marchande. — Il fait fleurir les sciences, les arts et les lettres. — Le peintre Bruloff. — Le fabuliste Kriloff. — Alexandre aimait la poésie. — Le grand-duc Nicolas ne l'aimait point. — Les poëtes utopistes. — L'histoire de Russie par Karamzine. — Les poëmes d'Alexandre Pouchkine. — La censure établie en 1819. — Extension des sociétés secrètes en Europe. — Discours de l'empereur à la diète de Pologne (mai 1818). — Congrès d'Aix-la-Chapelle (septembre 1818). — Alexandre se fait l'avocat de la France. — Résolutions secrètes des signataires de la Sainte-Alliance. — Le prince de Metternich. — L'empereur de Russie et le roi de Prusse se rendent à Paris. — Alexandre revient de ses préventions contre les Bourbons. — Madame la duchesse de Berry. — Le duc d'Orléans et le parti libéral. — Déclaration d'Aix-la-Chapelle (15 novembre 1818). — L'empereur et les impératrices reviennent à Saint-Pétersbourg. — Mort de la reine de Wurtemberg (9 janvier 1819). — Douleur d'Alexandre. — Ses voyages dans les provinces septentrionales. — Dangers auxquels il s'expose. — Congrès de Carlsbad. — Déchaînement révolutionnaire en Europe. — Congrès de Troppau (octobre 1820). — Discours

CHAPITRE XVII.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.


Digitized by Google

